LA REVUE DE PARIS

NOVEMBRE

JACQUES CHASTENET...	L'Afrique noire demain...
ALDOUS HUXLEY.....	Dessins dans le Dictionnaire
RENÉ MASSIGLI.....	De Versailles à Locarno
SERGE GROUSSARD.....	La Belle-Espérance (1)
MARCEL PELLENC.....	Subventions économiques et Investissements
E. de la ROCHEFOUCAULD	Dix Jours au Japon
ANDRÉ DHOTEL.....	Les Suppliciés de Samant
MAURICE CHEVALIER....	Raisons et Chansons
PIERRE FRÉDÉRIX.....	Berlin, douze ans après
ROBERT LACOUR-GAYET	La Ruée vers l'Or
PIERRE BURGELIN.....	Situation du Protestantisme
THIERRY MAULNIER.....	Anne Frank et Vasco
PIERRE AUDIAT.....	Les «Deux Indes» et l'Europe

Le Mois à Paris par CLAUDE ROGER-MARX, JEAN FAYARD, GEORGES PILLEMENT, EDMOND SÉE, PIERRE ROUSSEAU, JEAN-CLAUDE BRISVILLE, GUY LECLEC'H, SERGE VEBER, MARCEL THIÉBAUT, MARCEL GABILLY

LA LIVRAISON : 200 FRS

1957 - 64e ANNÉE

SOMMAIRE

		Pages.
JACQUES CHASTENET	L'Afrique noire demain	3
ALDOUS HUXLEY	Dessins dans le Dictionnaire	16
RENE MASSIGLI	De Versailles à Locarno	24
SERGE GROUSSARD	La Belle-Espérance (I)	40
MARCEL PELLENC	Subventions et Investissements	64
ED. DE LA ROCHEFOUCAULD	Dix jours au Japon	74
ANDRE DHOTEL	Les Suppliciés de Samant	83
MAURICE CHEVALIER	Raisons et Chansons	94
PIERRE FREDERIX	Berlin, douze ans après	103
ROBERT LACOUR-GAYET	La Ruée vers l'Or	117
PIERRE BURGELIN	Situation du Protestantisme	129
THIERRY MAULNIER	Le Théâtre	141
PIERRE AUDIAT	Les « Deux Indes » et l'Europe	145
Le Mois à Paris	157	Chronique des livres	172

DIRECTEUR : MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS *publiera prochainement*

L'INTUITION ET LA DÉCOUVERTE MÉDICALE
par **PASTEUR VALLERY-RADOT**
de l'Académie française

UN SCANDALE LITTÉRAIRE EN 1844
par **André BILLY**
de l'Académie Goncourt

FÉLIX COURSEGOULE
par **Vassily PHOTIADES**

TARIFS DES ABONNEMENTS

France : Un an (12 numéros)	Fr.	2.000	**Étranger** : Un an (12 numéros)	Fr.	2.400
— : Six mois (6 numéros)		1.000	— : Six mois (6 numéros)		1.200

ABONNEMENTS D'UN AN PAYÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

U. S. A.	$	7,35	**Belgique** : En cas de paiement au C. ch. postaux nº 3.509.64 à Bruxelles.	Fr.B.	345
Canada	$ canadiens	7,70	Par chèque bancaire.	Fr.B.	357
Suisse : En cas de paiement au C. ch. postaux nº 1.12.237 à Genève.	Fr.S.	30,75	**Italie**	Lires	4.590
Par chèque bancaire.	Fr.S.	31,50	**Angleterre**	£	2/11
Espagne	Pesetas	337	**Égypte**	Piastres	305
			Hollande	Florins	27,3
			Portugal	Escudos	208

Dans les pays suivants : Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Cité du Vatican, il est possible de souscrire directement des abonnements à *la Revue de Paris* et de les régler en monnaie du pays dans tous les bureaux de poste.

Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Élysées, Paris-8e (Balzac 02-88)
Compte chèques postaux : 360-50 Paris

En Espagne s'adresser à la Sociedad general Espanola de Libreria, Evaristo San Miguel 11, Madrid.
Au Brésil : s'adresser à R. F. Besnard, 91, avenida Almirante Barroso, Rio de Janeiro.
En Argentine : s'adresser à la Librairie Hachette, 47, Maipu, Buenos-Aires (Argentine).

Prière de joindre la somme de 25 fr. et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

LA REVUE DE PARIS : S.A.R.L., cap. 1.050.000 fr. - Propriétaires : Edmée de la Rochefoucauld - André de Fels.
LA REVUE DE PARIS n'assume pas la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.

© Revue de Paris 1957.

permet de faucher le poil le plus dur sans aucune douleur et "sans feu du rasoir"

RAZVITE permet de se raser en 1 instant sans eau, sans savon, sans blaireau.

Le tube de 125 gr. : 149 fr. GRAV. PERET PARIS

Compagnie du RAZVITE - Colombes (Seine)

VOYAGEZ A PRIX RÉDUITS SUR LA S.N.C.F.

avec

UN BILLET DE FAMILLE	75 % de réduction à partir de la 3e personne. Parcours minimum : 300 km retour compris. VALIDITÉ : 40 JOURS.
UN BILLET DE CONGÉ ANNUEL	30 % de réduction une fois par an. Parcours minimum : 200 km retour compris. VALIDITÉ : 3 MOIS.
UN BILLET TOURISTIQUE aller-retour ou circulaire	20 % de réduction pour 1.500 km aller et retour. 30 % de réduction pour 2.000 km aller et retour. VALIDITÉ : 2 MOIS. Coupon aller non valable du 20 décembre au 1er janvier.
UN BILLET DE GROUPE	30 % de réduction pour 10 personnes au moins. 40 % de réduction pour 25 personnes au moins. VALIDITÉ : 1 MOIS.
UN BILLET DE WEEK-END DE SPORTS D'HIVER	30 % de réduction. VALIDITÉ : 3 ou 4 jours suivant le parcours. Billets vendus dans toutes les gares pour certaines stations françaises de sports d'hiver (du dernier week-end de novembre au premier week-end d'avril).

Pour classer vos livraisons

DE LA

REVUE DE PARIS

ACHETEZ NOS CARTONNAGES SPÉCIAUX

PLATS ET DOS DE TOILE GRENAT

Chaque carton-classeur permet de réunir six livraisons rognées

•

PRIX DU CARTONNAGE
350 francs (FRANCO DE PORT)

COMPTOIR NATIONAL d'ESCOMPTE de PARIS

Siège Social :

14, Rue Bergère, 14 -- PARIS

Succursale :

2, Place de l'Opéra, 2-- PARIS

◇

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

◇

Agences et Bureaux
en France, dans l'Union Française
et à l'Étranger

Correspondants dans le monde entier

Les bottes et snow-boots pour femmes, fillettes et enfants à l'Aigle *sont en vente chez tous les spécialistes et grands magasins*

PRÉSENT ET AVENIR
DE L'AFRIQUE NOIRE FRANÇAISE

par JACQUES CHASIENET

QUAND les Français portent aujourd'hui leurs regards au-delà de la Méditerranée, c'est avant tout sur l'Algérie qu'ils les arrêtent. Avec raison, car de la manière dont sera résolu le problème algérien dépend peut-être, pour longtemps, le destin de la France.

L'Algérie cependant n'est que le balcon de l'Afrique française. Au-delà s'allongent les immenses territoires composant ce que nous nommions naguère nos « colonies d'Afrique noire et de Madagascar ».

Ensemble d'une superficie égale à seize fois celle de la France métropolitaine. A de vastes zones désertiques y succèdent des régions fertiles ; le sous-sol y recèle des richesses minières dont la prospection ne fait que commencer. Trente-cinq millions d'êtres humains habitent ces espaces, êtres humains fort inégalement groupés, ayant des traditions et professant des religions diverses, parvenus, à des stades très différents d'évolution et parlant une variété presque infinie de langues ou dialectes.

Peu de points communs entre cette Afrique et l'Afrique du Nord. La population y est en immense majorité de race noire (malaise métissée à Madagascar). Presque pas d'Arabes ni de Berbères. L'Islam, bien qu'y faisant de grands progrès, n'exerce qu'une faible action politique. Enfin les hommes de race blanche ne sont là que fort peu nombreux et n'occu-

pent guère que des fonctions d'encadrement. L'angoissante question soulevée par la présence de 1 100 000 Européens en Algérie ne se pose pas.

Il est donc légitime de parler de l'Afrique noire et de Madagascar en faisant abstraction de l'Afrique du Nord. Et il doit être bien entendu que les méthodes qui se révèlent efficaces chez celles-là ne sauraient être appliquées telles quelles chez celle-ci. Ce qu'on peut toutefois affirmer c'est que si la France venait à perdre complètement l'Algérie, ce qui lui reste d'autorité politique en Afrique noire et à Madagascar disparaîtrait très vite.

Précisons que sous le terme d' « Afrique noire française » nous désignons les territoires du groupe d'Afrique occidentale (Mauritanie, Sénégal, Haute-Volta, Soudan, Niger, Côte-d'Ivoire, Dahomey), les territoires du groupe d'Afrique équatoriale (Moyen-Congo, Oubangui-Chari, Tchad, Gabon), le Togo, le Cameroun, la Côte des Somalis. Bien que le Sahara économique comprenne une fraction de la Mauritanie, il doit être considéré comme rattaché à l'Afrique du Nord.

⁂

Jusqu'en 1956, les colonies composant l'Afrique noire française ainsi que la colonie de Madagascar étaient soumises à un régime d'autorité paternaliste. La législation y était édictée par voie de décrets rendus à Paris ; les gouverneurs et administrateurs étaient à peu près tous des métropolitains et les chefs traditionnels ou commis indigènes ne faisaient que les seconder (à Madagascar toutefois les cadres locaux avaient une certaine importance). Les autochtones n'étaient pas, sauf exceptions individuelles, des « citoyens », mais des « sujets ». Seule parmi les colonies ainsi régies, celle du Sénégal jouissait de certaines libertés municipales et envoyait des représentants au Parlement français. Enfin la Société des Nations (à laquelle se substitua ensuite l'O.N.U.) avait un droit de regard sur le Togo et le Cameroun, anciennes colonies allemandes que la France administrait en vertu d'un « mandat ».

Pendant la dernière guerre, sous l'impulsion de leurs gouverneurs ou chefs militaires, plusieurs des pays d'Afrique noire se rallièrent à la France libre, d'autres furent occupés de force. En 1944, la Conférence réunie à Brazzaville par le général de Gaulle se prononça en faveur de l'assimilation de l'Outre-Mer à la métropole et c'est en vertu de cette recommandation qu'après la Libération, une loi promulguée le 7 mai 1946 octroya à tous les habitants d'Afrique noire la pleine citoyenneté française.

La Constitution du 27 octobre 1946 — celle qui nous régit encore — incorpora cette grande innovation dans son titre VIII relatif à l'Union française. Aux termes de ce titre toutes les colonies africaines prennent le nom de « territoires » et font partie, au même titre que la France métropolitaine et que l'Algérie, de la « République française ». Leurs habitants

élisent au suffrage universel des deux sexes des représentants à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République. (Le Togo et le Cameroun, pays « sous tutelle » de l'O.N.U. sont dits « territoires associés » ; ils ne font pas constitutionnellement partie de la République française, mais n'en n'envoient pas moins à Paris des députés et des sénateurs.)

Chaque territoire est doté d'une Assemblée élue aussi au suffrage universel et qui a des pouvoirs analogues à ceux d'un Conseil général métropolitain, mais plus étendus. Les Assemblées territoriales députent à leur tour une Assemblée nouvellement créée, dite « de l'Union française » pour moitié composée d'élus du Parlement métropolitain et qui d'ailleurs ne possède que des attributions consultatives (après avoir d'abord siégé à Versailles, elle s'est transportée à Paris). Les territoires d'Afrique occidentale d'une part, d'Afrique équatoriale de l'autre, restent associés en deux « groupes » (ce mot remplace l'ancien vocable « Fédération ») conservant chacun un Grand Conseil aux attributions surtout financières et économiques. Partout l'autorité exécutive demeure aux mains des gouverneurs ou gouverneurs généraux. Quant à la législation, certaines de ses matières sont réservées au Parlement, d'autres pouvant faire l'objet de décrets rendus après consultation de l'Assemblée de l'Union française.

Ce régime est d'inspiration nettement assimilatrice. Pourtant le texte de la Constitution de 1946 contient à cet égard une contradiction. A côté du titre VIII, cette Constitution comporte en effet un préambule dans lequel il est dit que la France entend « conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ». Comment concilier cette affirmation avec le système rigide et en somme étroitement centralisateur du titre VIII ?

En fait, cette partie de la Constitution de la IVe République n'a pas résisté à la pression des événements. Depuis la malheureuse issue de l'affaire d'Indochine, celles de ses dispositions qui ont trait aux « États associés » d'Extrême-Orient sont lettre morte. Quant à celles qui concernent les « territoires » et « territoires associés » d'Afrique, elles ne subsistent plus, en partie au moins, que fictivement.

Il était inévitable que le mouvement « anti-colonialiste » qui, né pendant la deuxième guerre mondiale, avait submergé l'Asie et ébranlé l'Afrique du Nord, se répercutât en Afrique noire et à Madagascar. Exploité par les Soviets, encouragé par l'idéologie américaine, rencontrant à l'O.N.U. un accueil très favorable, érigé en doctrine universelle par la Conférence de Bandoeng, ce mouvement ne pouvait manquer de rencontrer de nombreuses adhésions chez les Africains « évolués » qui, instruits dans nos écoles, ne trouvaient pas les emplois auxquels leurs diplômes ou certificats leur donnaient, estimaient-ils, droit.

Des revendications de ces « évolués » l'écho retentit à la tribune du Palais-Bourbon et il apparut très vite que les libertés accordées par la Constitution de 1946 ne suffisaient pas. Dès 1947 une révolte éclata à

Madagascar dont la force ne vint que difficilement à bout. Pour n'être pas aussi sanglants les troubles qui agitèrent ensuite la Guinée, la Côte-d'Ivoire et le Cameroun n'en furent pas moins sérieux et laissèrent des traces.

Là-dessus intervinrent l'indépendance accordée par la France à ses protectorats de Tunisie et du Maroc, celle aussi reconnue par la Grande-Bretagne à sa colonie de Côte-d'Or. Comment éviter la contagion ?

Théoriquement chacun était d'accord à Paris sur la nécessité de reviser le titre VIII. Mais dans quel sens et dans quelles limites ? On en disputait à perte de vue et les commissions compétentes s'enlisaient quand M. Defferre, ministre de la France d'Outre-Mer dans le cabinet Guy Mollet, prit une résolution énergique : en juin 1956, il obtint du Parlement le vote d'une « loi-cadre » traçant les grandes lignes d'un plan de réformes et autorisant le gouvernement à réaliser ces réformes par décrets.

Quarante-cinq décrets furent successivement rendus après avis de l'Assemblée de l'Union française (le Parlement les ratifia ultérieurement) qui modifièrent profondément le statut des territoires français d'Afrique noire et de Madagascar. On prit quelque peine pour que les nouvelles ne parussent pas aller directement à l'encontre de celles du titre VIII de la Constitution. On n'y parvint qu'incomplètement.

***

Voici l'essentiel des innovations politiques :

Sur le plan électoral. — Depuis 1946, les élections avaient lieu au suffrage universel, mais selon le système dit du double collège (un collège européen, un collège indigène). A ce système est partout substitué celui du collège unique : désormais le bulletin de vote de l'autochtone pèse autant que celui de l'Européen.

Sur le plan législatif. — Les Assemblées territoriales voient leurs pouvoirs considérablement augmentés. Elles deviennent compétentes pour tout ce qui ne concerne pas la défense, la sécurité, le Code pénal, la justice de droit français, la protection des libertés publiques, le régime monétaire, les télécommunications, la réglementation douanière et celle du Travail (ces matières étant réservées au Parlement français). Au Togo et au Cameroun les Assemblées territoriales sont qualifiées de « législatives » et ont des attributions encore plus étendues. A Madagascar le pouvoir législatif est partagé entre des Assemblées provinciales et une Assemblée centrale. Les deux Grands Conseils d'A.-E.F. et d'A.-O.F. subsistent, mais n'ont plus guère qu'une mission de coordination.

Sur le plan de l'exécutif. — Le gouverneur, désormais qualifié « chef de territoire » (« haut-commissaire » à Dakar, à Brazzaville, Tananarive, Lomé et Yaoundé) ne conserve de pouvoirs directs que dans les matières « réservées ». Mais il a (sauf au Togo) le droit d'exiger qu'une mesure

adoptée par l'Assemblée locale fasse l'objet d'une deuxième délibération. Pour le reste, il n'est plus qu'un chef d'État constitutionnel, la réalité du pouvoir exécutif étant aux mains d'un Conseil de gouvernement de six à douze membres élu par l'Assemblée et, en fait sinon en droit, responsable devant elle. Chaque membre de ce Conseil porte le titre de ministre et, outre ses attributions collégiales, est chargé de la direction d'un grand service. Le premier élu prend le titre de « vice-président du Conseil » (au Togo et au Cameroun : premier ministre). Il est le vrai chef du gouvernement.

Ainsi, nos anciennes colonies d'Afrique noire et Madagascar jouissent-elles désormais d'une large autonomie interne, cette autonomie allant, dans le cas du Togo et du Cameroun, jusqu'à friser l'indépendance (le premier de ces pays a d'ailleurs officiellement pris le nom de « République togolaise »).

***

La loi-cadre du 23 juin 1956 et les décrets pris en application constituaient un saut dans l'inconnu.

Comment a-t-on atterri ?

Beaucoup plus moelleusement que d'aucuns ne redoutaient et, jusqu'à présent au moins, la métropole n'a pas à regretter la confiance qu'elle a faite à ses anciennes colonies.

Le 31 mars dernier des élections générales ont eu lieu, selon le système du collège unique, pour le renouvellement des Assemblées territoriales. La campagne électorale n'a que rarement donné lieu à incidents graves ; près de 50 p. 100 des inscrits ont voté, ce qui, eu égard aux difficultés de communications, représente une proportion considérable.

On ne saurait affirmer que tous les électeurs, négresses à plateaux comprises, aient été parfaitement conscients de la portée de leur geste. Ils ont certainement plutôt voté pour des hommes que pour des idées. Les différents partis n'en étaient pas moins fort bien organisés et leur propagande, intelligemment conçue, a eu certainement plus d'efficacité que l'action, d'ailleurs discrète, de l'administration.

Parmi ces partis le principal vainqueur a été le *Rassemblement démocratique du peuple africain* (R.D.A.) que dirige M. Houphouet-Boigny, député de Côte-d'Ivoire et ministre d'État dans le Gouvernement français. Le R.D.A. affirme hautement que c'est seulement au sein d'une étroite collaboration avec la France que les pays sous-développés d'Afrique noire peuvent être assurés de la paix publique et espérer une amélioration substantielle de leur niveau de vie.

Plus nationaliste est le parti de la *Convention africaine* qui a emporté un triomphe au Sénégal. Son chef est M. Senghor qui rêve d'une vaste Fédération africaine associée à la France sur un pied d'égalité. Conception ambitieuse qui ne va pas sans se heurter aux particularismes locaux.

Les différents *Mouvements socialistes africains*, dont le principal anima-

teur est M. Lamine-Gueye, maire de Dakar, réclament une extension des autonomies déjà accordées. Mais eux non plus n'envisagent point de rompre avec la Métropole. Et c'est sur celle-ci que compte expressément l'*Union progressiste mauritanienne* pour défendre la Mauritanie contre les prétentions du Maroc.

A Madagascar toutefois, les élections du 31 mars ont été partiellement favorables à des tendances séparatistes, tendances qui ont assez curieusement reçu l'appui d'une fraction du clergé catholique. Encore ne s'agit-il point de sécession complète, mais plutôt d'une aspiration au plein statut de Dominion.

Quant aux communistes, ce n'est qu'au Cameroun qu'ils se sont manifestés avec quelque virulence et, dans l'ensemble, leurs succès électoraux ont été plus que médiocres. Il ne faudrait pourtant pas sous-estimer leur action souterraine qui ira se développant au fur et à mesure que l'Afrique s'industrialisera. Moscou ne perd certainement pas de vue les possibilités existant de ce côté-là.

Un trait remarquable du scrutin du 31 mars a été le nombre des Français métropolitains élus : plus de 11 p. 100 du total. On était en droit de ne pas en espérer tant du collège unique.

⁂

Les Assemblées une fois constituées, elles ont procédé à l'élection des Conseils de gouvernement. Ceux-ci tantôt sont homogènes, tantôt reflètent une coalition de partis. Quelques-uns comprennent un ou plusieurs blancs. Il est encore trop tôt pour porter sur leur action un jugement valable. Ce qu'on peut cependant déjà affirmer, c'est qu'ils font le plus souvent preuve de beaucoup de sérieux et de sens des réalités. L'un des premiers gestes du Conseil du Togo a été de faire adopter par l'Assemblée législative une mesure qui limite à six le nombre des enfants donnant droit à allocations familiales, alors qu'avec la législations métropolitaine, sottement étendue à l'outre-mer polygame, ce nombre atteignait parfois la centaine.

On pouvait craindre des heurts entre les ministres autochtones et les fonctionnaires européens descendus du rang de chefs à celui de conseillers techniques. Grâce à une bonne volonté réciproque, il n'en a rien été. Aussi bien les nouvelles Excellences ne cessent-elles d'insister à Paris pour qu'il leur soit envoyé des juristes, des ingénieurs, des maîtres d'enseignement. La difficulté est d'en trouver assez qui acceptent de s'expatrier et une loi a dû être votée autorisant le Gouvernement à, au besoin, affecter d'office à l'Outre-Mer les fonctionnaires métropolitains.

« L'Association franco-africaine, a dit M. Sekou Touré, vice-président du Conseil de Guinée, doit apporter aux inquiétudes des uns, aux soucis des autres des solutions satisfaisantes. » Et le vice-président du Conseil de la Côte-d'Ivoire, M. Denise, a déclaré : « Il faut démontrer au monde que la France, en faisant l'acte de foi qui aboutit aux réformes actuelles, n'a pas commis un acte de folie, mais un acte de raison. »

De telles paroles manifestent, chez l'élite d'Afrique noire, une évolution hautement satisfaisante : la substitution du sens des responsabilités à l'esprit de revendication.

Aussi bien cette élite, à la différence de l'élite nord-africaine, n'a-t-elle point d'autre pôle d'attraction intellectuelle que la France ; ceux mêmes de ses membres qui sont de religion musulmane ignorent en général l'arabe et ne sont guère sensibles aux prestiges de la civilisation coranique. C'est là une situation dont la métropole doit à tout prix assurer le maintien : tant que notre langue sera la seule langue véhiculaire dans nos anciennes colonies d'Afrique noire et à Madagascar, tant que notre culture sera la seule à tenter les plus intelligents des autochtones, notre influence persistera. A cet égard il se faut féliciter que l'Institut des études supérieures de Dakar ait récemment été promu à la dignité d'Université et on doit souhaiter qu'une mesure analogue soit bientôt prise au profit de l'Institut similaire de Tananarive. Il importe extrêmement que les cadres africains qui se substitueront de plus en plus aux cadres métropolitains soient imprégnés des méthodes françaises et que ce soit vers la France qu'ils se tournent tout naturellement quand ils auront besoin d'avis.

Ne nous le dissimulons pourtant pas : l'évolution institutionnelle amorcée par la loi-cadre de 1956 n'est point achevée et il est probable que le statut de tous les territoires ne tardera pas à s'aligner sur celui du Togo et du Cameroun — c'est-à-dire à comporter une dose marquée d'indépendance politique. A Madagascar cette évolution semble même devoir se précipiter.

En Afrique noire même le Congrès du parti R.D.A. qui s'est tenu à la fin de septembre à Bamako a marqué un glissement dans le sens de M. Senghor : il s'est en effet prononcé en faveur du regroupement des territoires de l'A.O.F. d'une part, de l'A.E.F. d'autre part en deux Fédérations qui seraient unies à la France par un lien confédéral. Sans doute ce vœu traduit-il surtout les ambitions de quelques intellectuels désireux de jouer un rôle politique sur un large théâtre. Il existe pourtant là une tendance sur laquelle il serait imprudent de fermer les yeux.

L'article premier de la loi-cadre précise que celle-ci ne préjuge pas « la revision attendue du titre VIII de la Constitution ». Il faudra bien se décider à procéder à cette revision. Espérons que les nouvelles dispositions seront assez souples pour pouvoir s'adapter à toutes circonstances. Le titre VIII, tel qu'il est actuellement rédigé, pêche par excès de rigidité et c'est pour cela qu'il a, en fait, volé en éclats. Il ne s'agit pas de le remplacer par un autre cadre qui, pour être différent, n'en serait pas moins rigide.

Un point qui devrait retenir l'attention du législateur est la représentation des territoires africains au sein du Parlement français.

Sans être proportionnelle au chiffre de la population, cette représentation n'en est pas moins très importante : une quarantaine de députés et

autant de sénateurs. Un tel chiffre est-il justifié maintenant que les territoires ont reçu une ample autonomie interne ? Est-il admissible que les élus africains continuent à voter à Paris des impôts que leurs électeurs ne payent pas, à délibérer sur des lois qui ne seront pas applicables à ces électeurs, à contrôler un gouvernement qui n'a plus sur l'Outre-Mer qu'une autorité limitée ?

Sans doute, puisque le Parlement métropolitain reste compétent à l'égard d'un certain nombre de matières « réservées », devrait-on conserver quelques représentants africains. Mais quelques-uns seulement. En revanche, la représentation actuelle de l'Afrique au sein de l'Assemblée de l'Union française serait maintenue, voire augmentée. Cette Assemblée, dont la situation actuelle est assez équivoque, possède en effet vocation à devenir une sorte de Parlement fédéral. Sans brusquer les étapes — beaucoup de susceptibilités sont à ménager — il semble que ce soit dans cette direction qu'il convienne de s'orienter. L'Assemblée de l'Union française, qu'on plaisante parfois, est en réalité fort sérieuse ; ses commissions travaillent avec activité et ses rapports sont le plus souvent très documentés. En outre, les relations entre ceux de ses membres qui ont été désignés par le Parlement et ceux qui ont été élus par les Assemblées d'Outre-Mer sont excellentes. Sa faiblesse vient de son manque de vrais pouvoirs. Si on lui en conférait, fût-ce dans un domaine strictement limité, elle en ferait vraisemblablement utile usage.

Il y aurait enfin lieu, peut-on penser, de rayer de la Constitution la disposition qui englobe sous le vocable de « République française » à la fois le territoire métropolitain et les territoires d'outre-mer : ce vocable répondait à une pensée centralisatrice qui est déjà tout à fait dépassée ; c'est l'expression « Union française » qui répond désormais aux faits.

⁂

Bien qu'empreintes — ou plutôt parce que empreintes d'un empirisme auquel l'esprit français est mal accoutumé — les réformes politiques introduites dans l'Afrique noire française paraissent devoir donner de bons résultats.

Elles n'en laissent pas moins intacte une grave question qui a, ces derniers temps, donné lieu à de vives controverses. La France a-t-elle ou non intérêt à s'efforcer de maintenir dans son orbite ses anciennes colonies africaines ? Plus précisément, ce maintien vaut-il les sacrifices financiers qu'il impose et continuera d'imposer à la métropole ?

Efforçons-nous de répondre à la question sans idées préconçues.

Écartons d'abord un argument *pour* qui a longtemps servi : l'argument « effectifs militaires ». Eu égard aux conditions de la guerre moderne, la possibilité de recruter en Afrique noire des régiments de tirailleurs ne présente plus que des avantages restreints et que contrebalance amplement l'obligation où nous sommes d'entretenir outre-mer d'importantes forces métropolitaines.

En revanche, l'Afrique noire et Madagascar nous offrent des bases navales et aériennes qui, en cas de conflit mondial, seraient d'un puissant secours.

Passons aux domaines financier et économique.

L'Afrique noire française et Madagascar ont, en 1956, coûté aux contribuables métropolitains à peu près 126 milliards, se décomposant ainsi :

Personnel et matériel (environ) .....Fr.	7 milliards.
Subventions aux budgets locaux (environ)	3 —
Investissements (environ)	66 —
Dépenses militaires, armée et gendarmerie (environ)	50 —
Total .....Fr.	126 milliards.

Si important que soit ce total, on doit toutefois noter qu'il ne représente que 2,5 p. 100 des dépenses budgétaires françaises. Encore le pourcentage serait-il ramené à 1,5 p. 100 si l'on déduisait les dépenses militaires dont, en tout état de cause, la plus grande partie ne saurait être évitée (les troupes rappelées d'outre-mer devraient être entretenues dans la métropole).

Les dépenses de personnel et de matériel ainsi que les subventions ne sont évidemment pas rentables. Mais elles sont la condition de tout le reste. Il faut cependant espérer qu'au fur et à mesure que les territoires devenus autonomes s'organiseront mieux et s'enrichiront, la participation financière de la métropole à leur administration pourra décroître. Sans doute est-il fâcheux que la mise en application de la loi-cadre impose au budget français une dépense supplémentaire d'environ 20 milliards (prise en charge de services jusque-là payés par les budgets territoriaux). En bonne logique, c'est le contraire qui devrait se produire. Les Anglais se montrent, dans leurs anciennes colonies devenues Dominions, infiniment moins généreux que nous.

Les investissements effectués aux frais du contribuable français en Afrique noire et à Madagascar ont pour objet l'équipement économique (routes, ports, aéroports, barrages, prospections minières, etc.) et l'équipement social (écoles, hôpitaux, etc.). Leur coût s'est, en 1956, élevé à 66 milliards versés par l'entremise de l'organisme dit « F.I.D.E.S. » auxquels il faut ajouter 17 milliards avancés par la Caisse centrale de la France d'Outre-Mer. Le total représente environ 7 p. 100 du total des dépenses publiques d'investissement faites dans l'ensemble de l'Union française, territoires métropolitains compris.

Des abus ont certainement été commis et c'est avec raison qu'on a dénoncé d'absurdes gaspillages : le ruineux et stérile Office du Niger, le somptueux hôpital de Lomé qui reste en grande partie vide de malades, l'inexploitable usine de cellulose voisine d'Abidjan, les inutiles aménage-

ments portuaires de Tamatave. La liste pourrait être aisément allongée... Il n'en est pas moins vrai que, si la métropole veut tirer économiquement parti de l'Afrique, si elle entend aussi s'acquitter des devoirs qu'elle a contractés envers les indigènes, des investissements très importants sont indispensables. On voudrait seulement qu'ils s'inspirassent toujours d'un souci de véritable efficacité. Moins de constructions prétentieuses servant surtout à emplir les poches des entrepreneurs et à jeter de la poudre aux yeux des commissions internationales d'investigation ; concentration des travaux de grand équipement économique là où ils ont chance sérieuse de devenir rentables ; multiplication des travaux légers ayant pour objet d'améliorer les conditions de la petite agriculture locale ; multiplication aussi des écoles de brousse [1].

Après les investissements publics, les investissements privés. Il est impossible, faute de statistiques, d'en préciser le chiffre (en tout cas plus de 15 milliards par an pour l'Afrique noire). Les événements qui agitent la France d'Outre-Mer en ont un moment ralenti le rythme, mais il semble aujourd'hui se précipiter (mines de fer de Mauritanie et de Guinée, phosphates du Sénégal et du Togo, bauxites de Guinée et du Cameroun, pétroles et phosphates du Gabon, manganèse et installations hydro-électriques du Moyen-Congo, uranium et charbon de Madagascar, etc.). Quelques-uns de ces investissements sont partiellement financés par des groupes étrangers associés à des entreprises françaises.

Deux décrets pris en application de la loi de Finances du 31 décembre 1953 comportent, au profit des investissements privés, des dispositions fort intéressantes : les Assemblées locales sont autorisées à passer avec les sociétés désireuses de s'établir sur leur territoire des contrats ou conventions garantissant à des sociétés que les impôts auxquels elles se verront soumises ne seront pas augmentés pendant vingt-cinq ans ; une garantie analogue peut même leur être donnée au sujet des taxes douanières frappant les importations de produits nécessaires à leur activité. Quelques accords de ce type ont déjà été conclus. Ils constituent sans nul doute un procédé très efficace pour attirer des capitaux extérieurs.

⁂

Des chiffres donnés plus haut il résulte que, sous une forme ou une autre, la métropole dépense en Afrique noire et à Madagascar environ 1 p. 100 de son revenu national (celui-ci étant estimé à 16 000 milliards de francs).

De ce sacrifice quelle est la contrepartie ?

D'abord, un très important mouvement d'échanges commerciaux.

En 1956, la valeur totale des exportations de la France métropolitaine

1. Le problème des investissements dans l'ensemble de la France d'Outre-Mer a fait, le 20 mai 1957, l'objet d'une intéressante communication de M. Alfred Jacobson à l'Académie des Sciences morales et politiques.

s'est chiffrée par 1 623 milliards et la valeur de celles d'entre elles destinées à l'Afrique noire et à Madagascar, par 138 milliards soit 8,5 p. 100 de l'ensemble.

En regard, sur un total d'importations dans la métropole se montant à 1 976 milliards, les importations en provenance d'Afrique noire et de Madagascar ont représenté à peu près 165 milliards, soit 8,3 p. 100 de l'ensemble.

Ces fortes proportions s'expliquent par le régime très privilégié dont jouissent outre-mer les produits métropolitains et dans la métropole les pays d'Outre-Mer, régime résultant d'exemptions douanières ou de tarifs préférentiels et de l'inclusion commune dans la zone franc.

Ce privilège ne va pas d'ailleurs sans inconvénients : la métropole d'une part, les territoires africains de l'autre sont conduits à se vendre mutuellement leurs produits à des prix souvent fort supérieurs aux cours mondiaux. En outre, l'existence de marchés privilégiés risque de favoriser, chez les industries métropolitaines exportatrices, un certain assoupissement. Il n'en est pas moins certain que, si ces industries se trouvaient brusquement privées des dits marchés, elles en éprouveraient un rude choc et qu'avant qu'elles n'aient pu opérer une reconversion, elles se verraient exposées à un dangereux chômage.

La balance commerciale ci-dessus indiquée accuse, du côté métropolitain, un déficit de 27 milliards. Mais ce chiffre doit être diminué du montant non négligeable des sommes que les résidents de race blanche économisent en Afrique et qu'ils placent en France.

Il demeure que les dépenses administratives et militaires faites par la métropole le sont à fonds perdus, qu'une partie des dépenses d'investissements ne sont jamais rentables et que les autres ne sont pas de rentabilité immédiate. Toutefois, une très forte proportion (au moins 50 p. 100) de ces dépenses d'investissements revient en France sous forme d'achats de matériel. On est en outre en droit de penser que le coûteux équipement dont l'Afrique noire et Madagascar commencent à être dotées ne tardera pas à devenir générateur de bénéfices.

Considération de grande importance : c'est en francs que la métropole règle les produits qu'elle achète en Afrique noire et à Madagascar. A défaut de ces sources d'approvisionnement, les mêmes produits devraient être achetés à l'étranger et, par conséquent, réglés en devises. Or, on ne sait que trop de quelle pénurie de devises nous souffrons.

Tout pesé cependant, on est en droit de soutenir que, *sur le plan purement comptable*, l'Afrique noire et Madagascar ne sont pas, *aujourd'hui*, pour la France, ce qu'on nomme commercialement « une bonne affaire ». Et plusieurs des territoires qui la composent n'en deviendront, selon toute vraisemblance, jamais une.

L'angle comptable est toutefois loin d'être le seul — ni peut-être le principal — sous lequel doive être envisagée la question. Sans ses prolongements africains, la France ne serait plus qu'un pays de 550 000 kilo-

mètres carrés peuplés de 44 millions d'individus, soit à l'échelle moderne, une assez petite nation. En outre, son départ livrerait à l'anarchie, à la misère et, éventuellement à la tyrannie communiste des populations envers lesquelles elle a contracté une responsabilité morale. Entre 1900 et 1953, la mortalité infantile a été grâce à nous, abaissée de 50 à 7 p. 100, la maladie du sommeil, la fièvre jaune, le paludisme ont été jugulés ; les écoles créées par nous sont fréquentées par 1 200 000 enfants ; nous avons appris aux indigènes à mieux soigner leur bétail et à substituer progressivement dans leur alimentation le riz et le pain au manioc et au mil de bien moins grande valeur nutritive. Pourrait-on, de gaieté de cœur, et sans pêcher contre l'humanité, laisser pareille œuvre à l'abandon ? Disons enfin que, si la France se désintéressait de ses anciennes colonies africaines, elle se priverait d'une carte qui, dans le grand jeu international, peut devenir un atout maître.

Ici on découvre une perspective nouvelle : la perspective « eurafricaine ».

Les Soviets poursuivent, avec une inlassable persévérance, l'exécution du plan conçu par Lenine : encercler l'Europe libre et l'affamer économiquement avant de la dominer politiquement. Les événements d'Égypte, ceux aussi de Syrie, ont déjà montré combien aisément peut être compromis le ravitaillement en pétrole de cette petite Europe. Trop petite décidément et à laquelle manque la véritable autonomie économique.

Cette autonomie, une association étroite avec l'Afrique peut en très grande partie la lui assurer, à condition que toutes les richesses virtuelles dont dispose le continent noir soient mises en valeur. « L'Afrique, a dit M. Houphouet-Boigny, c'est la chance de la France, comme la France est la chance de l'Afrique ». Il est permis d'élargir l'affirmation et de dire : « L'Afrique, c'est la chance de l'Europe. »

Cette vérité a été fortement mise en lumière au Congrès européen tenu à Rome en juin dernier. Elle n'a pas non plus échappé aux rédacteurs du traité de Communauté économique européenne (Marché commun).

A vrai dire, ceux des articles de ce traité qui sont relatifs à l'intégration des pays d'outre-mer dans le Marché commun constituent plutôt des déclarations d'intention que des stipulations à effet immédiat. Pourtant deux principes féconds ont été posés : le libre accès de toutes les puissances signataires aux ressources des territoires africains dépendant de certaines d'entre elles ; l'obligation pour ces puissances de participer à l'équipement (y compris l'équipement social) des mêmes territoires. Avant que ces principes ne se traduisent dans les faits, du temps s'écoulera assurément. Mais les périls qui menacent l'Europe sont trop grands pour que les résistances ne finissent par céder.

Il est inutile de souligner combien, au cours des négociations qui ne peuvent manquer de s'ouvrir, l'importance des dépendances africaines de la France mettra celle-ci en position avantageuse. Il ne l'est guère moins d'indiquer qu'elle profitera largement de la collaboration étrangère à une

œuvre de mise en valeur qu'elle est, financièrement et dans une certaine mesure techniquement, hors d'état d'accomplir seule à l'échelle désirable.

Résumons :

Les vieilles formules coloniales, qui ont eu leur temps d'honneur et d'efficacité, sont périmées.

L'expérience très hardie que vient de faire la France en concédant une large autonomie à ses anciennes colonies d'Afrique noire et de Madagascar semble devoir donner des résultats favorables.

Elle est en tout cas irréversible et doit nécessairement entraîner une révision dans un sens fédéral, de la Constitution de 1946. Il faut souhaiter que les dispositions nouvelles soient très souples et aussi qu'elles réduisent l'action exercée sur nos affaires intérieures par les élus de territoires désormais libres de gérer à leur gré leurs affaires intérieures.

L'Afrique noire et Madagascar coûtent et continueront de coûter cher à la métropole. Ces dépenses correspondent, à long terme, à un intérêt matériel certain et, dans l'immédiat, à un devoir moral qui ne l'est pas moins. Il importe qu'elles ne soient pas accrues par démagogie et que le principal effet soit concentré d'une part sur les investissements rentables et l'autre sur une amélioration de la production agricole propre à élever le niveau de vie des populations.

Aujourd'hui médiocre affaire pour la France d'un point de vue comptable, l'Afrique noire et Madagascar en deviendront une excellente si les richesses qu'elles recèlent sont convenablement exploitées. Cette exploitation la France n'a pas les moyens financiers de la mener à bien seule ; elle ne doit donc pas craindre de provoquer les concours financiers et techniques de ses partenaires du monde libre. L'intérêt sagement entendu desdits partenaires est de ne pas ménager ce concours.

Sans les immenses territoires africains qu'elle a tirés de la barbarie, où elle a répandu sa langue et auxquels elle a donné des lois, la France continuerait à vivre, mais elle cesserait définitivement d'être une puissance mondiale. Avec eux — même s'ils ne lui sont plus rattachés que par un lien politique ténu — elle peut jouer un rôle de premier plan dans la défense militaire et économique de l'Occident, dans la sauvegarde aussi d'une civilisation dont elle demeure un des plus assurés porte-flambeaux.

JACQUES CHASTENET,
de l'Académie française.

LES DESSINS
DANS LE
DICTIONNAIRE

par ALDOUS HUXLEY

JE n'ai qu'un seul point de ressemblance avec Shakespeare : je connais peu de latin et moins encore de grec. Jadis, il y a longtemps, je connaissais assez bien ces deux langues. J'y étais obligé, car j'ai été élevé dans ce qu'il est maintenant de bon ton d'appeler la tradition occidentale, le système éducatif qui égalait la sagesse à une connaissance des auteurs classiques dans le texte original, et définissait la culture comme une aptitude à écrire une prose grecque et latine grammaticalement correcte. Et non seulement une prose, car à Eton, de mon temps, nous courtisions, sur ordre, la Muse ingrate. Le jeudi tout entier, de sept heures du matin à dix heures du soir, était consacré à la tâche épuisante et absurde consistant à traduire trente ou quarante vers de poésie anglaise en vers latins, ou, lors des grandes occasions, grecs. Pour ceux qui réussissaient le mieux à produire des pastiches d'Ovide, d'Horace ou d'Euripide, il y avait de fort beaux prix. Je possède encore un Matthew Arnold en maroquin cramoisi, un Shelley en mi-veau, pour témoigner de mes prouesses de jadis dans ces cruels et bizarres exercices. Aujourd'hui, je ne pourrais pas plus écrire une copie de vers iambiques grecs, ou même d'hexamètres latins, que je ne pourrais voler. Tout ce dont je me souviens de ces arts jadis indispensables, c'est l'ennui intense dont était accompagnée leur pratique. Aujourd'hui encore, la vue du *Shorter Latin Dictionary*, du docteur Smith ou du *Greek Lexicon*, de Liddell and Scott, a le pouvoir de rappeler cet ennui ancien. Que d'heures lugubres j'ai passées à feuilleter frénétiquement ces pages, à la recherche d'un mot pour « vache » qui pût se scander comme dactyle, ou pour m'assurer que ma mémoire des verbes irréguliers et des accents grecs n'était pas en défaut. Il m'est odieux de songer à tout ce temps gaspillé. Et pourtant, étant donné que la plupart des êtres humains sont destinés à passer la majeure partie de leur vie à des travaux auxquels il leur est impossible de prendre le moindre intérêt, il se peut que ce dressage « vieux-jeu » avec le dictionnaire ait été extrêmement salutaire. Au moins il nous

— Ci-dessus un dessin de Lautrec... qui ne figurait pas dans le dictionnaire de Huxley (Cliché Bulloz).

apprenait à connaître et à attendre le pire de la vie. Tandis que l'élève d'une école « progressiste », où l'on s'arrange pour que tout paraisse divertissant et significatif, vit dans un paradis pour sots. Comme préparation à la vie, non pas telle qu'elle devrait être, mais telle qu'elle est effectivement, les horreurs de la grammaire grecque et l'imbécillité systématique des vers latins étaient parfaitement appropriées. D'autre part, il faut admettre qu'elles avaient tendance à laisser chez leurs victimes un dégoût tout à fait irrationnel pour le pauvre cher le docteur Smith.

Récemment, par exemple, j'ai reçu, un appel téléphonique urgent de mon ami Jake Zeithin, le libraire. « J'ai quelque chose à vous montrer, dit-il, quelque chose de fort passionnant. » Je me rendis sans délai dans son magasin. Mais lorsque, triomphalement, il souleva un petit dictionnaire latin, mon enthousiasme tomba, et je me ressentis aussitôt — telle est la force du réflexe conditionné — un peu de cette lassitude d'esprit que de semblables objets avaient suscitée pendant mes jours scolaires, il y a près d'un demi-siècle. Certes, ce dictionnaire particulier était l'œuvre d'un agrégé des classes de grammaire des lycées, et les équivalents des mots latins étaient en français. Mais la ressemblance avec le docteur Smith était suffisamment étroite pour déclencher ma réaction coutumière. En le regardant, je me sentis soudain pareil à quelqu'un qui vient de respirer une poumonnée d'air vicié à l'entrée d'une station de métro. Mais alors le livre fut ouvert et posé révérencieusement devant moi. Sur la page de garde presque blanche, il y avait un dessin à la plume exquis, représentant trois chevaux en tandem tirant sur les traits d'une lourde charrette à deux roues. C'était une merveille d'expression, de conformité à la nature d'économie de moyens. Comment cette chose charmante avait-elle trouvé le moyen d'entrer dans la lugubre réplique de l'abrégé de Smith ? La réponse quand elle vint, fut aussi simple qu'elle était surprenante. Ce dictionnaire avait appartenu, à la fin des années 70 et au début des années 80 du siècle dernier, à un garçon qui s'appelait Henri de Toulouse-Lautrec.

En 1880, quand furent exécutés la plupart de ces dessins, Toulouse-Lautrec avait seize ans. Le premier des deux accidents qui devaient transformer un enfant simplement délicat en un nabot grotesquement difforme, avait eu lieu au printemps de 1878, le second, quinze mois plus tard, à la fin de l'été de 1879. En 1880, les fémurs brisés s'étaient remis, plus ou moins ; et il croyait encore — à en juger d'après les portraits de lui-même qu'il dessinait à cette époque — que ses jambes se remettraient à pousser. Il se trompait. Son tronc se développa normalement, et devint en temps voulu le torse d'un homme adulte ; les jambes demeurèrent ce qu'elles avaient été au moment de sa première chute : les membres maigrichons et courts d'un gamin de quatorze ans. En attendant, il fallait vivre sa vie ; et, en dépit de la douleur, en dépit de l'inactivité forcée, en dépit du soupçon, puis de la certitude, qu'il lui faudrait désormais affronter le monde sous la forme d'un nain monstrueux, Lautrec la vécut avec

un courage sans défaillance et un entrain incoercible. Son instruction, interrompue après moins de trois ans de lycée, se poursuivit avec des précepteurs privés, et en 1880, il se présenta au baccalauréat, échoua, recommença l'épreuve en 1881 et s'en tira avec succès. C'est dans l'intervalle entre les deux examens qu'il décora les marges de son dictionnaire avec les dessins que je contemplais à présent, ravi, dans le magasin de Jake Zeithin.

Jusqu'à l'âge de dix ans (pourvu, bien entendu, que ses maîtres ne s'en mêlent pas) à peu près tout enfant peint comme un génie. Quinze ans plus tard, les chances pour qu'il peigne encore comme un génie sont d'à peu près une contre quatre cent mille. Pourquoi cette minorité infinitésimale tient-elle la promesse de l'enfance, alors que tous les autres tombent peu à peu dans la médiocrité ou oublient même jusqu'à l'existence de l'art qu'ils pratiquèrent jadis (dans les limites des aptitudes enfantines) avec une adresse et une originalité aussi étonnantes, c'est là une énigme non résolue. Quand nous en aurons appris la réponse, peut-être pourrons-nous transformer l'éducation, et faire, de l'affaire tristement décevante qu'elle est à présent, l'instrument de reconstruction sociale et individuelle qu'elle devrait être. En attendant, nous ne pouvons que noter les faits sans les comprendre. Pour quelque raison encore entièrement mystérieuse, Lautrec appartint à la minorité infinitésimale. L'intérêt qu'il manifesta pour la peinture commença très tôt, accompagné, vraisemblablement, par l'habituel génie enfantin. On raconte qu'il demanda, à trois ans, la permission de signer le registre paroissial à l'occasion du baptême de son petit frère. On objecta, non sans raison, qu'il ne savait pas écrire. « Très bien, répondit-il, alors je dessinerai un bœuf. » Durant toute son enfance, les bœufs restèrent un sujet préféré ; et, avec les bœufs, les chiens, la volaille, les faucons (son père, le comte Alphonse de Toulouse-Lautrec, était un fauconnier passionné), et surtout les chevaux. Il passait de longues heures dans la basse-cour de l'un ou l'autre des châteaux familiers, à contempler avec attention les oiseaux et les bêtes. Ce qu'il voyait, il s'en souvenait, non pas d'une façon vague et imprécise comme nous autres nous nous souvenons des choses, mais dans tout son détail. Plus tard, quand l'art imaginatif et symbolique de l'enfance fit place à ses premiers essais d'adolescent dans celui de la figuration, il put reproduire ces souvenirs avec une précision étonnante. Plus tard encore, artiste, sûr de sa main, il se servit rarement de modèles ; il préférait compter sur une mémoire qui pouvait lui fournir tout ce dont il avait besoin. Ce genre de mémoire est-il inné, ou peut-il être acquis par un dressage convenable ? Sommes-nous tous capables d'un souvenir exact, et échouons-nous dans la réalisation de nos possibilités innées à cause de quelque emploi impropre de notre esprit et de notre corps ? Voilà une autre énigme, que les éducateurs pourraient examiner avec profit.

Lautrec était fort en latin, et au cours de ses trois années d'école remporta plusieurs prix de composition et de traduction. Mais la force

n'excluait pas l'ennui, et quand la savante sottise de la grammaire et de la versification devenait insupportable, il ouvrait l'équivalent de Smith abrégé, trempait sa plume dans l'encre, et dessinait un minuscule chef-d'œuvre. *Dictionnaire latin-français*. Au-dessus de ces mots, il y a, à gauche, un cavalier au galop, un jockey conduisant son cheval au pas, vers la droite. Nous ouvrons le livre au hasard, et trouvons *Prophetice*, *Propheticus*, avec un faucon s'y posant. *Cœtus* et *Cohacrentia* sont surmontés d'une paire de sabots de cheval, entraperçus par derrière pendant que l'animal passe au galop. Deux pages de la préface sont embellies, la première par un grand dessin représentant un vieux canasson fatigué, la seconde par une version nouvelle et non moins puissante des trois chevaux en tandem qui ornaient la page de garde.

Le dessinateur n'avait que seize ans ; mais ces graffitti furtifs, dessinés pendant que son maître avait le dos tourné, sont les œuvres d'un artiste déjà mûr, et dénotent une maîtrise aisée des moyens et une compréhension du sujet qui, même dans le cas de la plupart des hommes d'un talent marqué, sont le fruit seulement d'une longue expérience et d'une pratique constante. Le premier maître de Lautrec, l'académicien et portraitiste à la mode Bonnat, était d'une autre opinion. « Peut-être êtes-vous curieux de savoir, écrivit le gamin dans une lettre à son oncle Charles, quel genre d'encouragement je reçois de Bonnat. Il me dit : « Votre peinture n'est » pas mauvaise ; elle est habile, enfin, elle n'est pas mauvaise. Mais votre » dessin est tout bonnement atroce. » — Cela, à un élève qui était capable de griffonner de mémoire de petites choses dont même le plus grand maître n'aurait pas honte ! La raison de la désapprobation de Bonnat devient claire quand on lit ce qu'un camarade d'atelier écrivait de Lautrec dans la classe de modèle vivant : « Il faisait un gros effort, pour copier exactement le modèle ; mais malgré lui il exagérait certains détails typiques, quelquefois le caractère général, de sorte qu'il distordait sans s'y efforcer ou même sans le vouloir. Je l'ai vu se forcer à faire jolie son étude d'un modèle — à mon avis, sans succès. L'expression « se forcer à faire joli » est de lui. »

Le mot « fait » dérive de *factum*, chose faite. Et, en réalité un fait n'est jamais, comme il nous plaît de le supposer, une chose totalement indépendante et donnée, mais toujours ce qu'il nous plaît de faire de cette chose donnée. Un fait est cette version particulière du donné que, dans tout contexte particulier, nous trouvons utile. Le même événement — mettons l'explosion d'une bombe à hydrogène — est simultanément un fait dans le domaine de la physique et de la chimie, un fait en physiologie, en médecine et en génétique, un fait psychologique, un fait politique, un fait économique, un fait éthique, même un fait esthétique — car le nuage atomique est merveilleusement beau. Un grand artiste figuratif, tel que Lautrec ou Goya, Degas ou Rembrandt, s'intéresse à plusieurs aspects de l'expérience — l'esthétique, le biologique, le psychologique, et, quelquefois, l'éthique — et les faits qu'il note sur le papier ou la toile

sont des formes qu'il extrait de la réalité donnée, qu'il *fait*, afin d'exprimer et de communiquer ses propres préoccupations. C'est pour cette raison, sans doute, qu'il ne trouve pas d'incompatibilité entre la conformité à la nature et la distortion. Voire, s'il doit y avoir conformité aux aspects particuliers de la nature auxquels il s'intéresse, il faut qu'il y ait une certaine distorsion. Quelquefois, la distorsion est simplement affaire d'omission. (Rares, même parmi les peintres les plus réalistes, ceux qui indiquent *tous* les cils.) Quelquefois elle est due à une exagération de ce qui, dans le donné, révèle le plus clairement le côté de la Nature auquel l'artiste aspire à se montrer fidèle. Hsich Ho, l'artiste japonais du IVe siècle qui a formulé les célèbres six principes de la peinture chinoise, exprime la même vérité d'une autre façon. « Le premier principe, c'est que, par esprit vitaliste, une peinture doit posséder le mouvement de la vie. » On a suggéré un certain nombre d'autres versions du premier principe, telles que : « une peinture doit posséder une vitalité rythmique » ; « une peinture doit exprimer le mouvement vital de l'esprit par le rythme des choses » ; « une peinture doit manifester la fusion du rythme de l'esprit avec le mouvement des choses vivantes ». Mais, quelque variables que soient les traductions, « il est évident, pour reprendre le texte du grand sinologue Oswald Svien, que le premier principe se rapporte à quelque chose qui dépasse la forme matérielle — appelez-le caractère, âme, ou expression. Il dépend de l'opération de l'esprit, ou du souffle mystérieux de la vie, par quoi les personnages peuvent devenir comme s'ils se mouvaient ou respiraient. » C'est à ce rythme de l'esprit manifesté par le mouvement des événements donnés que l'artiste fait attention, et afin de rendre cette essence spirituelle des choses il pourra être contraint de distordre l'apparence, de s'abstenir aussi bien de copier exactement que de « faire joli » d'une façon conventionnelle. A sa manière propre, Lautrec fut un adepte fidèle du premier principe de Hsich Ho. Même tout gamin, encore complètement ignorant des maîtres sous l'influence desquels son style même devait être formé — Hokusai, Degas, Goya — même dans les marges de son dictionnaire latin, il rendait manifeste l'esprit vitaliste dans les mouvements de la vie.

Le cheval est maintenant un animal presque disparu et, dans quelques années, je le suppose, on ne le verra plus que dans les jardins zoologiques et peut-être sur les champs de courses et dans les parcs des magnats pétroliers du Texas. Pour l'homme de la rue — une rue à présent heureusement non souillée par les montagnes de crottin, qui, dans mon enfance, faisaient de toute grande ville une écurie d'Augias — la disparition du cheval est un bienfait. Pour l'artiste en herbe, elle est un désastre. Le percheron, le cheval de chasse pur-sang, le bidet bien luisant, les créatures splendides qui tiraient la voiture du riche, même les misérables canassons dans les brancards des fiacres et des omnibus — chacun à sa manière propre incarnait le rythme de l'esprit dans le mouvement de sa vie équine. Aujourd'hui, dans les grandes villes d'Europe et d'Améri-

que, le mouvement de la vie se limite aux êtres humains, dont la plupart sont incroyablement dénués de grâce, et à quelques chiens, chats et étourneaux. Les communications sont assurées (et en même temps empêchées) par des automobiles. Mais les automobiles manquent complètement du mouvement de la vie. Ce sont des objets statiques munis d'un moteur. Pour leur conférer un semblant de mouvement de la vie, leurs constructeurs leur donnent des formes incommodes et les dévorent de bandes chromées semblables à des flèches. Mais tout cela est en vain. La voiture « sport » la plus agressive demeure, même à cent cinquante kilomètres à l'heure, essentiellement non dynamique. Alors que, même à huit kilomètres à l'heure, même un cheval de fiacre est une manifestation du mouvement de la vie, une incarnation du rythme de l'esprit. Autrefois, le cheval était omniprésent. Où qu'il se tournât, le jeune artiste voyait le mouvement de la vie. Au pas ou au trot, au galop lent ou rapide, le cheval lançait un défi à ses pouvoirs de représentation et d'expression, il l'incitait à explorer le mystère sous-jacent de l'esprit qui vit et se meut en formes. Quelles œuvres d'art étonnantes ont dû leur existence au cheval ! Dans l'ancienne Mésopotamie, en Grèce, en Chine et au Japon, chez les Étrusques et à Rome, dans les peintures de batailles de la Renaissance, dans des vingtaines de tableaux de Rubens, de Vélasquez, de Géricault, de Delacroix — quelle cavalcade ! L'invention du moteur à combustion interne a privé les peintres et les sculpteurs du XXe siècle de l'une des sources les plus riches d'inspiration artistique.

Avec Degas, Lautrec a été le dernier grand portraitiste de chevaux. Si le comte Alphonse en avait fait à sa volonté, Henri n'eût peut-être jamais peint autre chose. « Ce petit livre, a écrit le comte sur la page de garde d'un manuel de fauconnerie offert à son fils lorsqu'il eut douze ans, t'apprendra à jouir de la vie du grand large, et si, quelque jour, tu devais éprouver l'amertume de la vie, les chiens et les faucons, et surtout les chechaux, seront tes compagnons et t'aideront à oublier un peu. » Et ce n'est pas seulement l'amerture de la vie humaine, c'est aussi son effarante vulgarité que les chiens, les faucons et les chevaux nous aideront à oublier. C'est là, assurément, pourquoi les films de nature de Disney ont obtenu une si large popularité. Après une dose excessive de fesses humaines, hélas trop humaines, quel soulagement énorme de voir même une tarentule, même une paire de scorpions ! Hélas, la vie au grand large n'était pas la vie que le destin avait préparée pour Henri de Toulouse-Lautrec. Son accident lui interdit de participer à toute forme de sport ou d'exercice campagnard. Et, bien qu'il aimât toujours les chevaux et ne se lassât jamais d'étudier leurs mouvements au cirque aussi bien qu'au champ de courses, il aimait Montmartre et l'alcool, les chanteurs de cabaret et les prostituées, d'une passion encore plus intense. « Toute curiosité, a écrit l'un de ses amis, le ravissait, le poussait à un enthousiasme ravi. Il dénichait des fragments de bric-à-brac tels qu'une perruque japonaise, un chausson de danse, un chapeau curieux, un soulier au talon exagérément

haut, et vous les montrait avec les remarques les plus amusantes ; ou bien il tirait d'une façon inattendue, d'un amas de vieilleries, une belle estampe de Hokusai, une lettre écrite par un souteneur à sa maîtresse, une série de photographies de splendides chefs-d'œuvre de peinture comme la *Bataille* d'Ucello, à la Galerie Nationale, ou les *Courtisanes jouant avec des Animaux* de Carpaccio, au Musée Correr tout cela accompagné d'exclamations enthousiastes, de commentaires sensibles ou explosifs. » Les ivrognes et les filles, les messieurs paillards en haut-de-forme, les dames en boas de plumes rechercheuses de sensations, les garçons d'écurie, les lesbiennes, les chirurgiens barbus effectuant des opérations avec un mépris horrifiant des premiers principes de l'asepsie — c'étaient là aussi des curiosités, plus remarquables même que les perruques japonaises, et c'est là ce qui devint le sujet de la plupart des tableaux de Lautrec, le milieu dans lequel il aimait à vivre. Il les peignait simplement à titre de curiosités, se passant de jugement moral, mais traduisant, simplement la bizarrerie intrinsèque de ce qu'il voyait autour de lui. C'est dans cet esprit de chasseur de curiosités, de collectionneur de bric-à-brac, qu'il allait au théâtre.

Les pièces, en tant que telles, ne l'intéressaient pas. Bonnes ou mauvaises, elles étaient simplement des mots. Ce qu'il aimait dans un théâtre, ce n'était pas la littérature, mais les acteurs — leur façon de grimacer et de gesticuler, les effets curieux produits par l'éclairage d'en haut et d'en bas, les costumes voyants se déplaçant sur des fonds absurdement romantiques de toile peinte. La naissance de cet intérêt porté au théâtre est visible dans le dictionnaire de Lautrec. Au-dessus de *pugillus*, il y a un minuscule bouffon armé de sa marotte — souvenir, vraisemblablement, de quelque figure vue pendant le carnaval à Nice. Et, mordant sur *quamprimum*, *quamquam*, *quamvis*, *et quanam*, il y a un personnage dont l'attitude et le costume vaguement médiéval semblerait être ceux d'un acteur de l'une des troupes en tournée qu'Henri avait pu voir sur la Côte d'Azur. Enfin, en face de *naemia* (chant funèbre) il y a un magnifique croquis d'une jeune actrice vêtue en page, avec un maillot collant (car les jambes n'ont été dénudées que bien après la Première Guerre Mondiale), des hauts-de-chausses aussi courts que possible, et un pourpoint. Il n'y a pas d'effort, dans ce dessin ni dans aucun autre du jeune Lautrec, en vue d'accentuer la féminité de son modèle. Notre obsession courante du sein est visiblement absente. L'artiste à la vue claire est plus fort que l'adolescent plein de désirs, comme il devait être plus fort, plus tard, que l'habitué des bordels. Il n'y a jamais rien de *sexy* dans l'art de Lautrec ; mais il n'a jamais rien, non plus, de délibérément, de sarcastiquement antiféministe. Degas, c'est évident, prenait plaisir à donner à ses modèles les poses les moins séduisantes. Une dame qui avait visité une exposition de ses œuvres lui demanda un jour pourquoi il lui plaisait de donner à toutes les femmes un aspect aussi laid. « Madame, répondit le peintre, c'est parce que les femmes sont

généralement laides. » Différent en cela de Degas, Lautrec ne s'est jamais mis en devoir de prouver qu'elles fussent laides ou attrayantes. Il se contentait de les regarder, comme il avait regardé dès sa petite enfance des bœufs, des chevaux, des faucons, des chiens ; puis de mémoire, et avec des distorsions appropriées, il rendait leur mouvement, tantôt gracieux, tantôt grotesque, et le rythme sous-jacent de l'esprit mystérieux qui se manifeste dans ce mouvement [1].

ALDOUS HUXLEY

1. Copyright by Plon.

CHRONIQUE DES LIVRES

FRANZ KAFKA ET LES LETTRES FRANÇAISES

par Maja Goth *(José Corti)*

C'est une heureuse idée que d'avoir consacré à Kafka, dont l'influence sur la littérature européenne n'est plus à démontrer, un livre où il n'est pas question, cette fois, de l'homme (qui reste le plus fascinant des grands créateurs de notre siècle), mais de l'œuvre et de son action sur nos écrivains « absurdes ». On pourra discuter qu'il y ait autre chose entre l'auteur du *Procès* et nos surréalistes qu'un vague cousinage (la conception kafkéenne de « l'autre monde » n'a rien à voir avec leur révolte contre la société, le langage ou la raison, et l'auteur rappelle qu'Artaud ne voulait voir chez Kafka que le « vieil esprit youpin ») ; la relation avec Michaux est à peine moins accidentelle. En revanche, Maurice Blanchot (peut-être son meilleur interprète), Georges Bataille et Samuel Beckett ont évidemment entendu sa voix, tandis que Sartre a vu en lui le premier romancier enraciné dans l'existentiel.

Seul reproche à faire à cette étude scrupuleuse, son architecture : il aurait été préférable, en effet, de commencer par l'historique de la divulgation de l'œuvre. Une bibliographie clôt l'ouvrage, importante sinon complète.

PIERRE DE BOISDEFFRE.

CHOIX DE POEMES DE RENE BIZET

(Seghers)

La maison Seghers a eu l'heureuse idée de publier une sélection des meilleurs poèmes du pauvre René Bizet qui est disparu il y a quelques années, regretté de tous ses amis.

Ce journaliste expérimenté, qui anima longtemps la rubrique des Treize et suscita tour à tour l'amitié et l'aversion de Bailby, était d'humeur doucement mélancolique ainsi que l'atteste ce dernier poème aux résonances désabusées :

Que me reste-t-il de ce que j'ai vu
Dans tous mes voyages
Où j'ai promené avec mes bagages
Un cœur ingénu ?

Qu'ai-je su garder qui m'ait fait meilleur
De tous ces visages
Qui mêlaient aux joies de mes paysages
Leurs pauvres ferveurs ?

L. T.

(Suite de la chronique des livres page 39.)

DE VERSAILLES A LOCARNO

(A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT)

par René Massigli

Lorsqu'il décide d'écrire ses souvenirs, un homme que la vie a fait participer à de grands événements dans un rôle qui n'était pas seulement celui d'un spectateur, se trouve, même si les responsabilités majeures lui ont en général échappé, devant la nécessité d'un choix : ou bien ce sera à ces événements eux-mêmes que son récit fera la plus grande place, et dans la fresque qu'il en brossera, son activité personnelle, ses sentiments, voire ses initiatives seront relégués à l'arrière-plan ; ou bien « l'histoire » fournira la toile de fond et c'est l'auteur qui occupera le devant de la scène ; ce seront ses faits et gestes, plus que la trame dans laquelle ils s'insèrent, qui seront évoqués. Dans ce cas, le risque est grand que les arbres ne cachent la forêt et que le lecteur, accablé par le détail, ne perde la notion de l'ensemble... Ainsi Fabrice, au soir de Waterloo, aurait eu quelque peine à faire le récit de la bataille ; il est vrai que Chateaubriand...

Conscient des inconvénients de l'un comme de l'autre parti, et soucieux de faire métier de mémorialiste fidèle, M. Jules Laroche s'est loyalement efforcé de découvrir une voie moyenne. Ayant fait ses premières armes à Rome sous les ordres de Camille Barrère et vécu au Palais Farnèse les années de la crise marocaine et des guerres balkaniques, il était rentré au bercail à l'été de 1913. Il se trouva ainsi servir au Quai d'Orsay, dans des postes de plus en plus importants de « l'administration centrale » (suivant le terme consacré), durant les quatre années de guerre, la Conférence de la Paix et la période de négociations qui suivit, jusqu'au jour de 1926 où il fut mis à la tête de l'ambassade de Varsovie. Il nous avait conté ses années romaines et décrit la Pologne de Pilsudski ; voici les souvenirs de ses années au Quai [1].

Années décisives dont nul n'aurait pu être mieux qualifié que M. Laroche pour écrire l'histoire : il n'y a point songé. Pourtant ces années ont vu la transformation des méthodes diplomatiques, la substitution à la diplomatie traditionnelle de la « diplomatie par conférences » dont sir Maurice Hankey (aujourd'hui lord Hankey), comme secrétaire du Cabi-

1. *Au quai d'Orsay, avec Briand et Poincaré*, 1913-1926. Hachette, 1957.

net britannique, allait très vite établir la doctrine, sinon fixer les règles, elles ont vu de plus en plus fréquemment l'intervention dans les négociations des ministres des affaires étrangères, voire des chefs de gouvernement (« Je le déplore », écrivait Jules Cambon en 1925, dénonçant les premiers symptômes du mal ; que n'écrirait-il pas aujourd'hui !) C'est assez dire que le témoignage de M. Laroche sur cette période et sur la part d'influence que les diplomates surent — ou furent autorisés — à conserver soit dans l'orientation, soit dans le fonctionnement des mécanismes de la politique étrangère de la France, est d'importance. Mais, parce que l'auteur est, de nature, un modeste, parce qu'il appartient à une génération qui conservait le sens du secret de l'État, il ne va pas au-delà de quelques allusions et de quelques anecdotes. Des télégrammes, des notes qu'il mentionne, il ne publie ni extraits, ni même analyses et on aimerait en apprendre un peu plus de certaines discussions où son rôle ne fut pas mince. Certes, il en dit assez pour que, à la lecture de ces pages alertes, d'une si parfaite simplicité, celui qui écrit ces lignes et que Philippe Berthelot avait appelé — ou plutôt attaché — au Quai d'Orsay, en 1919, se trouve assailli de souvenirs, pour que à ses yeux des épisodes oubliés reprennent vie, pour que des fantômes s'animent... Mais les lecteurs, pour qui l'histoire commence à Münich, si ce n'est à la Libération, non seulement ignoreront quel chef bienveillant fut M. Laroche, combien amical, attentif à n'imposer aucun conformisme à ceux qui, comme moi, firent leurs premières armes sous son indulgente férule, mais risquent de retenir de ce livre surtout l'impression que ce début d'après-guerre fut celui de rivalités entre hommes politiques et de certaines jalousies « à des échelons moins élevés » ; ce serait une vue très insuffisante de la réalité.

M. Laroche a peint un tableau de chevalet, dans une manière pointilliste ; quel dommage qu'il ne se soit pas proposé un but plus ambitieux ! Une fresque largement traitée nous aurait donné des temps qu'il évoque une idée plus exacte ; plus et mieux que personne il en avait en mains les éléments...

***

Dans l'admirable petit livre qui a pour titre « Le Diplomate », Jules Cambon rapporte un propos que lui tint Jules Simon aux derniers jours de la Commune, dans le jardin du Ministère de l'Instruction Publique, rue de Grenelle : « Il n'y a de guerres justifiables en raison que la guerre civile et la guerre religieuse. » Le vieil ambassadeur a préféré omettre la fin de la phrase, telle qu'il me l'a plusieurs fois citée au cours des années où j'eus l'honneur d'être son collaborateur immédiat : « Au moins, on sait pourquoi on se bat », avait conclu le collègue de M. Thiers... Le mot est passablement cynique et Henri Guillemin jugera

peut-être qu'il précise un trait de la psychologie d'un des « trois Jules » ; pour moi, il me suffit d'y trouver la constatation indirecte qu'en ces temps lointains la politique étrangère échappait aux préoccupations et à la compétence des citoyens.

Cet âge d'or pour les diplomates dura, avec des vicissitudes diverses, jusqu'à la fin du XIXe siècle. Certes, une affaire Schnoebelé ou un épisode de la rivalité coloniale franco-anglaise, donnaient aux passions populaires l'occasion de s'enflammer brusquement pour le plus grand avantage des caricaturistes et des chansonniers ; mais, la plupart du temps, les ministres des affaires étrangères travaillaient dans le calme et dans une discrète pénombre. Une grande carrière politique ne trouvait pas un tremplin normal dans un succès diplomatique ; le Quai d'Orsay n'était que rarement l'antichambre — combien convoitée — de la présidence du Conseil [1]. Delcassé aurait-il pu œuvrer dans le secret qu'on lui a tant reproché plus tard, si le Parlement avait eu le souci d'être renseigné ? La « diplomatie secrète » du XIXe siècle, c'est d'abord, essentiellement, le respect par les organismes parlementaires, contrôlant plus ou moins l'exécutif, du secret de la diplomatie.

La crise marocaine, les campagnes de Jaurès, Algésiras, le coup d'Agadir, Joseph Caillaux et l'affaire du Congo, les guerres balkaniques enfin, commencèrent à changer tout cela ; la première guerre mondiale acheva de démontrer aux peuples que, après tout, les affaires extérieures étaient de quelque conséquence pour les destinées individuelles. Ce fut ensuite l'anathème jeté par le président Wilson aux traités négociés en secret, la confusion établie entre diplomatie secrète et diplomatie discrète et les règles posées par le Pacte de la Société des Nations pour l'enregistrement et la publication des traités. L'Assemblée générale de septembre allait bientôt devenir une foire aux vanités internationales ; les conférences se multipliaient. Puis à la diplomatie se substituerait la propagande. Les nazis et le Kremlin mettaient au point la diplomatie de masse, que, après 1945, l'Amérique, suivant les méthodes du *psychological warfare* allait encore perfectionner avec l'aide des Nations Unies. Tous progrès dont le monde goûte aujourd'hui les bienfaits.

M. Jules Laroche n'a vécu au Quai d'Orsay que les débuts de cette ère nouvelle. Si je ne me trompe, c'est en 1924 que, pour la première fois, un président du Conseil français et un Premier Ministre britannique, Édouard Herriot et Ramsay Mac Donald, parurent à la tribune de l'Assemblée des Nations. Ces années n'en sont pas moins celles qui ont vu se dérouler, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, les plus remarquables épisodes de la bataille autour du traité de Versailles.

1. Pas davantage en Angleterre, mais, bien entendu, avec les exceptions (Palmerston par exemple) qui confirment la règle. Depuis le début de ce siècle, en tout cas, et mise à part l'aventure tragique de Sir Anthony Eden, le Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères n'a je crois bien, jamais été l'avant-dernier degré du « *cursus honorum* » ministériel.

***

En 1918, le gouvernement de la victoire ne comptait pas de membres socialistes et l'histoire dira peut-être que le refus, par le groupe S.F.I.O., de la participation que lui avait proposée Clemenceau — M. Paul Boncour nous l'assure dans ses attachants souvenirs [1] — fut un de nos malheurs de l'après-guerre. Ce malheur devait en amener un autre, plus grand — s'il est vrai que le Tigre se le soit tenu pour dit et n'ait rien tenté afin d'associer les leaders socialistes à la négociation de la paix. Il est vrai qu'il n'invita pas davantage Aristide Briand à être un de nos plénipotentiaires — les deux hommes s'étaient heurtés trop durement durant la guerre et il flottait encore dans l'air trop de relents de l'affaire Lancken. — Du moins, cette déconvenue n'empêcha-t-elle pas Briand de voter la ratification du traité de Versailles ; au contraire, les socialistes, ayant été tenus à l'écart, avaient un prétexte tout trouvé pour ne pas prendre la responsabilité d'un instrument diplomatique dont, comme beaucoup d'autres, ils dénonçaient les imperfections... De ce fait le traité, avec ses qualités et ses défauts, ses points forts et ses points faibles, allait être jeté dans la bataille parlementaire ; au lendemain des élections de novembre 1919 et avant même qu'il ne fût entré en vigueur, il y eut à son égard une attitude de droite et une attitude de gauche. Or, selon le mot de Poincaré, le traité, parce que son application devait s'échelonner sur de longues années et parce que maintes questions ne trouvaient dans ses dispositions que des solutions provisoires, devait être une « création continue ». Il était d'autant plus grave que, sur le plan intérieur, eût été créée la situation la plus propre, dans l'instabilité de notre vie politique, à priver de la continuité nécessaire l'action des gouvernements qui allaient se succéder au pouvoir à Paris de 1920 à 1936.

Est-il permis d'ouvrir ici une parenthèse et d'avouer que la manière anglaise apparaît préférable ? En face d'un problème analogue, l'empirisme britannique tire la conclusion que le devoir d'un gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite, est de s'efforcer, dans toute la mesure du possible, de pratiquer une politique étrangère qui puisse être commune aux deux partis (*bipartisan policy*). Sur les affaires extérieures essentielles, la ligne suivie devra être telle que, si l'opposition accédait le lendemain au pouvoir, elle l'approuve et la reprenne à son compte sans changements notables. La délégation britannique à la Conférence de la Paix était, certes, dominée par la puissante personnalité de Lloyd George, mais les diverses tendances de l'opinion parlementaire y étaient représentées ; les critiques que le traité ne manqua pas de provoquer furent en général dirigées contre les méthodes de négociation du Premier Ministre plutôt que contre leurs résultats eux-mêmes. Lorsque l'opposition s'en prit à certaines de ses clauses, par exemple aux clauses de réparations, et

1. *Entre Deux Guerres,* tome II, page 3.

parce que ces critiques avaient l'approbation des milieux de la Cité, le gouvernement bien vite les prit à son compte.

Dans la négociation du Protocole de Genève en 1924, M. Mac Donald — fut-ce un hasard ? — ne prit pas la précaution de consulter l'opposition et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Arthur Henderson, fut ainsi entraîné à prendre des engagements que le cabinet conservateur, lorsqu'il arriva au pouvoir en 1925, se hâta de désavouer, en enterrant le Protocole. La leçon ne fut pas oubliée. Pendant les dix années qui suivirent et jusqu'à la crise éthiopienne, la politique extérieure britannique fut bipartisane ; lorsqu'elle cessa de l'être, elle aboutit à Münich.

A partir de 1940 et de l'avènement du cabinet Churchill, la Grande-Bretagne eut un gouvernement d'union nationale, et par définition, une politique extérieure bipartisane ; il est plus remarquable qu'elle l'ait conservée pendant les années de gestion travailliste, puis après le retour des conservateurs au pouvoir. Pour ma part, pendant les dix années de mon ambassade à Londres, je n'ai pas souvenir d'une circonstance importante où le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, lorsqu'il m'informait de la position arrêtée par le Cabinet sur tel ou tel sujet, ne fût en mesure de me donner à entendre qu'il avait l'accord du leader de l'opposition ou qu'il allait s'en assurer. Le souci d'obtenir cet accord pouvait ralentir la négociation, le souci de le conserver pouvait inciter à une excessive prudence : l'essentiel était que toutes précautions eussent été prises pour ne risquer aucun désaveu de la part de l'opinion ; car il n'y a dans la démocratie britannique de politique valable que celle qui trouve dans l'opinion un très large assentiment [1].

En principe, il en va de même chez nous. Dès lors, comment ne pas s'étonner que nos gouvernants successifs aient si aisément pris leur parti de ne pas bénéficier, dans leur action extérieure, du soutien de l'unanimité nationale (parti communiste à part, bien entendu) ? L'atmosphère de la « Chambre bleu horizon », issue des élections du 16 novembre 1919, ne se prêtait peut-être pas à des confrontations et consultations discrètes ; pas davantage peut-être celle de la Chambre du cartel des gauches qui lui succéda en 1924. En tout cas, j'ai conservé le souvenir de ministres (Briand fit de temps à autre exception) plus soucieux de garder en réserve l'argument qui, le débat une fois commencé, leur permettrait d'écraser l'adversaire ou de le désarmer *in extremis*, que d'obtenir son accord avant de s'engager eux-mêmes définitivement. Est-ce souci mal compris des « prérogatives de l'exécutif » ? Est-ce en raison de l'existence de ces lourds organismes que sont les commissions parlementaires des affaires étrangères ? Est-ce parce que la multiplicité des partis rend plus malaisés chez nous les contacts discrets entre gouvernants et principaux chefs de

1. Pour quelle raison cette règle tutélaire fut-elle méconnue à Londres lors de l'entreprise franco-britannique de Suez ? Le fait est qu'elle l'a été et que les conséquences de cette erreur furent désastreuses; elles n'ont pas encore fini de produire leurs effets.

l'opposition ? Est-ce parce que chaque nouveau ministre rêve de différencier sa politique de celle de son prédécesseur et futur successeur ? Est-ce l'effet de ce manichéisme qui distingue « deux Frances », censées irréductibles l'une à l'autre, et qui le sont peut-être en effet dans leur manière d'envisager les problèmes intérieurs, mais dont l'existence, quand il s'agit des affaires extérieures du pays, ne peut être admise sous peine de tenir pour acquis que nous sommes devenus incapables de définir une politique nationale ?

Quelque explication que l'on préfère, le fait demeure que, depuis un demi-siècle, les gouvernements ne se sont guère souciés de mettre notre politique étrangère à l'abri des sautes d'humeur du corps électoral et du Parlement. Il est permis d'en être surpris. Comptaient-ils pour cette indispensable tâche sur la vigilance des chefs de l'État ou sur la permanence des administrations ? M. Laroche tire de son expérience la leçon que « le plus sûr moyen de rendre une politique inopérante est de ne pas mettre autant de vigilante persévérance à la poursuivre que de prudence à l'élaborer », règle d'or qui nous donne la clé de quelques-uns de nos déboires, déboires d'hier ou déboires d'il y a trente-cinq ans.

⁂

Il y a trente-cinq ans, des sautes d'humeur étaient d'autant plus à redouter que l'opinion allait de déception en déception. Et d'abord la déception apportée par les « lenteurs » de la Conférence. L'homme de la rue ne soupçonnait en aucune manière la complexité des questions que les Alliés avaient à régler ; on n'avait rien fait, ou pas grand-chose, pour les lui expliquer. « Le boche paiera. » Rien de plus simple en apparence et comment Anglais et Américains hésiteraient-ils à donner à la France les garanties de sécurité qu'elle estimerait nécessaire ? Fallait-il pour cela de longues palabres ? Le Français moyen s'impatientait donc... J'ai souvenir d'un dessin — était-il de Forain ou d'Abel Faivre ? — qu'un journal publia en mars ou en avril 1919 : un huissier du Quai d'Orsay montait la garde devant la porte du cabinet ministériel : « Que font-ils là-dedans », demandait un visiteur. « Ils préparent la campagne d'hiver », répondait l'homme à la chaîne d'argent. Et, à ce moment, il n'y avait guère plus de quatre mois que le président Wilson était arrivé à Paris, guère plus de trois que la Conférence était ouverte. Qu'aurait pu répondre à la même question l'huissier de 1946 ? Après six mois d'attente, le traité est enfin signé le 28 juin 1919. Quelques semaines d'euporie ; mais, déjà, voici qu'arrivent de Washington des informations de plus en plus pessimistes, jusqu'au jour où on apprit que le Sénat ne suivait pas le président Wilson, qu'il rejetait le traité et que la garantie anglo-américaine contre une nouvelle agression allemande, si péniblement obtenue par Clemenceau et André Tardieu, et en échange de laquelle ils avaient, avec raison, sacrifié des revendications plus concrètes, ne prendrait pas

vie : la garantie était conjointe et l'Américain se dérobait. Quant aux réparations à recevoir de l'Allemagne, il ne fallut pas longtemps au Français moyen pour découvrir que ses alliés britanniques ne croyaient pas à la possibilité d'en obtenir de substantielles et que le vaincu n'apporterait en tout cas, à les fournir, aucune bonne volonté. Ainsi se créait en France un climat fait d'amertume et d'irritation ; une partie de la presse mettait tous ses soins à l'entretenir et les politiciens, n'en eussent-ils pas subi la contagion, ne pouvaient y être indifférents. Je ne suis pas sûr que M. Laroche, entraîné par le récit des discussions auxquelles il était quotidiennement mêlé, attache dans son livre suffisamment d'importance à cette situation psychologique.

La querelle de Millerand et de Poincaré avec Briand avant Cannes et à Cannes (1921-janvier 1922) ; l'escrime Poincaré-Barthou durant la conférence de Gênes (avril 1922) s'expliquent, pour une part, certes, par des ambitions ou des animosités personnelles, et les différences de tempérament étaient là, de surcroît, pour aggraver les rivalités entre individus. Mais, par-delà et au-dessus des querelles entre les hommes, il y avait la succession des conférences vaines de 1921, les déceptions accumulées ; il y avait enfin le heurt de conceptions politiques différentes.

M. Laroche nous révèle un propos bien remarquable qu'Aristide Briand tint en sa présence au cours de la Conférence de Cannes à Louis Loucheur et à Paul Doumer : « Nous allons nous trouver bientôt insérés entre deux puissances formidables, les États-Unis et la Russie. Vous voyez qu'il est indispensable de faire les États-Unis d'Europe. » Voilà qui éclaire toute la conduite, dans cette crise, de ce ministre aux longs desseins. Ce qu'il fallait aux Français dans l'immédiat, c'était la sécurité : la restauration de l'alliance franco-anglaise y pourvoirait en se substituant à la garantie anglo-américaine mort-née. Appuyée sur cette base solide, il deviendrait possible à la France de prendre une vue plus large des problèmes et d'envisager, dans la perspective d'une construction européenne à venir, et l'épineuse question des réparations — que signifiaient d'ailleurs tous ces chiffres dont Briand avait horreur et qu'il faisait confiance à Louis Loucheur pour débrouiller ? — et la restauration de l'économie européenne, qui pourrait être l'occasion, assurait Lloyd George, de la rentrée à Gênes de la Russie soviétique dans la communauté des nations. Programme combien ambitieux et susceptible d'enflammer l'imagination d'un poète, et il y avait du poète en Briand — mais, en tout cas, capable de plaire à l'opinion de gauche, un an après que le Congrès de Tours (décembre 1920) avait manifesté avec éclat l'attraction que la révolution soviétique exerçait sur les socialistes français.

Malheureusement pareil programme n'avait aucune chance d'être applaudi par la Chambre bleu horizon et c'était à elle que songeait Millerand dans son cabinet de l'Élysée et, de son fauteuil de président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, Poincaré, qui faisait sa

rentrée politique. Pour eux, il n'y avait qu'un problème : l'exécution du traité; et qu'une inquiétude immédiate : les paiements des réparations. La défaillance américaine touchant les garanties de sécurité était certes déplorable, mais ne fournissait-elle pas l'occasion d'en revenir à ces garanties réelles, c'est-à-dire territoriales, que Wilson et Lloyd George avaient jusqu'au bout refusées au Tigre ? Pour le succès de pareil dessein, la négociation du traité franco-anglais, engagée par Briand à Cannes, était inopportune parce que prématurée. De même, l'heure n'était pas à des concessions en matière de réparations ; nous n'avions qu'à nous en tenir aux droits qui nous avaient été reconnus : la carence allemande constatée par la Commission des Réparations donnerait une base solide à de nouvelles prises de gage, voire à cette prolongation de l'occupation de la rive gauche du Rhin que l'article 430 du traité de Versailles autorisait. Sur le plan de la tactique comme de l'arithmétique parlementaires, le succès d'un programme de ce genre était assuré.

Comment Briand ne s'est-il pas rendu compte que la politique de compromis et de conciliation qu'impliquaient ses vues à long terme ne pouvait guère trouver d'écho dans le Parlement ? C'est, je pense, qu'au fond il était beaucoup moins imprégné de tradition parlementaire que ne l'étaient ses adversaires. Dans ses contacts quotidiens avec députés et sénateurs, sa préoccupation était plus d'essayer ses idées, de juger, d'après les réactions qu'elles provoquaient, de l'accueil qu'elles pourraient recevoir ou de la présentation la meilleure pour les faire accepter, que de chercher à convaincre l'un après l'autre ses interlocuteurs. Le leader révolutionnaire, l'orateur de meeting n'était pas mort en lui ; j'en donnerai plus loin une preuve. Il croyait au pouvoir des mots, au magnétisme de sa parole pour entraîner une assemblée. Un triomphe oratoire, même sans lendemain, comptait plus pour lui qu'une approbation après mûre réflexion apportée par tel ou tel parlementaire. En fait, l'après-midi du 12 janvier 1922, rappelé de Cannes pour un Conseil des ministres orageux [1], il fut tout près de réussir ; mais il avait éprouvé l'hostilité de l'Élysée, il savait qu'il se heurterait à l'opposition durable de Poincaré et de la commission que celui-ci présidait ; il comprit qu'il lui faudrait livrer bataille jour après jour, se consacrer à ce travail de persuasion qui répugnait à son caractère et ce fut, après un discours qui, peu à peu, phrase après phrase, semblait lui avoir rallié la majorité de la Chambre, les mots désabusés : « D'autres feront mieux. » Il descendit de la tribune, quitta l'hémicycle et apporta au Président de la République la démission du gouvernement sans attendre la fin du débat et sans qu'il y eût vote. Il n'était pas au pouvoir de Briand, il l'avait compris, d'engager durablement la Chambre dans la politique esquissée à Cannes ; le Parlement et le pays n'étaient pas prêts à renoncer, de quelque contrepartie que cette renonciation s'accompagnât, à aucun des droits inscrits

1. Voir *Revue de Paris* de juin 1957, l'article de Jules Laroche sur la Conférence de Cannes.

dans le traité ; mais déjà certains observateurs doutaient de notre volonté d'aller jusqu'au bout pour les faire prévaloir et un expert britannique pouvait dire que, si les Français n'étaient pas disposés à rabattre un franc sur leur créance de réparations, ils s'accommoderaient très bien de ne rien toucher du tout. Ne leur jetons pas la pierre : l'attitude de certains de nos compatriotes en face du problème algérien serait-elle aujourd'hui très différente ?

Il faut bien convenir d'ailleurs qu'après les hécatombes et les ruines accumulées par quatre années de guerre, l'idée d'une réconciliation franco-allemande ne pouvait apparaître à la majorité que comme une chimère, et, à ce moment, elle l'était. Derrière un Rathenau qui avait, lui, l'étoffe d'un grand Européen, il y avait Stinnes et les industriels de la Ruhr, ceux qui avaient poussé à la guerre de 1914, ceux aux yeux de qui les armées impériales n'avaient pas été vaincues sur le champ de bataille, mais poignardées dans le dos par la révolution, ceux que la défaite avaient atteints dans leur orgueil et dans leurs intérêts autant que dans leur patriotisme. « Vous autres, Français, vous ne savez pas oublier », me disait à Berlin, au printemps de 1919, un libéral allemand. Il n'avait point tout à fait tort et cependant Adrien Hébrard n'avait point tort non plus lorsqu'il répétait qu'à Paris « ce n'est pas la Seine qui coule, c'est le Léthé ». Mais que les Français fussent, ou non, trop enclins à l'oubli, en ces premiers mois de 1922, les Allemands ne faisaient rien pour le leur faciliter. Les grands hommes d'affaires organisaient systématiquement la faillite du Reich et peu importait que de « bons Allemands », selon l'expression qui était à la mode à Londres en 1943, eussent le courage de proclamer que leur pays devait réparer les ruines de la guerre et que le problème des réparations serait insoluble tant qu'on n'admettrait pas à Berlin la nécessité d'accepter un sacrifice ; les gouvernants qui, d'aventure, pensaient ainsi étaient hors d'état d'imposer leur volonté aux détenteurs de la richesse.

De surcroît, il apparaissait que des lois mystérieuses, dont le Français moyen ignorait à peu près tout, jouaient en faveur de l'Allemagne : le problème des transferts se heurtait à des difficultés quasi insurmontables; le voulût-elle, l'Allemagne ne paierait pas tout...

De quoi l'on s'irritait chez nous — moins contre l'Allemand peut-être (après tout, il était dans son rôle en cherchant à alléger son fardeau) que contre l'Anglais qui, dans la presse, au Parlement et dans les conferences, fort de son expérience séculaire de banquier et de négociant autant que de sa science économique, faisait la leçon à l'ignorance française. C'était le temps où les idées de John Maynard Keynes s'imposaient au Treasury britannique ; certaines étaient discutables ; encore eût-il fallu savoir les discuter. Mais, dans les temps préhistoriques que j'évoque, les notions de technique financière et économique de nos parlementaires, voire de certains de nos experts, étaient encore assez élémentaires. « Le mark ? on le fera remonter à coups de pied dans le... », me répon-

dait rageusement un haut fonctionnaire que j'interrogeais quelques mois plus tard sur l'accélération de la chute du mark. Non, en ces premiers mois de 1922, il n'était au pouvoir d'aucun homme d'État français de faire accepter de manière durable par l'opinion et le Parlement une politique de modération raisonnable, qui eût, avec prudence, ouvert la voie aux réconciliations. Pas davantage n'était-il possible de faire sincèrement souscrire aux véritables maîtres de la république de Weimar des engagements basés sur le principe d'un sacrifice allemand. Pour convaincre les uns et les autres, il fallut l'occupation de la Ruhr, l'effondrement de la résistance allemande et notre « victoire inexploitée ». Briand avait raison trop tôt ; c'est en politique un crime qui se pardonne malaisément ; on en a vu depuis d'autres exemples. Il est beaucoup moins dangereux, dans les affaires publiques, de s'être trompé, comme les autres...

⁂

De ces remarques on ne conclura pas qu'il convienne de ne reconnaître qu'une importance négligeable aux rivalités qui existaient dans le personnel politique des années 20 ; rivalités d'autant plus affirmées que la qualité des hommes aux prises était plus remarquable ; elles ont certes contribué à accuser les désaccords ; elles imprimaient aux conflits d'idées et de tempéraments une forme dramatique parce que personnelle ; dans un parlement où des hommes occupaient la place que les partis, plus ou moins anonymes, tiennent aujourd'hui, elles donnaient à la lutte politique un caractère de plus grande âpreté ; elles comptaient assez pour provoquer la chute d'un gouvernement, pas assez pour provoquer par elles-mêmes un changement dans l'orientation de la politique extérieure, sinon dans la mesure, non négligeable sans doute, où une politique est affaire de méthodes et de manières autant que de définition d'objectifs.

⁂

Les personnalités étaient, il est vrai, si différentes que la tentation est grande de voir dans les contrastes de caractère et de tempérament l'origine même du désaccord des politiques. En face du juriste, du logicien impitoyable, de l'homme des dossiers complets et des chiffres précis dont il se hâtait de tirer des conclusions dont il ne démordait plus, un rêveur, peut-être un visionnaire, un poète parfois qui savait sans doute fort bien, quand il le voulait ou qu'il le fallait, s'attacher au détail des textes, peser mots et virgules (on l'avait vu dans la discussion de la loi de Séparation dont il était le rapporteur, on le vit également pendant la négociation des accords de Locarno), mais qui se sentait plus à l'aise lorsque le contour des idées s'enveloppait d'un peu de brume, ménageant à sa pensée en quelque manière un peu de marge et un peu de temps

pour se préciser au fil des conversations qu'il aurait avec l'un ou l'autre ; très secret aussi, au point de cacher souvent sa pensée profonde à ses collaborateurs les plus intimes.

Ce n'est pas sur une argumentation, souvent fort lâche, que Briand comptait pour persuader, mais sur le charme de sa voix, sur un regard, chargé de malice, de ses yeux mi-clos, sur la chaleur humaine qu'il apportait dans la discussion, sur un magnétisme dont il était parfaitement conscient. Poincaré, argumentateur froidement impitoyable, poussait l'interlocuteur, en qui il voyait par principe un adversaire, de retranchement en retranchement, jusqu'à le réduire au silence en l'écrasant sous le poids de sa démonstration. Indifférent aux blessures qu'il faisait, aux amours-propres qu'il froissait, obstiné à ne jamais céder un pouce de terrain, même par courtoisie, il ne se demandait pas, au sortir d'une discussion de plusieurs heures, si, en voulant à toute force avoir raison jusqu'au bout, il n'avait pas irrémédiablement compromis la chance de s'assurer un allié lorsque la discussion serait reprise le lendemain. Le souvenir ne s'est jamais effacé de ma mémoire de la controverse violente qui l'opposa à lord Curzon à l'automne de 1922 au sujet des affaires turques. Pendant près de deux heures d'horloge, en présence du comte Sforza, un peu gêné, et de quelques-uns de leurs collaborateurs, ces deux hommes qui connaissaient le dossier aussi bien l'un que l'autre, se jetèrent inlassablement à la tête renseignements contradictoires, reproches et même accusations de mauvaise foi ; pour la première fois peut-être Curzon se trouvait impitoyablement contré sur son propre terrain ; à la fin ses nerfs cédèrent et ce fut la crise de larmes qu'une suspension de séance hâtivement prononcée ne dissimula pas à tous... J'ignore si Raymond Poincaré éprouva une grande satisfaction de cette victoire ; pour ma part, j'ai toujours pensé que la blessure infligée ce jour-là à l'orgueil du secrétaire d'État britannique ne fut pas étrangère à la violence avec laquelle, quelques mois plus tard, les politiques française et anglaise se heurtèrent au sujet de la Ruhr.

Toutes critiques qui ne doivent faire oublier ni une intégrité sans faiblesse, ni un patriotisme sans faille, ni un dévouement illimité à la chose publique, ni une conscience professionnelle hors de pair servie par des mécanismes intellectuels qui ne connaissaient aucune défaillance. Poincaré ne méritait probablement pas — M. Laroche a raison de le souligner — le reproche d'insensibilité, mais, comme le disait Louis Barthou : « Chez lui les roses s'épanouissent en dedans. » De même c'était derrière des considérations d'ordre juridique qu'il mettait à toutes occasions en avant, qu'il abritait ses hésitations ; elles lui fournissaient, sans qu'il en eût peut-être conscience, un moyen commode de se dérober à la nécessité de ces décisions personnelles qui, de temps à autre, s'imposent à l'homme d'État. « Un roseau peint en fer », avait-on dit de lui méchamment.

C'est ainsi que lorsque, à la fin de septembre 1923, dans les circonstances que rappelle M. Laroche, la capitulation du gouvernement Stre-

semann mit fin à la résistance passive de la Ruhr, Raymond Poincaré se refusa à la conversation directe franco-allemande dont l'occasion s'offrait enfin et qui aurait pu être à ce moment de grande conséquence ; il ne voulut connaître que les mécanismes prévus par le traité. Scrupule juridique sans doute, mais aussi et surtout, je crois, conséquence de cette invincible défiance qui le poussait en toute occasion à donner des actes et des paroles de « l'autre », l'interprétation la plus critique en lui prêtant les intentions les plus malveillantes. Un soir de novembre 1923, j'avais accompagné, chez le Ministre, Jules Cambon qui voulait tâcher de le convaincre que nos Alliés n'avaient pas tout à fait tort en refusant de prendre au tragique le retour en Allemagne du Kronprinz, clandestinement évadé de sa résidence hollandaise, et qui s'opposaient à l'envoi par la Conférence des Ambassadeurs d'une note qui aurait exigé du gouvernement de Berlin des mesures de rigueur tout à fait hors de proportion avec ses possibilités d'action. Nos efforts n'avaient guère eu de succès et nous sortions du cabinet ministériel. J'entends encore Jules Cambon, avec sa bonhomie où perçaient à la fois sa naturelle sagesse et son incomparable expérience, me dire en me tirant par le revers de mon veston d'un geste qui lui était familier : « Mon ami, n'oubliez jamais que la méfiance fait commettre plus de fautes que la confiance. » Presque dans les mêmes termes, sir Edward Grey dit un jour à Harold Nicolson : « La crédulité est en diplomatie un défaut infiniment préférable à la méfiance. » [1]. Raymond Poincaré n'était pas de cette école-là.

Aristide Briand, lui, en était ; ce qui ne veut pas dire d'ailleurs qu'il ne fût pas parfois méfiant, mais il ignorait la méfiance systématique. Optimiste de tempérament, mais capable, je l'ai déjà dit, de très longs desseins, la découverte des obstacles qui se dressaient sur sa route l'irritait ; il aurait parfois souhaité les ignorer et ne savait aucun gré à ceux de ses collaborateurs dont le devoir était de le mettre en garde contre les embûches et les difficultés qui l'obligeaient à tenir compte, plus qu'il l'aurait voulu, de l'humeur parlementaire. Il préférait trouver, ou s'imaginer trouver, en son interlocuteur, des préoccupations et des aspirations aussi généreuses que les siennes ; ce fut, dans les dernières années de sa vie, la cause pour lui de bien des malentendus et de bien des déconvenues. Poincaré ne croyait qu'au papier et il avait tort ; Briand détestait le papier et il avait également tort, mais il faut bien reconnaître que le moindre procès-verbal, le plus sommaire essai de compte-rendu trahissaient l'esprit de ces conversations où l'entente se faisait sur un sourire, sur un clignement de paupières, sur un silence parfois ; l'entente ou ce que l'on croyait être l'entente ! Lorsque, au lendemain d'une rencontre de Thoiry, les collaborateurs de Briand et ceux de Stresemann comparaient ce que leurs ministres leur en avaient respectivement rapporté, il leur fallait bien constater que ces récits, faits cependant avec une égale bonne foi de part et d'autre, ne concordaient pas...

1. Harold Nicolson, The evolution of diplomatic method, Londres 1954, p. 93.

Poincaré ne se souciait pas de séduire son interlocuteur, il souhaitait le convaincre et, au besoin, l'écraser. Briand, mettant en jeu son pouvoir de séduction, se contentait de le charmer ; son tort fut parfois de croire que le charme suffisait. Au surplus, il pensait avoir le temps pour lui et partageait avec beaucoup d'hommes politiques le défaut de croire que parce que d'une conversation avec un homme d'État étranger, un accord verbal s'est dégagé, tout est réglé. J'ai vu ainsi des ministres, tombés du pouvoir dans l'intervalle, s'étonner que n'eût pas été appliquée, dans l'esprit qu'ils auraient souhaité, l'entente qu'ils croyaient avoir oralement conclue avec un partenaire qui, lui, était demeuré en place ; je ne parle pas de ceux qui haïssent le papier parce qu'ils croient alléger leurs responsabilités en effaçant leur propre trace.

A l'Assemblée de la S.D.N. où j'accompagnais Briand régulièrement à partir de 1925, il m'incombait, entre autres tâches, de revoir la sténographie de ses discours. Je me rappelle mon étonnement, sinon mon désespoir, la première fois où me furent apportés ces feuillets, en présence d'un texte écrit dans une langue incertaine, dont pas une phrase ou presque n'obéissait aux règles de la plus élémentaire syntaxe et où les mêmes mots étaient répétés à satiété. Étaient-ce là les notes de la musique qui m'avait enchanté quelques moments plus tôt et qui avait provoqué les applaudissements enthousiastes des délégués étrangers ? Ou bien une formule qui dépassait manifestement la pensée du ministre telle qu'il l'avait, avant la séance, lui-même exposée à ses collaborateurs : avais-je le droit de la corriger ? Je m'ouvris à Briand de mes scrupules et lui demandai si, d'une manière générale, il m'autorisait à apporter à son texte, sans lui en référer car il fallait faire vite, des corrections qui concerneraient non pas seulement la forme mais aussi le fond. Il me répondit en souriant par ces mots que n'aurait pas désavoués un orateur de meeting populaire, mais qui surprenaient tout de même dans la bouche d'un président du Conseil, ministre des Affaires étrangères : « Faites toutes les corrections qui vous sembleront utiles ; je m'en rapporte à vous ; d'ailleurs cela n'a pas d'importance ; l'effet est produit. » Cela n'avait pas d'importance, sauf pour les journalistes qui ne retrouvaient pas dans le texte imprimé les paroles qu'il étaient certains d'avoir entendues et qu'ils avaient d'ailleurs déjà télégraphiées ; sauf pour les délégués qui avaient dans l'après-midi discuté sur la portée d'une phrase dite le matin et dont l'*Officiel* était là, le lendemain, pour attester qu'elle n'avait jamais été prononcée... Combien de temps durerait l'effet ?

⁂

Le 11 mai 1924, les élections donnèrent une écrasante majorité au Cartel des Gauches. Poincaré démissionna et Édouard Herriot lui succéda. Son gouvernement dura moins d'une année ; ce fut la période de la diplomatie d'effusion, qui vit la liquidation de l'occupation de la Ruhr,

l'assainissement des rapports franco-anglais, l'adoption du plan Dawes, la signature du Protocole mort-né sur l'arbitrage et la sécurité, enfin, au mois de février 1925, l'initiative allemande qui fut à l'origine des accords de Locarno. Briand revint aux affaires au mois d'avril ; il devait y demeurer, dans des ministères successifs qu'il présida en général, jusqu'en 1932.

M. Laroche a fixé avec beaucoup de précision les principales étapes de la négociation qui remplit cette année et que Briand, conscient de l'importance de l'enjeu, suivit de très près, entrant même, ce dont il n'était pas coutumier, dans l'examen du détail des articles ; négociation très attentivement préparée et menée de bout en bout avec une discrétion qui surprendrait beaucoup aujourd'hui. Lorsque les ministres se rencontrèrent à Locarno en octobre, les textes étaient pratiquement prêts. Il restait à faire admettre par le Chancelier Luther et par Stresemann que le Pacte rhénan ne ferait pas obstacle au jeu de garanties données par la France à la Pologne et à la Tchécoslovaquie ; il fallait aussi leur faire comprendre qu'il n'était au pouvoir ni de la France, ni de la Grande-Bretagne, de décider seules de cette entrée de l'Allemagne dans la S.D.N. qui devait mettre fin à l'inégalité dont Berlin souffrait si cruellement. Briand obtint gain de cause dans une conversation en tête à tête qu'il eut avec le Chancelier Luther sous une tonnelle d'Ascona. Les deux hommes, annonça-t-on au monde, s'étaient compris...

Mais peut-être s'étaient-ils compris dans l'équivoque ou plutôt dans l'indéterminé, car les problèmes irritants demeuraient, Briand n'ayant pas pouvoir pour envisager les solutions sur lesquelles ses partenaires attendaient des satisfactions immédiates : évacuation de la zone de Cologne, dissolution de la Commission de contrôle des armements allemands, tous sujets avec quelques autres, sur lesquels certains ministres et le Parlement étaient spécialement chatouilleux. Briand ne pouvait là-dessus prendre aucun engagement et il n'en prit pas. Peut-être cependant tel ou tel mot prononcé avec un sourire fut-il interprété par ses interlocuteurs comme valant engagement. Ainsi furent empoisonnés les premiers mois de cette ère des grands espoirs qui fut aussi celle des illusions et des malentendus.

Ceux dont le métier était de liquider le contentieux irritant laissé ainsi en suspens, s'en aperçurent bien vite. Mon ancien collègue à Ankara, Sir Hugh Knatchbull-Hugessen, qui était alors secrétaire de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris, a cru devoir rapporter dans ses souvenirs [1] un propos que je lui tins au printemps de 1926 : « Il y a *l'esprit de Locarno*, il y a *the Locarno spirit*, il y a *der Locarno Geist* ; ce sont trois notions différentes. » Il était du moins permis d'espérer que l'on parviendrait à les harmoniser et l'on y travailla, non sans succès ; Briand pouvait croire que son rêve prendrait vie. Mais la question du

1. Diplomat in peace and war, Londres, 1949.

désarmement à Genève allait tout empoisonner et la crise économique survint qui assura le triomphe de Hitler.

⁂

C'est en cette année 1926 que M. Laroche quitta le ministère où il avait servi avec tant de dévouement et d'efficacité pendant treize ans. Là s'arrêtent les souvenirs dont il nous fait la confidence et je devrais donc arrêter ici les réflexions auxquelles m'a entraîné la lecture de ce livre attachant, si, à la dernière page, ne s'était glissée une phrase dont j'ai été fort surpris. Lorsque Hitler envahit la zone rhénane le 7 mars 1936, ce serait la crainte d'une opposition anglaise qui aurait empêché la France de réagir. Il y a quelques mois, sous la plume d'une personnalité qui a vécu ces affreuses journées, on pouvait lire, il est vrai, que c'était l'obligation de respecter les procédures de la S.D.N. qui nous avait paralysés...

Nous avons depuis quelque temps pris la mauvaise habitude de rendre « l'étranger » responsable de nos malheurs ; à force de le répéter, nous sommes arrivés à le croire et cela nous met la conscience en repos en nous dispensant de mesurer nos responsabilités propres et d'accomplir les redressements nécessaires. Passe encore lorsqu'il n'y a là qu'une habileté de la part d'un gouvernement en difficultés ; mais quand il s'agit d'événements vieux de plus de vingt ans, la vérité a tout de même ses droits !

Au troisième volume de ses Souvenirs, au chapitre des « Capitulations », M. Paul Boncour a très fortement rappelé que nous avions le droit d'agir en cas d'entrée de forces allemandes dans la zone démilitarisée [1], et que nous n'avions rien à demander à personne, ni à nos Alliés, ni à la S.D.N. ; nous agissions d'*abord* et c'est *après* avoir agi que la procédure de Genève et de La Haye était mise en branle pour faire trancher le litige si litige il y avait. Malheureusement, nos états-majors, fidèles à la méthode qui leur a fait si souvent surestimer les forces des faibles et sous-estimer celles des forts, jugèrent qu'aucune action militaire n'était possible de notre part sans mobilisation générale. Or, on était à quelques mois des élections d'où devait sortir le Front Populaire ; pour ne pas prendre, dans l'immédiat, le moindre risque militaire en déclenchant l'action de police devant laquelle les faibles détachements qui avaient passé le Rhin se seraient immédiatement repliés — ils en avaient l'ordre, — on préféra l'appel à la S.D.N., et on prit le risque énorme qui s'est payé comme on sait.

M. Paul Boncour ajoute que, arrivant à Londres quelques jours plus tard, « l'attitude des Anglais lui donna l'impression de gens qui ne cachaient pas qu'ils étaient satisfaits que nous ne les ayons pas mis dans

1. Voir également la *Revue de Paris* (mai 1946) : Le Coup de Force de la Rhénanie, par J. Paul-Boncour.

l'obligation d'intervenir, mais que, si nous en avions jugé autrement, ils ne se seraient pas dérobés ». J'eus de mon côté la même impression. Puis-je ajouter que des confidences qui me furent faites en Angleterre en 1943 — confidences dont je ne me sens pas autorisé à faire état avec plus de précision — ont transformé cette impression en certitude.

Nous avions l'occasion, il y a vingt et un ans, d'abattre Hitler ; nous ne l'avons pas saisie. Notre passivité du 7 mars 1936, c'est la première des grandes lâchetés d'où est sortie la catastrophe, et de cette lâcheté, hélas ! nous portons toute la responsabilité.

RENÉ MASSIGLI

CHRONIQUE DES LIVRES

LA DOUVE

par Loys Masson *(Robert Laffont)*

Un écrivain peut être tenté de recommencer le livre qui lui a assuré un certain succès, mais s'il est un véritable écrivain il veut manifester que sa réussite est due à la multiplicité de ses dons.

Loys Masson est un écrivain véritable. Après *Les Tortues,* il nous donne *La Douve.* Est-ce à dire que ce dernier roman nous satisfasse entièrement ? Je ne puis le dire. Ce que j'aime chez l'auteur, c'est son ambition.

Il est décidément dangereux de prendre un écrivain pour personnage central d'une œuvre d'imagination. D'abord parce que le drame très profond que constitue la création doit demeurer caché du public. Celui-ci ne s'y intéresse pas, ne peut pas le comprendre. Ensuite, et par voie de conséquence, parce que l'auteur est gêné pour porter ce drame à son intensité la plus grande. En effet, il sera fatalement soupçonné de se confesser. Et je crois Loys Masson trop poète, trop pudique pour se révéler complètement.

Dans *La Douve* un écrivain atteint d'un cancer, divorcé, sans argent, espère vivre assez longtemps pour mettre le point final à son œuvre « capitale ». C'est le malheureux qui rapporte lui-même les difficultés auxquelles il doit faire face. Il a un enfant, il a des dettes. Il revoit son passé chargé de sordides questions d'argent. Et soudain, on lui propose une tâche alimentaire qui lui permettra de franchir tous ces obstacles, au risque de laisser inachevé l'ouvrage auquel il tient.

Loys Masson a décrit la condition actuelle de l'écrivain. Il a pris un cas extrême afin de la rendre romanesque. Mais était-ce possible dès lors qu'il nous le présentait sous forme d'un journal intime ?

GUY LE CLEC'H

RENCONTRE A BOMBAY

par Ira Morris *(Hachette)*

Un congrès littéraire international se réunit à Bombay. D'excellents portraits de « congressistes » appartenant aux catégories traditionnelles : idéaliste, arriviste, tumultueux, réformateur, sentencieux, etc. Dominant tous les colloques, l'opposition constante entre Occidentaux et Orientaux qui peuvent s'entendre, mais ne se *comprennent* plus dès qu'on quitte les lieux communs courants. Autour des congressistes, tableaux de la vie indienne : quartiers populaires, réunions parsis, vie fastueuse des derniers rajahs, campagnes politiques. Une histoire d'amour : écrivain américain et jeune Indienne; leurs caractères sont curieux et attachants : lui d'une intelligence exceptionnelle, paradoxal et généreux; elle marquée par le souvenir des massacres dont elle a été témoin au cours des luttes (toutes récentes) qui opposèrent Indiens et Musulmans. Un roman de qualité qui évoque à la fois de grands problèmes et une aventure émouvante.

L. T.

(Suite de la chronique des livres page 73.)

LA BELLE-ESPÉRANCE

par Serge Groussard

Mieux vaut une harmonie cachée qu'une harmonie manifeste.
Héraclite.

I

Pourtant, le vieux docteur de Béziers avait été formel. Était-ce volontairement qu'il avait émis un faux diagnostic ? Bazerol, depuis, devait se le demander souvent, avec rancœur.

Ce jour-là, la *Belle-Espérance* venait de Narbonne où elle avait chargé cent trente bonnes tonnes de marbre des Pyrénées à destination de Sète. Parti à l'aube, l'automoteur, quittant le canal de La Robine pour celui du Midi, glissait au pied des montagnettes en lacets qui précèdent Capestang, et il était entendu qu'ils amarreraient à la brune en amont de Poilhiès. Mais voilà que Bazerol lança :

— Et si on poussait jusqu'à Fonsérannes, vu la pleine lune ?

— A condition de passer à temps l'écluse de Colombiers... fit Louise.

Lorsque la demie de dix-neuf heures a sonné, rien au monde ne parviendrait à persuader un éclusier de faire entrer un bateau dans le sas même si le ciel est encore lumineux. Et c'est là l'horaire d'été : à la mauvaise saison, les portes sont verrouillées dès six heures du soir.

— Ci-dessus : « Péniches », par Guillaumin (Bulloz).

Louise s'affala sur un tabouret. Il est vrai qu'on cuisait dans la timonerie. La femme du marinier prit un ton geignant :

— Tu veux toujours tenter le diable ! Il est interdit de naviguer après la tombée du jour.

Bazerol fit tournoyer la grande roue d'acajou pour serrer davantage sur la droite et, caressant le dur bois d'Afrique aux chauds tons rouge saumoné :

— Pourquoi veux-tu qu'on ait la déveine de tomber sur des gardes ? Et puis tu te rends compte : vingt mille balles de prime par jour gagné sur le temps standard !

— Il n'y a pas de contrat écrit.

— Puisque je t'ai dit que le représentant de Bormiol s'est dérangé exprès pour me l'annoncer !

Naturellement, Louise finit par l'approuver.

Elle avait été nerveuse tout l'après-midi. Mais le marinier, comme de coutume, avait paru ne rien remarquer de ces sautes d'humeur. Il continuait d'aller, du même pas lent, de la cabine de pilotage à la machinerie, de la machinerie à la cale. Il disait à sa femme :

— Relaie-moi au macaron !

Elle s'installait devant le volant, grognante et s'épongeant les mains à son tablier. Bazerol n'en demandait pas plus ; il tapotait l'épaule de Louise et, protégé par sa carapace de silence sur laquelle les jérémiades coulaient comme l'eau du robinet, s'en allait doucement.

Louise se calma brusquement, à la première fraîcheur de l'après-midi déclinant.

Ils venaient de franchir l'avant-dernière écluse de la journée et, laissant les derniers creux de l'ancien étang de Capestang, longeaient les vignobles où les bourgeons gonflaient aux nœuds des sarments. Sur la rive opposée — à bord-hors — des cailles, si grasses qu'elles ne pourraient pas émigrer en fin de saison, piétaient parmi les trèfles et les luzernes.

Louise souriait sans raison, à son côté.

— Ça va mieux ? eut le tort d'interroger le marinier.

Elle pencha la tête et, d'une voix mutine qui gênait un peu dans ce corps qui n'avait plus rien de jeune :

— Dans cinq minutes, on arrive près de la vieille église rouge. Bazerol, arrête la *Belle-Espérance*. J'ai tant envie de prier.

Il fit la moue.

— Puisqu'on doit aller jusqu'au sas de Fonserannes ! Et regarde : le soleil est déjà tout enfoncé.

— Je ne serai pas longue, Bazerol.

Deux jours auparavant, Louise avait aussi quitté la péniche « pour un moment », en plein après-midi, parce qu'elle entendait sonner les vêpres. Et Bazerol avait dû courir à l'église, après une grande heure d'attente,

pestant et anxieux. Il l'avait trouvée prostrée, les yeux extatiques, devant une statue en couleurs de la Sainte Vierge.

Il étouffa un soupir. Le soir effaçait déjà les ciselures des Pyrénées, au sud. A une centaine de mètres en aval, la petite église à tour carrée du hameau pointait sa flèche de pierre rongée d'usure au-dessus du hameau.

— Va, permit le marinier, sans joie. Mais me fais pas la même comédie que l'autre fois.

Louise noua vivement un fichu de soie sur ses longs cheveux grisonnants, et s'en fut vers les maisons éparses sur la bosse du coteau, tandis que Bazerol profitait de la halte imprévue pour passer la revue quotidienne du Diesel.

Une heure plus tard, il avait fini et, pour tromper l'impatience qui le gagnait, vérifiait la dynamo, quand il entendit quelqu'un courir sur le pont. On appelait : « Patron ! Patron ! » En trois bonds, il fut en haut de l'échelle de fer. Un adolescent reprenait son souffle et avala sa salive en apercevant Bazerol.

— C'est Monsieur le Curé qui m'envoie. Il y a votre dame qui s'est trouvée mal, sur son prie-Dieu. Elle a été mise dans la sacristie...

Bazerol courait déjà vers l'église. Le curé le reçut avec un visible soulagement et le guida vers une petite salle où, devant la commode aux habits de messe, Louise se tordait de douleur, les mains appuyées à plat sur le ventre. Un courant d'air faisait battre aux portemanteaux les robes et les surplis des enfants de chœur.

Le curé murmura, le regard baissé :

— Votre femme serait certainement mieux... n'importe où ailleurs !... Alex ! Aide donc monsieur !

Louise, livide, serrait les dents. Lorsqu'on la toucha :

— Non ! Non ! Bazerol, j'ai trop mal !

— Je suis désolé, fit le prêtre, mais vraiment... ici... un accouchement... ce serait tout à fait impossible.

— S'agit bien d'un accouchement ! gronda le marinier.

Et, malgré les gémissements de Louise, il la prit à bras-le-corps. En la portant, il heurta le bureau des registres et renversa un vase plein de fleurs en papier, venues du maître-autel ou des saintes statues. Dès qu'il fut dehors, Bazerol jeta à l'adolescent :

— Un docteur. Tout de suite.

Il y avait un début d'attroupement sur la place. Le marinier demanda que quelqu'un lui donnât un coup de main pour ramener sa femme sur la péniche. Ce retour dans la nuit commençante, en été, à travers les rues biscornues du village alerté par les pleurs et les râles de Louise qui se recroquevillait sur elle-même, semblait n'en plus finir.

Elle se faisait si lourde que le marinier, dans la traversée du pont moussu jeté sur le canal, manqua en trébuchant la basculer par-dessus le parapet.

— Où que t'as mal ? questionna Bazerol, lorsque, enfin, sa femme fut allongée sur le lit de leur cabine.

— Au ventre. Comme si ça me rongeait. Tu sais... un rat qui grignoterait tout le temps en creusant de plus en plus.

Elle avait les paupières boursouflées. Bazerol, en l'aidant à ôter sa robe, s'aperçut que les genoux aussi étaient bizarrement gonflés.

L'adolescent revint. Il était tombé en heurtant une des amarres et essuyait d'un mouchoir sale son genou qui saignait. Il n'osait dépasser le plat-bord.

— Descends ! lui cria Bazerol.

Hésitant, l'adolescent pénétra dans la timonerie et, guidé par les reflets de la veilleuse installée au chevet de Louise, il réussit à trouver en tâtonnant la première marche de l'échelle de meunier. Il descendit, en se plaignant.

— Alors ? coupa Bazerol.

— Le docteur Bonnet, il est parti pour un bras écrasé, dans les vignobles, loin d'ici. Il va sûrement y passer la nuit.

— Et celui qui est installé à Montady ?

— C'est le docteur Bonnet qui le remplace. Faudrait que vous alliez à Béziers.

— Vas-y, toi. Je te donnerai trois cents balles.

— Je peux pas. Faut retourner tout le fourrage vert, demain tôt dans le matin, pour que ça sèche, à cause des grandes pluies qu'il fait.

— Fous le camp.

Le garçon, interloqué, obéit en silence.

— Peut-être que ça va passer, Bazerol. Attendons, fit Louise.

Ils attendirent une grande heure. Mais Louise souffrait toujours autant ; elle était couverte de sueur ; il finit par y avoir une fixité telle dans son regard que le marinier, vers minuit, se décida. Il descendit dans la cabine inoccupée de l'avant, prit sa bicyclette et voulut d'abord aller dans le village, pour y trouver quelqu'un qui gardât sa femme, pendant qu'il serait sur la route.

Il tourna en rond au long des rues étroites. Un complet silence. Nulle lumière à travers les volets.

Bazerol cogna à la porte du presbytère. Une petite femme maigriote, effarée, montra le nez. Il lui expliqua l'affaire.

— Peuchère ! dit la femme, M. le Curé, il se lève à cinq heures. Alors, si votre dame elle est point à l'agonie, il se dérangera pas, pour sûr.

— Mais vous ?

— Ça non. J'ai besoin de repos, pas vrai ?

Il eut beau parlementer, ce fut peine perdue.

Le trajet en bicyclette jusqu'à Béziers, il le fit dans un cauchemar. Quand il parvint dans la ville, il dut perdre une heure à chercher un poste de police, à exposer son cas... Un médecin était absent, un autre ne pouvait se déranger ; le dernier proposait de passer en auto, le len-

demain. Ce fut un vieillard chauve, aux jambes convexes, qui — après avoir demandé à Bazerol s'il savait conduire — accepta en grognant de venir visiter Louise dans la nuit. Le marinier, bien qu'il n'eût pas conduit d'auto depuis le régiment, dut prendre le volant. Le médecin ronflait à son côté.

Ils retrouvèrent la malade endormie, presque nue, la tête aux genoux. Le docteur la réveilla.

— Ça m'a prise tout d'un coup, fit-elle. Je disais un *ave*. C'était si fort que j'ai crié, et puis je suis tombée...

Le vieil homme l'ausculta.

— Vous avez eu d'autres crises ?

— Oh ! oui...

— Pourquoi ne m'as-tu parlé de rien ? fit Bazerol.

— Je t'ai dit souvent : j'ai mal. Seulement, quand une femme se plaint...

Elle eut un cri rauque parce que le vieillard lui palpait une grosse glande à l'aine. Puis elle fit :

— Quand on commence à se ruiner avec les médecins !

— Vous avez la Sécurité sociale, madame.

Louise eut un rire long, bizarre.

— T'entends, Bazerol ? Paraît qu'on a la Sécurité sociale !

— Non, exposa le marinier au praticien. Comme on est patron, on ne l'a pas.

Le vieillard examinait partout Louise. Quand il lui touchait le ventre, elle geignait. Bazerol, qui ne l'avait jamais regardée d'aussi près depuis longtemps, constatait avec stupeur qu'elle avait l'air d'être enceinte.

— Tâchez de vous rendormir, dit le docteur en se redressant. Restez au lit ces jours-ci. Je laisse une ordonnance.

Il recommanda à Bazerol, qui le raccompagnait, de ne pas repartir avant un sérieux examen.

— Je ne puis rien dire encore. Il faudrait faire des analyses, une radio... J'opine pour la néphrite aiguë.

Ils restèrent une bonne semaine sur place, bien que chaque jour perdu représentât pour eux une lourde perte. Quand les examens furent terminés :

— Plusieurs lésions sérieuses du rein droit, révéla le docteur. Je vous conseille de la laisser couchée, au soleil de préférence, jusqu'à ce qu'elle se sente mieux. Alors, revoyez un médecin. Qu'elle observe strictement son régime.

Comme Bazerol ne répondait rien, le vieil homme ajouta :

— Même... Si j'étais vous... J'installerais Mme Bazerol sur la terre ferme... Cette péniche, ce n'est pas très sain, pour les malades...

Bazerol se passa la main sur le front. Il avait bien écrit des explications à Narbonne et à Sète en transpirant sur son porte-plume : cela n'empêcherait pas qu'on lui retiendrait l'amende de retard.

— C'est grave, comme lésions ?

— Le rein est perdu.

— Alors, pourquoi pas l'ôter tout de suite ? Si c'était une affaire de quelques jours, je la laisserais par ici pour qu'elle reprenne ses forces. Plus vite on en finit, de ces histoires-là...

Le vieillard caressa son crâne, puis se mit à jouer avec ses lunettes, de ses mains secouées de tremblements.

— Impossible. Il faut attendre que l'état général s'améliore. C'est long. Le cœur est trop faible.

— Elle peut s'en tirer, oui ou non ?

— Mais oui, voyons ! Tenez, moi-même, d'après mes confrères, je suis condamné depuis dix ans. Plus d'estomac, le foie en compote : et je suis là.

Mais, quand le marinier parla à Louise de l'abandonner « pour un petit bout de temps », elle refusa net.

— D'ailleurs, Bazerol, remarqua-t-elle d'une voix fiévreuse, je partirai si je veux ! On est marié en communauté de biens ! et la *Belle-Espérance* m'appartient autant qu'à toi !

— C'est pas la question. Seulement... si c'est la terre qui doit te guérir ?

— Qu'est-ce que je deviendrais, couchée chez des étrangers ? Non, non ! Puisque le docteur a dit que je vais me remettre dans quelques semaines, prenons quelqu'un.

— Un second ?

— Non. Une fille. Je préfère, parce que c'est de moi, en somme, qu'elle s'occupera. On a assez d'économies, après tout, pour se payer ça...

Bazerol accepta.

II

Un dimanche de corrida aux Arènes, une jeune femme se présenta, pour « l'annonce de *la Dépêche* ». Bazerol la reçut dans la cuisine. Il était en train de préparer le déjeuner, et visiblement ce travail l'agaçait.

Deux candidates avaient déjà été écartées par Louise. « Leurs têtes ne lui revenaient pas. »

— C'est propre, ici ! dit l'arrivante.

Bazerol grommela un « ouais », l'examina. Jeune. Du chien. Sous la robe de pauvre, on devinait un corps robuste, et les cheveux roux, bien qu'ils fussent aplatis à l'extrême et tirés avec acharnement en arrière, donnaient du relief au visage où les pommettes, hautes, pointaient.

— Il y aurait beaucoup de travail. Et ma femme à soigner. Et puis... pas de cinéma, de distractions... sauf de temps en temps... Comprenez ?

— De toute façon, je ne m'éreinterai pas plus que dans les mas. Ça ne m'effraie pas, de travailler. Sans quoi, je ne serais pas venue...

Bazerol bourra sa pipe, pensivement. Ses yeux tombèrent sur les mains

de l'arrivante — des mains épaisses, qui devaient connaître la lessive, le ménage.

— Ça sera pas gai, pour un temps, la *Belle-Espérance*, fit-il.

Elle haussa les épaules, interrogea :

— J'aurais combien, comme gages ?

— Faut d'abord que vous voyiez la patronne.

Il descendit dans la cabine où Louise reposait, et, refermant sur lui la porte, s'approcha du lit.

— Quelqu'un vient, pour la place.

— Comment la trouves-tu ? Parce que, si c'est comme la dernière qui s'est présentée...

— Celle-ci a l'air costaud. Mais, à toi de décider. Elle ou une autre...

— Amène-la voir...

Louise détailla la jeune rousse de longues minutes, en silence. Enfin, hochant la tête :

— Allez chercher mon mari... finit-elle par dire.

Bazerol revint de son pas tranquille, tandis que la candidate, les laissant de nouveau seuls, attendait dans la timonerie en jouant avec le chat. Louise dit :

— Prenons-la donc ! Du moment que je me lèverai bientôt...

Bazerol s'en fut avertir la jeune femme.

— Dépêchez-vous de ramener vos affaires. Ça me ferait plaisir, qu'on se barre de ce bled dans la journée !

Une heure plus tard, Josie — c'était le nom de la bonne — était de retour avec son maigre barda.

— Venez voir votre cabine, dit Bazerol.

Il la guida le long du plat-bord jusqu'à la levée de la veule de proue. C'était là, en avant de la cache du moteur de pompe à eau, que la trappe de la cabine brillait dans son acier, au soleil. Bazerol se baissa, souleva l'œillet. La trappe se mit à la verticale grâce à ses deux barres pliantes en diagonale. Il s'engagea le premier sur l'étroite échelle de descente. Josie s'immobilisa, quand ils furent dans la pièce ombreuse, point si petite dans sa forme carrée, avec son petit lit de fer, sa tablette mobile qui était rabattue contre la cloison, l'armoire miniature à glace, et la chaise que le marinier venait de faire rempailler.

Josie murmura :

— Ah, il fait bien frais, ici ! C'est bon...

Désormais, ils vécurent à trois.

Ils repartirent le jour même. Le sourire du marinier, dans la machinerie, lorsque les pistons commencèrent leurs montées et leurs descentes alternatives, dans l'odeur retrouvée de gas-oil et d'huile chaude...

C'était un fier automoteur que la *Belle-Espérance*, aussi frais aujourd'hui qu'à sa sortie des chantiers Lavadou de Toulouse, voilà deux lustres. A peine moins ventru à la proue qu'à l'arrière, solidement étalé sur l'eau, rebelle au tangage même sur l'étang de Thau par fort mistral.

Dans les grands cours d'eau du Nord, ils ont des bateaux plus imposants, mais non de mieux finis, de plus harmonieux. Oui, c'était de la belle ouvrage ! Un acier trempé vierge d'écorchures, plus sûr que de la marchandise neuve, et peint sur tout le franc-bord d'un beige laqué qui protégeait comme un blindage et que Bazerol faisait venir de Hollande chaque année, malgré la dépense. Au-dessous du plan de flottaison maximale, c'était le noir bien épais du goudron.

Louise malade là-dedans ! Cela n'allait pas durer. Cela n'était pas possible.

Un mois passa. Ils eurent le temps de sillonner le canal du Midi dans les deux sens, à plusieurs reprises. Vers la mi-juillet, la *Belle-Espérance* bénéficia d'un beau fret de produits chimiques et s'en fut à Bordeaux frotter sa muraille à l'Atlantique après avoir descendu tout le canal latéral à la Garonne.

Louise allait nettement mieux. Elle avait les joues plus colorées, un bon coup de fourchette, et s'intéressait à tout, comme avant. « Si tu te faisais opérer ? » faisait Bazerol. Elle haussait les épaules. Elle avait le temps.

Entre les Bazerol et Josie, les relations étaient cordiales, ni plus ni moins. Mais, faible tout de même, et sourcilleuse, Louise entendait que Josie, tout en apportant à Bazerol une aide indispensable (l'on a, mille fois le jour, besoin d'être deux, pour veiller à une péniche en marche), lui servît également de cousette et de distraction.

Bazerol devait plus tard se rappeler exactement les circonstances de la première tentative de Josie. C'était semblable à l'appel, dans le brouillard, d'un passant qui cherche à savoir si quelqu'un peut l'entendre. Cela se passa un jour, pas loin de Montauban, sur le canal latéral...

Bazerol luttait contre le sommeil, sous la marquise, par l'après-midi torride. Tout à coup, avec un sifflement d'eau qui bout, le tuyau d'échappement déversa un faisceau de flammes qui étincelaient pendant un bon mètre avant de se fondre dans l'air chaud. Il débraya, héla Josie. Elle était en train d'essorer du linge. En apercevant le feu, elle avait bondi sur le plat-bord pour remplir un seau d'eau.

— Qu'est-ce qui se passe ? dit-elle.

— Le tuyau est sale. La suie a pris feu. C'est embêtant parce que ça risque d'esquinter mon moteur.

Le tuyau de fer argenté était rouge. Cela donnait, en avant de la timonerie, une chaleur insoutenable.

— Le seau ! ordonna le marinier.

Il répandit des gerbes d'eau tout autour du tuyau, prenant soin de ne pas en faire pénétrer par l'ouverture. La flamme vive prit bientôt un ton plus rougeoyant, devint fumeuse et s'abaissa. Au bout d'un quart d'heure c'était fini.

— Une autre fois, vous saurez comment vous débrouiller, dit-il

Elle dit :

— Vous êtes calme, patron.

Elle trempait les avant-bras dans le seau de tôle plein d'une eau trouble, vaseuse, où nageaient des brins d'herbe.

— C'est le métier.

— Et puis, avec votre femme, vous êtes bien forcé d'apprendre à vous contrôler.

Voilà. Elle n'en dit pas plus. Elle attendit la réaction, muette de peur à son audace. Le silence tomba. Puis Bazerol, de sa voix de brume :

— On va s'installer ici pendant que je jetterai un coup d'œil au Diesel. Je crois qu'il n'a rien, mais...

Elle l'observait, comme si elle avait été surprise de la dérobade. Il était impossible de lire quoi que ce fût sur ce gras visage sur qui le soleil n'arrivait pas à prendre.

Il dit, après un temps où il contempla les bulles qui montaient contre la bordaille, du côté de la rive :

— Pendant ce temps, vous irez voir ma femme. Elle appelle : vous entendez ?

Peu avant l'alerte d'Agde qui allait changer tant de choses, il y eut un autre incident entre Josie et Bazerol — presque rien...

Ils avaient fait halte pour la nuit à une vingtaine de kilomètres de Carcassonne, dans une dépression toute ombreuse, avec la limpidité du canal entre les saules, alors que les deux rives grimpaient abruptement, jonchées de lavande et de thym, jusqu'aux sapins qui verdissaient les plis enchevêtrés de la montagne d'Alaric. Il était cinq heures à peine. Le matin déjà sec mangeait lentement, de plus en plus bas, l'ombre des collines. Au fond de leur vallon, c'étaient encore des débris de nuit bleue.

Josie choisissait en général ce moment pour faire sa toilette.

Elle surgissait dans la timonerie, jetait toujours le même coup d'œil inquiet et se risquait à pousser la porte qui, à l'arrière de la cabine, s'ouvrait sur la cuisine.

Dépeignée, la paupière lourde encore (ses sommeils étaient profonds, lents ses réveils ; le rêve de toute sa jeunesse avait été de pouvoir faire la grasse matinée), elle moulait le café, la ration de trois grandes tasses, parce que, si Louise n'avait plus le droit d'en prendre, Bazerol en buvait pour deux. Et délicatement, elle se beurrait des tartines de pain bis qu'elle mastiquait avec patience, en regardant les photographies des magazines, quand il y en avait.

Il était déjà arrivé à Bazerol de la surprendre ainsi...

La table était placée contre la cloison qui séparait timonerie et cuisine ; de la sorte, y étant assise, Josie tournait le dos à qui pouvait surgir de l'escalier qui descendait chez ses patrons.

Comme le marinier était monté à sa manière silencieuse, la bonne n'avait noté sa présence qu'à la respiration régulière et forte, soudain, près de sa nuque. Sans se lever, et d'un mouvement compté, elle avait tordu le buste pour le regarder de biais, en rejetant ses mèches enroulées

par la nuit. Il restait immobile, un peu penché en avant. Un instant coula, et le marinier recula légèrement.

— Bonjour, patron, dit-elle.

Il avait répondu, en lui rendant le bonjour :

— Je ne savais pas que vous veniez si matin. J'avais entendu des bruits. Je me disais : le chat aura cassé quelque chose...

— Ah oui, c'était ça que vous vous disiez ?

Elle avait montré en un sourire pointu ses petites dents sans éclat. Il s'était mépris et avait souri lui aussi.

Et il était redescendu.

Après son déjeuner, Josie mettait sur le gaz une marmite qu'elle allait remplir au réservoir d'eau potable. Ce réservoir, en tôle galvanisée, se trouvait juste à l'amorce de la levée de poupe, derrière la grue d'ancre à laquelle ils donnent le surnom de « david ». Il avait l'air, ce gros boudin de tôle blafarde, d'une ruche à abeilles, parce qu'il était monté sur quatre pieds de bois entrecroisés.

Quand la marmite était bien chaude, Josie l'emportait quelque part sur la rive, avec un broc d'eau froide. Elle s'installait sous les arbres...

En cette aube-là, s'en revenant avec sa marmite vers la timonerie, Josie entendit qu'on remuait des bidons dans la machinerie.

Elle contournait alors l'angle arrière d'avaterre de la timonerie, dans le vent chaud qui portait des odeurs d'herbe. C'était de ce côté qu'on accédait à la machinerie, par une échelle de fer.

Elle poussa le battant de la clôture de l'échelle, se pencha au-dessus de la cage béante. Elle ne comprenait pas pourquoi Bazerol était descendu si tôt à son Diesel. La veille, un télégramme de son courtier de Narbonne l'avait atteint : changement de destination pour le chargement principal, du bois de construction qu'on devait débarquer à Toulouse ; le courtier demandait au marinier de stopper à proximité du premier bureau des P.T.T. et de l'appeler le lendemain en fin de matinée.

Aussi Bazerol, se disant qu'il téléphonerait de Trèbes, s'était amarré avant le pont-aqueduc grâce auquel le canal saute par-dessus les eaux nerveuses de l'Orbiel. Et il voulait profiter de son matin pour recoudre le cuir du fauteuil où Louise prenait souvent place, pendant le ménage.

Il s'était certainement passé quelque chose : le marinier accomplissait les gestes quotidiens de vidange, de vérification, qui préparaient la mise en route. Soudain, alors qu'il venait d'ouvrir la bouteille d'air comprimé, il renversa la tête. Honteuse qu'il la surprît à l'épier, Josie voulut se rejeter en arrière. Mais il lança, sans bonjour :

— Louise n'est pas bien du tout. On file sur Carcassonne. Je téléphonerai de là-bas...

Le moteur commençait à ronfler. Il reprit, au bout d'un instant :

— Vous voyez : après l'allumage, il faut laisser le moteur tourner un bon moment. Les Diesels, c'est toujours paresseux à se mettre en train. Tiens ! Je vais éteindre et vous recommencerez !

Elle était ennuyée parce qu'elle se sentait sale. Elle fut paresseuse à descendre l'échelle. Il avait arrêté le moteur. Il lui tendait les jauges, les burettes et le petit tube d'allumage qui ressemblait à un fume-cigarettes. Elle fit les gestes qu'il avait eus.

— Vous comprenez vite... dit-il.

Cambrée, lissant d'une main ses lourds cheveux roux emmêlés, elle plongea sans répondre le regard dans les larges yeux d'un noir sans tache qui étaient exactement à la hauteur de ses yeux à elle, car elle était grande pour une femme. Bazerol baissa lentement la tête. Peut-être était-ce par timidité. Puis il pivota sur ses talons et dit, le dos tourné :

— Dès qu'on sera au port, vous irez chercher le docteur Dumas.

Le docteur dit qu'il serait nécessaire de faire une radio pour savoir en quoi consistaient les lésions, et si une opération immédiate, malgré le mauvais état de la malade, n'était pas « vitale ».

— Une radio ? s'écria Louise. Puisque votre collègue en a déjà fait une, pourquoi qu'on doublerait la dépense ?

Le docteur sortit en haussant les épaules.

— Son avarice la tuera. Et vous, vous la laissez se tuer... lança-t-il à Bazerol.

— Vous ne pouvez pas comprendre. J'ai beau tout essayer, elle ne veut pas quitter le bateau. Et vous, vous n'êtes pas capable de savoir au juste ce qu'elle a.

Le lendemain...

— Josie, vous piloterez une heure, dit Bazerol quand, après avoir finalement déchargé leur bois à Carcassonne, ils repartirent pour Sète, gorgés de plâtre et de talc du Soularac.

Il commençait en effet à s'absenter, de temps en temps, tandis que Josie tenait le macaron. Un quart d'heure après, il y eut deux grandes toux du moteur, et la péniche stoppa. Josie eut beau appuyer à fond sur la manette de l'accélérateur, le bateau restait immobile. Bazerol surgit, précédé par le choc régulier de ses sabots.

— Vous êtes allée trop vite. Je vous l'avais pourtant dit. Quand le bateau est plein, ne dépassez jamais le douze à l'heure. Maintenez le huit de moyenne au plus. D'ailleurs, selon la loi, on n'a pas le droit de dépasser le six de moyenne en canal.

— Qu'est-ce qui vient de se passer ?

— Le ressort de l'accélérateur a sauté. C'est pas grave. Si toutes les leçons coûtaient aussi peu !

Il lui frappa machinalement sur l'épaule. Elle sentit que la main restait posée sur elle. Elle ne bougea pas. Il adoucit peu à peu la pression de ses doigts, et, le front bas, eut sa façon habituelle de retourner d'une pièce son corps épaissi.

Et l'inévitable arriva...

Ils revenaient alors du bassin de Thau. La *Belle-Espérance* glissait doucement en bordure des salins de Bagnas, la bordaille presque toute enfon-

cée par cent quarante tonnes d'une belle diversité, que Bazerol avait obtenues dès qu'il était allé s'inscrire au tour de rôle, à Sète.

Louise gémissait, et, refusant de se coucher, marchait cassée en deux, sanglotante et les yeux secs. Elle ne répondait à rien. Enfin elle s'écroula. Au lieu de revenir en arrière, Bazerol préféra pousser jusqu'à Agde et là fit courir la bonne chez un docteur, qui transporta Louise à sa clinique et ne la reconduisit que plusieurs heures après.

— Qu'a-t-elle ? s'enquit Bazerol, en suivant sur le gambret le docteur qui avançait avec précaution au milieu de l'étroite planche de bois blanc.

Dans la cabine, Louise somnolait, soûlée de calmants. Josie lui rangeait ses robes, tirait les rideaux, installait une deuxième table, enlevait la machine à coudre pour mettre à sa place une petite armoire pleine de médicaments, comme si la maladie prenait définitivement possession des lieux.

Le docteur posa le pied sur la berge, se retourna vers Bazerol.

— Elle en a pour longtemps avant de guérir. Très longtemps.

— Est-ce qu'elle peut guérir ?

— Votre femme a une tuberculose rénale qui a dû traîner des années. Le rein droit, n'en parlons pas. Il est creusé partout de cavernes, il est bloqué... La néphrectomie est urgente. Malheureusement, l'autre rein est lui aussi gravement atteint.

Les deux hommes se regardèrent.

— Gravement atteint, ou plus que ça ?

— Si votre femme garde son rein droit, c'est le coma urémique et la mort dans les huit jours. Quant au rein gauche, il y a mettons deux chances sur dix qu'il fonctionne sans essaimer une infection généralisée.

— C'est pas possible qu'elle guérisse tout à fait ?

— Tout est toujours possible en médecine.

— Donc, en mettant les choses au mieux, Louise ne sera plus jamais bien portante.

— Plus jamais. En l'entourant de soins, si l'opération réussit, vous pouvez la garder un an encore — un peu plus peut-être. A moins d'un miracle, je vous le répète.

Bazerol murmura : « Évidemment. » Ils firent quelques pas côte à côte, suivant des yeux deux chiens qui se poursuivaient parmi les tas de plâtre et les graviers. Le docteur lui frappa sur l'épaule.

— Puisque vous êtes d'accord, je vous envoie une ambulance.

Le soir même, Louise entrait à l'hôpital de Béziers, non sans faire à son mari et à Josie mille recommandations. Il était convenu que la *Belle-Espérance* repartirait sans elle et qu'elle attendrait à l'hôtel le retour de la péniche, si — comme elle en était sûre — l'opération se passait bien.

— Je suis heureuse que tu aies Josie pour t'aider. Elle est travailleuse, disait Louise.

Elle n'était pas jalouse. Elle ne songeait même pas à l'être. A la vérité,

sa « néphrite » — elle ignorait la nature de son mal — l'obsédait. Le reste n'était que détail.

L'opération, faite le lendemain soir, se passa « normalement ». Dès l'aurore suivante, la péniche s'en alla.

⁂

En fin de matinée, Bazerol était dans la machinerie, à graisser toutes ces petites roues traîtresses, parce qu'elles étaient si nombreuses qu'on en oubliait toujours et qu'elles s'abîmaient insensiblement. Il remarqua que Josie tournait trop large, au moment de virer (elle voulait amarrer la *Belle-Espérance* à l'ombre pendant qu'elle préparerait le déjeuner).

Il se dépêcha de monter et lui expliqua qu'une règle impérative de la batellerie exige de ne prendre, lorsqu'on vire, que les trois quarts de la voie navigable.

Comme il lui précisait cela, il aperçut, sous le chemisier de soie rose, les mamelons jaillissants. Il suivit des yeux, sous l'étoffe transparente, le contour des seins forts et fermes, sans soutien-gorge. Josie eut l'impression qu'il les regardait longtemps. Il s'était tu. Il toussa par contenance et leva les paupières pour observer sa physionomie.

Elle venait d'arrêter le moteur et la bordaille donnait de légers coups contre la berge. Josie, impassible, laissait peser sur le marinier son regard bleu de cristal. Les bras ballants, entrouvant ses minces lèvres sans fard, ses lèvres écarlates, elle avait l'air d'attendre.

Ils firent un pas l'un vers l'autre à la même seconde, lentement, de sorte qu'ils eussent été incapables de dire de qui était venu le premier geste.

Ils s'embrassèrent longuement, et c'était chez Josie comme une application attentive. La péniche commençait à dériver, le nez en diagonale. Bazerol se dégagea à regret et sauta sur la rive avec les amarres. Quand il eut bien étalé la péniche, il retourna vers la bonne qui finissait d'assujettir un câble autour d'un boulard d'avant.

Ils restèrent un instant immobiles à éviter de se faire face. Bazerol dit avec gêne :

— On va chez vous ?

— Pourquoi ? fit-elle d'un ton froid.

Il s'empourpra. C'était la première fois qu'elle le voyait rougir. Il se racla la gorge, fit :

— Ben, pour... Vous m'avez dit que l'œil-de-bœuf ne fermait pas bien...

Elle le précéda. Quand ils furent dans la cabine de Josie, ils s'approchèrent de la vitre. Elle expliqua :

— Vous voyez : j'avais laissé ouvert pendant l'orage de samedi, et à force de claquer...

Sans un mot, il plaqua les mains sur ses épaules, la tira toute contre lui, lui malaxa le dos en descendant jusqu'aux cuisses. Elles étaient

musculeuses et longues. Elle recula en repoussant les bras du marinier :

— Pas ici ! dit-elle.

Elle campa les poings sur les hanches, fit volte-face et sortit.

Bazerol ne bougea pas. Il resta longtemps dans la cabine. Par l'œil-de-bœuf, il contemplait l'eau grasse du canal. Sur l'autre rive, le chemin de halage dépassait à peine son niveau, mais de ce côté-ci c'était une grande muraille couverte de mousse, et au sommet courait une balustrade. Une tête d'enfant se penchait.

Il remonta sur le pont. Josie l'attendait en marchant sur le plat-bord. Elle lui fit un signe presque imperceptible. Elle n'avait pas encore disposé le couvert sur la petite table pliante qui leur servait pour les repas qu'ils prenaient dans la timonerie, l'été, parce qu'alors c'était tellement agréable de déjeuner là en ouvrant les deux portes latérales à glissière, de sorte que l'on sentait l'air en mouvement sous la marquise.

Elle s'engagea dans l'échelle de meunier qui, s'ouvrant dans la timonerie, à l'angle arrière de bord-hors, conduisait au logement des Bazerol.

Il lui emboîta le pas, docile. Quand ils furent dans la grande chambre qui sentait la pharmacie, elle avança jusqu'à la tête du haut lit en noyer. Alors, s'y asseyant, elle eut son sourire tiré.

Ils recommencèrent le soir, après dîner.

— T'occupe pas ! fit le marinier, comme Josie lui demandait, un moment plus tard, pourquoi il rôdait ainsi dans la cabine, au lieu de dormir.

— C'est qu'on ait fait ça qui te tracasse ? On dirait que tu n'as jamais trompé ta femme !

— J'ai jamais trompé Louise, répliqua Bazerol de son ton simple.

Josie l'observait.

— Au fond ça ne m'étonne pas. Tu as trente-six ans, hein ?

Il fit oui.

— Elle est beaucoup plus âgée que toi ?

— Sept ans.

— C'est peut-être pour ça, Bazerol, que tu es comme un gosse devant elle.

— Je la respecte. C'est normal.

Il marchait de long en large. Il regardait la nuit, à travers le hublot. De rares étoiles noyaient leurs reflets dans l'eau. Bazerol distinguait deux lueurs verticales qui surgissaient d'un couvert de micocouliers et s'immobilisaient un instant sur la rive de bord-hors. Il eut la certitude que c'était un renard.

— Bazerol ! dit Josie à voix basse.

Il se retourna. Elle s'était levée, entièrement nue, puissante et rose.

— Quel est ton prénom ? fit-elle.

Il eut une moue agacée.

— Lucas...

— Je t'appellerai comme ça.

— Pourquoi me tutoyez-vous ? Après, on s'habitue. C'est dangereux.

— Vous l'aimez beaucoup, hein ? dit-elle.

Il répondit — on eût cru qu'il parlait pour lui seul :

— Elle a jamais eu de chance. Notre fils, tiens... Il s'est noyé, à dix-huit mois. Jean-Luc, c'était son nom. Dix-neuf ans qu'on est ensemble, Louise et moi. Et maintenant peut-être que la voilà fichue.

— Tu crois ?

Il haussa les épaules, revint près du lit. Il était sans révolte apparente ; il n'élevait pas le ton. Il constatait...

Josie se rhabillait. Il lui demanda pourquoi.

— Quoi ! Je retourne dans mon lit. Chacun chez soi.

Elle eut vite passé sa jupe.

Ils avancèrent l'un derrière l'autre, sur le plat-bord encore chaud de soleil.

— Je soulèverai bien le capot toute seule. Je veux prendre l'air, fit Josie au bout de quelques pas.

Elle s'assit, les jambes pendantes au-dessus de la bordaille.

— Comment, vous ne vous couchez pas ?

— Pas tout se suite. Ça te gêne ?

— C'est pas la question. Seulement, on commence tôt demain. Dès cinq heures, je descendrai chauffer le moteur...

Il fixait d'un regard morne une masse qui semblait se traîner sur le canal et allait les croiser. C'était un cul-de-poule qui pouvait porter ses cent tonnes, et où, comme dans les anciens temps, le logement installé au milieu divisait en deux la cale, ce qui compliquait les chargements.

— Salut, voisin ! cria le passant, d'un timbre enroué, en agitant la main qui tenait l'amintot.

— Salut ! Fais gaffe aux gardes ! Il y en avait dans le coin cet après-midi...

Bazerol se pencha vers Josie.

— Et si tu passais la nuit dans ma cabine ?

— J'attendais que tu me le proposes, fit-elle en se levant.

III

Louise était revenue. Elle savait maintenant ce qu'elle avait. Quand Bazerol, en la revoyant si décharnée, avait insinué :

— Et si tu restais encore quelques semaines à terre ? Tu achèverais de te remettre...

Elle répliqua immédiatement :

— Ne me laisse plus seule, Bazerol. Tu ne me retrouverais pas.

Il la contredit sans conviction.

Dès que Louise entra dans leur cabine, il y eut un incident, qui devait être presque le seul à rompre la lourde monotonie des premiers jours du retour.

Bien en évidence, au pied du lit des Bazerol, une paire de pantoufles à pompon était posée. Louise l'aperçut tout de suite, tandis que son mari la transportait. Elle fit :

— Ce sont les pantoufles de Josie...

— Quoi ? Penses-tu ! jeta le marinier, interloqué.

Il allongea sa femme sur le drap, et aussitôt regarda autour d'eux.

— Tiens ! dit-il d'un ton mal assuré. Je me demande ce qu'elles font là... Josie !

Josie était dans la cuisine. Elle descendit, dégagée, et ses yeux s'attardèrent sur ceux de Bazerol avec une insistance qui acheva de troubler celui-ci. Il désigna les pantoufles.

— Qu'est-ce que ça fait ici ?

— Excusez-moi, dit Josie.

Et, avec une indifférence affectée, elle ramassa son bien. Avant qu'elle ne refermât la porte, Louise lança : « Je n'excuse rien ! »

— Écoute, Bazerol, dit Louise, lorsque la bonne fut repartie. Après ma mort, tu feras ce que tu voudras. Mais attends ma mort.

— Si tu recommences à te forger des idées...

— Mets donc une annonce dans *La Dépêche*. J'aime autant qu'on cherche une autre bonne.

Il sursauta.

— Il n'y a pas de raison de chasser Josie. Elle est travailleuse et tout. Elle est bien au courant. On a quoi à lui reprocher ? Elle n'est pas responsable si tu te figures des bêtises.

Il courut retrouver Josie. Elle était en train de nettoyer à grande eau les panneaux d'écoutille.

— Tu l'as fait exprès ? questionna-t-il.

Elle était en combinaison bleue, et ses longs cheveux lui flottaient autour du visage.

Elle souleva les épaules.

— Je pense que c'est mieux que je m'en aille.

Il revint, lui effleura de la main le bras. Elle se redressa en un rétablissement vif et se cambra, lançant en avant ses seins auréolés de sueur. Ils furent un moment à respirer l'air chaud côte à côte. Cela sentait le thym et la vase qui fume au soleil.

— Non, Josie.

— Tu crois peut-être que j'accepterai que ça dure des mois ? Je ne pourrai pas. Elle est trop insolente.

— Reste.

— C'est bien. Mais rappelle-toi toujours que c'est toi qui me l'as demandé.

Bazerol attendit avec anxiété les suites de cet incident : mais Louise parut l'avoir oublié. Leur vie se réorganisa, selon un emploi du temps immuable.

Dès l'aube, après le nettoyage du bateau et la mise en état de marche

du moteur, ils naviguaient. Pendant les moments où Bazerol n'avait pas besoin d'elle, Josie s'occupait de Louise, qui, de plus en plus, se renfermait en elle-même, dans sa lutte pour reconquérir la santé.

Ils approchaient maintenant de Carcassonne, où ils devaient décharger des vins. Le soir, tous trois dînaient dans la cabine des Bazerol, ce qui obligeait Josie à courir entre les plats. Ce fut à l'un de ces repas que le marinier, sans y penser, tutoya soudain Josie devant la malade. Il s'en aperçut immédiatement, et s'apprêtait à se rattraper, mais Josie eut un sourire et lui dit « tu » à son tour. Louise ne réagit qu'au moment où, après avoir lancé à la bonne un sec « Je vous en prie ! » Bazerol se tourna vers elle. Leurs regards alors se rencontrèrent. Celui de Louise était fixe, et elle hochait la tête.

— Va pas encore te mettre martel en tête ! fit-il. J'ai dit « tu » à Josie sans faire attention, comme ça, parce qu'elle est un peu de la famille, à force...

La bonne, le front baissé, continuait à manger, avec son air d'indifférence. Louise souleva le buste, jeta d'une voix saccadée :

— Ces familiarités-là... Ça ne me plaît pas. Une bonne, ça reste à sa place. Ou ça se fait flanquer à la porte.

— Si c'est une menace, vous m'amusez, dit Josie, calmement.

Bazerol reposa violemment son couvert, se leva, tandis que derrière lui grinçaient les pieds de l'escabeau qu'il repoussait.

— Assez, macarel ! Vous n'avez pas fini, toutes les deux, non ?

Il reprit, inquiet tout à coup :

— Qu'est-ce que t'as, Louise ?

Subitement, la malade s'était pliée en avant, et geignait. Josie monta rapidement, pendant que le marinier bondissait vers sa femme. Quelques secondes plus tard, la bonne revenait avec une tasse d'eau chaude où elle versa, avec un compte-gouttes, le liquide incolore d'un flacon.

— Tenez, madame. C'est le calmant, fit-elle en approchant du lit.

Louise se redressa.

— Vous, foutez-moi le camp ! siffla-t-elle.

Josie tendit la tasse à Bazerol.

— Bien. Je vais boucler ma valise.

Le marinier esquissait déjà un pas vers l'échelle de meunier, mais il y eut l'appel rauque de Louise :

— Le calmant...

Il la soutint. En buvant, elle renversa la moitié du liquide sur le drap, tant ses mains tremblaient. Puis elle laissa choir sa nuque sur l'oreiller.

— Ça va mieux ? demanda-t-il.

— Un peu... J'étouffe...

Elle le contemplait, les traits crispés. Elle lui saisit la main et la malaxa jusqu'à ce que sa respiration se refît régulière. Alors elle murmura :

— J'en ai plus pour longtemps, mon pauvre grand. Si tu savais...

Elle avait baissé les paupières et continuait de parler à voix très basse.

— Je ne m'en tirerai pas. Et dans le fond, j'aime autant. Parce que, traîner ainsi des années... Avec toi qui...

Il gronda, le débit haché :

— Tu sais bien que tu allais mieux jusqu'à présent !

Il y eut un silence. Il avait pris un mouchoir, lui épongeait le front, le cou. Elle reprit :

— Bientôt, les potions, elles ne suffiront plus, tant j'aurai mal. Alors... On m'a expliqué, à l'hôpital. Une malade dans mon cas, qui était dans le lit à côté, et qui a passé, depuis...

Il baissait le front contre l'épaule de sa femme, et c'était elle maintenant qui lui caressait le visage. Elle sourit :

— Ce qui me console, c'est que jamais tu pourras m'oublier.

Il avait amarré la *Belle-Espérance* à la pointe de la bosse que dessine le canal du Midi en aval de Carcassonne. Les rafales de l'autan, qui s'était levé dans l'après-midi, faisaient battre les longues dentelles des napperons aux étagères. On aurait dit que l'été de la fin d'août s'en allait à la dérive, entre ses crises d'extrême chaleur. Le marinier alla repousser la vitre bombée du hublot bord-hors.

— Bazerol ! lança Louise, soudain implorante, lorsqu'il se fut installé de nouveau à son chevet. Vendons la péniche et prenons un commerce à terre ! On aurait assez d'argent, même, pour attendre sans faire grand' chose que j'en finisse... Dis ! Vendons !

Il secoua la tête :

— C'est notre bateau. C'est notre métier !

Elle fixait sur les siens des yeux insoutenables.

— Dis-moi la vérité, fit-elle.

Il se redressa, les traits changés.

— Quoi encore ?

Elle hésita, puis d'un ton brusque, le timbre raffermi :

— La Josie et toi... Est-ce que ?...

Il poussa un soupir, lui tourna le dos, et revenant à elle :

— Tu devrais tout de même comprendre, Louise...

Elle arracha la nuque à l'oreiller et cria, se balançant d'avant en arrière, les doigts agrippés à la couverture :

— Comprendre quoi ? Je ne voudrai jamais comprendre ! Tu entends ? Jamais !

Elle se plia tout à fait, enfouit le visage entre les genoux et répéta en un sanglot étouffé par la laine : « Jamais ! »

— J'ai pas voulu te faire croire qu'il y avait quelque chose entre Josie et moi, ma Louise, fit Bazerol en l'obligeant doucement à se remettre sur le dos. J'ai seulement essayé de te rappeler que Josie était nécessaire, sur le bateau, en ce moment...

Elle s'apaisait. Un bruit se fit alors entendre ; des pas feutrés, puis deux légers chocs, comme si le gambret heurtait le plat-bord et la berge... Bazerol tressaillit.

— Faut que je monte voir ; dit-il.

En un moment il fut là-haut hors de la timonerie. Louise éclata d'un rire aigu, qui se prolongea en saccades et dont le marinier, tandis qu'il courait le long des hiloires, percevait nettement les échos.

Il rejoignit Josie à l'instant où elle traversait le chemin de halage, sa valise en fibrane à la main.

— Rentre ! lança-t-il.

Il haletait.

— Non, Lucas. J'en ai assez. Il y a bien des places où je gagnerai davantage, pour moins de travail ; et sans être humiliée pire qu'une bête.

Il saisit la poignée de la valise. Elle lâcha prise, éclata en sanglots secs.

— J'en peux plus, elle me déteste, et puis ça recommencerait demain. Et ensuite, de pire en pire. Elle sait bien qu'on est amants. Ces choses-là, les femmes les sentent vite, surtout dans nos vies les uns sur les autres. Laisse-moi filer avant qu'il n'y ait une sale histoire.

Il l'entraîna contre le petit mur qui, à hauteur d'homme, séparait le chemin de halage des pâtis où, à l'écart les uns des autres, vaguaient des mulets et des demi-sang aux robes délicatement reteintes par les rayons de lune.

Ils eurent un instant d'appréhension en percevant un souffle puissant, dans leur dos. Ils s'immobilisèrent, attentifs à cette seule respiration bien rythmée. Bazerol se retourna : c'était un mulet qui tendait sa grosse tête par-dessus la murette de calcaire. La bête battait des sabots de devant sur les touffes de lavande et de romarin d'où s'exhalait une odeur sournoise et fraîche.

Bazerol débita d'un accent âpre qu'elle ne lui avait pas encore entendu :

— Qu'est-ce que ça peut bien te faire, les mots ! Nous séparer, c'est pas possible. Je ne te quitterai jamais.

Elle lui souleva le menton, de l'index.

— Si seulement t'étais pas si faible, Bazerol...

Il rentrait sa lèvre inférieure, la plus molle.

— Tu te trompes un peu sur mon compte.

⁂

De Carcassonne, ils descendirent à la Réole. De là ils gagnèrent Sète avec un fret de vin du Bordelais, et maintenant voici qu'ils s'en retournaient sur Narbonne, éternel et lent va-et-vient.

Il fallait l'admettre : Louise, de nouveau, déclinait. Quant à eux deux...

— Pourquoi que tu prends un air tragique après l'amour ? lança

Josie au marinier, un matin qu'il l'avait prise dans la cale, à la hâte, tandis qu'ils attendaient leur tour d'éclusée.

Il s'appuya du poing à un sac de sable contre l'incendie, s'assit sur un genou, effleurant ainsi du crâne la ligne de faîte des godes. Plus le bateau était plein, plus il était difficile de se redresser, les écoutilles posées. Le marinier avait pourtant dégagé l'espace entre leur coin d'amour et l'échelle de sortie, afin qu'il pussent y circuler un peu à l'aise.

Il fronça les sourcils : il trouvait dangereux de lui avouer que même après la possession, il gardait, chaque jour plus vif, un âpre désir d'elle.

Accoutumée qu'elle était à l'observer, elle comprit qu'elle avait commis une faute. Alors, tendant la main pour la poser sur le bras de Bazerol, elle jeta d'un ton de paix :

— On a un beau chargement, cette fois !

Il se détendit. Il était heureux qu'elle commençât à s'intéresser à son métier.

A l'avant, salaisons de sardines en caisses, barils d'huile d'olive, tonneaux de vin du Sahel ; et en arrière du châssis coulissé qui pouvait diviser la cale en deux et était l'un des orgueils des Bazerol, c'était de la bauxite de Bédarieux que surmontaient, jusqu'au bombement des écoutilles, cent sacs de charbon de Graissessac.

Il s'était assis près d'elle, sur de la paille qui sentait le moisi à force de baigner dans l'humidité obscure. Ils tournaient le dos à l'échelle de montée.

A cette seconde, glacés, ils entendirent à un mètre la voix tranquille de Louise :

— L'éclusier réclame après toi ! Les Plantiveau s'impatientent en aval, tellement qu'ils ont collé le nez de leur bâtard contre notre gouvernail.

Il ploya la nuque, puis, en un tournoiement subit, lui fit face. Josie se relevait paisiblement en s'époussetant. Elle se dirigea vers l'échelle. Elle dut passer tout près de sa patronne qui, cramponnée d'une main à la rampe, la toisa, distendant en un sourire ses lèvres sans couleur.

— Mettez en route. Je m'occupe de monter le bachot, dit le marinier.

Josie disparut sans répondre. Louise dit :

— Vous vous amusiez bien tous les deux.

C'était un ton calme. Bazerol gardait le silence. Il attendait.

Louise eut son nouveau rire, saccadé et qui s'achevait tout à coup sur une note aiguë. Le marinier la regarda et détourna les yeux, car, aux grosses lampes accrochées aux cornières de la bordaille, le visage de sa femme devenait épouvantable, dans sa mollesse jaune.

— Qu'est-ce que tu as, Louise ? Je remontais, justement ! finit-il par proférer, d'un ton si hésitant qu'il acheva d'en perdre contenance. Il frotta alors ses joues bien rasées, un frisson glacé le long de l'échine.

— Tu te rasais pas si souvent, avant ces derniers temps.

Elle se balança en un mouvement de roulis, membres raides, un sourire de momie accroché aux lèvres. Puis il vit qu'elle baissait les pau-

pières et il eut à peine le temps de la recevoir, si lourde entre ses bras. Mais elle trouva l'énergie de dompter la faiblesse. Elle ordonna :

— Aide-moi à m'asseoir. Tiens, là-dessus, sur votre paille. Là... Va vite, à présent. L'écluse d'abord. Ils sont pressés.

IV

Presque tout le fret était à destination de Toulouse, sauf les sardines et l'huile qu'il déchargea à Carcassonne, et le charbon de Graissessac qu'il avait accepté de livrer à Narbonne parce qu'il savait qu'à cette époque il n'y aurait pas grand monde à s'inscrire au tour de rôle : en conséquence, il aurait de quoi remplir de nouveau, sûrement, la péniche jusqu'à la Haute-Garonne.

Une bonne décade, depuis l'alerte de la cale. Bazerol préférait n'y plus songer.

Il était passé midi, et ils avaient déjà déjeuné, le jour se levant encore si tôt. Josie était au volant. Bazerol tira sur sa petite pipe recourbée qu'il venait de rallumer pour la dixième fois.

— Tu rêvasses, Josie ? Tu sais bien que par remous, il faut naviguer au milieu.

Josie réfléchissait à certaines expressions railleuses de Louise, lorsqu'elle ne se croyait pas observée. Cela faisait justement un quart d'heure que la malade avait appelé. Il se résigna à descendre. Au passage, Josie lui lança :

— Plus souvent tu iras, plus souvent elle t'embêtera.

L'air hargneux, elle se mit à siffloter un refrain de boîte à musique et, dansant lentement sur place, le bassin profilé, cambrée et carrée d'épaules avec ses cheveux roux qui retombaient en riche désordre, elle faisait tournoyer d'une seule main la roue. Bazerol partit brusquement pour échapper à sa contemplation.

Louise le guettait. Elle était assise sur le lit, le dos soutenu par trois oreillers.

— Tu y mets le temps ! C'était pas comme ça, hein, avant cette fille...

— S'agit pas d'elle, Louise. Le bateau a besoin qu'on s'en occupe. Tu ne vas pas ?

Elle tenta un rire mutin, secoua sa tête pleine de poches aqueuses, en agitant les mains à la façon d'une petite fille qui n'ose pas avouer quelque chose d'énorme.

— J'ai vomi le déjeuner tout à l'heure.

Sans transition, elle sanglotait. Et Bazerol ne savait pas si c'était de la sueur ou des larmes qui sinuaient au long des joues jaunies, à la peau si tendue sur les enflures qu'elle semblait à l'instant de céder. Il lui prit le pouls. Il battait la chamade.

— Je suis sûre que mon ventre et mes jambes, regarde ! ont doublé de volume. Bazerol ! C'est peut-être à présent que je vais passer.

Il débita quelques phrases rassurantes.

— En tout cas, on sera à Narbonne demain.

Il réfléchissait. Il avait décidé de stopper pour la nuit dans la campagne, parce que le port de Narbonne était encombré de péniches, en cette période de vacances où les mariniers aimaient pour la plupart goûter à l'existence de la ville, tout en s'installant du même coup au meilleur endroit pour décrocher sans attendre du fret, lorsqu'ils reprendraient le travail.

Voyons... En allant vite, il parviendrait à Narbonne avant la nuit : d'ici une heure, au sud de Sallèles, ils allaient traverser l'Aude et s'engager sur le canal de la Robine, d'où, en tenant compte des écluses, il fallait trois bonnes heures pour atteindre le port. Il se décida :

— En chatouillant le régulateur, j'y serai ce soir. J'en serai quitte pour vidanger demain.

Il se relevait. Louise était de nouveau tranquille, remuant lentement ses mains boursouflées sur son nécessaire à couture. Elle souleva le cou.

— Comment, tu remontes déjà ? Du moment que Josie est au macaron !

Il remonta sans répondre, pendant qu'elle continuait à monologuer. Il expliqua à Josie que Louise n'allait pas fort ; la bonne ébaucha un ricanement. Il prit un ton impersonnel pour lui donner ses ordres, puis resta à rôder sans s'occuper de rien, tandis que le bateau longeait à bord-hors les versants exposés au midi — les soulanes piquées de ceps. Avaterre, c'étaient les plants de riz aménagés depuis l'an dernier en terrain plat.

En homme habitué à analyser tout ce qui lève du sol, il détaillait les minces feuilles tombantes, regorgeant de leurs grains pareils à de minuscules petits pains que l'on eût fendus pour y glisser un bâton de chocolat.

— Patron, votre femme ! prévint Josie.

Un cri leur était parvenu. Ils coururent vers la cabine.

Cette fois, Louise délirait. Sa masse hydropique, ballonnée et comme bulbeuse aux jointures, envahissait tout le lit.

La *Belle-Espérance* fila à plus de dix kilomètres de moyenne jusqu'à Narbonne. A peine amarré en double file quai de Lorraine, Bazerol dépêcha Josie à la recherche d'un médecin.

A la tombée de la nuit, Louise était à l'hôpital où on lui retira trente litres de liquide.

Ils durent attendre une semaine sur place, avec le chargement. « On a encore de la chance de ne pas transporter de denrées périssables ! » rétorquait Josie au marinier qui avait maintenant tendance à considérer la situation sous les couleurs les plus noires.

Il faillit avoir raison : l'inspecteur de la navigation tint à vérifier, la

deuxième matinée, l'état du fret. Et voici qu'il voulut enlever à la *Belle-Espérance* le vin d'Algérie, sous prétexte que les barriques, en mauvais bois friable, cerclé de fer rouillé, risquaient d'altérer leur contenu avant la livraison. Bazerol courut à la préfecture, exposa son cas avec de grands sursauts de colère qui surprenaient chez lui, et l'inspecteur s'inclina non sans accuser le marinier « de nuire à la corporation ».

— En tout cas, pas question de vous inscrire au tour de rôle avant que votre femme sorte de l'hôpital. Vous êtes tous les mêmes. C'est beau, de tenir compte des ennuis particuliers des navigants. Seulement, le client finit par préférer le chemin de fer ou les transports routiers, malgré la différence de prix : il est sûr qu'alors sa marchandise parviendra à port en bon état.

Quand Bazerol s'en fut prendre Louise, le médecin traitant l'attira dans un coin du couloir d'étage. Il délivra une ordonnance détaillée pour que le marinier pût se procurer de la morphine en assez grandes quantités.

— Lorsqu'elle souffrira trop, appelez une infirmière pour lui faire des piqûres. Rapidement.

— Une infirmière ? En pleine cambrousse ?

Le docteur souleva les épaules.

— Je n'ai pas le droit de vous dire d'opérer vous-même ! Vous agirez au mieux... Les cas de force majeure sont admis ! Mais attention : ne dépassez sous aucun prétexte les doses prescrites.

— Combien de temps cela durera-t-il encore, à votre avis ? demanda Bazerol sans oser lever les yeux.

Le docteur eut un grand geste des bras qui tendit sa blouse.

— Le rein qui lui reste est à peu près pourri.

Louise réinstallée, Bazerol se présenta à l'Office de la Navigation, où on lui proposa tout de suite un lot d'arsenic de Saleigne en caisses plombées, pour Toulouse. Ils purent repartir à plein.

Concentrée, travailleuse, la bonne observait toutes choses de son regard fendu.

— T'avais dix-sept ans tout juste quand elle t'a installé sur son bateau de ce temps-là ? interrogeait Josie qui se trouvait dans la timonerie auprès de Bazerol.

Il fit oui de la tête, des souvenirs plein les yeux, ajouta :

— Son père venait de mourir. Elle avait besoin d'un homme.

Elle se rappelait tout ce qu'elle avait remarqué en lui. Tout ce qu'on lui avait raconté. Est-ce qu'aux moments décisifs de son existence il serait capable d'avoir la résolution dont il faisait preuve dans son métier ?

— Avec lui, je n'ai jamais eu d'accident, répétait Louise, aux heures où — dans les premières semaines — elle avait consenti à bavarder avec Josie. Et pourtant ! Dans l'hiver 1938-1939, tenez. C'était devant le pont de Sèvres...

» Une pluie battante. Un ciel aussi noir qu'un tas de grains de café.

On naviguait en convoi. Bazerol serrait les feux arrière d'un automoteur de la compagnie fluviale du Nord. *La Lorraine*, qu'il s'appelait. Tout à coup, un grondement, aussitôt accompagné d'un fracas terrible, comme si on avait fendu à la fois des dizaines d'arbres, avec des vagues de haute mer par gros temps...

» Bazerol fait tourner la roue à toute allure ; nous heurtons le flanc de *La Lorraine*, mais de biais ; notre bateau — c'était une péniche de bois que j'avais convertie en automoteur — se couche sur le flanc jusqu'au plat-bord et boucle un tête-à-queue ; Bazerol, à demi-renversé, tourne le macaron à toute volée en coupant le moteur, et nous voilà remis d'aplomb, en travers du courant, la bordaille crevée au-dessus du plan de flottaison par le choc, mais à part ça, intacts !

» *La Lorraine* venait de s'écraser net contre un pilier du pont. C'est même à cause de cet accident qu'il y a eu de sévères mesures contre ceux qui naviguaient après le jour.

» Bazerol, dès que notre bateau est à peu près stable, court mettre le bachot à l'eau, saute dedans, godille vers les voisins, se jette à l'eau et en sauve trois dans le bouillon. A lui seul ! La quatrième, la grand'mère, avait coulé à pic. Aucun ne savait nager.

» Quant à *La Lorraine*, elle est allée par le fond une minute après. »

Flânant sur la veule arrière, Josie ressassait ces choses. Elle s'aperçut que Bazerol la regardait par le rétroviseur. Elle secoua ses cheveux pour qu'ils brillent au soleil autour de son visage. Elle appuyait la hanche à la base du david qui peinait ces temps-ci à remonter l'ancre, à cause de la rouille et des bosses de quelques anneaux. Naguère, les Bazerol n'eussent pas toléré une journée que la chaîne restât en un tel état...

SERGE GROUSSARD

(*A suivre.*)

SUBVENTIONS ÉCONOMIQUES
ET INVESTISSEMENTS

ABUS ET GASPILLAGE

par MARCEL PELLENC

Nous avons exposé [1] dans trois précédents articles comment le secteur administratif, le secteur industriel et le secteur social des activités de l'État donnent lieu à des dépenses excessives, et souvent même à des abus ; le régime des subventions attribuées par l'État et les investissements auxquels il a procédé, ou aidé certaines activités à procéder, — donnent matière, de leur côté, à nombre d'observations ou de critiques.

L'économie dirigiste dans laquelle nous nous sommes de plus en plus engagés depuis la Libération conduit à une intervention permanente de l'État dans à peu près tous les domaines de la production, sous prétexte d'en orienter, d'en rationaliser et d'en régulariser la nature et l'importance.

Et cette intervention de la puissance publique, avec le jeu des lois économiques naturelles, dans un système qui n'est plus essentiellement libéral sans être entièrement dirigiste, mais dans lequel l'État ne cesse d'empiètements en empiètements, d'agrandir progressivement son domaine — ne va pas sans provoquer dans nombre d'activités ou de secteurs indispensables à la vie nationale des remous et des dérèglements, que l'on cherche à pallier par le moyen de subventions, lorsque leur fonctionnement risque de se trouver gravement compromis.

Mais cette aide, qui donne un caractère plus ou moins artificiel à la prospérité apparente des activités bénéficiaires n'est pas sans avoir à son tour des répercussions souvent fâcheuses sur la production, le développement ou même les conditions de vie d'autres activités, dont les rapports réciproques se trouvent ainsi faussés et qu'il faut aider à leur tour, pour s'efforcer de rétablir un équilibre profondément altéré. C'est ainsi que de proche en proche, on en arrive à un système où l'on s'enfonce de plus en plus dans la fiction, chaque partie intéressée y aidant d'ailleurs, par la force même des choses, tentée qu'elle est de faire appel, dans les diffi-

1. Voir la *Revue de Paris* des mois de mars, avril et juin 1957.

cultés qu'elle rencontre, à un État-providence, seul capable de l'aider à sortir du mauvais pas où l'a plongé l'intrusion abusive et souvent maladroite de ce dernier dans l'économie du pays.

On aboutit ainsi à substituer à un système économique stable, régi par des règles rigoureuses certes, mais simples, claires ne laissant place à aucune surprise, ni même à aucune incertitude — une construction incohérente, dont la plupart des éléments sont truqués et dont nombre de pans sérieusement ébranlés ne peuvent subsister que dans la mesure où la complaisance des pouvoirs publics — pour ne pas dire leur arbitraire ou leurs desseins cachés — leur assure le secours et le maintien des étais financiers qui les empêchent de s'effondrer.

Curieuse construction en vérité.

En tout cas, ce qui semble profiter ainsi aux uns, coûte en définitive aux autres une somme exactement égale, et c'est toujours le contribuable qui finit par payer l'avantage apparent réservé, par le mécanisme des subventions, à l'acheteur ou à l'usager.

Le coût du système des subventions économiques.

Les sommes mises en jeu chaque année sont considérables. C'est ainsi que pour 1956, les comptes économiques de la Nation — document officiel — nous apprennent que le montant global des générosités de l'État qui se sont manifestées sous forme de subventions s'établissait comme suit :

Subventions d'exploitation	376	milliards.
Subventions d'équilibre	693	—
Subventions d'équipement	91	—
Total	1 160	milliards.

Elles représentent à peu près le tiers du budget de l'État.

Instituées parfois pour faire face à une situation transitoire et exceptionnelle, elles finissent rapidement par devenir une habitude avant de constituer finalement une sorte de « droit acquis ».

Accordées souvent dans la pensée d'aider une branche de l'économie à se réformer, elles n'aboutissent généralement qu'à lui permettre de s'incruster dans ses erreurs. Je ne sache pas que la S.N.C.F. par exemple ait employé les quelque douze cents milliards de subventions qu'elle a absorbés depuis moins de dix ans, et utilise les quelque 200 milliards [1] annuels qu'on lui donne encore, — sous une forme avouée ou occulte — à apporter dans son organisation de sa gestion, les réformes souhaitables.

1. Pour cette année, aux 150 milliards de subvention directe s'ajoute, en réalité, le dégrèvement résultant de la suppression de la taxe sur les prestations de services.

Il n'est même pas sans exemple que la collectivité nationale soit frustrée du montant de certaines subventions plus abusives que celles-là, obtenues par des catégories habilement organisées et politiquement défendues.

Témoin cette affaire, qui n'est pas unique dans son genre, du doublement de la subvention à la culture du lin, voté au cours de la dernière législature à l'Assemblée Nationale, par surprise une nuit vers les 4 heures du matin, par une demi-douzaine de députés présents en séance. Une enquête entreprise par la Commission des Finances du Conseil de la République révéla alors que seule une certaine corporation travaillant à l'élaboration du lin (les teilleurs-rouisseurs) avait réussi à monopoliser à son profit la subvention. Ainsi concentrée sur un petit nombre de bénéficiaires la subvention existante atteignait déjà un taux tel que son montant dépassait le total des salaires distribués par la profession ! Inutile d'ajouter qu'ainsi dévoilée la revendication tendant à doubler le volume de cet abus caractérisé fut repoussée par la seconde Assemblée.

Présentant le même caractère de subventions abusives dont le budget supporte finalement les frais, il convient de noter ces mesures par lesquelles pour s'efforcer de corriger leurs maladresses, les pouvoirs publics ont tenté de longs mois durant, d'empêcher l'ascension apparente du prix de la vie en faussant le fonctionnement du thermomètre des 213 articles destiné à l'enregistrer. C'est ainsi qu'on a progressivement affranchi du payement des taxes normales un certain nombre d'activités, de fournitures ou de produits entrant dans la confection de l'indice et allant depuis les confitures jusqu'à l'enlèvement des ordures ménagères à Paris. Mais ce truquage de l'indice a coûté plus de 200 milliards aux caisses publiques, — somme dont on a donné l'illusion au consommateur que le bénéfice lui en était réservé, cependant que sans qu'il s'en doute, en tant que contribuable, on la retirait dans le même temps de son porte-monnaie.

Notre pays pourrait utilement faire son profit de l'avis exprimé par les experts de la Banque des Règlements internationaux dans leur dernier rapport annuel, lorsqu'ils déclarent que *l'économie des pays occidentaux est plus ou moins surchargée par un ensemble de mesures de subventions, de protection, de distorsion arbitraire des prix, dictées par des préoccupations politiques à courte vue, mais qui sont fondamentalement anti-économiques par leurs effets sur l'utilisation des ressources à long terme.*

Ce n'est pas, en effet, sans dommages graves pour l'avenir, que l'on peut se livrer d'une manière permanente à de telles pratiques pour ne pas dire de telles fantaisies.

Les abus commis sous le couvert des investissements.

Si les sommes distribuées par l'État pour les subventions économiques, dans des conditions bien discutables, atteignent chaque année un total considérable, les fonds destinés aux investissements — ou aux prétendus

investissements — qui sont effectués par ses soins ou sous son égide, s'élèvent eux aussi à un montant impressionnant.

C'est en quelque sorte envoûtés par les hymnes incessants et les « credo » répétés dans la vertu des investissements, que Parlement et Gouvernement ont affecté chaque année, depuis la Libération, à peu près sans discussion et presque sans réflexion, des sommes énormes aux chapitres budgétaires correspondants.

Certes, les investissements sont la condition et le gage de notre expansion économique, du développement de la production et des échanges, de l'amélioration des conditions de vie des populations. Mais ce n'est pas dans le mot qu'est la vertu, c'est dans la chose !... Et à la faveur du mot, de l'étiquette, que d'abus, que d'erreurs, que d'escroqueries morales même ont été et sont encore commises !

C'est ainsi en particulier que les investissements et les plans qui en fixaient l'importance et les objectifs ont longtemps donné le change sur une politique qui semble s'être préoccupée particulièrement, au cours des premières années qui ont suivi la Libération, moins de promouvoir un développement rationnel et harmonieux de la production nationale que d'assurer et d'affermir l'emprise de l'État sur de nombreux secteurs de l'économie.

C'est ce que, au nom de la Commission des Finances du Sénat, dénonçait en ces termes, l'auteur de ces lignes, à l'époque rapporteur du budget des investissements [1] :

Chaque année, nous sommes appelés à voter, sans pouvoir y apporter en fait des modifications qui s'imposeraient de toute évidence, des crédits permettant la réalisation d'un morceau nouveau d'un ensemble qui nous échappe, — et dont nous avons le sentiment qu'il est mobile, imprécis, insaisissable même, dans ses conceptions actuelles et ses buts.

En réalité, lorsqu'il y a quelques années, immédiatement après la Libération, il s'agissait des premières tranches de ce qu'on a appelé « le Plan », comme dans tous les domaines tout était à reprendre, à faire ou à refaire, les efforts poursuivis selon certaines lignes directrices conduisaient toujours, quel qu'en soit le choix initial à des résultats acceptables pour tous.

On conçoit parfaitement ainsi que le secteur de l'énergie, des industries de base, des transports, ait pu être l'objet d'une concentration quasi-exclusive de moyens importants.

Mais arrive un moment où le stade terminal de la production, intéressant les industries de transformation qui aboutissent aux produits finis, propres à la consommation ou à l'échange, doit être l'objet d'une aide parallèle, afin que le corps économique se développe d'une manière harmonieuse, sans quoi l'un des éléments s'hypertrophie tandis que l'autre s'atrophie.

Tel est bien hélas ! le cas, comme nous le verrons ; le secteur de base, pour la plus grande part étatisé, se développe sans cesse inconsidérément, tandis que s'amenuise le secteur des industries terminales, constitué pour la plus grande part, lui, par des activités privées.

C'est volontairement ou inconsciemment une sorte d'acheminement vers ce qu'on peut appeler — le nom ne change rien à la chose car il ne s'agit que de nuances : l'étatisme, le dirigisme, la collectivisation de l'économie.

1. Rapport sur le budget des investissements pour l'exercice 1951.

Et le « plan » est l'instrument volontaire ou inconscient de cette transformation.

On a l'impression que le Gouvernement — ou des influences mystérieuses et permanentes agissant sous son couvert — savent fort bien où ils veulent en venir et s'efforcent, sans nous le dire, de nous y mener par petites étapes, à moins que l'on n'accomplisse une marche dans la nuit, sans se préoccuper de savoir où finalement on va aboutir.

Les gouvernements se succédant à un rythme rapide et vivant au jour le jour, ne savaient peut-être pas où l'on voulait en venir et où l'on devait aboutir. Mais l'administration assurée de sa puissance et de sa pérennité le savait bien ; il arrivait même parfois qu'elle ne fasse nul mystère de ses objectifs et des moyens à employer, telle par exemple cette déclaration relevée dans un rapport sur le plan de modernisation :

La répartition des ressources en crédit, que la nationalisation du crédit a mis entre les mains de l'État, est un élément essentiel pour l'orientation des investissements et la réalisation du plan.

Et l'indifférence administrative à l'égard des difficultés dans lesquelles était plongé le secteur des industries de transformation, celui de la libre entreprise, était telle, que des déclarations gouvernementales effectuées en 1954 à l'occasion de la discussion d'un plan de redressement économique il résultait nettement que les entreprises qui n'avaient pas su s'adapter à la situation présente devaient disparaître pour ne pas ralentir la marche de celles qui, mieux favorisées, avaient pu s'en accommoder.

⁂

Cette conception, cette tendance se sont manifestées des années durant, et il n'est pas bien sûr qu'on y ait actuellement renoncé.

Les gouvernements ne se sont nullement souciés en effet de pourvoir effectivement au développement d'une production coordonnée, tout le long de la chaîne de la production, depuis les produits de base jusqu'aux produits terminaux nécessaires à la vie du pays et à ses échanges avec l'étranger.

L'État n'a pas tenu, dans la détermination et la satisfaction des besoins, la balance égale entre les activités qui concourent aux divers stades ou relèvent des divers secteurs de la production, réservant essentiellement sa sollicitude à ses propres activités.

Une fois de plus, il n'a pas fait, dans la circonstance, œuvre d'animateur éclairé de la vie économique du pays ; il a fait œuvre de partisan.

Sous le couvert du Plan, tous les ans ont été pratiquement épuisées, par le moyen du circuit budgétaire, toutes les possibilités de crédit du pays. Tous les ans, par le mécanisme de ce qu'on a appelé, avons-nous déjà dit, l'euphémisme « moyens de trésorerie » et à concurrence de 300 à 400 milliards, l'État a drainé vers lui tous les fonds disponibles obligeant

même les banques à lui donner une part atteignant maintenant le quart des dépôts effectués par les activités privées. Et tous les ans, il a dirigé, sur ses activités industrielles, plus des quatre cinquièmes des sommes ainsi recueillies.

Dans le même temps, il restreignait au contraire le crédit aux entreprises du secteur libéral par les plafonds de réescompte qu'il imposait aux banques ; il pénalisait les investissements de ces dernières par les prélèvements fiscaux abusifs sur les bénéfices non distribués ; il les écrasait sous le poids de charges croissantes d'année en année, leur enlevant toute possibilité de se moderniser comme il convenait.

Que de fois des voix plus autorisées se sont élevées au sein des Commissions ou à la tribune du Conseil de la République, — en faisant même abstraction de toute considération dogmatique sur l'orientation à donner à notre structure économique —, pour signaler les dangers qu'une telle politique ferait inévitablement courir au développement de notre production et de nos échanges internationaux !

Que de fois l'insuffisance des moyens mis à la disposition des industries de transformation, du tourisme, du commerce, de l'agriculture et plus généralement du monde rural, ont été signalés !

Que de fois des tentatives de réajustement des crédits ont été entreprises dans le cadre des chiffres globaux arrêtés par le gouvernement !

Jamais le Conseil de la République n'a pu faire prévaloir son point de vue, condamné qu'il était à l'impuissance en raison même de l'ingéniosité dont faisaient preuve administration et gouvernement pour s'affranchir de toute influence effective de la part des assemblées.

Il est assez intéressant, — car la démonstration dépasse encore le cadre du sujet pourtant d'importance que nous examinerons actuellement — de montrer, en se référant aux interventions du rapporteur de l'époque, comment, même lorsqu'il s'agit des décisions les plus sérieuses, celles qui conditionnent tout l'avenir du pays, on peut moyennant certaines habiletés condamner à une impuissance totale le Parlement :

Quoi qu'il en soit, chaque année — et cette année peut-être plus encore que les années précédentes — nous sommes mis en matière d'investissements devant le fait accompli, et le couteau sur la gorge, dans l'obligation de tout avaliser.

Nous avions pu jusqu'ici, dans les lois de modernisation et d'équipement précédentes, apporter quelques légères atténuations à ce que nous trouvions mauvais pour l'économie du pays dans l'affectation des crédits envisagés.

L'Assemblée Nationale n'avait pas cru devoir en tenir compte ; mais cela marquait, aux yeux de l'opinion, la direction dans laquelle nous estimions que notre économie devait s'engager.

A l'heure actuelle, nous n'avons même plus cette possibilité. On nous livre, en effet, une masse de crédits, divisés en un certain nombre de compartiments que l'on a multipliés jusqu'à le rendre exactement égal au nombre des parties prenantes, et l'on a fait de chacun de ces compartiments un chapitre budgétaire.

Ainsi, comme la Constitution ne donne pas le droit au Parlement d'effectuer des virements de crédits d'un chapitre à un autre, mais simplement celui de

diminuer le montant d'un crédit inscrit, nous ne pouvons absolument rien changer à la répartition, pour en faire bénéficier des activités insuffisamment dotées.

Ainsi sommes-nous canalisés, emprisonnés dans une voie à sens unique dont nous ne pouvons pas nous dégager — et nous sommes forcés d'avancer sans quoi tout le mécanisme serait arrêté.

Evidemment c'est bien imaginé !

Mais en outre, en raison des conditions dans lesquelles on nous présente au milieu de l'année ce budget des investissements, alors qu'à « l'esbrouffe » on nous a déjà, à l'occasion des lois de douzièmes provisoires, fait accorder dans la précipitation l'autorisation d'utiliser les trois quarts des crédits prévus et d'engager ainsi les opérations correspondantes, notre action, fort limitée, comme il vient d'être exposé, ne pourrait au surplus s'exercer que sur un quart des crédits de chaque chapitre, au risque d'ailleurs de compromettre l'achèvement de travaux déjà aux trois quarts effectués.

On voit donc à quel rôle ridicule nous sommes confinés.

Mais si la conception du rôle de l'Etat et la politique qu'il a suivie en matière d'investissements appelle des réserves, l'utilisation des fonds qui leur ont été soi-disant affectés en appelle bien d'autres.

Le gaspillage de l'effort national.

Les sommes que l'on a présentées à l'opinion et au Parlement comme nécessaires pour faire face aux dépenses d'investissements destinées à la rénovation, à la modernisation et au développement des moyens de production sont véritablement énormes.

Depuis 1946, rien qu'en additionnant, sans les revaloriser, les chiffres qui représentaient chaque année les sommes censément investies, on arrive à un montant total de 6 085 milliards, soit, en francs actuels, 10 000 milliards environ.

Et pour qu'il n'y ait aucune équivoque, précisons bien qu'il ne s'agit pas là de fonds destinés à la réparation des dommages de guerre, à la remise en état des installations détruites ou sinistrées, pour lesquelles chaque année des crédits spéciaux ont figuré au budget — ces fonds ont été demandés par les gouvernements successifs simplement pour moderniser et équiper ses instruments de production.

Cela donne la mesure de l'effort énorme imposé au pays, même si l'on tient compte de la part de quelque 1 120 milliards, prise à leur compte, à l'origine, sous forme d'aide intérimaire et d'aide Marshall, par les États-Unis d'Amérique.

A-t-on su tirer pleinement parti de cet effort ? Ces sommes considérables ont-elles du moins été utilisées conformément à leur destination ?

Tant s'en faut !

La tentation est grande en effet pour les bénéficiaires de crédits d'équi-

pement importants, assurés de leur renouvellement quasi automatique pendant plusieurs années, d'en profiter pour mener la vie à « grandes guides », au lieu d'affecter intégralement ces crédits à des investissements véritables. Et tout le monde — l'Administration la première — a succombé à cette tentation.

Si bien que si l'on veut évaluer l'effort d'investissement réellement accompli, il faut faire la ventilation des opérations que, sous l'étiquette « d'investissements », ces fonds ont servi à couvrir par un véritable abus de confiance, dont nul gouvernement ne semble avoir jamais été exagérément choqué.

Une bonne part de ces fonds n'a servi — et parfois ne sert encore qu'à alléger les comptes d'exploitation des entreprises nationales auxquelles ils sont affectés. Tel est en particulier le cas des Houillères pour lesquelles le parfait honnête homme qu'était M. Barangé, rapporteur général de l'Assemblée Nationale sous la précédente législature, reconnaissait dans l'un de ses rapports que 70 % des sommes attribuées pour les investissements n'avaient servi qu'à combler les déficits des comptes d'exploitation.

Faisons encore appel aux documents parlementaires. Voici ce qu'écrivait de son côté le rapporteur du budget des investissements au Sénat :

On s'aperçoit qu'une bonne part des capitaux soi-disant affectés à l'investissement ne servent depuis des années, par des tours de passe-passe, qu'à alléger les comptes d'exploitation des entreprises bénéficiaires, pour camoufler des déficits de gestion.

Ils n'ont donc d'investissement que le nom.

Tel est le cas des crédits qui, pour plusieurs dizaines de milliards chaque année, ont été accordés aux Charbonnages, à la S.N.C.F., à l'Electricité, et qui ne correspondaient qu'à des dépenses d'entretien et au renouvellement du matériel en service, et non à une augmentation de la production.

C'est aussi le cas des crédits qui, à concurrence de plus de 20 milliards chaque année, servent à rembourser des prêts à moyen terme faits à ces entreprises pour leurs besoins de trésorerie, et qui n'ont rien à voir non plus avec des investissements réels.

Par ailleurs, même pour la part de crédits affectés à des investissements proprement dits, il y a fort à redire.

Une part est littéralement gaspillée à des dépenses somptuaires, complètement perdues pour l'économie du pays, telles ces gares de triage aux proportions immenses qui ne serviront jamais à rien, ou ces locomotives à vapeur achetées par centaines en Amérique pour venir pourrir sur nos voies de garage.
Une autre, affectée à des travaux utiles, est partiellement gaspillée parce que gérée sans esprit d'économie, elle conduit à surpayer les travaux effectués. La Cour des Comptes, dans son dernier rapport, en a cité encore maint exemple — et votre Sous-Commission de contrôle des entreprises nationalisées, prenant comme test dans une société une poignée de marchés, a pu se convaincre qu'on arrivait, sans discussion, à payer des dépassements excédant ordinairement le double du montant du marché signé.

Il y a également les investissements utiles, mais qui ne servent rigoureusc-

ment à rien, parce qu'on ne prend pas les mesures propres à supprimer les dépenses que les travaux correspondants rendent inutiles. Tel est le cas de l'électrification du chemin de fer de Paris-Lyon, qu'on a justifiée en partie par une économie de personnel de 3 000 unités ; mais les unités sont intégralement conservées, sans qu'on puisse même les déplacer. Il n'y aurait d'ailleurs aucun intérêt à procéder à ce déplacement puisque tous les services sont trop abondamment dotés.

Tel est encore le cas de ces ports, que l'on équipe coûteusement en matériel moderne de grand rendement, mais que le personnel s'obstine à n'utiliser qu'à charge réduite, afin que tant en ce qui concerne le total des effectifs employés, que le nombre d'heures de travail, les conditions anciennes ne soient pas modifiées.

Enfin il y a tous les cas, et ils sont nombreux, où l'Etat joue à cache-cache avec lui-même. Ainsi, il arrive parfois que l'Etat dote deux sociétés où il se trouve respectivement comme fabricant et comme utilisateur, des fonds nécessaires à l'une pour construire du matériel et à l'autre pour l'acheter. Puis sa présence s'efface dans les deux entreprises qui deviennent parfaitement étrangères l'une à l'autre, — ce qui permet à la seconde d'ignorer la première et d'acheter son matériel ailleurs qu'à celle qui avait été dotée de crédits pour le réaliser. Le matériel restera alors pour compte, et la dépense aura été faite sans utilité. Un cas typique est fourni par l'équipement d'Air-France en matériel aérien, qui a fait perdre plus de 20 milliards au budget.

Ainsi, si l'on récapitule et qu'on totalise les effets de toutes ces causes combinées, on voit que la moitié au moins de notre effort dit « d'investissement » est gaspillée.

On trouve une confirmation supplémentaire de cette assertion dans les faits.

Les documents officiels, malgré leur discrétion sur le sujet, nous montrent, en effet, que les objectifs initiaux du premier plan de modernisation et d'équipement dit « Plan Monnet », qui devaient être réalisés en 1951, n'étaient à cette époque atteints que dans la proportion moyenne de 50 % ; et qu'il a fallu attendre l'année 1954, en continuant à consacrer chaque année les mêmes sommes aux investissements, pour qu'avec l'achèvement d'un second plan de quatre ans on atteigne sensiblement les objectifs de production fixés à l'origine.

***

En outre, on ne doit pas oublier qu'en dehors de l'accroissement recherché de la production, lorsqu'on se lança en 1947 à la suite de M. Monnet dans la réalisation du premier plan, c'était pour atteindre dès 1952 un objectif vital pour notre pays, objectif placé si l'on peut dire en frontispice du « grand œuvre » qu'on allait accomplir : *rechercher l'indépendance économique du Pays en modernisant et développant tous les secteurs essentiels de la production française et assurer l'équilibre de la balance des comptes en fin de plan.*

Or, voici que cinq ans après la date fixée (1952), non seulement cet objectif d'équilibre de nos échanges extérieurs n'est pas atteint mais même

nous nous débattons dans les pires difficultés de devises que nous ayons connues depuis longtemps.

C'est dire que sur ce point au moins, on ne peut que constater la faillite de notre politique d'investissements.

Ainsi à côté des dépenses directes de fonctionnement de ses services administratifs traditionnels, de ses entreprises industrielles, de ses institutions sociales — dépenses souvent excessives et parfois abusives que nous avons antérieurement décrites — un État touche-à-tout s'est mêlé de consentir des prêts et d'accorder des dons. Les dons ou subventions n'ont bien souvent servi qu'à incruster des secteurs entiers de l'économie dans leurs insuffisances, ou leurs routines ; les prêts, institués sous couleur d'aider à l'expansion ou à la modernisation de la production, n'ont pas toujours correspondu à une orientation judicieuse ; ils ont été en grande partie improductifs et n'ont constitué dans nombre de cas que des dons déguisés.

Faut-il alors s'étonner qu'ayant perdu des années durant sa substance vitale par ces hémorragies répétées le pays se retrouve, au terme d'une période de facilité et de laisser-aller, avec des finances exsangues et une économie menacée ?

MARCEL PELLENC

CHRONIQUE DES LIVRES

L'HISTOIRE DE JOEL BRAND

par Alix Weissberg *(Éditions du Seuil)*

Joel Brand est un sioniste qui, au cours de la dernière guerre, organisa à Budapest, avec un groupe d'amis, un Comité destiné à secourir (faux-papiers, filières aux frontières) les Juifs d'Europe Centrale. Ce groupe survécut en partie parce que les Allemands voyaient en lui un intermédiaire pour leurs tractations avec l'étranger. En avril 1944 — un mois après l'occupation de la Hongrie par l'armée hitlérienne — un des principaux agents nazis, lui-même féroce antisioniste, proposa à Brand, en plein accord avec Himmler, le marché suivant : « Faites-moi livrer dix mille camions par les Alliés, nous vous vendrons un million de Juifs, livrables à la frontière d'un pays neutre. » C'est l'histoire de cette fantastique négociation qui échoua, principalement à cause de l'opposition des Anglais, que relate Alex Weissberg. La réalité de l'offre est incontestable : Sharett — l'actuel ministre des Affaires étrangères d'Israël — en discuta au Foreign Office, à Londres; un envoyé spécial de Roosevelt s'entretint avec Brand au Caire. Mais les véritables raisons de Himmler n'ont pu être éclaircies : le troc juifs-camions n'était-il qu'un prétexte pour engager la conversation avec les Occidentaux et obtenir d'eux une paix séparée ? Au Caire, les Anglais considéraient Brand comme un « Rudolf Hess n° 2 ».

P. F.

(Suite de la chronique des livres, page 93.)

DIX JOURS AU JAPON

par Edmée de la Rochefoucauld

Le Japon invite le Pen Club international.

Enfermés depuis deux jours — tel Jonas en sa baleine — dans un *Super Constellation* de métal argenté, nous volons à six mille mètres d'altitude. « Regardez, dit soudain l'hôte de l'air, vous apercevrez à votre gauche, sous l'avion, Okinawa... » Effectivement, en approchant des hublots, nous voyons se détacher, sur la mer lisse, la blonde île japonaise — et les importants aérodromes américains. Nous sommes arrivés au Japon, pays des mille quarante-deux îles. Soufflant du côté de Manille, le redouté typhon Aglaé (qui commence la série Bess, Carmen, etc.) a modifié à peine notre itinéraire. Encore un peu de patience sur Kiou-Siou où débarqua saint François-Xavier en 1545 [1] et, le mont Fuji dépassé, nous atteignons Tokyo. A onze heures du matin le 31 août, le président Kawabata, vêtu d'une élégante robe noire, entouré d'un essaim de photographes, accueille le président André Chamson et les congressistes européens du Pen-Club à leur descente du ciel. Pour la première fois un congrès de ce genre réunit des écrivains (300 sur les 20 000 membres du Pen) en Asie et le Japon, puissance invitante, a accordé ses soins [2] et des crédits considérables (plus de deux cents mil-

1. Les catholiques, au nombre d'un million avant les édits de persécution et d'interdiction (1597-1614), sont aujourd'hui deux cent quarante-deux mille avec, à leur tête, neuf évêques et trois cent quarante prêtres japonais. Parmi les femmes, on compte une vocation religieuse sur trente-quatre baptisées.

2. Mlle Matsuoka, secrétaire générale du Pen Club japonais, était venue quatre fois en Europe pour préparer le congrès.

lions, dit-on, auxquels le peuple contribua par des souscriptions) à cette grande manifestation internationale. Le thème, choisi par l'Unesco, est « L'influence réciproque des littératures d'Orient et d'Occident sur nos conceptions esthétiques et nos conceptions de la vie ». Nulle politique ici, on le voit, mais *l'exercice de la liberté de l'expression* inscrite dans la charte du Pen ne saurait jamais être oubliée. Ouvrant, après M. Fujiyama, sympathique ministre des Affaires étrangères, ce vingt-neuvième congrès, André Chamson, président international, déclara avec conviction : « Nous interviendrons chaque fois que les écrivains seront menacés dans leur vocations d'écrivains. » L'attitude du Pen hongrois au moment de la révolution de novembre 1956 va être vivement évoquée par les écrivains en exil. Disons immédiatement que le vote d'un texte, amendé par la Belgique, demandant une enquête avant toute sanction, ajournera la conclusion d'un débat difficile et que les travaux se poursuivront alors académiquement, non sans intérêt — Steinbeck, le juriste Robert Goffin, Angus Wilson. Anglais sceptique, A. Moravia, enthousiaste de l'Asie, sont présents — jusqu'à l'adoption d'un grand nombre de résolutions concernant la traduction d'ouvrages asiatiques [3].

Pendant les séances qui se tiendront devant les drapeaux de vingt-six nations dans le vaste hall du Sankei-Kaïkan, les traducteurs oraux (traduction simultanée par écouteurs) auront à remplir une tâche délicate. Il leur faudra attendre, pour commencer la version anglaise ou française d'une phrase japonaise, l'arrivée du verbe qui la termine — négativement ou positivement. La syntaxe très particulière du japonais ressemble seulement à celle du mongol et aux langues du groupe ouro-altaïque. Enfin, les mots équivalents existent rarement. (A titre d'exemple, notre bref merci se traduit par *arigato gozaï mashita.*)

Si l'Orient et l'Occident ont quelque effort à accomplir — ne serait-ce que linguistiquement — pour se rapprocher, l'Orient lui-même est loin de représenter un tout. Chaque État, Chine, Inde, Japon, pour ne parler que des plus grands, a là-bas ses problèmes, et il communique malaisément avec ses voisins. Comment ne pas retenir la remarque du fameux critique japonais Kenzo Nakajina : *Les peuples de l'Asie se comprennent-ils entre eux ?* Comment rester insensible devant le dilemme posé aux

3. Signalons la parution de « Nokoro » (*Le pauvre Cœur des hommes*), collection Unesco, Connaissance de l'Orient, Gallimard), par Natsumé Sôseki, traduit par Horiguchi Saigaku et G. Bonneau.

La littérature japonaise a de brillants représentants. On a songé au romancier Tanisaki pour le prix Nobel. Akoutagawa, dont une nouvelle vient de paraître chez Stock (*Les Portes de l'Enfer*), a malheureusement disparu. Citons encore parmi d'autres, Nakazawa, auteur de romans historiques, et souhaitons que le public français puisse connaître les ouvrages de Yasunari Kawabata. Après l'anthologie de Michel Revon, Kuni Matsuo a publié une excellente histoire de la littérature japonaise des temps archaïques à 1935. Depuis, de nouveaux poètes ont surgi. La plupart de nos écrivains ont eu leurs ouvrages traduits au Japon : Marcel Proust (K. Inoue), André Gide (S. Asabuki), Paul Valéry (H. Kobayashi, Ibuki, etc.), Jean Cocteau (Saku Sato), André Maurois, François Mauriac, Françoise Sagan (Tomiko Asabuki), etc.

Indiens par leur propre délégué Annada Sankar Ray constatant qu'à l'avenir *la contradiction entre le mode de vie moderne* (occidentale) et *le mode de vie préconisé par Gandhi sera de plus en plus sentie.* »

Longtemps les nations asiatiques — l'Inde notamment — ont vécu dans le détachement prôné par les sages mystiques. Aujourd'hui, notre science, nos techniques, les biens matériels sont désirés. Certains penseurs politiques les réclament au nom des généreux principes occidentaux, de notre conception des droits de l'homme, du droit des peuples [4].

Espérons que l'ascétisme oriental et le génie organisateur de l'Occident se compléteront pour assurer un meilleur aménagement de la planète. Entre l'Est et l'Ouest, une collaboration s'établira au moins sur le plan littéraire du Pen, en dépit de l'amusante boutade d'Angus Wilson : *Il y aura une certaine résistance aux romans de l'Asie. Effrayés dans notre monde, avons-nous envie d'en connaître un autre ?*

Tokyo.

Premier ouvert à l'Occident (1868, ère de Meiji), le Japon, qui vient de rentrer dans le concert des grandes puissances par son élection au Conseil de Sécurité, connaît une extraordinaire productivité due à son génie industriel (si développé en métallurgie [5]), autant qu'au bon marché de sa main-d'œuvre (la population [6] se contente de quelques bols de riz et d'un peu de poisson par jour). A peine débarqué à l'hôtel Impérial, le congressiste du Pen admire aux devantures les minuscules appareils photographiques Mamiya, les radios *transistor* si bien agencés sous leurs petites dimensions, les cotonnades imprimées, à bas prix, et naturellement l'étincelante soie... Bientôt, à travers Tokyo, longue de quarante kilomètres et peuplée de huit millions d'habitants, il circulera — sans presque apercevoir de kimonos — parmi un prodigieux et bruyant flux d'automobiles. La capitale lui apparaîtra mutilée par les bombardements de la dernière guerre, les logements y sont chers, elle se reconstruit cependant rapidement — maisons de bois gris à deux étages, gratte-ciel de trente-trois mètres, musée d'Art moderne édifié par Le Corbusier — tout autour de la forteresse centrale, demeure de l'empereur. Là, d'énormes douves emplies d'eau, des murs hauts entourent les jardins à demi abandonnés du Palais impérial (détruit) et les bâtiments administratifs où s'est installé le Mikado [7] avec une partie de sa famille (le prince héritier Akahito

4. Voir l'ouvrage de R. N. Pannikar, traduit du malayalam et préfacé par Albert Béguin, *L'Asie et la Domination occidentale du* XV*e siècle à nos jours*, et aussi *L'Aventure occidentale de l'homme*, par Denis de Rougemont.

5. Le Japon se classe aussi parmi les premiers pays constructeurs de bateaux; de ses chantiers navals est sorti le plus grand tanker actuel.

6. Près de 90 millions d'habitants.

7. *Mikado* est le nom donné par les Européens à l'empereur. Les Japonais l'appellent *Tenno heika*.

loge en ville). Nul congressiste toutefois ne pénétrera au cœur de Tokyo : l'empereur du Japon a dû se refuser à toute interview.

Le soir, les affiches en idéogrammes chinois s'illuminent, et certains quartiers multicolores comme Broadway, offrent l'apparence de cités en fête.

Chuzenji.

Quand les interminables faubourgs de Tokyo, encombrés d'une multitude d'hommes en chemises blanches (38 à l'ombre), ont été franchis, on roule entre d'immenses espaces verts. Çà et là des petits bois cachent à demi les maisons recouvertes de chaume. Les étendues vertes sont des rizières et les femmes y exécutent le dur travail du repiquage des tiges. L'ambassadeur de France, A. Bérard, nous emmène avec les Guehenno à Chuzenji au bord d'un lac, proche d'un temple datant de 1160 où siège une déesse rustique à quarante bras, Kannon. Quand nous arrivons après quatre heures de route, il pleut, le paysage est couvert de brume, les arbres s'estompent au second plan et disparaissent presque, fantômes brouillés, au troisième plan. La montagne au loin devient invisible. Comment rendre ce typique aspect de « nature noyée » d'une manière plus exacte que les artistes d'Extrême-Orient dessinant à l'encre de Chine et peignant au lavis sur papier ?

Un temple s'élève généralement près d'un cèdre, d'un gingkobiloba ou d'un sequoia gigantesque. Certains arbres du Japon sont les mêmes qu'en Europe avec quelques différences dans l'évolution de leur feuillage. Traversant la cour magnifiquement ombragée qui s'étend entre des bâtiments rouges à toits relevés aux coins, nous croisons une jeune personne pleine de séduction. C'est la fille du bonze, car les bonzes — qui circulent vêtus de belles robes oranges — se marient parfois. (On peut n'être bonze que trois mois.) Des prières imprimées qu'on achète à l'entrée sont accrochées comme des papillotes aux branches basses des conifères.

Nikko.

Quand Iegasu Tokugawa, le fondateur du Shogunat (dictature militaire) des Tokugawa mourut à 75 ans en 1616, son fils Hidetada fit transférer ses cendres à Nikko et son petit-fils Iemitsu aménagea le tombeau de Toshogu, mélange d'architecture bouddhique et shintoïste.

Ayant franchi le *torii*[8] sous une pluie battante, nous visitons les temples de Nikko. Trois temples gardés par quatre dieux grimaçants, dieux du vent, du tonnerre, qui doivent chasser les démons. En même temps que nous de nombreux touristes arrivés sous de grandes ombrelles jaunes

8. Dans le style shintoïste, les temples (*ji* en japonais) sont précédés d'une porte nommée *torii* (deux poutres de bois retournées à l'extrémité et portées par deux piliers).

se déchaussent pour passer en silence devant trois gigantesques statues dorées, deux Bouddhas assis sur des lotus et un démon. Dans les sombres salles d'art baroque, ornées parfois d'un travail de laque et de peinture très ancien, quelques visiteurs seulement s'agenouillent pour s'associer aux litanies psalmodiées par un prêtre. Ces lieux semblent plus historiques que religieux ; il est cependant défendu de photographier un panneau représentant des déesses musiciennes au milieu d'énormes corolles de fleurs, et une partie du sanctuaire reste inabordable [9].

Au plafond du temple Yakushido, nous remarquons le « dragon criant », étendant ses pieds tentaculaires, ailleurs, le fameux « chat endormi » que sculpta Hidari Jingoro, artiste gaucher. Sur l'étable du cheval sacré du shogun, trois singes représentent les trois préceptes : « N'écoute rien de mal, ne dis pas de mal, ne vois aucun mal. » Une pagode rouge à cinq étages pointe vers le ciel. On entend les pas des danseuses vestales, payées pour danser, comme on paie des prières. Partout se voient des tables d'offrande. D'immenses cryptomérias donnent une grandeur extraordinaire à cet ensemble de bâtiments étranges placés toujours plus haut, auxquels on accède successivement par les nombreux escaliers qui aboutissent à une porte assez basse, très décorée, fermant l'allée du tombeau des Shogun auquel nul n'a accès.

Bientôt nous verrons des temples renommés de Kyoto et de Nara, mais Nikko, où nous avons d'abord pénétré, nous laissera l'impression profonde, difficile à effacer, d'un premier contact avec le monde mystérieux des croyances asiatiques.

Visite a la princesse Takamatsu et a des dames japonaises.

La princesse Takamatsu, belle-sœur du Mikado, nous donne audience ce matin à Korin Mansion, palais que la princesse possède à Tokyo, loue pour des fêtes et où elle se plaît à recevoir des visiteurs de passage. Jolie, vêtue d'un kimono bleu pâle, elle nous accueille dans un salon meublé à l'européenne et nous offre le thé également à l'européenne. Un interprète est nécessaire, mais l'entretien se noue sans difficulté, la princesse

9. Le sanctuaire a été ouvert en partie au public après la guerre. Résultat de la séparation du shintoïsme et du gouvernement national. Rappelons que le Shinto, religion très ancienne des Japonais, se manifeste par le respect des mânes des ancêtres, des chefs de clans, des dieux du clan et celui de l'empereur.

Le bouddhisme fut introduit en 522 après Jésus-Christ par le prince régent Chotoku sous la forme Mahayana — Grand véhicule — qui permet une vie plus active que le Petit véhicule pratiqué dans le sud-est asiatique. Au XIIIe siècle, vint de Chine le bouddhisme *Zen* (du sanscrit Dhyana signifiant méditation). Il est représenté actuellement par 9 millions de fidèles. Les adeptes déclarés du Shinto dépassaient 60 millions et ceux du bouddhisme 40 millions pour une population de 87 millions en 1954, les deux croyances ne s'excluant pas dans l'esprit des fidèles (J.-P. Hauchecorne, *Le Japon*, Editions Odé).

est enjouée ; très moderne, elle aime le golf, anime une industrie de soie. Grâce à elle, une modéliste de Christian Dior a été appelée à Tokyo pour renouveler les dessins traditionnels. Quand nous prenons congé, c'est pourtant pour contempler, dans les pièces voisines, l'exposition de vêtements de soies anciennes du XVIe siècle, qui rappellent nos belles robes à fleurs Louis XV, les porte-cigarettes et poudriers de brocart, les lamés luisants...

Mme D. d'A., charmante Nipponne mariée à un Français, nous invite aussitôt après à prendre dans le quartier Akasaka un vrai repas japonais. La pièce unique du restaurant où nous nous trouvons est habituellement réservée à des conciliabules politiques. Elle s'ouvre sur un étroit jardin où chantent des cigales encagées. Assis sur des coussins devant la table basse, nous goûtons à la tempura (langoustines et crevettes frites), au poulet embroché par petits morceaux, au daikon (navet), à la soupe à l'algue, à l'igname (genre de pommes de terre). Nous nous servons de baguettes et buvons du saké, peu alcoolisé.

Après cette initiation aux mets japonais, l'hôtesse nous mène à l'autel des ancêtres, qui se présente sous la forme d'une petite armoire noire éclairée par deux bougies où est exposée la photographie du dernier mort de la famille devant laquelle on a placé des baguettes d'encens, une pomme, un paquet de cigarettes... Du fond d'un tiroir, elle tire un trésor, sac minuscule contenant un bouddha sculpté dans un grain de riz au XVe siècle. A une heure de Tokyo, à Kamakura, trône le Daitbutsu, bouddha géant dont la tête peut contenir cent personnes. Ici, par contraste, nous sommes sans doute devant le plus petit des bouddhas. Tout le sol de la maison est recouvert de tatami (nattes en paille) où nous glissons déchaussés. Une chambre ne doit pas contenir quatre *tatami*, mais quatre et demi, le chiffre quatre étant celui de la mort et réservé au *harakiri*, qui se fait d'ailleurs plus rare.

Nous avions assisté la veille, au Sankei Kankan, à une leçon pour la cérémonie du thé. (En décomposant tous les gestes, on apprend aux jeunes filles à genoux sur leurs talons, comment on offre une tasse de thé et les différentes phases rituelles.)

A Kyoto, c'est à Urasenke [10] La Mecque du Cha-no-yu (cérémonie du thé) que nous observerons chez le descendant du fondateur Sen Rikyu (1520-1591) le déroulement complet de la cérémonie : l'eau qu'on chauffe et qu'on verse sur le thé en poudre, le thé vert qu'on bat avec un blaireau de bambou, la présentation du bol avec le corporal au bras (imitation peut-être de la messe) [11] et l'ensemble des gestes étudiés, accomplis dans une atmosphère de mutuel respect.

Aujourd'hui, dans une jolie maison située loin du centre de la ville,

10. Cette école a une centaine de succursales au Japon et même au dehors.
11. Voir *Sen Rikyu*, par Kikou Yamata, Nouvelle France, 1957, Canada.

chez l'excellente romancière Mme Hirabaishi, nous sommes reçus dans l'intimité, et toujours à genoux sur les tatami, participons à une cérémonie abrégée du thé. A Yves Gandon est offert d'abord le thé vert, amer, car l'usage subsiste de servir les hommes en premier. Devant la jeune femme en kimono qui lui tend un bol il lui faut tourner — par modestie — sa coupe d'un quart de tour. Il boit le breuvage un peu mousseux qui a la réputation de stimuler l'esprit et a droit ensuite à une pâte de fruits sucrés. Puis notre tour vient. Tout se passe dans un demi-silence, avec un mélange de solennité et de gentillesse très japonais.

Mme Hirabaishi répond avec humour à nos questions, par le truchement de Mme D. Elle a écrit trente ou quarante romans d'actualité. L'Académie est ouverte aux écrivains féminins, mais elle n'en compte pas. Mme Hirabaishi nous parle de la prostitution (à laquelle une loi votée en avril 1957 doit mettre fin) et de la bombe atomique, sujet évoqué par la plupart des interviewers. Les Japonaises, qui exercent leurs droits politiques depuis dix ans et commencent à organiser leur influence, sont résolument opposées, semble-t-il, à la fabrication des bombes de ce genre. On sait qu'à Hiroshima, reconstruite, des cas nouveaux de leucémie se produisent encore [12]...

Une professionnelle de l'*Ikebana* (art traditionnel des bouquets à trois branches inégales symbolisant le Ciel, l'Homme et la Terre), était venue dès huit heures du matin pour arranger les fleurs de Mme Hirabaishi. Invités à parcourir la maison, nous admirons des oiseaux roses, des poissons minuscules, un petit crocodile vivant en aquarium. Dans la pièce où l'écrivain travaille, couverts de caractères tracés de droite à gauche, quelques feuillets du prochain roman gisent sur la table, devant un jardinet qu'éclaire la traditionnelle lanterne...

Kyoto et Nara.

Après avoir organisé pour les congressistes la représentation de pièces du XIVe siècle du théâtre *Nô*, (celles mêmes qui séduisirent les spectateurs du Théâtre Sarah Bernhardt par leur hiératique beauté) et du *Kabuki* (art dramatique du XVIIe siècle), dont la pièce principale, l'*Araignée*, fut interprétée par des acteurs hallucinants en merveilleux costumes, le Pen japonais nous invite à visiter les villes d'art Kyoto et Nara. Sous le nom de Héian, Kyoto fut la capitale des Fujiwara de 794 à 1185 et le siège d'une civilisation raffinée décrite par une femme Murusaki Shikibu dans *le Roman de Genji* (terminé en 1004). Aujourd'hui, Kyoto se présente sous l'aspect d'une cité moderne aux larges artères coupées à

12. La troisième conférence mondiale contre les bombes A et H et pour le désarmement s'est tenue à Tokyo du 6 au 16 août. 3 981 délégués japonais et 97 délégués étrangers y assistaient. La déclaration de Tokyo réclame l'interdiction immédiate et inconditionnée des essais nucléaires.

angles droits, selon la méthode urbaniste des États-Unis [13], mais son passé glorieux reste vivant dans ses soixante-quatorze temples, ses monuments funéraires et surtout ses grands parcs. Nous n'imaginerons plus les jardins japonais comme un arrangement de ruisseaux coulant sous des ponts mièvres, d'arbres nains et de fleurettes grasses. Sans doute les jardiniers japonais apportent un soin minutieux à exercer leur art, ils cultivent les mousses fines, ils épilent même, dit-on, les arbres, mais leur domaine peut s'étendre singulièrement. Il arrive que des demeures — impériale ou seigneuriale (tel le Pavillon d'or ou Kinkaku, qui, récemment reconstruit, existait avant 1397, date à laquelle l'obtint par échange le Shogun Yoshimitsu Ashikaya...) — s'élèvent au bord de vastes lacs entourés de rochers et d'une végétation entretenue : le reflet d'arbres magnifiques pour lesquels tout Nippon a un culte, s'y mêle romantiquement à la tapisserie des fleurs de lotus.

A Kyoto, où existent au moins huit jardins célèbres, le plus curieux est le Ryoan-Ji exceptionnellement composé de quinze pierres et de sable. Son auteur est inconnu. A Tokyo, nous avions déjà pu remarquer le parti étonnant que les paysagistes savent tirer des galets noirs brillants, répandus dans la cour d'une demeure.

Le congrès du Pen — après avoir admis l'Islande et le Viet Nam — se clôture par une dernière séance solennelle au temple bouddhique de Tenryū-ji édifié en 1339. Un banquet japonais est servi ensuite selon un rite d'autrefois (Kaïsemi), qui comporte une quantité de mets subtils disposés dans de ravissants bols de laque rouge sans cesse renouvelés sur le plateau de laque posé devant chaque convive [14].

Le soir, une nouvelle fête à Nomura chez M. Okimura nous offre encore une fois (comme chez le gouverneur de Tokyo à Kiyozumi) l'occasion d'admirer un grand jardin illuminé où sont exécutées des danses symboliques par des geishas. Il est difficile de dire la beauté, l'élégance, l'art raffiné de celles-ci.

Plus tard encore dans la soirée, un dîner donné par M. Takayama, maire de Kyoto, dans la maison où se cachèrent une nuit les quarante-sept Ronins avant leur sacrifice suprême, nous permet de causer avec quelques-unes d'entre elles. Pour la circonstance, les élèves geishas, qui portent le nom de *Maïko* (on n'est geisha qu'à dix-sept ans), sont coiffées de hautes perruques noires à la mode du XVIIIe siècle. Ces jeunes filles en kimono, et dont l'obi (ceinture) garde ses plis tombants, nous tendent leurs petites cartes de visite fleuries. A ce moment, la vedette geisha de la ville entre et danse avec une science incomparable *la danse du lion*...

13. En fait, le plan rectiligne de Kyoto appartient à la Chine ancienne.

14. Le repas végétarien comprend huit services. Voici quelques plats figurant au menu : gluten de froment frit, radis râpé, pâte formée de blé et de haricots fermentés, pâte de haricot séché, pâte de haricot frit, riz cuit avec des marrons et des petits haricots verts, champignon, chrysanthème, gingembre...

Il se fait tard, nous devons quitter nos hôtes et même Kyoto, ville vénérable d'art et de culture qui mériterait sans doute d'être jumelée avec Paris...

Après avoir traversé une longue campagne où poussent les ronds massifs de thé, c'est au milieu d'un immense bois et de vastes prés qu'à Nara les visiteurs peuvent contempler les fameuses biches ; s'ils tiennent un biscuit à la main, ils sont vite environnés d'une harde de ces graciles animaux sacrés. Près de Nara — qui fut capitale avant Kyoto, de 710 à 793, et construite sur le modèle d'une ville chinoise Tang — s'élève à Horyu le plus ancien temple en bois de tout l'Extrême-Orient. Au musée voisin, dans la pénombre, nous admirons une Kwannon du VIIe siècle qui surgit soudain sous la lumière d'un projecteur électrique, droite, mince en une robe de bois tombant sur ses pieds aux doigts conventionnellement carrés. Cette vénérable statue auréolée reste notre dernière image du Japon plus que millénaire.

Nous, du pays du Bouddha, sommes heureux de saluer le pays du Soleil Levant, disait, à la séance inaugurale du Congrès, Mme Wadia, déléguée indienne en *sari* rouge et bleu. Comment *nous, Occidentaux* n'eussions pas été curieux d'aborder au pays du Soleil Levant, terre d'avenir où se gardent intactes les sereines traditions nationales ? Sur le quai de la gare de Kyoto, nous échangeâmes, non sans regret, les profonds saluts d'adieux avec nos amis écrivains du Pen japonais.

EDMÉE DE LA ROCHEFOUCAULD

LES SUPPLICIÉS DE SAMANT

par André Dhotel

La maison était environnée de glycines et de dahlias. Des fenêtres sur le jardin, on voyait un très vaste pan de colline comme une plaine dressée et, au printemps, la colline était vivante de blés verts et de coquelicots, pareille à un rideau qui se mouvait sous le ciel.

Depuis bien des années on entendait les cris des époux Vermeil, Sylvie et Florian. Jadis ils se battaient le soir après avoir fermé les portes et les volets. Les gens parlaient de corridas. C'étaient de vraies corridas silencieuses, simplement illustrées d'assiettes qui éclataient sur le carrelage. Dans des temps encore plus anciens, Florian avait rencontré Sylvie, jeune fille, comme elle traversait le ruisseau, et ce qui l'avait enthousiasmé ce fut, avait-il toujours répété, la chevelure de la jeune fille reflétée dans l'eau. Pendant des semaines il était demeuré sans oser seulement parler à Sylvie. Quand il se déclara, il se fit mal comprendre, et un beau jour il était parti pour les colonies. Là-bas il eut les fièvres. On racontait que pendant son délire il se masquait les yeux et disait qu'il avait vu dans l'eau une lumière insupportable. Dès qu'il guérit, on le vit rôder au bord du fleuve ou au bord des mares, toujours très attentif à regarder l'eau. Il revint en France et il épousa Sylvie qui, par hasard et gentiment, se trouva la première à l'accueillir quand il sortit de la gare. Maintenant ils criaient presque jour et nuit. Ils ne se battaient plus parce qu'ils avaient l'un et l'autre des rhumatismes.

C'était cela le supplice. Leurs colères se nouaient à leurs genoux, aux poignets et derrière leurs têtes, qu'ils pouvaient à peine tourner, et dès

qu'ils tentaient un mouvement brusque ils payaient leur colère avec de telles souffrances qu'ils devenaient encore plus furieux et impuissants. Ils s'effondraient sur une chaise chacun dans son coin et s'injuriaient par-dessus le pot de balsamines qui trônait au milieu de la table. Les balsamines, on les appelait à Samant des *perpétuelles*, parce qu'elles fleurissaient toute l'année. La plante jaillissait d'un beau cache-pot tout doré qui avait échappé à leurs anciennes batailles.

Pourquoi ces querelles ? se demandait-on. A Samant, où l'on sait tout, personne n'était capable de le dire. La boisson, l'ivrognerie, prétendaient les plus mal informés. Certes, Sylvie et Florian ne ménageaient pas les ressources de leur cave, mais ils s'en montraient plus généreux envers les autres qu'envers eux-mêmes, dans le temps où ils laissaient encore leur porte ouverte. On avait vu Florian travailler, gagner des économies, réaliser des marchés avec une persévérance inlassable, durant des mois où il ne touchait pas une bouteille. Il avait même acquis ainsi, avec une patience louable, assez de terres et de vergers. Et Sylvie avait toujours eu le plus beau jardin du voisinage. Elle aimait les fleurs. Nous parlions des dahlias et de la glycine. Il y avait aussi des roses comme on n'en connaît guère.

Leur neveu, bien marié, vivait à l'autre bout de la France. Il venait passer quelques jours à Samant une fois par an avec sa famille et c'était le calme complet. Les deux vieux époux faisaient alors leurs besognes en silence. A peine, de temps à autre, prenaient-ils à partie le bon ou le mauvais temps, estimant, selon le cas, que leurs légumes se desséchaient ou fondaient en eau. Puis tout le long des mois solitaires les querelles reprenaient, de plus en plus dénuées de sens. Certains assuraient que Sylvie, quand son homme la laissait seule, passait son temps à regarder la colline.

Sylvie avait encore des éclairs de beauté dans les yeux. Quant à Florian, il était presque aveugle. Il distinguait les visages et les objets dans une vague lumière. Quand il allait à son champ, c'était comme dans un rêve. Il levait la tête, se guidant aux ombres des arbres, aux éclats du soleil.

Il disait, ou plutôt il criait, qu'il voyait le ciel rouge et noir, divisé en grands rayons, plus ou moins rouges ou plus ou moins noirs selon les zones (d'après ce qu'on pouvait comprendre). Un ciel qu'il aurait voulu crever de son bâton pour faire une ouverture et rallumer un nouveau soleil. « Quel soleil ? quel soleil ? », répétait-il. « Fiche-nous la paix avec ton soleil », clamait Sylvie. C'était ainsi que les histoires qu'ils se cherchaient commençaient le plus souvent. Florian soutenait qu'il voyait clair bien suffisamment, qu'il ne souhaitait pas voir plus clair, qu'il savait bien deviner les choses, mais qu'il voulait simplement un grand éclair tombé de là-haut rien que pour confondre sa garce qui ne songeait qu'à ses fleurs et se moquait de lui. Il détestait les fleurs. « Que je ne te voie pas briser mes fleurs ! » Cela lui arrivait de casser des dahlias ou des

roses. Seul le pot de balsamines semblait devoir être toujours épargné. « Eh bien ! vas-y, déchire-les, disait Sylvie, déchire-les, mes perpétuelles ! » Mais il respectait ces fleurs-là et semblait prendre plaisir à regarder le cache-pot doré.

— Qu'est-ce que tu regardes, vieux crabe ?

— Tu ne comprends rien au monde, hurlait-il.

Le soir, il prétendait que c'était pour lui comme un étang d'or autour du cache-pot.

— S'il y avait un étang, une rivière, ou la mer par ici, disait-il en fureur, je te mettrais le nez dedans et je te ferais comprendre ta bêtise, ma garce. Je te mettrais la tête dans le ciel.

— Fou à lier, grondait Sylvie.

Mais elle le prenait au sérieux, s'élançait sur lui, et il levait son bâton. Aussitôt leurs rhumatismes les jetaient sur leurs chaises où ils gémissaient.

— Ce n'est pas le Paradis, concluait le vieux.

— Le Paradis, le Paradis, répétait Sylvie. Il voudrait le Paradis, cette ordure.

« Drôle d'engeance ! » commentait le garde champêtre, l'oreille collée à la serrure, tandis que des bonnes femmes déploraient le mauvais exemple donné par les époux Vermeil, et que ni la commune ni le Gouvernement n'aient jamais rien fait pour empêcher des choses pareilles.

— Elle a eu un enfant clandestin, rétorquait savamment le garde champêtre. On a raconté cela autrefois.

Ce fut un dimanche matin que Sylvie eut l'idée soudaine d'aller se promener. A aucun moment il n'était question pour eux de la moindre promenade. Elle avait ouvert la porte. L'homme fut si pantois qu'il ne songea pas d'abord à se mettre en colère.

— Où vas-tu, pour l'heure ?

— Je vais là-haut voir la Vierge.

— C'est au moins à sept kilomètres, dit-il entre ses dents.

— A dix kilomètres qu'elle est la chapelle, répondit Sylvie.

Elle s'était avancée au milieu de la rue et il l'avait suivie.

— Tu ne vas pas me coller aux talons ?

— Si je veux.

La fureur de l'homme éclata :

— Tu mens. Tu ne peux pas faire cette route. Jamais tu n'as été croyante.

Elle ne répondit rien. Elle regardait le grand panneau de la colline qui était alors fait de chaumes et de terres sèches.

— Je prendrai par le plateau, dit-elle posément.

— Tu prendras ?... Tu monteras peut-être tout droit là-haut comme une sale chenille, mais tu en auras au moins pour huit jours.

— Le temps qu'il faudra... murmura-t-elle en s'éloignant de quelques pas.

Il la suivit encore et réussit à l'accrocher par l'épaule.

— Tu mens. Tu n'as jamais été croyante. Pas une fois à la messe depuis vingt ans. Une maudite qui n'a même pas la dignité de faire comme tout le monde.

Il leva son bâton mais son bras retomba aussitôt.

Des gens s'assemblaient. Sylvie fit quelques pas. Il l'avait lâchée. Il la regarda s'éloigner. Elle s'arrêta. Pourquoi est-ce qu'elle s'arrêtait ? Il la rejoignit. Elle marcha encore, et de nouveau s'arrêta comme si elle l'attendait. Et ainsi dix fois jusqu'à ce qu'ils arrivent au bout du hameau.

— Tu m'expliqueras.

— Je n'expliquerai rien.

— Il y a quelque chose à expliquer.

Elle repartit et cent mètres plus loin, sur le sentier qui montait, elle tomba puis se releva. Florian arriva près d'elle.

— Tu ne peux pas marcher, dit-il avec rage.

— Je marcherai.

Et c'est ainsi qu'on les vit cahin-caha gagner le haut de la colline, lui maugréant et courant derrière. Quand ils furent vers le haut, ils marchaient ensemble en se soutenant l'un l'autre. C'était incroyable. Ils disparurent sur l'arête du ciel. La porte de la maison était restée ouverte.

Ce qui se passa, certains le racontent sans avoir de preuves, mais ils prétendent que ce sont des gens de la vallée qui les ont renseignés abondamment.

Sur le haut de la colline il y a un vaste plateau, creusé d'ondulations. De loin en loin s'élève un arbuste, ormeau ou bouleau qui a logé ses racines sur quelque rebord aride. Des blés, des landes, des mamelons pelés. A droite s'étend la forêt. Pour aller à la chapelle, c'est plus court de prendre par la forêt. Mais Sylvie et Florian firent un grand tour loin de la forêt, comme s'ils avaient voulu tout simplement crever au soleil. La vérité c'est que Sylvie ne savait pas au juste comment trouver la chapelle en faisant ce détour. Florian pour sa part ne songeait qu'à faire enrager Sylvie, et il ne croyait guère qu'elle avait l'intention d'aller à la chapelle. Pourquoi ? Mais elle prétendait savoir ce qu'elle voulait. Dès qu'ils eurent franchi une crête et qu'elle aperçut la grande vallée, elle s'arrêta, et elle dit :

— J'ai perdu le chemin.

Il ne l'écoutait pas. Il regardait le ciel.

— Le soleil est là, dit-il. La chapelle là-bas, avant la pointe de la forêt.

Ils avaient fait déjà presque dix kilomètres, non sans douleurs, mais lorsqu'ils se furent avancés d'une centaine de pas vers la forêt, ils s'affa-

lèrent brusquement sur un tertre, en proie à une souffrance intolérable qui leur nouait le corps.

— C'est ta faute, dit Florian.

— C'est ma faute, dit Sylvie.

Ce qui pour une fois coupa de façon étonnante la discussion à sa racine. Ils restèrent silencieux pendant cinq bonnes minutes.

— C'est ma faute, murmurait Florian en se frottant les genoux. Qu'est-ce qu'elle veut dire ?

Il n'imaginait pas possible qu'elle ait renoncé à le contrecarrer, ne fût-ce que l'espace d'un rêve.

— C'est ta faute, reprit-il avec colère.

— Personne n'a jamais su, murmura Sylvie.

Qu'est-ce que cela signifiait encore ? Florian se redressa, et réussit à se tenir debout.

— Allons, marche. Tu as voulu aller à ta chapelle, tu iras.

C'était le meilleur moyen pour qu'elle refuse de faire un pas de plus.

— J'irai, dit-elle cependant.

Elle s'efforça de se lever, sans y réussir. Il l'aida. Dix mètres plus loin, ce fut lui qui tomba sur les genoux. Elle l'aida à son tour. Puis ils parcoururent quelques centaines de pas sans incident notable. Il y avait au-dessus d'eux un immuable ciel.

— Un ciel des colonies, disait Florian à tout hasard.

— Tout à fait bleu, dit Sylvie.

Ils ressentaient moins leurs douleurs, et même si peu qu'ils pensèrent qu'ils allaient mourir.

— La vie, dit-il.

Elle répondit en écho :

— La vie partout.

Des oiseaux venaient de se lever devant eux et fuyaient.

— Quels oiseaux ? demanda-t-il.

— Des alouettes.

Ils s'arrêtèrent. Une alouette montait au-dessus d'eux en chantant. A droite ils entendirent pépier un moineau, à gauche une mésange, et des sauterelles crissaient comme au fond de la terre. Leurs paroles à eux étaient au milieu.

— Un pré, dit Florian. Tu dois voir ta chapelle.

— Oui, dit Sylvie.

Ils marchèrent encore un peu avant d'arriver à un mur contre lequel ils s'adossèrent. La grille et le petit autel de la Vierge étaient derrière eux.

— Alors ? demanda-t-il.

— Alors, rien.

— Quoi rien ?

La colère allait-elle revenir ici même ?

— On voit..., reprit-elle.

— Qu'est-ce qu'on voit ?

— Le village d'Oron, le canal et la rivière.

Il lui saisit le bras :

— Raconte.

Il désirait qu'elle lui décrive le village, et tout ce qu'on apercevait. Il savait que de ce lieu on distingue la grande ligne droite du canal, et les hectares d'osiers et de ronces autour de la rivière. Il avait bien connu jadis les toits d'ardoises d'Oron qui luisaient comme l'eau du canal et aussi bleus que l'eau du canal. Mais il aurait voulu qu'elle lui dise exactement où se trouvaient les choses. Il tendait une main comme pour toucher les toits d'Oron qui se perdaient là-bas dans la verdure et les roseaux.

— Raconte, cria-t-il.

Il criait, mais il était sans colère et il ne comprenait pas pourquoi il n'avait plus soudain aucune colère.

— C'est ma faute, répondit-elle.

— Quoi ?

— Ma fille, murmura Sylvie. Personne n'a jamais su.

Ils étaient adossés au mur et sans bouger, regardant vers la vallée, lui regardant sans voir. Sylvie raconta bien autre chose que ce que Florian attendait et il écouta son histoire.

— Je ne suis sûre de rien, dit-elle. Quand tu étais parti pour une campagne de pêche...

Cela remontait à une quinzaine d'années. Florian n'avait jamais voulu faire un métier véritable. Il entreprenait un travail d'abattage, ou l'arrachage des betteraves, rapportait des économies avec lesquelles il s'adonnait à de petits trafics commerciaux, achetant et revendant des fruits, des engrais, voire des terres, des maisons ou du bétail. Une année (il avait quarante-cinq ans bien sonnés), il était parti avec un camarade pour Terre-Neuve. En ce temps-là il n'y avait aucune dispute entre lui et Sylvie, plus jeune de dix ans, mais il désirait prendre l'air et gagner un peu d'argent par un moyen nouveau. Elle le vit partir sans trop s'étonner.

Puis il est venu au hameau un homme qui faisait des études dans la région sur les plantes, sur les insectes et les blés. Il avait trouvé aussi un moyen d'acclimater des oiseaux qui auraient détruit les doryphores.

Un conte de fées pour elle. Tout avait mal fini. L'homme lui avait parlé. Elle s'était laissé séduire un soir, rien qu'un soir, dans les champs. Florian était revenu quelques jours plus tard, puis il était reparti encore pendant des mois et des mois pour d'autres trafics. Elle en avait profité pour aller habiter chez sa sœur, dans la vallée, au village d'Oron. Elle avait donné le jour à une fille sans que personne l'ait jamais su au hameau.

— Tu m'avais oubliée dans ce temps-là. Et depuis, c'est bizarre, tu ne m'as pas quittée d'une semelle.

Ils s'étaient battus à peu près tous les jours. Presque jamais elle n'avait pu aller voir sa fille, qui était demeurée chez sa sœur. Lui s'obstinait à la tenir à l'attache. Trois fois en dix ans elle avait réussi à descendre jusqu'à Oron, et trois autres fois elle était venue par la forêt à la chapelle d'où elle regardait les toits d'Oron. De loin en loin, maintenant, la fille passait à bicyclette devant la maison. Elle faisait un signe ou disait quelques mots à Sylvie, lorsque Florian n'était pas sur son dos.

— C'est ainsi. Mais je ne suis pas sûre que la fille soit de l'autre. Il fallait te dire un jour que je n'étais pas sûre. Tu sais bien que je me moque de te faire plaisir, ou d'être rabaissée. Au moins tu sauras pourquoi tu te disputes. Tu me parleras plus de ton ciel, de tes lumières et de tes foutaises.

Florian n'avait pas dit un mot pendant qu'elle parlait. Sylvie ne s'était montrée, en racontant son histoire, ni agressive ni craintive. ni peinée. Sa voix coulait comme un chant indifférent. Si c'était du poison cela n'avait pas d'importance.

Florian ne fut pas étonné d'apprendre que Sylvie l'avait trompé. Depuis longtemps il soupçonnait cette affaire. Qu'elle lui avoue la chose tout crûment, c'était bien sa façon de le supplicier et de chercher, quoi qu'elle prétende, à être confondue et avilie. Mais ils se déchiraient depuis si longtemps et ils étaient maintenant si bien à bout de souffle et de peine, que Florian n'éprouvait plus cette fois dans le cœur qu'un grand feu paisible qui ne pouvait manquer de l'anéantir avec Sylvie. Ils demeurèrent longtemps immobiles contre le mur de la chapelle. Sylvie regardait du côté d'Oron, et il avançait la tête comme s'il voulait revoir le bleu du canal qu'il ne connaissait plus depuis des années.

— Comment est-ce qu'elle s'appelle ? dit-il enfin.

Sylvie resta longtemps sans répondre. Peut-être elle ne répondrait jamais. Il fut surpris de l'entendre :

— Elle s'appelle Martine.

Il se livra à de longues réflexions auxquelles ni Martine ni sa propre histoire, ni Sylvie n'avaient la moindre part. Cela concernait ses rhumatismes, le désir de boire une chope pour la dernière fois, et la difficulté de trouver une auberge sur ce terroir immense.

— Si on descendait sur Oron, dit-il.

Il fallait encore attendre la réponse. On devait être aux environs de midi. Pas de grillons sur ces champs. Les alouettes avait fui. Les hirondelles devaient jouer le long de la rivière, et leurs cris se perdaient tout à fait dans la distance. Florian étendit la main. Sylvie n'était plus à côté de lui, contre le mur. « Elle a dû passer de l'autre côté », songea-t-il.

Florian longea le mur. Il buta bientôt sur l'escalier devant la petite grille. Il se retrouva à quatre pattes, et comme il ne pouvait se relever, il se traîna ainsi le long de l'escalier et refit le tour de la chapelle sur les mains et sur les genoux.

— Garce, où es-tu ? criait-il.

Florian revint sur l'escalier. Il s'étendit, les bras et la tête sur la deuxième marche pour se reposer. Une petite bergère avait vu tout cela et le raconta plus tard.

Lorsqu'il eut repris un peu de forces, il s'accrocha à la grille et se releva. Puis il s'en alla comme au hasard dans les champs. Il s'était mis à décrire de larges cercles autour de la chapelle, les regards fixés vers le ciel, cherchant le repère du soleil et des zones de lumières pour s'orienter. Comme il portait un peu plus loin sa ronde, il parvint à l'endroit où s'amorçait la pente de la vallée. Cette fois il tomba assis contre un talus de gazon. Il resta immobile quelques minutes, après quoi, très prudemment, il entreprit de descendre la pente, en suivant de longs lacets qui le faisaient presque revenir sur ses pas, jusqu'au moment où il se trouva sur un chemin.

Il reconnut le chemin aux pierres et aux ornières qu'il tâta avec ses mains pour mieux s'assurer du fait. Il regarda aussi vers la vallée, et il lui sembla vraiment voir le chemin entre deux larges haies sombres où s'inscrivait la bande lumineuse du ciel.

Il n'alla pas très loin. Il entendit qu'on l'appelait :

— Florian ! — Sylvie ! répondit-il.

Depuis longtemps ils n'avaient pas ainsi échangé leurs prénoms. Sylvie était assise sous une haie, auprès d'une source qui filtrait entre les pierres d'un petit mur à demi-ruiné. Florian entendit le filet d'eau qui tombait dans une petite flaque.

— Je cherchais la source, dit-elle. Je serais allée te reprendre là-haut pour te mener ici.

C'était sûr. Depuis le temps qu'ils vivaient ensemble ils partageaient toujours ce qu'ils possédaient aussi bien que la rage qui était en eux. Il s'approcha de l'eau et il but dans sa main maladroitement, puis s'étendit sur l'herbe. Il s'endormit. Sylvie dormit elle aussi.

Au bout d'une heure ils s'éveillèrent. Florian se mit debout le premier. Il en éprouva une cruelle souffrance. Il aida Sylvie à se lever, puis elle le tira comme pour remonter le chemin et rentrer à la maison. Mais il dit :

— Nous allons là-bas.

Il l'entraîna du côté de la vallée. Elle l'accompagna sans mot dire. Qu'allaient-ils faire ? C'était plus difficile encore pour eux de descendre une pente que de la monter. A un moment, il déclara :

— Je veux voir Martine.

Voir ? Était-elle à Oron aujourd'hui ? Et que pourrait-il voir de toute manière ? Sylvie pensa, mais ne dit rien. La distance n'était pas très grande depuis le faîte de la colline jusqu'à Oron. Ils arrivèrent bientôt au canal.

Le chemin n'aboutissait pas exactement au pont. Il fallait prendre le sentier le long du canal. Deux cents pas vers la droite. Florian le savait bien, car il avait parcouru autrefois toute la région. Cependant, comme

il arrivait au sentier, il s'affaissa dans l'herbe. On n'avait pas fauché le talus du canal de ce côté, et il y avait de hautes graminées sèches mêlées à des consoudes. Tout cela brûlait dans le soleil de l'après-midi. Quelle heure était-il au juste ? Sylvie s'assit à côté de l'homme.

— Tu n'en peux plus, lui dit-elle.

— Je respire, répondit Florian.

En respirant on sentait l'odeur de l'eau. C'était une subtile fraîcheur, presque imaginaire. Ils demeurèrent ainsi un long moment à respirer. Enfin Sylvie, reprenant le dessus, s'écria sur un ton furieux :

— Tu ne vas pas *lui* parler, lui demander de venir à la maison ? Ce n'est pas une maison pour elle. De quoi perdre toute sa jeunesse en une semaine seulement, avec tes radotages et tes jurements.

Il ne semblait pas l'écouter. Après un temps, il dit :

— La jeunesse... Certainement elle n'a pas besoin de venir. Et puis nous ne saurons jamais si c'est ma fille, et ça serait trop de discussions, c'est sûr.

Pour le moment ils n'arrivaient plus à se quereller. Quand l'un d'eux retrouvait la colère, l'autre ne s'y intéressait plus. Sylvie, surprise par la tranquillité de Florian, se tint elle-même tranquille. Si à la maison ils pouvaient garder ces trêves qui semblaient immenses ! Ils se livrèrent à des réflexions pendant quelques minutes encore, tandis que les papillons bleus volaient entre les graminées.

— Écoute, dit-il soudain.

Elle pensa qu'un poisson avait pu agiter l'eau absolument unie du canal.

— Ce sont des pas, dit Florian.

Il y avait un léger crissement de gravier, si léger que c'était comme un feuillage lointain qui tremblait, mais les pommiers et les peupliers étaient plus loin que le pont du côté du village.

— Quelqu'un vient, dit Sylvie. Des fois les gens prennent le chemin du halage pour se rendre au lavoir qui est là en face.

Elle parlait pour chasser une sorte de crainte. Florian écoutait avec une grande attention. Il prit la main de Sylvie :

— Dis-moi qui c'est, franchement.

A travers les herbes, elle apercevait maintenant sur le chemin de halage une fille qui s'avançait et qui tenait un panier de linge sur sa hanche. Elle vit la robe d'été blanche à pois bleus que portait la jeune fille, et puis ses cheveux blonds, enfin ses yeux, comme elle approchait.

— Martine, murmura-t-elle.

Rien de plus jeune et de plus clair que sa démarche ne pouvait être imaginé. C'était comme si ses jambes faisaient chanter l'air devant elles par la grâce d'une insouciance retrouvée à chaque instant. Ses yeux c'était la paix du ciel. Sylvie pouvait-elle faire de telles réflexions ? En tout cas elle eut le sentiment que quelque chose allait arriver, et cependant rien ne pouvait arriver. Elle tourna la tête, et constata que Florian

regardait l'eau du canal, au lieu de diriger les yeux vers le chemin où passait Martine. De toute façon, il n'y aurait pas pour lui la moindre image. Elle lui dit cependant :

— Lève la tête un peu.

Il demeura obstinément dans son attitude, comme celle d'un homme qui réfléchit.

— Mais lève la tête, murmura-t-elle encore.

La jeune fille était juste devant eux. Sans doute Florian voulait-il seulement écouter le bruit des pas, puisque rien d'autre n'était possible pour lui. Martine passa, sans avoir la moindre idée qu'il y eût des gens cachés dans l'herbe haute de l'autre côté du canal. Elle s'éloigna, tourna vers la droite dans un bouquet d'osiers nains où elle disparut. Florian n'avait pas bougé. Enfin il dit :

— Je l'ai vue dans le canal, dans l'eau du canal. Une robe à pois bleus, des cheveux blonds. Elle tenait un panier. Elle te ressemble et elle me ressemble. Elle avait un petit bracelet d'argent au bras gauche.

— C'est vrai. Je lui ai donné il y a trois ans, dit Sylvie.

Puis revenant à la réalité, elle cria :

— Mais comment as-tu pu voir tout cela ? C'est impossible, impossible !

— Dans l'eau, dit Florian. Je la voyais à l'envers, dans une lumière incroyable. Rien qu'elle et son panier, pas autre chose autour d'elle.

Un gamin du village, qui rôdait, prétend avoir entendu cela, et assisté à toute l'histoire. Allez donc savoir ! Mais Florian redit encore :

— J'ai vu la robe de Martine, le bracelet.

Et Sylvie répondait :

— Je n'ai jamais entendu une chose pareille.

Ils restèrent encore quelque temps au bord du canal, puis Florian se leva soudain, avec peine comme toujours.

— Allons-nous-en. Cela ne peut arriver qu'une fois. Si elle passait encore je ne la verrais plus. Allons-nous-en.

Sylvie se mit sur ses genoux. Elle y resta deux bonnes minutes. Il la tira par la main et ils s'éloignèrent.

Pour rentrer chez eux, ils eurent l'idée de passer par les bois où il y avait un chemin plus court. Or il arriva qu'on ne les revit jamais à Samant. Le lendemain et les jours suivants on les chercha partout. On fouilla les bois. On crut qu'ils étaient morts dans quelque fondrière, jusqu'au jour où l'on apprit que les deux vieillards avaient été rencontrés en Italie par le maire de Samant qui faisait une villégiature dans ce beau pays. Le maire leur avait parlé. Sylvie et Florian mendiaient. Ils baragouinaient un mélange d'italien et de français et ils déclarèrent dans ce langage qu'ils se rendaient à Jérusalem, puis ils tournèrent le dos et s'enfuirent en clopinant au fond d'une ruelle, et gémissant à cause de leurs rhumatismes.

— Si je les ai reconnus ? disait M. Rame. Je ne peux plus le certifier.

J'ai été sûr que c'était eux, mais il aurait fallu que je les regarde encore et que je les questionne. Je me demande maintenant...

On se questionne toujours à Samant sur le sort de Sylvie et de Florian, et l'on se souviendra toujours de la maison dont la porte était restée ouverte un matin d'été, et qui resta ouverte plusieurs jours. Personne n'osait aller la fermer.

ANDRÉ DHÔTEL

CHRONIQUE DES LIVRES

LA MISSION

par Ferreira de Castro *(Grasset)*

Ce petit livre de cent soixante-huit pages pose, sous une forme romanesque et d'une façon saisissante, tout le problème des rapports de l'Eglise avec la Société. Le drame se noue quelques jours avant l'armistice de 1940, dans un monastère entre Tours et Bordeaux. Pour éviter les bombardements, le Supérieur a ordonné à l'homme de peine de peindre le mot *Mission* sur le toit du couvent. Mais le religieux le plus sincère et le plus scrupuleux de la communauté, le Père Mounier, fait remarquer que les bâtiments du couvent sont identiques à ceux de l'usine située à l'autre bout du village. En effet, édifiée en même temps que le couvent, elle avait d'abord été destinée à abriter une autre communauté religieuse, de femmes celle-là. Se prémunir, c'est désigner l'usine comme cible aux aviateurs ennemis.

La demande du Père Mounier de laisser le toit en l'état déclenche chez le Supérieur d'inextricables hésitations et chez la plupart des autres religieux de vives protestations.

Les deux personnalités marquantes du couvent, Mounier et Brissac, résoudront la difficulté chacun pour son propre compte : Brissac réussit à se faire muter dans un couvent sans danger et Mounier, dévoré de foi et de révolte, rentre dans le siècle pour ne pas le trahir. L'épilogue est d'une amertume pleine d'humour. Les Allemands viennent occuper le couvent et ordonnent au Supérieur, qui ne s'est toujours pas décidé, de faire peindre sur le toit le mot *Mission* : « *Car, sans aucun doute, les Anglais voudront bombarder la France* »

B. B.

PAMELA

par Joan Haslip *(Hachette)*

Un bon roman historique organisé autour d'une romanesque jeune femme dont l'étrange destinée avait déjà retenu l'attention de plusieurs érudits. Pamela était la fille de Mme de Genlis et du duc de Chartres (Philippe Egalité). Très belle, Pamela fut poussée à jouer pendant quelques mois le rôle d'une figurante de grand luxe dans le tumulte révolutionnaire. (On sait que le prince et Mme de Genlis s'étaient activement employés à le préparer.) Mais Pamela était faite pour les grandes passions amoureuses et non pour les émeutes. Aussi, éprise d'un grand seigneur irlandais, Edward Fritzgerald, qu'elle épousa, Pamela connut-elle, durant plusieurs mois, dans la « verte Erin », un bonheur parfait. Mais il était écrit que la politique troublerait toujours sa vie. Malgré les prières de sa femme, lord Edward prit une part active à une révolte irlandaise et trouva la mort dans l'aventure. Traduction nuancée de Nicole Dutreil et Solange de La Baume.

L. T.

(Suite de la chronique des livres page 144.)

RAISONS ET CHANSONS

par MAURICE CHEVALIER

QUELLES sont, à soixante-sept ans, mes raisons de vivre ? Servir mon métier jusqu'à la limite de mes forces. Adoucir le plus possible la vieillesse de mon frère. Embellir *La Louque* année par année, en hommage à ma sainte maman. Et protéger la vie et l'avenir du petit groupe familial qui m'aide à vivre.

Belles raisons de conserver le respect de moi-même. Là sont les seules sources de joies encore permises. Mon cœur ne doit plus s'enthousiasmer que pour ce qui me laisse en accord avec mes idées.

Les années, enfin, ont apporté la solution de mon ancien problème. Raison contre passion. La raison a pris le dessus.

Thank God !

⁂

Johannesburg. — Je me promène dans le quartier central de Johannesburg, égayé de superbes grands magasins aux vitrines très modernes et alléchantes. Peu de passants me reconnaissent. Un homme, souriant, m'aborde.

— Est-ce qu'à Paris vous êtes très interpellé lorsque vous marchez dans la ville ?

— Eh ! mon Dieu... oui... assez.

— Alors qu'est-ce que cela vous fait d'être ici, presque incognito ?

— Eh bien... on se sent presque incognito... voilà tout.

Satisfait de ma réponse l'homme me salue et suit son chemin.

⁂

Vous êtes dans une série de représentations triomphales, ce ne sont qu'ovations, enthousiasmes partout où vous passez, et puis un beau soir, dans une vieille et tranquille station, sur la scène d'un ravissant petit théâtre empli de charmants spectateurs et spectatrices, vous vous apprêtez à vous régaler de vos succès, et... Que se passe-t-il donc ? Vous ne réussissez à établir le contact à aucun moment de la soirée.

Vous ressentez l'horrible impression d'avoir soudainement perdu votre jus, votre électricité. Vous êtes comme un champion de boxe qui frapperait à volonté, et sous tous les angles, un adversaire parfaitement passif qui reçoit les coups les plus meurtriers sans réagir d'aucune manière,

l'œil torve et le visage en caoutchouc. Un froid vous gagne le cœur. Avez-vous perdu en un seul soir votre talent ?

Alors, vous prenez peur pour la ville suivante, emportant déjà une âme de vaincu.

⁂

Un grand peintre, à qui je demandais un jour comment tout marchait pour lui, me répondit : « Comment voulez-vous que ça n'aille pas ? je m'amuse à faire ce que j'ai choisi d'aimer et on me paye pour cela. »

C'est ce qui s'est passé tout le long de mon histoire. Histoire d'amour : je l'assure.

Du jour où ma mère me permit de quitter l'atelier pour m'essayer à devenir chanteur professionnel, la vie a pour moi été une suite de récréations et de récompenses.

Les déceptions, les échecs, les peines ont été chaque fois dominés, neutralisés par une nouvelle caresse de mon travail.

Je me suis employé, façonné, consolidé à apporter chaque fois un peu plus de moi-même au public, en échange d'un peu plus d'encouragement, d'amitié de sa part. Ma vie s'est passée devant lui, pour lui, par lui. Ma rentrée dans l'ombre n'a servi chaque fois qu'à me préparer à le servir encore, toujours.

Toujours ?

Oui, tant que ma raison d'agir, d'exister s'affirmera en moi. Lorsque cette force n'agira plus en moi, il s'agira alors d'avoir la pudeur de ne pas demander l'impossible à une volonté fièrement épuisée. Mais jusque-là, public, mon amour, mon ami, laisse-moi déposer à tes pieds, chaque fois que je le jugerai valable, mon travail ; j'en éprouve tant de joie, de gratitude, d'honneur.

⁂

Lorsque des pièces ou opérettes obtiennent un tel succès que le public emplit la salle pendant plusieurs années, je pense qu'il serait avantageux de changer les artistes des premiers rôles à chaque nouvelle saison. On donnerait ainsi un renouveau de vie aux textes qui subissent l'influence de la répétition journalière et interminablement mécanique.

Tout le monde y gagnerait. Artistes qui en viennent à oublier leur texte. Public qui serait servi avec plus de foi.

Auteurs mieux défendus.

⁂

Révélation pour les Français d'une artiste, assure-t-on Viennoise, Maria Schell, jeune femme au visage si tragiquement expressif que d'un seul coup son talent et sa personnalité relèguent dans l'ombre une partie des

actrices de cinéma. Et c'est là le signe de notre époque et de ses monstrueuses forces de répercussion. Un seul film, une seule télévision heureuse font, en une seule performance, autant de chemin dans les cœurs et les cerveaux qu'une carrière au temps jadis.

Las Vegas. — Arrivés à Las Vegas en dix heures par avion, après arrêt à Los Angeles. Il y a vingt ans, il fallait cinq jours et cinq nuits de train pour le même voyage. Las Vegas est fabuleux. Je n'ai visité hier soir que trois des grands hôtels casinos, et j'en suis abasourdi. Les machines à sous, slot machines, le Crap game, la roulette marchent incessamment, jour et nuit au bruit d'orchestres, de chanteurs, de chanteuses, martelant les joueurs.

Une longue avenue principale où tous les temples du jeu attirent, par d'extravagantes publicités électriques, le « gambler » et le cajolent une fois accroché, par des attractions presque gratuites, pour le garder captif de l'établissement.

Nulle part au monde, et je songe aux plus luxueux endroits d'Europe, on ne pourrait rencontrer pareille débauche de vedettes.

Les *dix* plus importants noms du *show business* sont en compétition, à n'importe quel prix, pour amorcer le joueur dans l'un ou l'autre de ces hôtels.

Un spectacle d'environ une heure est offert à l'heure du dîner, puis du souper.

Nous avons hier soir, au Dunes Hôtel où je dois me produire dans deux jours, applaudi le comique Jerry Lester et Dick Haymes, charmant chanteur américain qui m'a étonné en parlant couramment français, puis nous sommes allés voir la deuxième représentation du « New Frontier », un autre endroit plus populaire où après un prologue dansé par de très jolies filles et d'excellents danseurs au son d'un orchestre strident, j'ai enfin pu apprécier une des grandes révélations américaines de ces dernières années : Sammy Davis Junior.

Physique déficient, dont la déficience est accentuée par un œil artificiel depuis un accident survenu il y a peu de temps. Petit, fluet, il a tant de talent qu'il fait oublier en quelques minutes tous ces handicaps par une telle décharge de dons, voix, rythme, dynamite, fantaisie, que l'on reste abasourdi. En fait plus « sonné » que charmé. J'en oublie de vous dire qu'il est noir, mais noir ou blanc, je ne connais aucun jeune chanteur-danseur qui lui vienne au genou quand il s'agit de bousculer un public.

Voix merveilleuse dont il se sert avec une force et un art impressionnants. Palette où le dramatique et le comique se projettent à une vitesse de mitraillette. Jamais vu rien de semblable dans un jeune gars de mon bâtiment.

⁂

Danny Kaye m'a présenté à la salle avec des paroles admiratives que j'avais sensation de ne pas mériter. Je sais très bien qu'ils ont, presque tous ici, les meilleurs bien sûr, plus de vigueur que moi, et que mon apport en Amérique reste, dans mon métier, la gentillesse et la chaleur intérieure. Ce sont les souvenirs de Barnum qui leur font trop souvent oublier les bienfaits du contact et de la grâce. Ils cherchent trop le punch, et après celui-là, un autre, et encore un autre. Leurs valeurs sont brutales. Ils étourdissent d'admiration un public qui doit avoir, de temps en temps, simplement besoin d'être amusé.

⁂

Danny Kaye est venu spécialement à Las Vegas pour me présenter au public le soir des débuts, et le plus drôle est que c'est lui qui m'apprend un tas de choses sur notre métier et même sur la vie. D'intelligence très étendue, doué de talent à perte de vue, il mérite la place qu'il occupe au-dessus des terribles concurrents que le show bussiness ne cesse de produire aux États-Unis. Il me fait visiter les différents hôtels casinos : *The Sands, The New Frontier, The Desert Inn. The Sahara*, etc., tous conçus suivant la même formule. Sommes allés visiter la vieille ville, Downtown, où les lumières ruissellent comme des pièces d'or tombant du ciel. Rien de comparable à cette ville de joueurs venus de tous les coins des U.S.A., où tout est meilleur marché que partout ailleurs excepté le démon du jeu et ses exigences.

⁂

La première a eu lieu devant une salle où de nombreuses vedettes étaient présentes. La présentation de Danny Kaye, par son excès de louanges, risquait d'indisposer à mon égard une partie du public et des journalistes qui assistaient à mes débuts.

Puis je chantai.

Public aimable, attentif, mais assez peu chaleureux. On croirait qu'ils écoutent d'une oreille et suivent de l'autre les bruits venant du hall où les jeux fonctionnent sans arrêt.

Marlène, ensuite, voulait que je change toutes mes orchestrations qu'elle trouvait trop « minces ».

Danny me conseillait de me maquiller un peu.

Sophie Tucker parlait de rapprocher l'orchestre.

Tant et si bien que je ressentis soudainement que ça n'avait peut-être pas « collé » pour mes débuts à Las Vegas.

Les premières critiques sont pourtant excellentes. Au total c'est un succès, et je puis maintenant m'installer dans l'existence de Las Vegas.

Vit-on à Las Vegas comme dans les autres villes américaines ?

Non, c'est-à-dire que dans la journée on ne fait rien, rien que de se dorer au soleil, visiter la vieille ville, et rouler prendre le thé à Boulder City.

Je parle bien entendu pour les artistes, puisque les joueurs, eux, ne cessent de tenter la chance du matin au matin.

Il y a dans Las Vegas une atmosphère de grande amabilité. On n'y voit presque jamais d'hommes ayant trop bu. Tout y est lucide, mais impérieusement porté vers le jeu... Imaginez une cité en Europe où dix ou quinze grands casinos seraient réunis, où, chaque directeur aurait, pour attirer le joueur, engagé, après avoir fouillé le monde entier, l'attraction la plus coûteuse et la plus sensationnelle. Et Las Vegas est jeune, très jeune. Ce que cela pourra devenir dans le futur reste encore à imaginer. C'est le jeu mis en scène à l'américaine, fantastique,... Super parade du Fric...

⁂

A Las Vegas, seule une minorité, venant de San Francisco ou de Los Angeles, pourrait être ce qu'il est convenu d'appeler mon public. Pour le reste, tout un monde d'Américains de tous les États, attirés par le jeu et la température, ne me voient chanter que par curiosité et parce que je leur suis servi à bon compte.

Certains soirs, il est difficile de traverser cette méfiance épaisse de l'étranger. Quelle école d'humilité... et de ténacité... puisqu'il faut tout de même, et c'est vital, finir par gagner.

⁂

On a fêté cette nuit l'anniversaire de Sophie Tucker, l'indestructible chanteuse populaire qui annonce soixante-huit ans et continue à régner dans les night clubs américains.

Brave grosse mère au talent indiscuté, aimée et respectée par toute la profession. Elle a, depuis de longues années, mis toutes ses forces et son amour dans ce métier qui lui a donné l'indépendance grâce à un succès qu'elle n'a dû qu'à elle-même et à son talent. A présent, elle connaît la plus sympathique vieillesse qu'une artiste puisse rêver. Une pure.

Quatre cents personnes se pressaient au El Rancho de Las Vegas pour honorer *The last of the red hot mammas* et les noms célèbres d'hommes et de femmes réunis là désignaient la plus incroyable pléiade de célébrités professionnelles : tous avaient voulu rendre hommage au *show business* en la personne d'un de ses apôtres, Sophie Tucker.

⁂

Hollywood. — Ma soirée de début au Ciro's de Hollywood a été marquée par une ovation de la salle entière qui s'est levée au milieu de mon tour de chant, ce qui ne m'était jamais arrivé un soir de début.

Les artistes les plus fameux étaient présents. Depuis Mary Pickford, et Jeannette Mac Donald jusqu'à Judy Garland.

J'évoquai d'abord le temps où Mary Pickford et le grand Douglas Fairbanks étaient venus à Paris pour la première fois. On les avait reçus avec enthousiasme. Une grande amitié avait commencé alors entre nous. Puis je chantai et gagnai chanson par chanson, l'étonnant moment où devant moi, une table se leva, puis deux, puis soudain toute l'assemblée fut dressée, applaudissant affectueusement.

⁂

La Havane. — Mary Pickford, apprenant que j'avais accepté de jouer le père de Audrey Hepburn, m'a écrit qu'elle ne peut pas arriver à m'imaginer dans un rôle de papa.

Je réponds à cela que puisque rien de mieux n'est possible entre la ravissante Audrey et moi, je préfère alors devenir le père d'un être aussi adorable et gagner au moins son amitié. Et puis c'est déjà bien qu'on ne m'ait pas proposé d'être son grand-père.

⁂

Dans les night-clubs américains, les artistes passent deux fois. A dix heures trente et à une heure du matin.

La première représentation est la meilleure, car les « couche-tôt » sont plus faciles à distraire que les « couche-tard » qui, eux, arrivent déjà terriblement imbibés. Au deuxième « show » d'hier j'ai littéralement chanté devant une mer de « murdingues », des deux sexes.

Je n'en éprouvais ni tristesse ni humiliation, je travaillais, voilà tout, et l'épreuve faisait partie des étapes obligatoires à traverser pour me réétablir aux U.S.A.

⁂

Paris. — Marchant dans le parc de Saint-Cloud, je répète, selon mon habitude, une chanson monologue qui commence ainsi : « Je suis une femme du monde, du vrai et du grand... Et qui doit travailler pour garder son rang. »

J'ai à peine terminé, en marchant, à voix haute et convaincue, qu'un

cycliste qui roulait silencieusement arrive à ma hauteur, et me jette un regard scandalisé, pendant que, gêné, je ne sais plus très bien quel maintien prendre.

⁂

La manie du pèlerinage me possède de plus en plus. Je ne cesse, partout où je me trouve, de ressasser les moments de petit bonheur que j'ai pu avoir là, ou là, par une femme, un public, une amitié.

Hier, nous tournions dans un studio de peintre de la rue Rodier en face de la maison où habite encore la veuve de Dorville que j'avais connue lors de ses dix-huit ans, et j'en ai profité pour lui rendre visite et parler affectueusement du temps passé.

Puis, pendant une pause, je fus m'asseoir à une terrasse près de l'ancienne auberge du Clou, place Trudaine, où tant de soirées nous ont vus réunis après le théâtre avec Mistinguett, Spinelly, Polaire, Régina Badet à leur plus belle époque, et Raimu, Dorville, Magnard, etc., de 1908 à la première guerre. Je nous revoyais, je nous réentendais comme si c'était hier. Je me faisais l'effet d'un avare du cœur comptant l'or de ses souvenirs.

⁂

Il faudrait que je puisse, à présent, devenir un comédien qui ne joue pas comme un acteur et un lyrique qui n'interprète pas comme un chanteur.

⁂

Marcel Jouhandeau publie dans la *Nouvelle Revue Française* des « Réflexions sur la Vieillesse et la Mort » d'une franchise émouvante et d'un calme et déconcertant désespoir.

Le son de ses confidences fait imaginer un fantôme intellectuel marmottant tout haut à travers son suaire. J'admire la forme de ses pensées, mais je ne puis en approuver le fond. Il est certain qu'en vieillissant (nous devons être du même âge) tout s'use et s'amenuise, et que l'homme comblé par les sens doit s'effacer pour laisser s'affirmer en lui tout ce qui est plus moral que physique. Personne ne peut rien contre cette vérité et ceux qui n'ont pas le bon sens de s'y plier de bonne grâce en sont impitoyablement punis, mais il y a néanmoins de bien jolies allées à découvrir dans le bois du crépuscule, et la demi-mort contre laquelle Marcel Jouhandeau semble ne pas daigner réagir ne me convient pas. Ne pas chercher à créer plus loin que le « trop », mais tout de même aller jusqu'au mieux de ses dons, afin de posséder en son cœur la mâle certitude d'avoir peiné « assez ».

⁂

La Radio française prépare une émission pour le dixième anniversaire de la mort de Raimu. On m'a demandé quelques mots.

J'ai fait la connaissance de Raimu à Toulouse, en 1906. J'avais dix-huit ans. Je faisais mon tour de chant en fin de partie de concert au music hall des Nouveautés, et Raimu, ainsi que c'était la coutume à cette époque, terminait la soirée en jouant le principal personnage d'une pièce en un acte, qui changeait à chaque nouveau programme.

C'est probablement à cet apprentissage qu'il dut de découvrir un à un les dons comiques qui, par la suite, devaient enrichir sa palette artistique au point d'en faire un comédien exceptionnel.

Raimu était une force naturelle qui trouva son expression la plus parfaite dans sa collaboration avec Marcel Pagnol.

Des hommes comme Raimu ne peuvent se comparer. Ils sont personnels, uniques. Il a pu, grâce au cinéma, et, j'insiste, aux œuvres de Pagnol, populariser la tradition marseillaise de l'éclat de rire ensoleillé et du pinçon au cœur.

Il a été pour tous ceux de son métier celui qui méritait, lorsqu'on croisait sur les Champs-Élysées son extraordinaire silhouette, un large coup de chapeau, dans le temps que, sans avoir besoin de sourire, on murmurait : « Bonjour, monsieur Raimu. »

⁂

Une vieille dame demande à me saluer dans ma loge au théâtre. Je ne comprends pas bien le nom et la regarde avec indifférence. Elle répète son nom, doucement, et soudain je suis reporté en 1918 au théâtre Fémina où, parmi les jeunes femmes que Mme Rasimi savait si bien recruter pour embellir ses revues, se trouvait une beauté, qui s'appelait Didiane et dominait de sa jeunesse et de sa splendeur tout l'élément féminin pourtant recruté parmi les plus belles filles de Paris.

Didiane...

Là, devant moi, cette souriante et respectable personne aux cheveux même pas teints, gris, au corps de son âge, dont le regard doux semble accepter ce qu'il faut bien finir par accepter, tout en regrettant, parbleu, que le chemin de l'amour soit le plus beau mais le plus court, pour tout le monde.

Didiane...

J'en ai rêvé cette nuit. Je l'ai revue, superbe, imbattable, adorable.

⁂

Un film de Clouzot sur *Le Mystère Picasso* où l'impressionnant début fait espérer la lumière sur le plus célèbre des peintres contemporains.

Des lignes se forment sous la main de Pablo Picasso, se déforment, se détachent, recommencent, cherchent, fouillent le papier blanc pour en faire sortir l'apparition lumineuse, le « tableau ».

Quelques « résultats » paraissent assez proches de notre compréhension ; d'autres nous laissent méfiants, embarrassés, abasourdis.

Le peintre, vieux Belzébuth athlétique, ne fait aucune concession et nous envoie même qu'il ne s'est jamais préoccupé de ce que pouvait penser le public. Clouzot, lui, semble le comprendre parfaitement et son affectueuse admiration se perçoit dans son dialogue avec le diabolique bonhomme. Il n'en est pas moins vrai qu'en fin de compte le silence respectueux qui se prolonge tout au long des quatre-vingt-dix minutes de ce film courageux n'aboutit qu'à une fin où tout reste en question pour les profanes. Seuls, paraissent convaincus Clouzot et Picasso ; ils n'ont aucun doute sur le verdict du temps qui inévitablement doit consacrer le génie de Picasso.

⁂

Suis allé assister à une représentation de *Pauvre Bitos* de Jean Anouilh. Un premier acte génial ; le deuxième et le troisième : une distribution de soupe au venin.

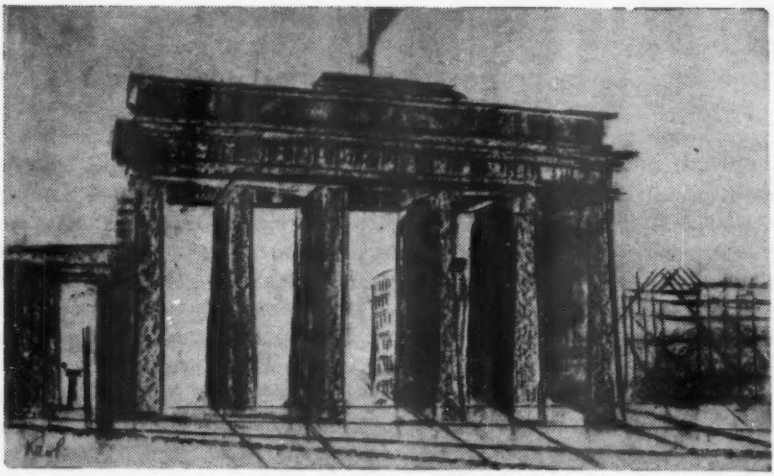
⁂

Dans notre temps d'oscars, de distinctions artistiques, d'honneurs nationaux ou internationaux, si l'on me proposait de choisir le titre qui me toucherait le plus, ce ne serait pas parmi les commandeurs, grands chanceliers... Non : un petit diplôme officiel m'accordant l'appellation de :

ARTISAN DE FRANCE

MAURICE CHEVALIER

Ces textes sont extraits d'un livre qui paraîtra prochainement sous le titre : *Artisan de France.*



BERLIN, DOUZE ANS APRÈS

par Pierre Frédérix

Quelques semaines après la capitulation de la Wehrmacht, le Reich fut partagé, on s'en souvient, en quatre zones et soumis à un Conseil de Contrôle quadripartite siégeant à Berlin. En même temps la capitale recevait un statut spécial qui en faisait une sorte d'île découpée dans la zone soviétique et divisée, elle aussi, en quatre secteurs militaires, les Russes commandant à l'est, les Américains, les Anglais et les Français à l'ouest. En 1949 l'Allemagne s'est scindée en deux ; la République Fédérale a installé sa capitale provisoire à Bonn et la République Démocratique sa capitale à Berlin-Est. Depuis lors l'Allemagne occidentale s'est intégrée dans l'organisation du Traité Atlantique, l'Allemagne orientale dans celle du Pacte de Varsovie. De part et d'autre, des accords de stationnement ont mis fin au régime de l'occupation militaire. Mais l'île berlinoise subsiste, avec son statut anachronique. Douze ans après la fin de la guerre, Berlin demeure, seule au milieu de l'Allemagne, une ville « occupée ». Occupation toute symbolique sans doute puisqu'il s'agit, pour les quatre secteurs, de quelques milliers d'hommes habituellement invisibles. Faute de pouvoir s'entendre, les Occidentaux et les Soviétiques n'en ont pas moins dû maintenir à Berlin quatre missions militaires, auprès d'un fantomatique Conseil de Contrôle qui ne s'est plus réuni depuis le mois de mars 1948.

Un tel état de choses prêterait simplement à sourire s'il n'impliquait

le voisinage, à l'intérieur de la même capitale, de deux États allemands rivaux. La réunification de l'Allemagne a été à l'ordre du jour d'une douzaine de conférences internationales. Elle reste le sujet de milliers de discours. Il n'est pas d'homme politique allemand, quelle que soit son allégeance, qui puisse se permettre de ne pas la placer en tête de son programme. A Berlin, cependant, le problème revêt son aspect physique : la frontière des deux Allemagne passe en plein au milieu de la ville. A l'est, siègent une Chambre du Peuple et un gouvernement à direction communiste ; à l'ouest, un « Sénat » faisant office de conseil des ministres local et une Chambre des Députés régionale dont les délégués prennent place au Bundestag fédéral. Le président de la République démocratique, M. Wilhelm Pieck, réside à Berlin-Est ; le président de la République fédérale, M. Théodor Heuss, bien que travaillant habituellement à Bonn, dispose d'une seconde résidence à Berlin-Ouest. Deux Élysées, deux Hôtels Matignon, deux Palais-Bourbon se font face dans l'ancienne capitale, aucun de ces édifices n'étant d'ailleurs celui que les Berlinois ont connu jusqu'en 1944 : car l'ancien centre gouvernemental, lui, est un désert de ruines. En 1953, après l'insurrection ouvrière de Berlin-Est, le Sénat de l'ouest a rebaptisé « Allée du 17 juin » la chaussée axiale du Tiergarten : cette chaussée aboutit à la Porte de Brandebourg, où flotte un drapeau rouge. On l'a planté là à dessein, puisque le pavillon national noir-rouge-or est avec la langue allemande à peu près tout ce que les deux Républiques ont en commun.

Berlin-Ouest ne manque pas une occasion de faire sonner la « Cloche de la liberté » suspendue, à Schoeneberg, dans le beffroi de l'Hôtel de Ville. Berlin-Est exhibe sur Unter den Linden une caricature où le battant de cette cloche est une torpille atomique. « Ici finit le secteur démocratique », annoncent les écriteaux à la sortie de Berlin-Est. D'un camp à l'autre, les mots, les emblèmes, les événements changent de sens. Berlin-Ouest se considère comme un avant-poste du monde atlantique ; Berlin-Est vit de la vie du monde soviétique. Les exemples de pays démembrés ne manquent pas. Mais cette ville... Où a-t-on vu les chromosomes d'une même cellule produire deux organismes appartenant à des espèces différentes ? Berlin pourrait être un cas de tératologie politique sans précédent dans l'histoire.

A la veille de la guerre, Berlin comptait un peu moins de quatre millions et demi d'habitants : 1 600 000 dans ce qui est aujourd'hui le secteur sous direction communiste, 2 800 000 à l'ouest. L'exode massif de 1945 n'a pas été suivi d'un reflux aussi prononcé que dans les autres cités allemandes. C'était moins l'étendue des destructions qui faisait hésiter (Hambourg, Nuremberg, Munich, les agglomérations rhénanes avaient souffert davantage) que le désir de ne pas rester en zone soviétique ou la crainte d'y être repris comme dans une nasse. Cette crainte se conçoit. Durant les dix mois du blocus, en 1948-1949, Berlin-Ouest ne mangea, ne s'éclaira, ne se chauffa que grâce au pont aérien. On n'y allait, de Franc-

fort, et l'on n'en ressortait — j'en ai fait personnellement l'expérience — que dans des avions-cargos, soutes à charbon et magasins d'alimentation volants dont les équipages militaires avaient pour consigne d'affubler leurs passagers de parachutes. Bien que ce temps soit passé et qu'on ne croie pas à son retour, la population de la capitale n'est jamais remontée à son niveau d'avant-guerre. Il s'en faut d'un quart environ : d'un million d'habitants. La perte est proportionnellement plus forte dans le secteur est que dans les secteurs occidentaux.

Qui a vécu, ne serait-ce que quelques semaines, dans le Berlin de l'année zéro, avec le tiers de ses habitations détruites, les entrailles de ses maisons répandues sur la voie publique, ses palais écroulés, ses dancings dans les ruines, des soupes populaires et des Decauville dans les rues, ne peut l'oublier. « Combien, se demandait-on, faudra-t-il charger de milliers de trains, rien que pour évacuer les décombres ? » Ce travail de déblaiement a occupé tout le début de l'après-guerre. La reconstruction elle-même n'a véritablement commencé qu'aux environs de 1950, après la levée du blocus et une fois la scission politique accomplie. Les autorités de l'un et l'autre bord ont donc opéré séparément, Berlin-Est et Berlin-Ouest tirant chacun son plan selon ses moyens, dans le style et suivant les desseins qui lui étaient propres. Ici l'on bâtissait ; ailleurs l'on se contentait de faire table rase du passé. Ainsi l'ancienne capitale, centrée sur Unter den Linden, achevait-elle de se dissocier. Les deux villes autonomes qu'elle a engendrées reprennent force et vie. Les plaies qu'elles portent encore n'en sont pas moins visibles.

Berlin-Ouest.

Un visiteur qui atterrit aujourd'hui à Tempelhof et se fait conduire en taxi à l'un des hôtels du Kurfurstendamm [1], n'enregistre d'abord que l'aspect positif du bilan : une vigoureuse renaissance, les façades neuves, la densité du trafic. Autour du moignon charbonneux de la Gedächtniss Kirche (les Berlinois, jusqu'à présent, n'ont pu se mettre d'accord sur ce qui la remplacera) se dressent des immeubles commerciaux, tout verre et béton. Le « Kudamm », avec ses terrasses de café sous auvent, ses restaurants, ses bars, ses cinémas, ses vitrines, ses lumières, a repris son air Champs-Élysées-Broadway. Ce n'est qu'à la moitié de sa longueur que l'on remarque les anomalies : des carcasses dont le rez-de-chaussée seul est réoccupé ; des stations à essence largement étalées en retrait du trottoir, des guinguettes, des parcs à voitures installés en plein air sur les lieux d'où les maisons à cinq étages ont disparu. Certaines rues sont l'image exacte de ce qu'elles étaient avant la guerre : deux rangées d'arbres, les fleurs aux balcons, les voitures arrêtées devant les portes. Puis on retombe dans le vide : quelle est cette « place » qui n'existait pas ?

1. Voir carte page 115.

On pourrait en dire autant de la plupart des grandes artères. Les immeubles nouveau-nés y voisinent avec des squelettes ; les creux avec les pleins. Grünewald et Dahlem, qui sont le Passy et l'Auteuil de Berlin — un Passy et un Auteuil restés à leur état paisible d'avant 1900 — offrent à leurs habitants des réserves d'oxygène qu'il nous faut aller maintenant chercher à Louveciennes ou à Maisons-Laffitte. Entre le musée de Dahlem et Breitenbach Platz, les espaces verts contre lesquels s'acharnent nos urbanistes parisiens se sont étendus plutôt que réduits. Ce n'est pas seulement le Jardin botanique ; ce sont des domaines entiers que se sont réservés les instituts agricoles et l'Université : des pépinières, des écoles d'élevage, des étables, des vergers, des ruchers, des champs, des paysages quasi-campagnards où peupliers et clochers se profilent à l'horizon. Les avenues sont plantées d'arbres, les immeubles les plus récents tous entourés de gazon. Mais entre ces immeubles l'on découvre, par douzaines, des hôtels particuliers ou des villas incendiées.

Au nord-ouest, autour de Siemensstadt, les grandes usines travaillent à peu près au rythme d'avant-guerre. A Westend, à Moabit, à Wedding, les rangées de maisons neuves alternent avec les rangées de maisons détruites. A Charlottenburg, les environs du « Knie », devenu Ernst Reuter Platz — du nom du premier maire de Berlin-Ouest — sont à peine reconnaissables : là aussi, des blocs d'immeubles ont fait place à des espaces vides. Le Berlin de 1945 était un chaos. Celui de 1950 évoquait encore, par endroits, les toiles d'Hubert Robert ou les gravures du Piranese. Celui de 1957 ferait plutôt penser à une ville où il resterait beaucoup de terrain à lotir. Et que sont devenus les déblais ? On les a transportés sur la périphérie. On en a fait des Buttes-Chaumont, des Buttes-aux-Cailles assez hautes pour figurer maintenant sur les cartes et dans les guides, au titre de « curiosités touristiques », des monticules où la végétation a repris racine comme sur les temples cambodgiens, et que les archéologues de l'avenir sonderont peut-être afin d'y retrouver les traces de l'ère pré-atomique.

Le Tiergarten, équivalent berlinois du Central Park newyorkais, était à la fin de la guerre une écumoire percée de trous d'obus. Au cours de l'un des hivers suivants, tout ce qui y restait d'arbres a été coupé et converti en bois de chauffage. Depuis 1949, la municipalité de Berlin-Ouest y a replanté un million d'arbres et d'arbustes qui se sont mués en taillis épais. Dans ce taillis, l'on aperçoit, çà et là, des statues mutilées ; toutes celles de la Sieges Allee (que personne ne regrettera) ont été enlevées. A l'est, près de la frontière du secteur soviétique, l'ancien Reichstag dresse sa ruine noire. Mais il ne subsiste aucun vestige de l'Opera Kroll, ou siégeait le Reichstag hitlérien. Plus à l'ouest, une salle nouvelle, d'architecture ultra-moderne, construite sur l'initiative et aux frais d'une fondation américaine, vient d'être inaugurée : les Berlinois, qu'a surpris la forme évasée de son double toit, l'ont irrespectueusement surnommée l' « huître enceinte ». Sur le rond-point central, la déesse de la Colonne

de la Victoire, que j'ai vue coiffée d'un drapeau français, le 14 juillet 1945, a été redorée. On a restauré, à l'intention du président Heuss, le charmant petit château de Bellevue, qui date de la fin du XVIIIe siècle et qu'habitèrent divers membres de la famille Hohenzollern avant qu'on en fît un musée, puis une maison d'accueil pour les hôtes d'honneur du gouvernement nazi. L'est du Tiergarten est habituellement désert : il ne conduit plus « nulle part » à moins qu'on ait affaire dans Berlin-Est. Au contraire son extrémité ouest, que crénèlent les immeubles style Le Corbusier du nouveau quartier de la Hanse, reçoit chaque jour des milliers de visiteurs. Elle est le lieu d'une exposition internationale d'architecture : pavillons, fleurs et restaurants. Des wagonnets suspendus à un fil aérien survolent les jardins et vous ramènent à la gare du Zoo.

La ménagerie et l'aquarium se sont repeuplés ; le parc, avec ses animaux, ses petits étangs, ses cafés en plein air est redevenu le rendez-vous des enfants. On a dynamité l'énorme forteresse de béton qui servit à la fois d'abri de bombardement et de centre d'artillerie contre avions. Du haut de la butte que forment ses débris, le Zoo reparaît à peu près tel qu'il était autrefois. Un hôtel Hilton est en train de naître sur sa lisière. Mais l'autre rive de la Budapester Strasse, jadis entièrement bâtie, n'est plus qu'un immense terrain vague où tiendrait le Champ de Mars. Quelques maisons solitaires, échappées aux bombes, aux obus et finalement à la pioche, le parsèment. Devant le Zoo, des amateurs de camping ont eu le temps de construire deux ou trois bungalows, d'élever des treilles et de faire pousser autour d'eux un enclos de verdure. De l'hôtel Eden, où j'ai séjourné plusieurs fois avant la guerre, j'ai encore vu les ruines, en 1948. Tout a été si bien nivelé que je serais incapable de dire, à cent mètres près, où elles se trouvaient.

Le quartier qui s'étend au sud du Tiergarten, depuis les environs du Zoo jusqu'au Potsdamer Platz, représentait approximativement pour les Berlinois ce qu'est à Paris le VIIe arrondissement, entre les Invalides et le boulevard Raspail : le « noble faubourg » y voisinait avec le personnel des ambassades et des administrations. Ni les fonds publics, ni les fortunes privées n'auraient dû manquer de le ressusciter. En fait c'est une des victimes du glissement dont a bénéficié Bonn. Glissement temporaire, on veut s'en persuader. La mise en chantier de l'hôtel « Berlin » — six cents chambres et une tour de vingt-deux étages prévues sur les plans — le prouverait. Mais ce chantier, où est-il ? Entre la Kurfursten Strasse dont il ne reste qu'un ruban de macadam et le Lutzow Platz, dont un seul côté est debout.

Les quais du Landwehr Kanal, avec leurs demeures cossues, évoquaient Amsterdam. L'immeuble de la Shell est un des seuls qui y aient miraculeusement survécu. Deux des ponts n'ont même pas encore été rétablis. Entre le canal et le Tiergarten, la Matthäi Kirche a échappé de justesse à l'anéantissement. Les trois quarts des maisons de la Bendler Strasse — la rue Saint-Dominique de Berlin — ont simplement disparu.

Dans la cour de l'ancien quartier général, dont la bâtisse granitique est amputée de moitié, une statue de bronze commémore les victimes de l'attentat manqué de juin 1944. La rue a d'ailleurs changé de nom : elle s'appelle la Stauffenberg Strasse. Les alentours ? Imaginez les jardins de la rue de Varenne, de la rue de Grenelle, de la rue de l'Université convertis en jungle, et dans cette jungle, les hôtels écroulés des légations ou des ambassades.

J'ai connu le Potsdamer Platz en vie. Je l'ai connu en ruines. Il l'était encore vers 1950 : ruine de l'hôtel Furstenhof, ruine d'un grand cinéma, ruine du café Rheingold, ruine du Haus Vaterland. Tout a été nettoyé. Restait seul le squelette du Colombus Haus, où un magasin s'était niché. Pendant l'émeute de juin 1953, le magasin a pris feu. On a rasé le Colombus Haus. Le Potsdamer Platz n'est plus qu'un lieu-dit, avec un fragment de temple néo-grec subsistant au coin d'une rue. Le long de l'allée voisine, les ruines ont également fait place à des terrains vagues. Sauf une : celle de l'hôtel Bellevue. Au rez-de-chaussée, l'on a réaménagé un restaurant et une jolie salle de concert ou de réunion. C'est là, sous la carcasse incendiée, à dix pas du secteur russe, que les Berlinois et les Berlinoises de l'ouest, ayant revêtu leurs fracs ou leurs robes décolletées, viennent danser, le soir du bal du cinéma ou le soir du bal de la mode.

Berlin-Est.

La porte de Brandebourg marquait le centre de Berlin. Elle signale maintenant le début de Berlin-Est. Des échafaudages l'entourent. Le quadrige qui la surmontait a été enlevé pour réparation. La République démocratique, à qui il appartient, n'en est pas venue à bout. Berlin-Ouest, qui en détient les plâtres, fait refondre un nouveau quadrige et l'offre à Berlin-Est, qui refuse : propagande ! Cela dure depuis plusieurs années.

Sur le Pariser Platz, l'ambassade de France est exactement dans l'état où je l'ai revue pour la première fois il y a douze ans : une ruine. A l'intérieur, des arbustes. Par devant, un écriteau : « Attention. Danger d'écroulement. » A gauche, une autre ruine. A droite, un vide. En face, une troisième ruine, solitaire : feu l'Académie des Beaux-Arts. A droite de l'Académie, là où se dressait l'ambassade des États-Unis, une pelouse. Derrière cette pelouse, un terrain vague : c'est l'emplacement de la maison que Gœbbels habitait, et où il s'est suicidé avec sa femme et ses enfants. Plus loin, d'autres terrains vagues : il y avait là, si je ne me trompe, des services de Gœring. A gauche de l'Académie, nouveau terrain vague : ci-gît l'hôtel Adlon. Soyons justes : il en reste un arrière-bâtiment, où on loge à pied et à bicyclette.

Tournons dans la Wilhelm Strasse. Le Reich y avait établi son Quai d'Orsay, son Élysée, et son hôtel Matignon. A gauche, une seule maison subsiste ; aucune trace de ce qui fut le ministère des Affaires étrangères.

A droite, deux ruines noircies par le feu : celle de l'ambassade d'Angleterre et celle du palais présidentiel dont le vieux maréchal Hindenburg fut le dernier occupant. Puis une sorte de brousse qui s'étend sur des dizaines d'hectares, jusqu'aux confins du Tiergarten. Le Wilhelm Platz, devenu Thaelmann Platz, a doublé de superficie, comme une scène d'où le ministère des Finances et l'hôtel Kaiserhof se seraient subitement envolés pour libérer un paysage à fond de ruines. Dans l'angle nord-est de la place, deux pans de décor sont debout. C'est l'ancien ministère Gœbbels, restauré et prolongé par une maison ripolinée — la seule tache blanche de ce quartier mort — où siège le « Front National » : autrement dit le directoire communiste des partis démocratiques. Si, le dos à cette maison, vous regardez de l'autre côté de la place, vous voyez à l'endroit où se trouvait la Chancellerie du Reich une bande de gazon, un parterre de fleurs, et deux bancs. Rien d'autre.

La Chancellerie occupait un vaste rectangle de terrain à l'angle du Wilhelm Platz et de la Voss Strasse. J'en ai visité les ruines au début de juillet 1945, lorsque les premiers « occidentaux » sont arrivés à Berlin. Quelques soldats russes en gardaient assez nonchalamment l'entrée : une porte de planches. La Chancellerie avait reçu son lot de bombes et d'obus, comme tout le quartier. Mais c'était encore une ruine imposante, un palais hanté, le Walhalla d'une énorme tragédie qui, après avoir fait des millions de victimes, s'était achevée là par un cinquième acte dont on s'efforçait de reconstituer les détails. Les Russes avaient été seuls, pendant six ou sept semaines, à enquêter sur place. A présent ils paraissaient se désintéresser de ce que d'autres pouvaient faire dans l'endroit. Je me souviens de statues blanches dans une avant-cour, d'escaliers de pierre qui tenaient encore, de plafonds crevés, de la grande galerie de marbre le long de la Voss Strasse : il y avait là des meubles aux tiroirs ouverts, d'où s'était répandu sur le sol un flot de croix de fer et de diplômes. Le feu n'avait pas tout détruit ; on n'avait pas retiré des embrasures tous les sacs de terre. Dans le bureau de Hitler, une table de marbre rouge était renversée. Un globe terrestre en fer forgé gisait dans le bassin, au milieu du jardin intérieur.

Aujourd'hui la Voss Strasse n'est plus bordée par rien. Aucune clôture, même la plus légère, ne la sépare des terrains qu'elle traverse. De toute la Chancellerie il ne reste qu'un cube et une sorte de pigeonnier en béton qui servaient à l'aération du quartier-général souterrain où Hitler a fini par se tuer. Le pigeonnier est culbuté dans l'herbe. L'entrée de l'abri où l'on descendait en 1945 avec des torches électriques a été depuis longtemps comblée. La Chancellerie a disparu, comme ont disparu les cadavres de Hitler et d'Eva Braun arrosés de pétrole, et ceux des pendus de Nuremberg. Les ruines ont été si complètement rasées que les dalles et les bouts de soubassements qui demeurent incrustés dans la terre ne permettent même plus d'en reconnaître le plan général. Ce n'est pas l'emplacement d'une cité morte, c'est un champ maudit sur lequel on

aurait, selon l'expression antique, fait passer la charrue. Et ce champ, où ont repoussé les broussailles, se prolonge à l'ouest jusqu'aux jeunes arbres du Tiergarten, au nord jusqu'à la porte de Brandebourg et à son drapeau rouge. Les terrasses et la prairie de Bagatelle y tiendraient.

Le ministère de l'Aviation, que Gœring avait fait construire non loin du Potsdamer Platz, est un des seuls qui aient échappé aux destructions de la guerre. Plusieurs administrations centrales de la République de l'Est s'y sont regroupées. Mais la présidence du Conseil a dû se loger au Palais de Justice, sur l'autre rive de la Spree ; le ministère des Affaires étrangères dans la Luisen Strasse, au nord d'Unter den Linden ; et la présidence de la République, à dix ou quinze kilomètres plus loin, en banlieue. C'est également sur la périphérie nord, à Pankow, que se trouvent les villas habitées par les principaux dirigeants du régime. D'où l'appellation « gouvernement de Pankow » dont se sert couramment la presse d'Allemagne occidentale. Pour une oreille française, l'équivalent serait « gouvernement de Saint-Ouen ».

Le quartier situé à l'est du Wilhelm Platz était jadis celui de la banque, des journaux, des affaires. Ce n'est plus qu'un damier de terrains vagues parsemé d'îlots rescapés. La circulation y était comparable à celle du quartier parisien de la Bourse, à la même époque. A peine y rencontre-t-on quelques voitures en plein jour, et quelques piétons qui le traversent en biais. Le soir, quand les fonctionnaires qui y travaillent sont rentrés chez eux, on n'y croise plus personne.

Unter den Linden a gardé son terre-plein axial et ses petits tilleuls. Les Russes y ont reconstruit une nouvelle ambassade, colossal Palais Dufayel blanchâtre, à deux ailes, avec une tour sur le corps central et une annexe qui pourrait contenir mille employés. Devant ce colosse, trois ou quatre automobiles en station. En face, un énorme consulat soviétique. Moins de monde et beaucoup moins de voitures qu'avant la guerre. Ici comme ailleurs, les vides alternent avec les pleins. Les « Jeunesses allemandes libres » se sont attribué un des immeubles survivants. Je doute que les Suisses aient encore rien à faire dans la « Maison de la Suisse ». Le café Kranzler a émigré à Berlin-Ouest sur le Kurfurstendamm. En fait de restaurants, des cantines. Au-dessus des devantures, les initiales H. O. (Handels Organisation) indiquent un magasin d'État. Le « passage » qui allait à la Behren Strasse n'existe plus. L'hôtel Bristol s'est évaporé. Mais le corps de l'Université Humboldt demeure à peu près intact. Les Russes ont transféré à Potsdam la statue équestre de Frédéric-le-Grand. Sur la « place Bebel », entre deux palais en ruines, dont celui du Kronprinz, l'Opéra, qui avait brûlé, est entièrement restauré dans son style ancien et sous ses plâtres roses. On restaure également la petite cathédrale Sainte-Hedwige, construite au XVIIIe siècle sur le modèle du Panthéon de Rome, et le petit temple à fronton grec dédié aux soldats morts à la guerre. L'arsenal, bâtiment de style baroque converti depuis longtemps en musée, est ouvert au public. A défaut de

son animation qu'elle a perdue, l'avenue des Tilleuls retrouve peu à peu son profil d'avant-guerre.

Mais au bout d'Unter den Linden, les surprises recommencent pour qui n'a plus visité Berlin depuis quelques années. Si le « Dôme » est toujours à son poste — un Dôme décapité, sans clochetons, qui porte encore la trace des flammes — les restes de l'ancien Palais impérial, qui bordaient le côté sud du Lustgarten, ont disparu comme dans une trappe.

Le Lustgarten s'est agrandi de toute la superficie du château et du Schloss Platz. Il a changé de nom. Le « Jardin d'agrément » est devenu le Marx-Engels Platz, le Tien an Men de la République démocratique allemande. On peut y rassembler, on y rassemble en effet de temps en temps 250 000 personnes : près du quart de la population de Berlin-Est. Le gouvernement Grotewohl y a fait édifier une immense tribune permanente, à gradins blancs : représentez-vous un morceau du Vel d'Hiv transporté place de la Concorde et passé à la chaux. C'est de là que Nikita Khrouchtchev a parlé à ses « camarades allemands », au mois de septembre dernier. Derrière la foule que l'on avait massée sur l'esplanade, peut-être a-t-il aperçu, en face de la tribune, les ruines de l'ancien Schinkel Platz ; à droite, des murs aveugles ; à gauche, la façade incendiée du Vieux Musée.

Friedrich Ebert, maire de Berlin-Est, est le seul à exercer ses fonctions dans l'édifice qui leur était naturellement destiné. L'ancien Hôtel de Ville de Berlin, qu'il occupe, est resté quasi intact dans une zone ravagée. L'Alexander Platz qui est, à Berlin, ce que sont « la République » et « la Bastille » à Paris, a peu changé depuis dix ans. On a nettoyé ce qui avait croulé. Sur une terrasse aménagée à mi-hauteur d'une maison, un café a installé des tables et des parasols. Le grand effort de reconstruction a porté sur l'ancienne Frankfurter Allee, devenue Stalin Allee.

Effort spectaculaire sans aucun doute. Heureux, c'est une autre question. L'on a puisé dans les ruines des environs de quoi rebâtir tous les immeubles de l'avenue. L'on a ensuite recouvert les façades, depuis le premier jusqu'au septième étage, de carreaux jaunâtres, dont les joints sombres demeurent très visibles. Sur deux kilomètres de long, tous les immeubles ont été habillés de la même façon. Et pour que l'uniformité soit parfaite, l'on a interdit aux habitants de ces immeubles privilégiés d'ajouter même une fleur à leurs balcons. L'effet est époustouflant. La Stalin Allee, avec ses tours d'entrée et de sortie, fait penser à la Metropolis babylonienne dont le musée du Pergamon a reconstitué quelques murailles entièrement quadrillées et vernies ; à une gigantesque blague qu'aurait imaginée Salvador Dali ; à un établissement de bains pour iguanodons. Un Staline de bronze — sa taille est à peu près celle de la statue démolie l'an dernier à Budapest — se dresse dans un hémicycle ménagé en retrait de la façade sud, vers le milieu du parcours. Immédiatement derrière cette façade sans faille, jusqu'au chemin de fer et à la

Spree presque tout le quartier est en ruines. Mais on a reconstruit à neuf l'ex-gare de Silésie, rebaptisée gare de l'Est. Les invités d'honneur de la République démocratique y sont reçus devant une pelouse fleurie. On les mène tout droit à la Stalin Allee. La plupart des appartements qui bordent cette voie triomphale sont attribués aux activistes du régime. Drapeaux rouges et acclamations. Le cortège poursuit sa route vers Pankow...

Dans le parc de Treptow — sorte de Vincennes berlinois situé sur la rive méridionale de la Spree — les Russes ont érigé un mémorial à l'armée soviétique. Une première statue agenouillée marque l'entrée de l'allée centrale qui s'élève en pente douce, entre les frondaisons, vers un seuil que gardent deux môles de marbre rouge ; ces amas de marbre retaillés en forme d'étendards inclinés proviennent des ruines de la Chancellerie. Un bassin de verdure prolonge la perspective, en contrebas, jusqu'au monument principal : un mausolée où est déposé, m'a-t-on dit, le fanion du maréchal Joukov, et que domine un colossal guerrier d'airain. Sans doute ce mémorial inspire-t-il aux Berlinois des sentiments mêlés. Il n'en est pas moins un des seuls ensembles architecturaux, et peut-être le seul de Berlin-Est, qui laisse une impression de force et de beauté.

Les casernes de Karlshorst, où la kommandatur du secteur russe est installée depuis 1945, sont à plusieurs kilomètres au-delà. Il en est de cette banlieue comme des autres. A mesure qu'on s'écarte du centre de la ville, le nombre des maisons détruites ou endommagées diminue. Des bois s'insèrent entre les habitations. Plutôt qu'un faubourg, Koepenick est déjà une petite ville provinciale. Une ceinture de forêts entoure le Muggelsee, où naviguent des bateaux à voiles. Le « grand-Berlin » de la périphérie a relativement peu souffert des bombardements ; ou s'il en a souffert, les dégâts sont à peu près réparés. C'est en plein milieu de la capitale écartelée que s'étalent encore les champs de ruines et les terrains nivelés.

La capitale dédoublée.

Entre Berlin-Ouest et Berlin-Est la circulation des personnes est libre, de jour comme de nuit. Les agents de police des deux Républiques, armés d'un inoffensif disque de carton et debout à la ligne de démarcation, c'est-à-dire dans les rues, se contentent de jeter un coup d'œil à l'intérieur des véhicules pour vérifier qu'ils ne transportent pas de marchandises. Visiblement, ce métier les ennuie. La véritable frontière est celle qui sépare la capitale toute entière de la République orientale. Tout Allemand de Berlin-Ouest peut se rendre en Allemagne fédérale sans avoir aucun visa à demander à quiconque : trois couloirs routiers (vers Hanovre, Hambourg et Munich) et deux voies ferrées lui sont constamment ouverts ; cinquante avions américains, anglais ou français s'envo-

lent de Tempelhof chaque jour. Mais le même Berlinois ne peut, sans obtenir préalablement une laissez-passer des autorités de Berlin-Est, aller à Potsdam. Jusqu'au Wannsee, les trains de banlieue sont pleins. A la station suivante, ils se vident.

Le chemin de fer de ceinture et les lignes de métro n'ont jamais été coupés depuis le lendemain de la guerre. Dans certaines stations de métro, on paye en monnaie orientale à l'entrée d'un quai, en monnaie occidentale sur l'autre quai. Les autobus et les tramways ont leurs terminus devant la « ligne » ; il faut la franchir à pied, si l'on veut passer en face, et prendre un second ticket. Une lettre postée au Kurfurstendamm arrive plus vite à Paris ou à Londres qu'à l'Alexander Platz ; si elle porte la mention « express », le délai est encore de vingt-quatre à trente-six heures. Le plus sûr est d'aller la mettre à la boîte de l'autre côté de la ligne, ou de télégraphier. De Berlin-Ouest on peut téléphoner dans le monde entier, sauf à Berlin-Est. De Berlin-Est on peut téléphoner dans le monde entier, sauf à Berlin-Ouest. Aucune exception, même pour les diplomates et pour les dirigeants politiques.

Berlin-Ouest a ses propres journaux, comme les autres grandes villes allemandes ; Berlin-Est a les siens. La vente des journaux orientaux est interdite à l'ouest et réciproquement. Même division pour les stations de radio : il en existe trois de chaque côté. Elles font semblant de s'ignorer ; bien que distantes de quelques kilomètres à peine, elles répandent sur les ondes des informations qui pourraient aussi bien avoir été rédigées en Ukraine et en Californie. Berlin-Est a hérité le grand Opéra ; les studios de Neu-Babelsberg se trouvent en Allemagne orientale. Ceci n'empêche pas la République fédérale de tourner des films à Berlin-Ouest, ni l'activité théâtrale et musicale de s'être entièrement dédoublée. Berlin est sans doute la seule ville du monde qui possède deux Opéra, deux Opéra-Comique, deux « Salles Richelieu », deux « Odéon », sans compter les troupes de ballet et les orchestres rivaux. De part et d'autre, spectacles et concerts sont souvent excellents. Les habitants de l'est viennent volontiers à l'ouest, pour peu qu'ils aient de quoi se payer un fauteuil ; ceux de l'ouest ne s'intéressent pas moins volontiers aux productions de l'est.

Dans le partage des richesses artistiques, les meilleurs lots sont échus à Berlin-Ouest. Après un séjour de plusieurs années en Allemagne occidentale — et une exposition mémorable à Paris, au Petit Palais — les tableaux que l'on admirait jadis au centre de la capitale ont été rassemblés à Dahlem. On a installé dans le même édifice (qui leur était d'ailleurs destiné depuis un quart de siècle) quelques belles collections retirées à temps de feu le musée d'Ethnologie : les Incas et Nefertiti. Près du Marx-Engels Platz, le Pergamon restauré mérite certes qu'on le revisite ; mais il a subi des pertes. Dans son voisinage, le Deutsches Museum et la National Galerie ne peuvent soutenir la comparaison avec le musée de Dahlem. Le Neues et l'Altes Museum sont en ruines. Il semble que les Russes aient rendu à l'Allemagne orientale tous les chefs-d'œuvre qu'ils

détenaient. C'est ainsi que Dresde a récupéré la plupart de ses tableaux après de longues aventures qui avaient conduit ceux-ci dans une carrière saxonne, à Kiev, à Moscou et à la National Galerie de Berlin-Est.

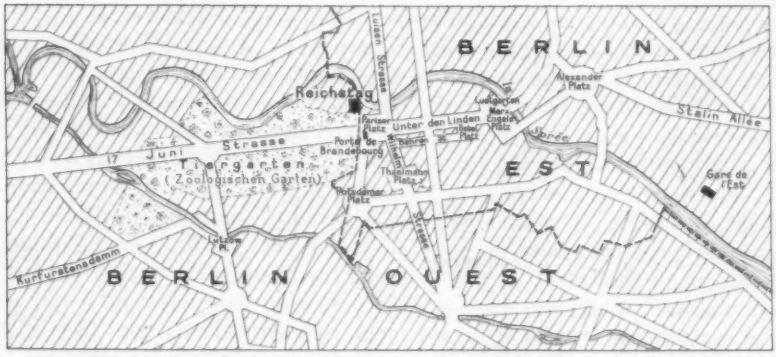
Les chevaux de l'hippodrome de Mariendorf sont républicains-fédéraux ; ceux de l'hippodrome de Karlshorst sont républicains-démocratiques. Le stade olympique — 100 000 places — reste l'orgueil de Berlin-Ouest, qui détient également le Sport Palast, remis à neuf. Berlin-Est s'est hâté d'édifier sa Sporthalle dans la Stalin Allee. Chaque année, Berlin-Ouest organise un tour de Berlin cycliste et Berlin-Est un autre tour de Berlin cycliste. Mais il ne s'agit pas de la même ville. Si vous jouez aux courses, sachez que le mot TOTO, écrit en lettres capitales, signale dans tout Berlin les bureaux du pari mutuel. Ne vous y trompez pas : la gérance du Toto communiste n'a rien de commun avec la gérance du Toto capitaliste.

La monnaie de Berlin-Ouest est le mark de l'Allemagne fédérale ; celle de Berlin-Est est le mark d'Allemagne orientale. Pièces et billets diffèrent. Les autorités de l'Est maintiennent que les deux marks devraient s'échanger au pair. En fait leur mark n'est vendable de l'autre côté de la porte de Brandebourg qu'au quart du cours officiel. Il s'ensuit qu'un Berlinois de l'ouest qui emplirait ses poches de marks orientaux pourrait faire des achats à bon compte chez ses voisins de la Stalin Allee. Pour l'en empêcher, il a fallu instituer un dispositif admirable : les magasins de Berlin-Est ne vendent plus rien, serait-ce un verre à dents ou un petit pain, que sur production d'une carte d'identité.

Une saucisse coûte 50 pfennigs-ouest à Charlottenburg et 90 pfennigs-est à Karlshorst. Comparer des prix ou des salaires nominaux serait vain puisque le Berlinois occidental n'a pas le droit de payer en pfennigs orientaux la saucisse de Karlshorst et que le Berlinois oriental ne dispose généralement pas des « devises » nécessaires pour acquérir la saucisse de Charlottenburg. A Berlin-Ouest, rien n'est plus rationné depuis longtemps. A Berlin-Est, le sucre, les graisses la viande, les combustibles le sont ; un marché libre fournit à des tarifs plus élevés ce que les tickets ne procurent pas et que veulent bien livrer les planificateurs quinquennaux. Berlin-Ouest regorge d'automobiles à vendre, neuves ou d'occasion ; à Berlin-Est, comme dans le reste du monde communiste, la possession d'une voiture est encore le privilège d'une minorité de fonctionnaires. Le relogement a-t-il du moins bénéficié de la compression des dépenses somptuaires ? Même pas. Berlin-Ouest (environ 2 200 000 habitants aujourd'hui) avait 350 000 logements détruits ; depuis 1949 il en a reconstruit 110 000 ; le rythme actuel est de 20 000 logements neufs par an ; c'est-à-dire que dans trois ans la crise sera résolue. Berlin-Est (environ 1 150 000 habitants aujourd'hui) avait à peu près 170 000 logements détruits ; il en a reconstruit moins de 10 000, dont 2 200 pour la mirobolante Stalin Allee ; son plan quinquennal prévoit 9 000 logements neufs par an ; pour le quart d'heure on en

est à 3 000. Coupée de la Ruhr et du bassin de Silésie, l'Allemagne orientale est loin de posséder les ressources naturelles de sa voisine.

Elle manque de main-d'œuvre parce que sa main-d'œuvre la fuit. Quarante mille habitants de Berlin-Est, que les autorités locales accusent de « saboter l'économie socialiste », persistent à venir travailler chaque jour à Berlin-Ouest. Ceci n'est qu'un symptôme mineur. Depuis la scission des deux Allemagne, la migration d'est en ouest ne s'est jamais arrêtée. En 1955, 250 000 réfugiés se sont encore présentés aux centres d'accueil frontaliers de la République fédérale ; en 1956, 280 000. Les chiffres sont du même ordre en 1957. Une partie de ces émigrants retournent au bout de quelque temps en Allemagne orientale ; la majorité se fixe à l'ouest. Pour la République de l'Est, qui ne compte que dix-



huit millions d'âmes, l'hémorragie est d'autant plus sensible que la moitié de ceux qui s'en vont sont des moins de vingt-cinq ans [1]. A Berlin, où le passage est particulièrement facile, une douzaine de milliers de ces voyageurs sans bagages continuent de franchir la ligne chaque mois. Parmi ceux d'entre eux qui exerçaient un métier, trois sur cinq sont des travailleurs manuels, plus du quart sont des employés. Le régime avait obtenu d'eux ce qu'il voulait : l'obéissance et 98 % de leurs voix pour les listes du « Front National ». Dans l'immense majorité des cas, les motifs de l'exode ne sont pas d'ordre intellectuel. Ce sont les motifs très humbles qui poussent les hommes de toutes conditions à chercher un lieu où les salaires soient meilleurs et la vie moins dure. Entre Berlin-Est et Berlin-Ouest, la distance n'est pas celle qui sépare un quartier ouvrier d'un quartier bourgeois, mais celle qui sépare un pays d'un autre, Belgrade de Milan, Varsovie de Dusseldorf, Budapest de Vienne.

1. Depuis la fin de 1948, la population de l'Allemagne orientale n'a cessé de décroître lentement : 19 050 000 habitants en 1948, 17 600 000 aujourd'hui. Dans le même temps, la population de la République fédérale passait de 46,5 à 50,5 millions d'habitants.

En superficie, que représente Berlin-Ouest ? Le département de la Seine (avec une population beaucoup moindre et beaucoup plus d'espaces verts) ou deux îles de Malte ou trois Liechtenstein. La démocratie populaire qui cerne de toutes parts ce petit territoire ne contribue guère à sa vie qu'en lui fournissant de la lignite et en lui achetant quelques produits. Les cinq sixièmes des échanges commerciaux de Berlin-Ouest — dix millions de tonnes par an, sur douze — se font avec la République Fédérale, à laquelle il n'est relié que par quelques cordons ombilicaux — voies ferrées, canaux, routes — et dont le point le plus proche est à cent trente kilomètres. Financièrement Berlin-Ouest serait tombé en faillite sans les contributions de Bonn ; matériellement ce sont les seules importations de l'ouest qui lui permettent de se nourrir et de se rebâtir.

Cependant tout sentiment d'insécurité a disparu chez les habitants de l' « île » ; et tout complexe de claustrophobie. Le maintien du statu-quo leur paraît garanti ; les voies terrestres vers l'ouest seraient-elles coupées, il resterait le trafic aérien que les Russes n'ont jamais osé interrompre, même pendant le blocus. A quoi rêve l'ouvrier de Siemensstadt, le bourgeois de Zehlendorf, l'employé de Spandau ? Assurément pas à chercher du travail dans le secteur d'en face. Le parti socialiste-communiste unifié, qui n'est pas interdit à Berlin-Ouest, y a obtenu moins de 3 p. 100 des voix aux dernières élections. A quoi rêvent les garçons en blouson qui sortent de l'école ? Certainement pas à revêtir l'uniforme militaire et à reconquérir les provinces perdues. A quoi rêvent les filles en pantalons-fuseaux et en pull-over, arrêtées devant les agences de voyage du Kurfurstendamm ? Certainement pas à la partie de leur pays où il ne leur est plus permis de passer leurs vacances. Si même elles y sont nées, elles ont grandi ailleurs. A mesure que les années passent, la division de l'Allemagne s'accentue, les positions se cristallisent.

Chaque jour l'on retrouve vingt à vingt-cinq projectiles non éclatés, de tous calibres, dans Berlin-Ouest ; et de temps en temps des cadavres allemands ou russes, sous cinquante centimètres de terre. Mais il faut qu'on découvre une bombe d'une demi-tonne en pleine exposition d'architecture, entre les immeubles flambant neuf et les pavillons où les visiteurs consomment des gâteaux à la crême, il faut qu'on interdise l'accès de l'exposition au public, le jour du désamorçage, pour que le public note l'incident et en parle. Sur les plages du Wannsee, un jour de soleil, qui pense encore à la guerre ? Quelle trace de la guerre subsiste-t-il dans le parc du Funkturm, où les dames-à-toutous font galoper leurs caniches sur une pelouse aux plates-bandes fleuries ? La guerre est loin : à dix mètres du Zoo. Elle est dans cette espèce de no man's land qui règne au centre de la ville. Les Berlinois ne la voient plus, ils ne veulent plus la voir. Entre Berlin-Est et Berlin-Ouest, les jeux sont faits.

PIERRE FRÉDÉRIX

LA RUÉE VERS L'OR

UN ÉPISODE DE LA MARCHE VERS L'OUEST AUX U.S.A.

par Robert Lacour-Gayet

L'Ouest : mot magique ; « Si l'enfer était à l'Ouest, les Américains traverseraient le ciel pour s'y rendre » disait un proverbe. De tout temps les terres mystérieuses du soleil couchant fascinèrent les immigrants qui avaient pris pied aux U.S.A. Au milieu du XVIIIe siècle, les pentes orientales des monts Appalaches avaient déjà été atteintes ; trois quarts de siècle plus tard, le Mississipi avait été traversé sur tout son cours, de Saint-Louis à La Nouvelle-Orléans. Vers 1840, les migrations prirent des proportions gigantesques. Au même moment un nouveau flot d'immigrants (des millions d'hommes) arrivèrent d'Europe. Tous ne s'arrêtèrent pas sur la côte Atlantique. Un grand nombre vinrent grossir les rangs des colonnes en marche, les unes sur l'*Oregon Trail* (piste de l'Oregon) vers le nord-ouest, les autres suivant *le Santa Fe Trail* dans la direction du Nouveau Mexique et de la Californie du Sud.

Foule disparate que ces « pionniers » ; scélérats et honnêtes gens y étaient également représentés. Un trait commun les unissait, l'optimisme. Ils ne s'attendaient pas à des succès faciles, mais étaient convaincus qu'au bout du compte ils récolteraient les fruits de leur audace. Parmi eux, beaucoup, d'ailleurs, marchaient moins par nécessité que par goût. De

— Ci-dessus un campement d'émigrants sur la route de l'Ouest.

plein gré ils avaient abandonné la sécurité de leur existence pour se plonger dans l'aventure. Sur leurs natures passionnées et curieuses l'attrait du risque, la séduction de l'imprévu avaient agi avec tant de violence qu'il avaient été incapables de résister.

Ni les distances — environ deux mille milles du Missouri au Pacifique — ni le climat — étés étouffants entrecoupés d'orages et de cyclones, hivers interminables avec un vent glacial et des tempêtes de neige — ni les déserts — pendant des dizaines et des dizaines de milles on devait abandonner tout espoir de trouver de l'eau — ni les Indiens — difficilement résignés à céder un territoire où leurs ancêtres étaient établis depuis quinze ou vingt mille ans — ne furent capables de décourager ces *conquistadores* nouveau style à la poursuite du bonheur [1].

La terre seule fut longtemps l'objet de leurs convoitises. Pour l'acquérir, ils étaient déjà prêts à tous les efforts. Mais, réveillant en eux des souvenirs de l'épopée du XVIe siècle, bientôt l'attrait du métal précieux décupla leurs espérances et exaspéra leurs rivalités. Prodigieuse aventure que cette « ruée vers l'or » dont le souvenir hantera longtemps les imaginations humaines.

⁂

James Wilson Marshall était un pionnier comme les autres. Né en 1810 dans le New Jersey, il décida, quand il atteignit la trentaine, de tenter sa chance dans l'Ouest à l'instar de tant de ses contemporains. Il alla plus loin que la plupart d'entre eux et s'installa en Californie en 1845. Il y fit la connaissance de John Augustus Sutter, citoyen mexicain, qui arrivait, lui, de beaucoup plus loin que la côte atlantique. Originaire du grand-duché de Bade, il l'avait quitté en 1834, comme beaucoup d'Allemands, attiré par la mystérieuse Amérique. L'Est ne le retint pas longtemps. Vers Santa Fe, vers l'Oregon il porta successivement ses pas. Débarquant enfin en Californie en 1839, il y fonda une colonie sur l'emplacement actuel de la ville de Sacramento. Marshall et lui s'associèrent pour l'exploitation d'une scierie. S'ils avaient su ! Le 24 janvier 1848, de mystérieux cailloux furent aperçus, au fond d'un bief conduisant les eaux à leur moulin. Ils brillaient d'un reflet étrange. Les deux partenaires frémirent. Serait-ce de l'or ? L'hypothèse n'était pas absurde, car on en avait déjà trouvé de petites quantités en Californie. Les pépites furent soumises aux experts : ceux-ci furent unanimes pour les identifier.

Bientôt on se rendit compte de l'ampleur de la découverte. De partout le métal prestigieux semblait surgir. Ici, l'histoire devient mélancolique... ou moralisatrice. Marshall et Sutter furent abandonnés par leurs ouvriers, qui partirent à la recherche d'Eldorados personnels ; leur bétail fut volé ; leur propriété envahie et occupée par des squatters. Marshall finit son

1. *The pursuit of happiness* est, on le sait, un des droits inaliénables proclamés en 1776 par la déclaration d'Indépendance.

existence dans la pauvreté et la folie. Sutter fit banqueroute ; dans les dernières années de sa vie, l'État de la Californie lui alloua une pension de 250 dollars pour le sauver de la misère.

⁂

La nouvelle ne parvint dans l'Est qu'à la fin de l'été. Elle fut accueillie avec scepticisme. A beau mentir qui vient de loin, pensa-t-on d'abord en entendant des rumeurs si extravagantes. Pourtant, les témoignages s'accumulaient, et, chose étonnante, concordaient. En septembre, le *Journal of Commerce* de New York publia une lettre qui fournissait des précisions telles que les plus incrédules commencèrent à se laisser convaincre.

La confirmation officielle manquait encore. Elle fut donnée trois mois plus tard. De Californie étaient partis en août deux rapports détaillés. Au premier, adressé par le gouverneur au département de la Guerre, était jointe une boîte remplie de poussière et de pépites d'or. Le second fut apporté au Mexique par un officier des troupes fédérales. Ces deux documents ne pouvaient laisser de doute sur la véracité des informations antérieures. Le gouvernement de Washington s'était jusque-là tenu sur une prudente réserve : la certification des miracles demande réflexion ; cette fois, il n'y avait plus moyen d'hésiter. Le président James Polk fit officiellement part de la nouvelle au Congrès le 5 décembre. Il s'excusa presque d'un message si inattendu : « Les renseignements qui ont été reçus sur l'abondance de l'or, dit-il, sont d'une nature si extraordinaire qu'on aurait peine à y attacher la moindre créance, s'ils n'étaient pas corroborés par des rapports authentiques de fonctionnaires responsables. »

Ces mots se propagèrent comme un éclair à travers l'Union. Les esprits forts avaient évoqué quelques mois plus tôt Aladin et les Mille et une Nuits ; au lieu de lampe magique, ils achetèrent un « goldomètre » à trois dollars, capable, leur affirmait-on, de déceler l'or partout où il y en aurait.

⁂

Les plus enthousiastes partirent sur-le-champ. L'hiver interdisait la traversée du continent. Deux routes maritimes étaient possibles : par l'Amérique centrale en traversant le Mexique, le Nicaragua ou, de préférence, l'isthme de Panama, et en contournant le cap Horn. Cette dernière était la plus sûre, mais excessivement longue : il fallait parfois compter un an de New York à San Francisco. L'autre trajet était beaucoup plus court : sept semaines au plus ; la traversée de Panama offrait, en revanche, des risques sérieux. On y attrapait facilement fièvre jaune et choléra. Puis il fallait souvent attendre un ou deux mois un moyen de transport sur la côte du Pacifique. L'une et l'autre voie eurent leurs amateurs. Au surplus, le choix ne se posa pas la plupart du temps. Quelques semaines après les déclarations présidentielles, il n'y avait plus une place sur un

navire de la côte atlantique. Bientôt les conquérants de l'or durent accepter de voyager entassés à bord comme de vulgaires esclaves. Un an plus tard, à la fin de 1849, bien que la fièvre du départ eût commencé à s'apaiser, Bayard Taylor, qui se rendait en Californie pour le compte du *New York Tribune*, raconte encore que son bateau était « bondé d'une telle foule qu'il était pratiquement impossible d'y prendre le moindre exercice : quant à essayer de dormir, c'était chaque nuit une aventure ! »

Avec le beau temps, les routes de terre attirèrent la majeure partie des chercheurs. Le mouvement prit les proportions d'une avalanche. On estime qu'en deux ans une centaine de milliers d'audacieux tentèrent l'aventure. Les risques et les dangers qu'elle présentait ne comptaient guère pour l' « Armée dorée », comme on a justement appelé cette foule qui n'avait de commun que sa passion de l'or. Toutes les classes y étaient représentées : paysans, ouvriers, employés ; riches, pauvres ; jeunes, vieux ; hommes d'Église même, qui avaient abandonné leurs temples à l'appel de Mammon. Une jalousie féroce les dominait ; il ne s'agissait plus, comme pour leurs prédécesseurs, dix ans plus tôt, de se partager les espaces apparemment illimités de la Prairie ; les gisements d'or, on le savait, n'étaient pas inépuisables. Malheur à qui se laisserait distancer ! Des traits immondes se manifestèrent, inconnus des pionniers de naguère. Un voyageur rendit inutilisables les aliments qu'il ne pouvait emporter, plutôt que d'en laisser bénéficier ceux qui le suivaient. Un deuxième — Attila au petit pied — brûlait l'herbe derrière lui : celui-là fut rattrapé et mis à mort. D'autres avaient recours à des procédés moins brutaux. Ils utilisaient comme auxiliaires « des femmes blanches, diaboliquement séduisantes sous leurs vêtements grossiers ». Devant les réalités d'un tel spectacle, leurs concurrents oubliaient jusqu'aux mirages de l'or. C'était un jeu que de les attirer vers quelque lieu désert, d'où ils repartaient dûment dépouillés.

Ces incidents, néanmoins, étaient rares. La plupart des émigrants arrivèrent à destination sains et saufs, car les routes étaient maintenant connues. Il fallait compter seize à dix-sept semaines, tantôt par l'*Oregon Trail*, que l'on quittait dans la haute vallée du Snake pour suivre vers le sud-ouest le *California Trail*, tantôt par le *Santa Fe Trail* qui avait l'inconvénient d'aboutir en Californie du Sud. Dans les deux cas, il fallait passer par des déserts, alors plus inconnus que le Sahara. Pendant des dizaines et des dizaines de milles, on devait abandonner tout espoir de trouver de l'eau. On marchait indéfiniment dans des espaces vides et brûlants où la vie n'était représentée que par des troupeaux d'antilopes et de daims, par des jaguars, des coyotes et des renards, et surtout par d'innombrables scorpions, serpents et lézards. Dans le ciel volaient seules quelques cailles, des chouettes, parfois un aigle. Un autre itinéraire eut ses partisans : c'était le plus direct par le Colorado et l'Utah. Son inconvénient était de traverser le territoire mormon. Empêchés par leur chef de s'abandonner à la griserie de l'or, les disciples de Brigham Young ne facilitèrent pas la

tâche de leurs frères plus émancipés. Ils leur firent payer fort cher vivres et renseignements et exigèrent des péages au passage des gués ; un trafic leur fut particulièrement fructueux : ils échangeaient un animal en bon état contre trois animaux fatigués, mettaient ceux-ci au pâturage, puis, une fois ragaillardis, les cédaient de nouveau suivant la même proportion de un à trois...

A ces abus, les voyageurs se pliaient sans trop de rancœur. Au Grand Lac Salé, l'approche de la Terre Promise leur faisait oublier injustices et misères. Si les choses allaient trop mal, ils se consolaient en chantant leur chanson favorite :

Oh! The Good Time has come at last
We need no more complain, Sir.
The rich can live in luxury,
And the poor can do the same, Sir,
For the Good Time has come at last.
And as we all are told, Sir,
We shall be rich at once now,
With California gold, Sir [1].

Souvent aussi ils se plaisaient à parodier *O Susanna*, un chant cher à leurs prédécesseurs, mais, à présent, *California* tenait la place de *Susanna*, et un tamis avait remplacé le banjo.

Oh! California,
That's the land for me ;
I'm off for Sacramento,
With my washbowl on my knee [2].

La chanson, à vrai dire, était à peine exagérée. Beaucoup avaient cru, au début, qu'un peu de chance et un « tamis » étaient suffisants pour faire fortune. Leur outillage était réduit à une pelle, à un sas grossier pour éliminer la couche supérieure de terre, et à un ou deux bols en bois qui leur servaient à laver le sable. Certains se bornaient à racler le fond des ruisseaux avec un simple couteau. Il fallut bientôt avoir recours à une technique plus perfectionnée. L'or se trouvait parfois sous des roches. Couchés sur le dos, les chercheurs se glissaient péniblement dans des excavations à peine plus larges que leur corps, et faisaient tomber sur eux à coups de

1. « Oh ! Le Bon Temps est enfin arrivé.
Il ne faut plus nous plaindre, M'sieu,
Les riches peuvent vivre dans le luxe,
Et les pauvres peuvent en faire autant, M'sieu,
Car le Bon Temps est enfin arrivé.
Et comme on nous l'a dit, à nous tous, M'sieu,
Nous allons tous maintenant être riches à la fois
Avec l'or de Californie. »

2. « Oh ! Californie,
Voilà le pays pour moi ;
Je suis en route pour Sacramento
Avec mon tamis sur mes genoux. »

pioche pierres et — espéraient-ils — pépites. Ceux qui travaillaient en plein air les enviaient cependant ; en été dans les ravins, où se trouvaient la plupart des gisements, la température dépassait souvent 40 degrés.

Les indigènes indiens excellaient à séparer l'or de la terre ; ils ramassaient le sable à même dans un récipient qu'ils élevaient au-dessus d'eux, puis qu'ils vidaient lentement sur une couverture posée à leurs pieds. Après avoir répété l'opération plusieurs fois, la poussière miraculeuse étaient réduite environ de moitié. Plaçant alors le bol sur leur main, ils lui imprimaient un mouvement de rotation si rapide que les grains de sable les plus lourds et les pierres légères qu'il pouvait encore contenir étaient projetés en l'air ; ils les rattrapaient et en faisaient soigneusement un tas, d'où, ultérieurement, ils retiraient les pépites. Leurs compagnons n'étaient pas tous aussi experts, mais ils apportaient à leur tâche une passion égale.

Il n'était pas de pays qui ne fût représenté en Californie. A côté des Américains, venus d'un peu partout, on apercevait des Mexicains, des Chinois — « ces païens de Chinois », les appelait-on ; ils vivaient en groupes, isolés des autres, mangeant silencieusement leur riz et se coupant à tour de rôle les cheveux pour se distraire — des Américains du Sud, des Européens de toutes nationalités [1]. Les Français étaient relativement nombreux : 25 000 environ dont les deux cinquièmes, estime-t-on, vinrent de France. Les nouvelles de Californie avaient suscité un intérêt intense à Paris où elles furent reçues après la crise financière du début de la Deuxième République. De nombreuses associations, les unes à base idéologique, les autres plus soucieuses de profit, se constituèrent pour exploiter les ressources du nouveau Pactole.

Il y avait de quoi éveiller rêves et appétits, si l'on en juge par les affirmations du *Journal des Débats*, d'après lequel les champs aurifères s'étendaient « sur au moins 800 milles de longueur et 100 de largeur ». Un dessin de Daumier montre deux actionnaires aux yeux luisants et à la panse ronde discutant avec âpreté les mérites respectifs de la Société des Jaunets californiens et de celle de la Carotte d'or. Les départs atteignirent leur rythme maximum en 1849 et au début de 1850. Ils se ralentirent après qu'une loterie monstre, dite Loterie des lingots [1], eut permis aux Français de compter sur la chance aussi bien que sur l'aventure pour se procurer le précieux métal. Les produits de l'opération permirent aux Pouvoirs publics d'expédier en Californie quelques éléments plus ou moins désirables. Leur connaissance imparfaite de l'anglais leur valut aussitôt d'être surnommés « Keskydees », représentant en langage phonétique une interrogation qu'on leur entendait sans doute souvent formuler : « Qu'est-ce qu'il dit ? »

1. Une des plus extraordinaires aventures est celle des dix-huit Basques qui, venant à cheval d'Argentine, mirent un an et demi pour atteindre la Californie. Un grand nombre de Basques s'établirent ultérieurement en Arizona, dans le Wyoming et le Colorado où ils exercèrent la profession de bergers.

Le *gold-digger* moyen était fidèle à la tenue classique des pionniers : chemise de laine bleue ou rouge ; pantalon de tissu grossier rentré dans de lourdes bottes ; chapeau, bas de forme, aux larges bords ; à la ceinture, un pistolet ; dans la botte droite, un grand couteau de chasse, dit *bowie-knife*. Cheveux et barbes se portaient longs. Il convenait de marcher d'un pas traînant et indifférent. Tranchant sur l'uniforme standard, on apercevait quelques panamas, audacieusement arborés par des Américains du centre anticonformistes, et même des chapeaux hauts-de-forme, symboles du drame de conscience qui devait se jouer dans l'âme de « bourgeois » projetés, presque en dépit d'eux-mêmes, dans l'aventure californienne.

On peut supposer que ces tenants de la tradition retiraient leurs couvre-chefs quand ils rentraient chez eux. Les installations étaient plus que primitives. A l'origine, elles ne consistaient qu'en tentes, mais on s'aperçut vite que les toiles les meilleures n'apportaient qu'une protection dérisoire pendant la saison des pluies. On construisit peu à peu de misérables cabanes, avec des cheminées faites tant bien que mal de pierres et de boue séchée ; quand le temps était trop mauvais, on bouchait les ouvertures avec des cotonnades et des couvertures. Plus tard, leur agglomération constitua ces villages du *gold rush*, immortalisés par Charlie Chaplin. Dans la première période de la ruée vers l'or, l'honnêteté et la bonne camaraderie semblent y avoir régné ; l'ordre était maintenu par des comités élus, qui servaient à la fois de police et de justice. Lorsque les fortunes s'édifièrent, et qu'au même moment le champ des espérances se rétrécit, les passions se déchaînèrent. Les bagarres étaient fréquentes et se terminaient souvent mal. De punir les coupables — généralement les plus forts — il était rarement question. Le folklore local, imprégné par ce déchaînement de la brutalité, a conservé sur le sujet de véritables histoires de croquemitaines. Aucune ne vaut celle du terrifiant « Keating », qui passait l'hiver dans les montagnes glacées, se repaissant de la chair de ses camarades, dont il transportait les corps avec lui. On finit par le découvrir, solitaire, tel un vampire, entouré de cadavres, sa figure et ses mains ruisselant de sang, un chaudron de chair humaine bouillant, à côté de lui, sur un feu de bois !

Les distractions locales n'étaient pas toujours aussi excessives. La boisson et le jeu en fournissaient l'essentiel. Sabler le champagne était un indice de réussite : on ne s'en privait pas. Il n'était pas rare de voir les chercheurs d'or manger leur maigre repas de viandes et de poissons plus ou moins crus, en l'arrosant de champagne à 10 dollars la bouteille. « Buckshot », autre personnage de légende, mais d'un type plus débonnaire que Keating, n'avait pas son pareil à ce genre d'agapes. On estime qu'il dépensa en boissons la totalité des 30 000 à 40 000 dollars que ses efforts lui rapportèrent. Il appartenait à la race des buveurs solitaires. Il n'invitait jamais personne. Peut-être se vengeait-il, car l'histoire ne serait pas complète si l'on ne disait pas que, dans sa vie antérieure, il avait été barman...

Cet argent, si rapidement acquis, avait pour beaucoup quelque chose d'irréel. Surgi d'une sorte de miracle, ils le voyaient disparaître sans trop s'en étonner. Les parties de poker n'étaient pas les seules occasions de ruine. On spéculait sur tout : en quelques instants, les « nouveaux riches » du jour se retrouvaient les pauvres de la veille. Les sages, cependant, faisaient deux parts de leur fortune. Celle acquise avant la découverte de l'or, fruit de longues années de travail, était sacrée ; ils ne la risquaient pas en combinaisons aventureuses et comptaient sur elle comme ressource suprême en cas de malheur. Surtout, ils limitaient leur ambitions, sachant trop bien qu'un jour ou l'autre elles les conduiraient à une culbute. Savoir ne pas rester trop longtemps en Californie était un indice de bon jugement. Quand les femmes accompagnaient leurs maris, elles les poussaient à ne pas s'attarder sur la Terre promise. Elles ne s'y amusaient guère, et les occasions de dépense y étaient, pour elles, fort rares. « Sandey » Bowers avait raison : *There ain't no chance for a gentleman to spend his coin in this county, an' so me an' Mrs. Bowers is goin' to Yoorup* [1].

⁂

Heureux « M. Bowers » d'avoir à son côté une épouse si judicieuse ! Tous, malheureusement, n'étaient pas dans son cas, et le manque de femmes se faisait cruellement sentir.

Espèce si rare qu'on l'eût dite en voie de disparition. Quand les chercheurs d'or en apercevaient une, ils n'en croyaient pas leurs yeux. On estime que, en 1850 encore, il n'y avait pas une femme pour dix hommes en Californie. Surtout, elles ne s'aventuraient guère près des chantiers de travail. L'une cependant — commerçante avisée — se risqua à en traverser un dans un de ces chariots couverts qui servaient alors de moyens de transport : trois mille mineurs payèrent chacun un dollar pour qu'elle soulevât les toiles de sa voiture, et qu'ils pussent la regarder... Ces chevaliers de l'amour courtois ne se laissaient rebuter par aucun effort, lorsqu'il s'agissait de respirer, ne serait-ce qu'un instant, une atmosphère féminine : l'un fit cinquante kilomètres pour juste apercevoir la compagne d'un de ses camarades. L'arrivée d'un mari assez audacieux pour avoir amené sa femme dans le camp où il s'installait détermina une effervescence à nulle autre pareille. Le lendemain matin, des décharges de pistolets saluèrent l'aurore. Aux ignorants du grand événement, on en expliqua le motif : « Une femme en chair et en os a passé la nuit dans la tente que voici ! » Ce sanctuaire fut vite entouré par une foule turbulente : un homme en sortit, vaguement inquiet. On lui exposa les revendications de la collectivité : « Camarade, nous savons encore que nous avons été mis au monde par des femmes, mais il y a tellement longtemps que nous

1. L'argot de cette phrase est à peu près intraduisible. On pourrait risquer : « Y a pas moyen pour un homme bien de dépenser son magot dans ce pays ! Aussi moi et Mme Bowers, on les met et on file en « Urope ».

n'en avons pas vu, que nous ne nous rappelons même plus de quoi elles ont l'air. Il paraît que vous avez réussi à en attraper une. Nous voudrions faire un peu de prospection. Accepteriez-vous de nous la montrer ? » « Le mari, continue le témoin de la scène, avait du bon sens ; il se plia sans difficulté à la plaisanterie et présenta l'animal (*sic*). »

La suite n'est pas dite. Les divertissements platoniques n'étaient pas, au demeurant, du goût de la plupart des amateurs de sensations violentes qui avaient répondu à l'appel de l'or. Bientôt, des prostituées du monde entier affluèrent vers la Californie. Elles firent une concurrence redoutable aux *señoritas* locales, grandes danseuses de fandangos, en bas de soie noire et en robes de mousseline blanche, qui avaient eu, pendant un temps, le monopole de la volupté. L'arrivée de bateaux était suivie de près par les spécialistes ; ils envoyaient aux capitaines des signaux en morse : « Avez-vous des femmes à bord ? » Si la réponse était positive, il était important d'être prévenu, car un effondrement des prix locaux était à craindre. Le commerce, en dépit d'une importation soutenue, resta malgré tout fort fructueux pendant plusieurs années. Un de nos compatriotes déplora la naïveté américaine : « Si seulement ces pauvres types, soupira-t-il, savaient ce qu'étaient ces femmes à Paris, et comment on pouvait les ramasser sur les boulevards et les avoir pour pratiquement rien, ils ne seraient pas assez fous pour leur offrir 500 ou 600 dollars, juste pour passer une nuit avec elles. »

***

San Francisco devint vite la ville à la mode. En 1848, elle n'était qu'un village. La découverte de l'or commença par ruiner son port ; abandonnés par leurs équipages, les bateaux y pourrissaient dans une atmosphère de mort. Bientôt, au contraire, la foule afflua ; émigrants au terme de leur voyage, chercheurs locaux que le sort avait déjà favorisés. Il fallut les loger : cabanes, puis maisons surgirent du sol. Une spéculation effrénée accompagna leur construction. Les courtiers racontaient volontiers l'histoire de deux de leurs clients, dont le père était mort, laissant 40 000 dollars de dettes, mais un terrain bien placé ; ils avaient eu la sagesse de faire traîner, autant qu'ils avaient pu, la liquidation de la succession paternelle ; finalement, après avoir désintéressé les créanciers, ils s'étaient trouvés avec un revenu de 40 000 dollars, dû à la hausse prodigieuse du sol. L'alimentation fut, au début, un problème grave ; beaucoup de produits étaient introuvables sur place et il fallait (l'expression ne peut pas être plus exacte...) les importer à prix d'or : les œufs valurent à un moment jusqu'à 10 dollars la douzaine, et le *ham and eggs* classique se payait 3 dollars.

La voirie resta longtemps primitive. En 1849, il n'y en avait même pas de semblant. Les rues en hiver n'étaient que des rivières de boue ; il n'était pas rare d'y apercevoir de malheureux animaux, ou de non moins

infortunés humains, enfoncés jusqu'au cou dans un liquide brunâtre. Ces conditions extrêmes s'améliorèrent plus tard, mais jusque vers 1855 les pavages restèrent inexistants. Plaie de la jeune cité, les feux étaient constants. A cette époque, la plupart des abris n'étaient que des tentes, et le soir, à travers ces étoffes transparentes, la ville brillait d'une lumière étincelante. La substitution du bois à la toile ne diminua guère les dangers, mais bientôt s'organisèrent d'excellentes compagnies de pompiers volontaires : à San Francisco, comme ailleurs, elles trépignaient d'autant de zèle que de plaisir à l'annonce d'un incendie.

Sous l'aiguillon des désirs, une vie plus raffinée s'organisa peu à peu. Des magasins furent ouverts ; à leurs étalages on vit bientôt apparaître des objets de luxe, jusque-là ignorés à l'ouest des Rocheuses ; l'un d'eux — qui existe toujours — *La Ville de Paris*, fondé par notre compatriote Félix Verdier en 1850, se spécialisa dans les articles de Paris. Il devint de bon goût d'intercaler dans la conversation quelques mots de français. Les élégantes ne parlèrent plus que du « haut ton », et les roués se délectèrent à séduire « les petites dames », qui arrivaient de France, en les emmenant dans des « cabinets particuliers », au premier étage des restaurants à la mode. A une femme du « haut ton » assez curieuse pour s'y laisser inviter, mais trop prudente pour y perdre la tête, un Don Juan rappela sévèrement les règles du jeu : « Sachez, madame, qu'aucune femme n'a jamais monté l'escalier d'un restaurant français pour dire ses prières ! »

Bref, on se civilisait... Se substituant aux batailles d'ours et aux courses de taureaux, distractions de la veille, le yachting et les épreuves hippiques apparurent rapidement. Les femmes s'y pavanèrent en crinoline, portant des bijoux qui ne ressemblaient plus que de loin à de simples pépites. Les hommes rivalisaient d'élégance : pantalon à damiers, gilet de fantaisie, longue redingote, chapeau à larges bords ; bagues, breloques, chaînes de montre, toutes énormes et aussi voyantes que possible, n'étaient pas pour leur déplaire. Les duels devinrent courants. L'arrivée de Lola Montès fournit à la jeunesse dorée de multiples occasions de montrer sa maestria. L'ancienne maîtresse de Louis de Bavière arborait des robes de soie éblouissantes, de courts manteaux de velours noir et des chapeaux immenses ornés de dentelle noire qui flottait derrière elle. Il y avait de quoi perdre la tête ! A ses réceptions de Grass Valley, les précurseurs du *Cafe Society* [1] se pressaient. Les femmes convenables se réservaient pour des réunions moins controversées. Elles étaient toutes présentes au banquet à grand spectacle qui fut organisé en 1854 pour célébrer l'introduction du gaz d'éclairage. Un galant maître des cérémonies porta un toast irrésistible : « Aux femmes de San Francisco dont, seuls, les yeux sont

1. L'expression, courante aujourd'hui, est difficile à traduire. Elle s'applique à la société cosmopolite, fort mélangée, qui promène son ennui et ses intrigues de Palm Beach à Cannes, et de Cannes à Capri. Est il utile de préciser que la très pittoresque et très redoutable Elsa Maxwell en est la grande-prêtresse incontestée ?

capables d'éclipser le gaz ! » Après tant d'esprit, on ne douta plus que « le haut ton » eût définitivement gagné la partie.

La Californie ne fut pas la seule région de l'Ouest qui connut l'ivresse des métaux précieux. En 1859, on se rua vers le Colorado, à l'annonce, très exagérée, de la découverte de gisements d'or. Un an après, le Montana fut, à son tour, l'objet d'une vogue passagère. Dans les deux cas, les déceptions l'emportèrent sur les réussites.

Les mines d'argent du Nevada, dont l'exploitation commença vers la même date, furent, au contraire, l'origine de fortunes immenses. Leur mise en œuvre se fit cette fois suivant des procédés systématiques. On ne vit plus de chercheurs isolés armés d'une bêche et d'un tamis. Des sociétés puissantes se constituèrent et eurent recours à des procédés mécaniques totalement ignorés de leurs prédécesseurs. Les résultats en furent plus impressionnants encore. La richesse jaillit du sol à une cadence accélérée. Les Hearst doivent leur richesse à l'argent du Nevada. Le Comstock Lodge fut pour un temps presque aussi célèbre que la vallée du Sacramento. Mark Twain a laissé une description pittoresque de Virginia City, quartier général de la ruée vers l'argent. « Des pompiers, des fanfares, des orgues de barbarie ; des hôtels, des théâtres ; des tripots ouverts à tous ; des défilés, des palabres politiques ; des batailles de rues, des meurtres, des enquêtes ; des émeutes ; une fabrique de whisky tous les quinze pas... et un vague projet de construction d'église. » Les jeux à la mode étaient le « monte », le pharaon, le poker et la roulette. Le rôle de croupier était souvent tenu par des femmes. Gagnants et perdants se retrouvaient suivant leurs moyens, soit dans des *two-bit houses*, bistrots où chaque boisson coûtait vingt-cinq *cents*, soit dans des bars au comptoir d'acajou en face d'un long miroir aux lustres étincelants, aux murs ornés de peintures tapageuses dans de lourds cadres dorés. On parlait, on chantait, surtout on dansait.

On vit surgir ces types extraordinaires d'aventuriers dont la Californie avait fourmillé en 1849. Deux d'entre eux furent vite légendaires. Chose curieuse, l'un et l'autre appartenaient au sexe faible. Lillie Hitchcock était une jeune fille « de bonne famille » qui avait une passion pour le métier de pompier. Elle ne manquait pas un incendie. Le reste du temps, elle conduisait elle-même sa voiture à quatre chevaux, jouait au poker, tirait volontiers quelques coups de revolver, et portait des perruques différentes suivant la couleur de ses robes ; pis que tout, elle fumait ! En dépit de tant d'excentricités, on affirme qu'elle restait une « lady ». De ce qualificatif, « Old Charlie », Parkhurst, dit « Charlie le borgne », se souciait peu. Il conduisait des diligences à tombeau ouvert. Ses passagers avaient du moins la consolation de savoir quand la route allait être dangereuse : ils le voyaient, en effet, mâcher alors des chiques d'une telle

dimension qu'elles forçaient leur admiration. « Old Charlie » n'aimait pas que le tabac : les jours de paie, sa capacité d'absorber du whisky faisait l'envie de plus d'un. On ne savait jamais très bien à quoi s'en tenir avec lui. Il le prouva après sa mort. On découvrit que c'était une femme, et qu'elle avait connu la maternité.

« Charlie *la* borgne » était employée dans une célèbre compagnie de transports, la Wells Fargo. Noms légendaires dans la saga de l'Ouest ! L'un et l'autre étaient originaires des États de la côte atlantique ; ils eurent en coopération la prescience du rôle que les transports allaient jouer avec le peuplement progressif des territoires au-delà du Mississippi. Ils organisèrent l'American Express en 1850 et, deux ans plus tard, la compagnie qui portait leur nom. Par une série de fusions, dignes de Rockefeller, ils disposèrent bientôt d'un monopole de fait. Leurs activités étaient innombrables : transporteurs, hôteliers, banquiers, changeurs, courtiers, cicerones, musiciens même, car ils avaient leur orchestre. Ils fournissaient des gardes du corps à qui en voulait : quand Lola Montès ayant quitté l'Europe se risqua dans les régions sauvages des mines, elle se fit accompagner d'un « Wells Fargo man », en habit de soie et chapeau haut-de-forme... avec, en bandoulière, un fusil à deux coups. C'était là bonne publicité, mais, dans bien d'autres cas, les armes à feu ne servaient pas à la mise en scène. Lorsqu'ils faisaient fonction de courriers postaux, quand, plus encore, ils pesaient et transportaient l'or fraîchement découvert, un ou deux bons pistolets n'étaient pas de trop dans la tenue des Wells Fargo (cochers, gardes et postillons). La nature autant que les hommes ne leur rendait pas la vie facile. Les ouragans de la sierra étaient terrifiants. Un voyageur raconte avoir vu un âne soulevé à cent pieds du sol, brayant de terreur et emporté dans la tempête tandis que son maître, lui, resté sur terre, suppliait l'infortuné animal de mettre fin à son ascension inattendue. Nous ne garantirions pas, cependant, l'authenticité de l'incident, car le seul témoin en fut Mark Twain.

⁂

« Vraiment, dit un jour une âme pure à un *Wells Fargo man*, on dirait que vous n'avez passé votre vie que dans des cabarets, des salles de danse, et autres mauvais lieux. — Que voulez-vous, madame, lui répondit-il. De mon temps, il n'y avait pas d'Y.M.C.A. [1] » Les amateurs d'anecdotes moralisatrices feront bien, en effet, de ne pas les chercher dans les chroniques de la ruée vers l'or.

ROBERT LACOUR-GAYET

1. Association chrétienne de jeunes gens bien connue.

LA SITUATION DU PROTESTANTISME

par Pierre Burgelin

LE protestantisme est surtout connu en France par ses adversaires et ses transfuges. On y voit volontiers la religion par laquelle il est bon de passer parce qu'elle décrasse de l'empreinte cléricale, de la superstition et l'intolérance, mais dont finalement il faut sortir. A moins que l'on en sorte parce qu'elle ne fait ni à l'esthétique, ni à la mystique, ni à l'unité leur place. Faut-il dire demi-catholicisme ou demi-laïcisme? D'autre part, l'Alsace mise à part, il n'existe plus de protestantisme de masse depuis 1685. Les protestants sont dispersés en tous lieux, dans toutes les classes sociales et se perdent dans la vie culturelle et économique de la nation. Partout décelés et ignorés, cet éparpillement dissimule que deux cents millions de leurs coreligionnaires comptent dans le monde, mais on n'en parle guère qu'à propos des excentricités de quelque douteux prophète américain.

Le protestantisme est un principe, mais qui s'incarne dans l'histoire, une famille spirituelle modifiée, comme tout ce qui vit, par tous les grands courants de ce monde. Mais à ces influences, il réagit selon une certaine constante qui le définit. Il n'existe pas sans doctrine, mais ne se confond pas avec elle, il l'élabore et la met en œuvre d'une manière toujours nouvelle. La fidélité reste toujours une notion ambiguë.

Un théologien interrogé dirait sans doute que le protestantisme reste le mainteneur de la doctrine proposée au XVIe siècle par les Réformateurs. Il nous renverrait à juste titre aux écrits de Luther et de Calvin, surtout aux grandes confessions de foi des ancêtres, Augsbourg ou La Rochelle. Le protestant se veut toujours celui qui professe la justification par la grâce, par le moyen de la foi, la corruption de l'homme par le péché et son salut par la croix de Jésus-Christ. Il reste l'homme de l'Écriture seule, que le Saint-Esprit atteste comme Parole de Dieu, à l'exclusion de la tradition qui est humaine. Il refuse toujours l'intermédiaire d'un sacerdoce entre le fidèle et Dieu, l'Église étant dans son ensemble sacerdotale. Il refuse toujours de lier le Saint-Esprit à certaines institutions, Conciles ou Papes. Il refuse la présence « matérielle » du Christ dans le repas eucharistique, au sens catholique. Rien, continuerait notre théologien, n'a bougé depuis la Réforme, rien ne saurait être abandonné. C'est la substance même de la vie et de la vérité chrétiennes, ce pour quoi il serait toujours légitime de donner son sang. A quelques nuances près, luthériens et réformés s'accorderaient sur ce fond commun.

Mais la fidélité doctrinale n'exclut pas les diversités d'accents. Il y a des différences entre les luthériens, plus tournés vers la piété, les réformés, plus soucieux d'action sociale, les méthodistes ou les baptistes. Il y a aussi les deux grands courants qui se sont manifestés depuis la Réforme avec des fortunes diverses, l'orthodoxie et le libéralisme. En gros, l'orthodoxie se présente comme une fidélité plus rigoureuse à la doctrine des Réformateurs, à leurs affirmations trinitaires, à leur acceptation des premiers conciles et des anciens symboles, à leur théorie des sacrements, parfois à leur théologie propre. Elle accepte très strictement l'autorité des Écritures. Le libéralisme insisterait plutôt sur la liberté d'un Esprit qui ne se laisse pas enclore dans la littéralité d'une formule. Il a plus volontiers le sens des changements historiques et cherche une pureté toujours plus grande de son message en demandant à la critique de se rapprocher des paroles les plus authentiques du Christ au lieu de s'en tenir à saint Paul ou à saint Jean, bref aux théologiens, si grands soient-ils. Il attend de l'Évangile une inspiration qui lui permette de comprendre le monde et d'y agir.

Certes, ce sont là deux pentes sur lesquelles il arrive au protestantisme de glisser. L'orthodoxie se raidit parfois en une attitude quasi archéologique, se crispe sur la doctrine et oublie que la vérité est vie. La foi se transforme en exercice intellectuel sur des textes séparés du tout où ils s'insèrent. Alors le libéralisme réagit justement en rappelant que la foi est vécue et que la lettre tue. Mais sa pente le conduit à exalter si bien

l'histoire qu'il oublie à son tour que la vie est vérité, et la liberté de l'Esprit noie la révélation chrétienne parmi les inspirations religieuses de l'humanité. Il célèbre la bonne foi et le sentiment, les exigences de la psychologie, la raison des philosophes jusqu'au jour où l'orthodoxie lui rappelle qu'il n'y a de salut qu'en Jésus-Christ. Le protestantisme est fait du constant dialogue, d'une tension entre deux types d'interprétations et peut-être d'esprits. L'un et l'autre ont sans doute une fonction nécessaire. La tension devenant excessive, l'Église viendrait à se diviser. Elle vit toujours dangereusement entre le sectarisme et l'hérésie.

De ce point de vue, on rencontrerait aujourd'hui toutes les nuances. Néanmoins ce demi-siècle est caractérisé par la fin de la crise libérale provoquée par le développement des sciences. La grande œuvre, d'inspiration plutôt libérale, est celle de Rodolphe Bultmann, l'exégète de Marbourg, qui prétend « démythologiser » l'Écriture, et n'a pas fini de susciter l'intérêt. Mais le fait essentiel est pourtant la restauration des principes de la Réforme, soit sous la forme d'un néo-luthéranisme ou d'un néo-calvinisme, soit sous des formes neuves. La situation a trop changé pour que de nouvelles synthèses doctrinales n'apparaissent pas comme nécessaires. Après le rationalisme moderne, l'idéalisme allemand et l'influence de Schleiermacher, après Kierkegaard, après la philosophie de l'histoire, après le nihilisme déjà dénoncé par Nietzsche, après les bouleversements politiques, économiques et moraux, le besoin d'une mise au point se fait sentir. La pensée théologique cherche un langage pour cette situation nouvelle.

Notre siècle est une époque de renaissance théologique, mais il n'accorde plus aux procédés de la raison que le Moyen Age a connus la même valeur ; il use d'une dialectique toujours plus élaborée, il ne peut plus s'appuyer sur les antiques systèmes du monde et n'ignore ni la part de l'homme dans la connaissance, ni les difficultés que posent les rapports de l'homme avec la transcendance. C'est dans ces conditions qu'un Karl Barth, un Émile Brunner, un Reinhold Niebuhr remettent en chantier des problèmes que l'on ne peut avoir la prétention de croire parfaitement résolus. Il est impossible d'entrer ici dans le détail de ces travaux et des controverses qu'ils suscitent, dont la plus fameuse concerne la possibilité d'une théologie naturelle, c'est-à-dire d'une certaine capacité de la raison humaine de parler de Dieu, affirmée par Brunner et niée par Barth. Il faudrait indiquer aussi l'œuvre si importante de Niebuhr sur les fondements de l'éthique et la philosophie de l'histoire ou le livre célèbre de Nygrèn, *Eros et Agapè*, bien connu en France. Mais la pensée de Karl Barth l'emporte tellement par son rayonnement qu'il faut lui accorder une place spéciale.

Cette œuvre a pour centre les sept volumes parus de la *Dogmatique ecclésiastique*. Œuvre considérable non seulement par l'exposé théologique même, mais par les excursus où l'auteur situe et discute les grandes doctrines, classiques ou récentes qui constituent notre civilisation occidentale.

Barth critique mériterait à lui seul une étude [1]. Au point de départ de sa réflexion est le fait que l'Église est le lieu où Dieu parle et que cette Parole est révélée par la Bible. La théologie n'est donc pas un système introduisant ses cadres et ses préjugés philosophiques pour interpréter les textes, mais la critique vigilante de la prédication de l'Église, la purification de cette prédication et la prise de conscience de ce qu'elle implique. Et Barth ne se lasse pas de souligner le caractère paradoxal de tout discours qui veut exprimer cet impensable : Dieu nous parle. Cette réalité est le commencement et la fin de toute théologie, qui n'a pas lieu de poser à la révélation des problèmes de notre curiosité, problèmes grecs ou modernes, mais simplement à entendre ce que Dieu a daigné nous dire. Ce changement de point de vue bouleverse évidemment toutes nos perspectives. Ainsi la doctrine de l'homme n'est pas commandée par une définition abstraite, animal raisonnable, ou par notre expérience, mais par ce que Dieu révèle dans sa Parole, que l'homme est en vérité. Le récit de la création d'Adam, les déclarations du Nouveau Testament sur le vieil homme et la création d'un nouvel homme, ce que nous apprend l'humanité du Seigneur Jésus-Christ, tel est le seul point de départ valable. Dieu, pourrait-on dire, sait mieux que nous ce qu'est l'homme. La théologie s'enferme donc dans ce qui est proposé à la foi et constitue un monde clos qui ne peut être éclairé par aucune lumière venant de ce monde. L'espérience du mal, de la misère humaine n'éclaire en rien la réalité révélée du péché qui implique un rapport entre Dieu et l'homme.

Ce Dieu est celui qui s'est manifesté en Jésus-Christ. La pensée de Barth reste essentiellement trinitaire et il est impossible de parler de Dieu sans parler aussi de Jésus-Christ. C'est cette place centrale du Christ, que Barth a enseigné à retrouver dans les textes de Calvin, par exemple, où la doctrine de la prédestination se rapporte constamment à la personne du Christ, donc à la révélation de l'amour divin [2]. Le mystère central de la pensée chrétienne est celui de la double nature du Christ à la fois Verbe fait chair et plénitude d'humanité, si bien que l'homme n'accède vraiment à la sienne que lorsqu'il a « revêtu Jésus-Christ » : il est alors une nouvelle créature qui a en Christ la vie, le mouvement et l'être. Barth reste fidèle à la pensée des Réformateurs en refusant d'interpréter ces textes en un sens mystique, c'est-à-dire en passant du plan de la foi à celui de la vue et en acceptant quelque divinisation de l'homme, comme tant de spirituels teintés de néo-platonisme. L'homme reste toujours ambigu, pécheur en fait, mais justifié, libéré et, en espérance, sauvé.

Ce souci d'accorder si peu à l'homme pour laisser à Dieu toute la place,

1. On a publié en français *Parole de Dieu et Parole humaine* (1933), *Credo*, *Connaître Dieu et Le Servir* et les premiers volumes de la *Dogmatique*. Enfin, la pensée de Barth a été diffusée par la revue *Foi et Vie*, dirigée par le pasteur Pierre Maury, qui a publié lui-même plusieurs ouvrages. Voir : *Le grand œuvre de Dieu* (1937).

2. Voir le *Calvin* de F. Wendel (1950) et sur l'attitude de Barth en face de Calvin, la préface aux *Textes choisis* de Calvin, par Ch. Gagnebin (1948).

pourrait faire du barthisme la doctrine la plus inhumaine et certains le lui ont reproché. Mais la rigueur s'accorde en fait avec un sens très aigu de l'humain. C'est ainsi que Barth a été amené à prendre sur le problème du baptême une position qui l'écarte de Calvin. La Réforme a toujours eu soin de préserver les sacrements de tout ce qui pouvait permettre une interprétation magique. Le sacrement est un signe dont la signification est donnée à la foi. Comme il n'est pas possible de parler de la foi des nouveau-nés, le baptême pose un problème que Luther et Calvin ont résolu dans le sens de la tradition, mais qui s'est toujours heurté à l'opposition des « baptistes », pour qui le baptême est toujours une conversion. Or les textes sont incertains. En insistant sur l'idée que le sacrement doit être reçu par la foi du croyant, Barth manifeste que le salut n'est pas une aventure métaphysique qui se déroule sans nous au ciel. L'évangile ne serait pas un message pour l'homme, s'il n'était reçu par une décision.

Il faut signaler aussi ce qu'on pourrait appeler le rôle prophétique de Barth. Professeur à Marbourg, puis à Bonn, il a été l'un des inspirateurs de la *Bekenntniss Kirche*, l'Église confessante qui a organisé, autour de la confession de foi établie par le synode de Barmen, la résistance au nazisme, dont la captivité du pasteur Niemoeller est l'épisode le plus connu. Pendant la guerre, ses lettres de Bâle ont été pour bien des Églises en difficulté un puissant soutien. Aussi son attitude récente en face du communisme a-t-elle suscité des inquiétudes dont Émile Brunner s'est fait le porte-parole, en une heure où les Églises, des deux côtés du rideau de fer, cherchent péniblement leur chemin. Barth estime en effet que les problèmes posés par le marxisme à l'Église sont tout à fait différents de ceux qui justifiaient l'opposition au nazisme.

Certes le barthisme est loin de représenter toute la pensée protestante, ni même réformée. Bien des oppositions viennent de ce qu'il est souvent mal connu, à travers les durcissements de certains de ses disciples. La pensée de Barth, toujours en mouvement, a des adversaires, calvinistes ou libéraux. Il est possible que sa position entraîne ses successeurs dans des difficultés. Mais il est indéniable qu'il a donné à toute la théologie protestante un puissant élan [1].

Avant de quitter la doctrine, comment ne pas rappeler que le protestantisme est la religion du Livre? La Bible nourrit sa pensée et sa piété. L'étude des Écritures tient donc une très grande place dans ses études. Ici encore se manifestent des tendances nouvelles. Les méthodes historiques ont été le dur choc du siècle dernier et ont troublé des générations d'exégètes, tant protestants que catholiques. Le moment des mises au point est peut-être venu. La théologie biblique marque un souci évident de situer les apports si abondants de la science par rapport à la foi chrétienne. Comment la Révélation se manifeste-t-elle dans un livre que nous

1. Voir par exemple les travaux éthiques de M. Jacques Ellul *(Présence au monde moderne*, 1947), ou les recherches de M. Roger Mehl sur *la Condition du Philosophe chrétien* (1948).

savons tributaire de conditions historiques et sociologiques déterminées, et dont nous devinons la complexité de rédaction? Quel est le rapport de l'esprit à la lettre? Bien des recherches sont en cours, tant sur la foi de l'Église primitive, qui est un terrain historiquement explorable, que sur la typologie de l'Ancien Testament, c'est-à-dire la méthode qui veut voir dans les légendes comme dans les événements de l'histoire juive la prophétie du Nouveau Testament, les figuratifs, disait Pascal, et y découvrir les traces du *grand dessein de Dieu* [1].

La Bible est un livre d'histoire, qui enferme les événements que nous atteignons par des documents dans une théologie de l'histoire, qui part de la création et conduit jusqu'aux derniers temps, en passant par le long dialogue de Dieu avec le peuple qu'il a choisi, par l'incarnation du Verbe et l'institution de ce nouveau peuple de Dieu qu'est l'Église. Si les exégètes et les théologiens en précisent les lignes et la signification (et il est caractéristique que le grand succès de ces dernières années dans ce domaine soit le livre de Cullmann consacré aux rapports du Christ et du temps), il reste à savoir comment les événements dont nous sommes les contemporains doivent être interprétés dans cette perspective. Ce que saint Augustin se demandait lors de la chute de l'empire, l'homme d'aujourd'hui se le demande en face du monde technique, du développement de la science et des convulsions politiques de notre temps.

Si le plus célèbre des philosophes de l'histoire de notre temps, Arnold J. Toynbee, cherche à dégager les lois de l'évolution de l'analyse même des civilisations, la préoccupation est plus franchement théologique chez l'Américain Niebuhr, l'Anglais Butterfield, l'Écossais John Baillie. Ce que nous appelons le progrès a-t-il une signification chrétienne? Ou faut-il le considérer comme un accident sans importance? Est-ce l'Église qui est ce véritable sens de l'histoire, dans la mesure où elle témoigne dès maintenant du renouvellement de toutes choses à la fin des temps? L'accent mis par le marxisme sur le jugement de l'histoire entraîne à répéter avec insistance qu'il n'en est pas d'autre que le Jugement dernier. Ainsi, tandis que Kierkegaard montrait, contre la philosophie « historico-mondiale » de Hegel, les rapports directs entre l'homme et le Christ dont il reste, malgré les siècles, le contemporain, l'effort de la pensée d'aujourd'hui est d'élucider la situation dans l'histoire de l'homme, contemporain à la fois du Christ et des événements du monde. C'est à une étude critique de l'engagement du chrétien dans le monde, lorsque le monde se donne un sens, que nous sommes conduits [2].

Le problème du christianisme a toujours été celui de son insertion dans

1. Titre de Suzanne de Dietrich, qui a tant fait pour le renouveau des études bibliques. En France, on peut citer comme représentant la première tendance, les travaux de M. Goguel, J. Héring et O. Cullmann, dont le livre : *Christ et Temps* a fait grand bruit. La seconde est surtout connue par les ouvrages de W. Vischer.

2. Cf. Niebuhr, *Faith and History* (1948); Butterfield, *Christianity and History* (1949); J. Baillie, *The Belief of Progress* (1950) et en français, J. de Senarclens, *le Mystère de l'Histoire* (1949).

le monde et il s'y est toujours dessiné deux lignes. Selon la première, les chrétiens n'étant pas du monde n'ont point à se mêler de ses affaires : il est irrémédiablement mauvais. Ce retrait vers les déserts a été l'attitude d'un grand nombre de spirituels dans le passé et on en trouverait l'écho dans bien des groupements qui pratiquent l'objection de conscience d'une manière systématique. Selon l'autre, le chrétien est dans le monde et ne peut qu'y participer. Le catholicisme a juxtaposé ces deux voies dans sa vie. Le luthéranisme les a en quelque sorte juxtaposées en chaque homme en laissant au prince la responsabilité des actes sociaux, qui échappent à la décision morale des individus : la piété est une chose, et la vie publique une autre. Le calvinisme au contraire accepte pleinement la vie dans le monde et la responsabilité morale qu'elle suppose. Ainsi a-t-il consenti, dès l'origine, aux principes qui ont permis le développement du capitalisme et la conquête du monde par l'homme. Mais il y a un ordre du monde, une exigence de justice nécessaire à sa conservation qui s'exprime dans la loi morale, telle que Dieu l'a voulue pour l'homme et l'a révélée dans le décalogue. Ne pas tuer, ne pas dérober sont les conditions qui rendent toute société habitable.

En un certain sens, l'Église a pour fonction de défendre cette loi. Elle n'est pas, et ne saurait être une puissance politique ; elle n'est pas la gardienne de l'ordre établi, ni la promotrice d'un ordre nouveau. Tout ordre est un équilibre, plus ou moins contingent, entre les divers besoins, économiques, intellectuels, affectifs, moraux, d'une société. Il a pu prendre la forme de la civilisation romaine, féodale ou bourgeoise. Il se transforme ou se transformera, cela importe au fond assez peu : il contiendra toujours un effort vers une certaine notion de la justice, mais aussi une certaine méconnaissance d'autres aspects de la justice. La tâche de l'Église est d'être dans le monde le héraut de l'exigence divine, qui rappelle aux puissants que leur puissance est un service pour les hommes, aux riches qu'il y a des pauvres, à tous qu'il y a d'inviolables règles. Elle est fidèle ou ne l'est pas selon qu'elle le fait ou non.

Mais la tâche des chrétiens ne s'épuise pas dans la dénonciation des abus, elle est aussi de servir, ce qui peut signifier concrètement tous les engagements politiques imaginables. Autre est la situation de l'Église, qui doit rester au-delà des opinions et des systèmes et ne peut s'exprimer, même devant les cas les plus précis, qu'en fonction de son témoigagne fondamental, autre le cas des individus, placés dans des conditions telles qu'ils doivent prendre parti avec les renseignements insuffisants dont ils disposent et les jugements de valeur tout relatifs qu'ils peuvent formuler selon leurs propres lumières. Mais avec tous les autres hommes ils sont présents à tous les problèmes de la cité [1].

1. Il est donc normal que des chrétiens adoptent des options politiques différentes, comme on l'a vu à propos de l'appel de Stockholm ou du mouvement européen. Ainsi on a trouvé au Comité d'action internationale du Conseil œcuménique des noms aussi différents que ceux du professeur Hromadka, de Prague, de M. André Philip, de M. Foster Dulles ou du Dr Heinemann, pour citer les plus connus.

L'attitude de l'Église envers les États pose donc les problèmes les plus délicats.

En principe, la puissance politique a pour fonction d'établir un ordre juste. Elle a donc droit à un préjugé favorable. Derrière l'attitude conservatrice qu'on reproche souvent à l'Église, il ne faut pas oublier qu'il y a d'abord le souci charitable de ne pas douter des hommes. Tant qu'un système, qui a déjà le mérite d'exister et d'avoir le pouvoir, peut corriger les abus, établir la paix, tant qu'il accepte que l'Église lui parle pour dénoncer ces abus, il n'y a pas de problème. Il surgit au contraire dès que l'Église est empêchée de parler. Mais il surgit aussi lorsque l'Église devient un moyen de gouvernement parmi d'autres, ce qui est naturellement l'ambition du pouvoir tyrannique : il cherche à l'utiliser pour réduire les revendications au silence. L'histoire montrerait la suite des fidélités et des infidélités de l'Église, selon qu'elle sait ou non garder le recul qui permet de voir clair, vis-à-vis des idéologies ambiantes : nationalisme, racisme, terrorisme ou tout ce que l'on voudra.

Lorsque l'État se pose en persécuteur, il est relativement facile d'adopter une ligne simple, celle du *non* absolu, quoi qu'il puisse advenir. Mais les situations sont en général plus complexes. L'État peut se présenter en séducteur, montrer que ce qu'il cherche, ce sont précisément les valeurs dont l'Église proclame qu'elle les accepte : la paix ou la justice, mais que leur réalisation implique tels moyens, regrettables certes, mais par lesquels il vaut la peine de passer. La conscience chrétienne se tourmente alors. Proclamer une exigence de pureté totale, n'est-ce pas empêcher la réalisation d'un bien? Ne faut-il pas admettre qu'il n'y a pas de justice sans une frange inévitable d'injustice, pas d'usage sans abus? A partir de quel point une injustice est-elle vraiment si intolérable qu'il est infidèle de se taire? Jusqu'où doit-on dire aux hommes : « Il ne peut en être autrement, patientez »?

On pourrait prendre le problème de la guerre. La guerre est un moyen déplorable d'arranger les situations, tout le monde en demeure d'accord. Mais le plus souvent la guerre s'engage sur le thème de la justice. Qui oserait dire : il faut supporter toutes les injustices plutôt que tuer?

Pendant des siècles le problème n'a guère été que particulier à la conscience des rois. La vertu du sujet est l'obéissance et l'héroïsme militaire apparaissait comme une vertu chrétienne. Si les théologiens essayaient de mettre sur pied une théorie de la guerre juste ou injuste, c'était du point de vue des souverains. Mais lorsque les hommes ont considéré que la justice était dans la souveraineté du peuple, le problème des rois est devenu problème de chaque conscience. Et les progrès de l'analyse psychologique enseignent que les apparences ne sont souvent que les prétextes justifiant les appétits de pouvoir; l'idée d'une guerre juste est devenue singulièrement incertaine. Intérêts et idéaux se mêlent en toute action d'une manière inextricable, si bien qu'il est toujours dangereux de proclamer la justice d'un cas particulier. Ainsi Hitler a su habilement troubler

les hommes en invoquant successivement le droit de tous les Allemands d'être intégrés au Reich, puis l'injustice que subit un grand peuple sans espace. Une guerre, une révolution est une aventure. Elle entraîne beaucoup de destructions pour un bien qu'elle promet. A quelle balance comparer ces impondérables, en un temps où notre puissance destructrice dépasse toute mesure?

Si nous appliquions ces principes aux situations actuelles, on comprendrait l'embarras dont les églises font preuve de l'autre côté du rideau de fer, où la persécution est, semble-t-il, patente ou larvée. Elles cherchent comment ne pas se séparer d'un peuple partagé, en présence d'une situation de fait qui doit apporter à certains une espérance, à d'autres le sentiment d'une oppression. Mais de ce côté-ci la situation morale n'est pas essentiellement différente, puisque si un très grand nombre voient dans le libéralisme politique le seul espoir du monde, beaucoup d'autres n'y voient que la perpétuité des injustices. Les uns accusent les églises de se faire complices d'effroyables menaces contre ce qui reste d'une civilisation, capable peut-être encore d'écouter un rappel au droit. Les autres leur reprochent le rôle qu'elles ont joué dans l'établissement d'une société qui se dit chrétienne et a toléré la misère et l'injustice, en bénissant les puissances et en freinant les transformations nécessaires.

De là vient ce malaise que l'on aperçoit souvent dans les milieux chrétiens où l'on met en parallèle l'U.R.S.S. et les États-Unis considérés comme symboles et supports du communisme et du capitalisme. Dans l'abstrait, capitalisme et communisme sont deux systèmes, l'un très conscient de son caractère total et qui revendique la subordination des attitudes morales à l'économique, l'autre moins conscient de son système utilitariste, l'un et l'autre aboutissant en fait à un certain mépris de l'homme concret. Mais l'un se veut étranger, voire hostile à la conscience chrétienne. L'autre au contraire insiste sur l'idée de l'étroite pénétration du christianisme et de la civilisation. D'où l'idée, si répandue maintenant en France, qu'autant vaut une opposition franche, qui ramène sans cesse l'Église à sa pureté, que cette compromission hypocrite qui affuble d'étiquettes chrétiennes les réalités économiques et leur dureté. Un athéisme théorique, nous dit-on, est moins dangereux qu'un athéisme pratique qui attend du christianisme qu'il lui fournisse simplement une bonne conscience et le corrompt.

A notre sens, il y a là un faux problème, on cherche à engager l'Église dans une voie politique qui n'est pas la sienne. Le monde n'est jamais chrétien et la fidélité de l'Église consiste à lui annoncer le message du salut en même temps qu'à l'inviter à se repentir. De quelque côté de quelque rideau qu'elle se trouve, elle n'a rien d'autre à dire, si elle le fait dans des occasions et à propos de faits différents et dans des formes également différentes.

On pourrait qualifier la situation présente en disant que les chrétiens sont à la recherche d'une éthique. Non seulement ils ne peuvent renoncer à être du monde, mais ils ne peuvent renoncer à être de ce monde-ci, tel

qu'il est. Cela signifie un monde où tous sont responsables de tout. On ne saurait trop souligner l'importance de cette révolution. Une tradition très ancienne, et authentiquement évangélique, met l'accent sur les vertus de l'homme privé : l'homme en face de ses passions, l'homme dans sa situation professionnelle et familiale. Ni l'agriculteur, ni le baron féodal, ni le bourgeois des siècles derniers n'imaginent que leur mode de vie met en jeu des principes. Ils ont été placés par Dieu dans une situation indiscutable, heureuse ou malheureuse, peu importe, c'est par rapport à elle qu'ils ont à diriger leur vie. Mais il n'en est plus ainsi. Tout peut être changé. Notre responsabilité s'engage sur la situation même et non dans un cercle fermé : la vie professionnelle conduit aux grandes doctrines économiques et sociales. Tout débouche enfin sur la politique, qui n'est pas l'art d'accommoder les cités, mais une option sur les principes et finalement une conception du monde. La vie chrétienne ne peut plus ignorer les conflits idéologiques.

Là sont les grandes menaces de notre siècle. L'époque de la virulence des hérésies théologiques comme on en a connu, semble close. Les hérésies modernes pourraient être politiques. On les sent poindre chez tous ceux qui veulent que l'Église prenne dans les conflits du monde une option absolue. Confondant la justice et la paix de Dieu avec celles des hommes, ils feraient des choses secondes les réalités premières, de la politique la voie du salut.

L'Église, disions-nous. Laquelle? Le protestantisme ignore les voix humaines infaillibles. il ne distingue pas l'Église enseignée et l'Église enseignante, il ne la confond pas avec les Conseils ecclésiastiques. Elle est le corps des fidèles. Mieux encore, elle n'est proprement l'Église que lorsqu'elle écoute la Parole de Dieu et y obéit. Là où la Bible ne parle pas clairement, aucune autorité ne peut s'y substituer pour dire quel système social vaut davantage. Des églises, géographiquement définies, se trouvent dans des situations concrètes différentes. Il faut donc chaque fois examiner ensemble ce qu'il convient de choisir *hic et nunc*. La fraternité chrétienne est dans la communauté de la recherche et de l'attitude, plus que dans le résultat; des engagements divers, parfois opposés, sont pensables. Mais si la vérité chrétienne l'emporte sur la relativité des décisions, la communauté subsiste.

Voilà pourquoi le Conseil œcuménique des églises a proposé comme thème de la conférence d'Evanston, qui, en 1954 a fait suite à celle d'Amsterdam, ce thème général : Jésus-Christ comme Seigneur est la seule expérance de l'Église et du monde, et indiqué comme sujet d'enquête dans le monde entier le thème de la société où l'homme est responsable, afin qu'un travail de recherche soit fait vraiment en commun par tous.

Nous avons défini l'Église d'une manière générale et, semblera-t-il, bien inorganique. Pourtant le souci de l'Église visible, organisée, est passé au premier plan partout et c'est un des traits probablement les plus neufs du protestantisme en notre siècle. Dans son ensemble, le XIXe siècle s'est

peu soucié de l'unité et de l'autorité de l'Église. L'individualisme s'est cruellement manifesté, en éparpillant les croyants en d'innombrables organisations géographiques, séparées pour des raisons tantôt de doctrine, tantôt d'opportunité. Par exemple en France, l'Église réformée a vécu sur un système napoléonien qui ne respectait pas ses traditions du XVIIIe siècle et sans qu'aucun synode officiel fût réuni. Et lors de la séparation de 1905, elle s'est scindée en deux [1]. Sans doute, le sentiment de ne former qu'une famille n'était pas perdu, mais on s'accoutumait à vivre dans l'anarchie doctrinale, liturgique ou administrative. Cet exemple français trouverait son équivalent un peu partout.

Aujourd'hui, la réaction est partout manifeste. Le besoin d'une confession de foi, d'un ordre liturgique et d'une politique ecclésiastique constructive a obligé les églises à se réorganiser, à réviser leurs habitudes et même à repenser leurs principes. Un immense travail est en cours dans ces divers domaines depuis vingt ans. Il est impossible d'entrer ici dans le détail et nous devons nous borner à signaler l'un des faits les plus frappants : la naissance du souci liturgique, en particulier dans les milieux luthériens.

Mais c'est la question de l'unité de l'Église qui a donné les développements les plus curieux. Non seulement un travail de regroupement de ce qui s'était divisé au siècle dernier a été entrepris, mais il est né une réalité nouvelle, la réalité œcuménique [2].

A son origine, il y a deux faits : les missions et les mouvements de jeunesse. Les missions se sont répandues partout depuis cent ans, soit dans des régions autrefois catholiques, soit en terre païenne. L'Amérique latine a vu se développer un protestantisme qui compte, par exemple au Brésil, deux millions de membres. Il y en a onze millions en Afrique et une dizaine de millions en Asie [3]. Les « jeunes églises », en acquérant peu à peu leur autonomie, prennent une importante croissante par les problèmes qu'elles posent et les solutions qu'elles inventent.

Quant aux mouvements de jeunesse, ils sont nés du désir d'évangéliser de la jeunesse elle-même. Successivement les Unions chrétiennes et la Fédération des Étudiants chrétiens ont appris à des générations nouvelles la joie de travailler ensemble indépendamment des barrières confessionnelles et lorsque leurs leaders ont occupé les postes importants des églises, il existait un climat qui permettait de tout autres entretiens que les controverses du passé.

C'est d'un congrès réuni en 1910 pour étudier les problèmes missionnaires et essayer de faire disparaître les rivalités, qu'est sorti le mouvement œcuménique. Il a pris d'abord la forme modeste soit d'une confrontation doctrinale, soit d'une entente sur le plan de l'action. Ces préoccupations ont fini par se rejoindre et amené l'organisation, provisoire d'abord,

1. Eglise réformée (libérale) et Eglise réformée évangélique (orthodoxe).
2. L'Eglise réformée de France, divisée en 1905, s'est restaurée en 1938.
3. Le seul pays occidental où l'Eglise soit dans une situation rendue difficile par l'attitude gouvernementale est l'Espagne.

définitive enfin avec la Conférence d'Amsterdam, en 1948, du Conseil œcuménique des Églises. C'est probablement l'événement ecclésiastique le plus important depuis la Réforme [1].

Le Conseil n'est pas une Église, ni même une union d'églises, mais un lieu de rencontre. Il n'a aucune autorité sur ses membres, il est un service. En apparence donc, le travail du Conseil est très modeste : il permet des confrontations, il aide dans la détresse, il crée surtout un climat, un enseignement qui permet à beaucoup de découvrir concrètement tout ce dont ils vivent ensemble.

Le premier résultat, si étrange que cela puisse paraître, a été d'ailleurs une recrudescence du confessionnalisme. Le souci d'éviter l'union dans la confusion a été si grand que chaque église a été amenée à réexaminer sa propre position en face des autres et de vieilles alliances (luthériennes ou presbytériennes) ont pris une vie nouvelle. Des églises voisines ont appris à se connaître et à collaborer.

Donc une fraternité des églises n'est pas l'unité. Celle-ci n'est en vue, ni pour la totalité de l'Église, ni même pour le protestantisme entier. Mais il existe maintenant le sentiment que la rupture de l'unité est un mal, dont il est impossible de prendre son parti.

Le protestantisme est à une étape nouvelle de son histoire : il doit vivre dans un monde en voie de transformation où d'anciennes terres chrétiennes se sont peu à peu sécularisées, un monde post-constantinien, dit-on parfois, où les traditions nationales et familiales compteront moins que le libre choix, où la formation des personnes capables d'assumer des responsabilités est l'essentiel. Si le protestantisme, comme l'y invite son passé, sait lire les signes des temps, il peut attendre les épreuves de l'histoire. Il peut espérer aussi ne pas s'enfermer dans le cadre trop rigide des institutions qui ne sont jamais que la forme contingente de la véritable Église. En même temps, il est en train d'acquérir ce qui lui a si souvent manqué, le sens de la communauté qui tempère son individualisme. Mais ces deux aspects complémentaires n'ont leur sens que dans la fidélité qui le constitue : être l'Église qui écoute la Parole de Dieu, se laisse édifier et conduire par Elle dans tous les chemins où il lui plaira de la mener.

PIERRE BURGELIN

1. Cette histoire a été mainte fois écrite, voir en particulier : *le Problème de l'Unité chrétienne* (1946), par le pasteur Marc Bœgner, qui fut, comme l'on sait, président de la Fédération protestante de France, et l'un des six coprésidents du Conseil œcuménique.

par THIERRY MAULNIER

LE « JOURNAL D'ANNE FRANK » ET L' « HISTOIRE DE VASCO »

L'UNE des plus émouvantes soirées de théâtre que nous ayons connues ces dernières années au théâtre nous a été donnée par la présentation à Paris du *Journal d'Anne Frank* dans sa version théâtrale américaine, traduite par M. Georges Neveux et mise en scène par Mme Marguerite Jamois au théâtre Montparnasse. A vrai dire, faut-il écrire : une des plus émouvantes soirées de théâtre ? Le *Journal d'Anne Frank* est assez célèbre, dans le monde entier, pour qu'il soit presque inutile de rappeler ce dont il s'agit : une toute jeune fille, presque une petite fille, israélite a vécu deux ans, avec ses parents et quelques coreligionnaires traqués eux aussi, dans une soupente d'Amsterdam occupé, de 1942 à 1944. En dépit du courage et du dévouement de ceux qui l'abritaient, le petit groupe de proscrits devait finalement être découvert par la Gestapo et disparaissait tout entier dans l'infernal Auschwitz. Il n'y eut qu'un survivant, le père de la petite Anne, à qui fut remis, lors du pèlerinage déchirant qu'il fit après la guerre à Amsterdam, le cahier d'écolière du « Journal ». Journal tenu par une adolescente d'une intelligence, d'une sensibilité exceptionnelles, dont il est permis de penser qu'elle fût devenue un grand écrivain s'il lui avait été permis de vivre. Document d'un pathétique presque insoutenable en raison de son authenticité même, où nous voyons en même temps, de jour en jour, Anne éclore à la vie et à l'amour dans le temps même où se resserre autour d'elle et de ses compagnons la menace mortelle à laquelle elle n'échappera pas, avec en contrepoint la montée de l'espoir, les défaites allemandes, le débarquement en Afrique, le débarquement en Italie, le débarquement en Normandie, l'approche des armées libératrices qui n'arriveront pas à temps. Ajoutons que ce journal tragique n'est pas *triste*. Il n'y manque ni la gentillesse, ni l'espièglerie du « garçon manqué », ni le regard observateur et volontiers satirique porté sur les ridicules et les mesquineries des « grandes personnes » dont la promiscuité du refuge commun exaspère les oppositions et dévoile les faiblesses, ni les éternels problèmes de l'enfance (ici, la préférence marquée parfois avec un peu de

cruauté pour le père et contre la mère) ni l'ébauche charmante d'une idylle avec un jeune garçon à peine sorti de l'âge ingrat, maladroit et pataud. Il se peut qu'une fois estompées, comme elles s'estomperont inévitablement, les images d'une horreur encore si proche de nous, le *Journal d'Anne Frank* et la pièce qui en a été tirée restent au rang des « classiques » comme l'une des plus poignantes illustrations du thème de l'espérance de la vie face à l'approche de la mort.

Le succès a été très grand à Paris, comme dans tous les pays du monde où la pièce avait été jouée. Ce n'est pas ôter au mérite de l'adaptateur, du metteur en scène et des acteurs que de dire qu'il était à peu près *immanquable*. Rarement entreprise théâtrale a apporté dès le premier jour à ceux qui s'y sont engagés cette certitude presque totale de réussite. Même monté et joué médiocrement, le *Journal d'Anne Frank* aurait eu son action sur le public. Or, il a été mis entre les mains de gens qui savaient leur métier.

Le seul défaut qu'on puisse reprocher à l'adaptation américaine — celui d'avoir négligé dans le « Journal » proprement dit les passages où la personnalité d'Anne s'affirmait comme une personnalité d'exception, d'avoir fait d'elle une petite fille comme les autres, joue peut-être, en fin de compte, à l'avantage du spectacle. Ce n'est pas une enfant extraordinaire qui va mourir, mais une enfant ordinaire, et le pathétique est peut-être plus grand. Toute reflexion faite, je conclurai de même en ce qui concerne les légères imperfections que je crois relever dans le jeu de certains des acteurs. J'ai été au premier abord quelque peu choqué par ce qu'il y avait d'*appuyé* dans certains effets (je pense par exemple au sanglot de M. Etcheverry dans le prologue), j'ai regretté que le style de l'interprétation n'ait pas été poussé jusqu'à ce point extrême de nudité, de vérité qui nous comble dans les meilleurs produits du cinéma américain. Mais il est permis de se demander si, eu égard au caractère particulier de l'œuvre et des circonstances dont elle est née, le spectacle n'aurait-il pas dépassé les limites du tolérable si l'illusion de vérité avait été totale. Une petite dose de mélodrame nous aide ici à supporter le contact terrible de la réalité. Mme Marguerite Jamois et les acteurs qu'elle a dirigés ne nous laissent pas oublier que nous sommes au théâtre. Nous reprenons ainsi un peu de distance, nous sommes en quelque sorte *rassurés*, ramenés à l'intérieur d'un univers où la *théâtralisation* nous délivre de l'oppression de la vérité et de l'histoire dans le moment même où elle nous l'impose. Il faut ajouter que, sous la réserve que je viens de faire, les acteurs sont bons, et que la jeune comédienne chargée du rôle d'Anne Frank, Mme Pascale Audret a été à juste titre, de la part du public de la répétition générale, récompensée par des applaudissements chaleureux. Elle a l'âge apparent, la spontanéité, la netteté, l'espièglerie de son personnage, de la grâce et de l'aisance dans les mouvements, et, lorsqu'il le faut, une gravité juvénile émouvante. Il lui faudra, certes, se confirmer dans des rôles plus difficiles que celui d'Anne Frank, à chaque

seconde merveilleusement « servi » par la force de la situation et par la simplicité directe du texte. Mais de très grands espoirs s'ouvrent devant elle.

Si le *Journal d'Anne Frank* a fait l'unanimité dans les louanges, le spectacle que la Compagnie Madeleine Renaud-Jean-Louis Barrault a choisi pour sa rentrée devant le public parisien a, au contraire, partagé les critiques en deux camps presque ennemis. Il faut dire que la partie jouée avec l'*Histoire de Vasco* de M. Georges Schéhadé était infiniment plus difficile et il me semble que, même si j'étais à l'égard d'*Histoire de Vasco* et de l'art de M. Schéhadé en général, vigoureusement allergique — le fait est que certains le sont — je n'en rendrais pas moins hommage, en la circonstance, à la généreuse audace des animateurs d'une compagnie qui pourrait, depuis bien des années, courir sur sa lancée, et qui n'hésite pas à engager son crédit en faveur d'auteurs mal compris d'une grande partie du public, méconnus ou discutés. Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, privés depuis deux ans d'un théâtre à Paris par une sorte de scandale, attendus pour leur installation provisoire à Sarah Bernhardt par des fidèles prêts à leur faire oublier leur exil par l'enthousiasme de l'accueil, pouvaient triompher à coup sûr avec quelqu'un des grands spectacles éprouvés de leur répertoire. Ils ont préféré une de ces batailles chanceuses qu'ils livrent volontiers pour imposer les auteurs qu'ils aiment et qu'ils désirent faire aimer. Honneur à eux.

Je ne suis pas, pour ma part, de ceux qu'une pièce comme *Histoire de Vasco* hérisse. Je ne suis pas de ceux que cette pièce comble. J'y vois quelques faiblesses, les facilités d'un pacifisme subtilement démagogique (les militaires-pantins, le couple d'amoureux frais et tendres aux prises avec l'absurdité de la guerre) qui a déjà beaucoup servi, et, dans la forme même, une recherche du *joli* par trop constante et par trop concertée, une certaine sophistication, une candeur qui semble parfois bien astucieuse. Souvent, très souvent, on est ravi, et parfois le ravissement effleure la frontière de l'agacement. On a le droit de préférer un langage théâtral plus direct et plus fort. Mais qu'il y a, dans celui-ci, de grâce ! Nous pensons parfois au Giraudoux le plus précieux au double sens du terme, plus souvent au meilleur Supervielle, mais le monde poétique de M. Georges Schéhadé est bien à lui. Un monde d'une étrange transparence, où le bien et le mal participent d'une même innocence cristalline, où une bénédiction subtile comme un rayon de lune, une rosée, se pose sur les mots même durs, sur les situations même cruelles, sur les visages même féroces ou stupides. Ce petit coiffeur de village qu'un ordre supérieur a mobilisé et envoyé dans une mission secrète et dangereuse au-delà des avant-postes, dans le no man's land de la bataille, cette délicieuse enfant qui l'aime sans l'avoir jamais vu et qui le suit sans parvenir à le rejoindre, ce beau lieutenant au cœur sensible qui porte le nom nostal-

gique de Septembre, ce savant à demi mage, à demi hurluberlu, bienveillant et sarcastique, et même ce général Mirador qui semble mesurer mieux que tout autre la cocasserie d'une guerre difficile à prendre au sérieux même lorsqu'elle tue, suscitent en nous les sentiments d'une amitié tour à tour amusée et mélancolique, et le dénouement est une très belle scène, sans éclat, pudique et déchirante. Il est certain qu'il s'agit là d'un théâtre à mi-chemin de la gaîté et de la tristesse, de la légèreté et de la gravité, de la réalité et de la fantasmagorie, devant lequel beaucoup de spectateurs français restent réticents, soit que les artifices leur en dérobent la fraîcheur, soit au contraire que la candeur apparente leur en masque la subtilité. J'avoue, pour ma part, que j'ai pris à m'entendre conter l'*Histoire de Vasco* un plaisir presque constant, accru encore par l'élégance du dessin de la mise en scène (je fais quelques réserves sur l'interrogatoire de Vasco, qui est d'ailleurs le point faible de l'ouvrage), la beauté des décors, le jeu des acteurs, principalement Pierre Bertin, J.-P. Granval, Jean-Louis Barrault lui-même. Je ne donne pas à la pièce de M. Georges Schéhadé une adhésion totale. Mais je sais que j'irai voir la prochaine.

THIERRY MAULNIER

CHRONIQUE DES LIVRES

LE PETROLE ET LA HAINE

par François Quilici *(Fayard)*

Ex-directeur et fondateur à Londres de *La Marseillaise*, organe de combat de la France Libre, puis membre de la première Assemblée constituante, M. François Quilici serait encore député d'Oran si la suppression, outre-méditerranée, du scrutin du 2 janvier 1956, ne l'avait privé de son siège. Sa position politique est connue. C'est celle d'un *Français d'Algérie qui, aussi loin qu'il remonte dans ses souvenirs, aperçoit auprès de ses cheveux d'enfant une chéchia penchée sur le même livre d'images :* l'idée d'une scission entre la métropole et l'Algérie, où il est né, ne peut lui paraître qu'inhumaine. *Je suis Français et j'entends le rester,* dira-t-il à un représentant du F.L.N. *rencontré au Caire. Vous l'êtes et le resterez donc.* Le 26 juillet 1956, il était à Alexandrie lorsque Nasser annonça le rapt du canal; il est allé à Amman, à Beyrouth, à Damas, à Bagdad, à Djeddah. Il dit ce qu'il a vu. Et ce qu'il pense, sans mâcher les mots. A ses yeux, le panarabisme est une croisade à l'envers, menée par des Barbares que servent l'habileté soviétique, le pharisaïsme américain, la lâcheté des vieilles nations européennes : « Algérie, dernière tranchée ». Au passage, François Quilici enregistre pourtant d'autres explications. « Ces pauvres bougres n'ont jamais mangé à leur faim, lui dit un ami, au Caire, en lui montrant les ouvriers d'un chantier. Comme eux, ils sont bien vingt millions en Egypte et un bon milliard en Afrique et en Asie. Voilà le fait capital. » *Le Pétrole et la Haine* est un livre passionné, une protestation véhémente dont le ton et l'esprit rappellent *Les taxis de la Marne* de Jean Dutourd. On a le droit d'être en complet désaccord avec l'auteur sur la politique dont il est l'ardent avocat. On ne peut que rendre hommage à son talent de polémiste et à sa connaissance de l'Islam.

P. F.

(Suite de la chronique des livres page 156.)

LES « DEUX INDES » ET L'EUROPE

par Pierre Audiat

Qui peut aujourd'hui se vanter d'avoir lu l'*Histoire philosophique et politique des Établissements et du Commerce des Européens dans les deux Indes*, qui parut, anonyme, en 1770, puis, revue et augmentée, en 1774, enfin, en 1781, sous le nom de son auteur : l'abbé Raynal, avec des additions et quelques « repentirs » ? Qui soupçonne que ces dix volumes eurent un succès si considérable que, au dire de La Harpe, il en existait, dès 1774, quarante contrefaçons ? Qui compte même l'abbé Raynal au nombre des « philosophes » qui furent les inspirateurs directs de la Révolution française ? Pourtant, il n'est pas douteux que l'*Histoire des deux Indes* a fait, pour véhiculer les idées nouvelles, pour lancer des brûlots contre l'ancien régime, autant, sinon plus, que les œuvres de Montesquieu, de Voltaire, de Diderot, de Rousseau. Parce qu'il se présentait comme un tableau de l'Asie et de l'Amérique, rempli de descriptions attrayantes, d'anecdotes piquantes, de renseignements statistiques, l'ouvrage séduisit quantité de lecteurs qui avalaient l'hameçon en même temps que l'appât.

Le plus récent exégète de l'*Histoire des deux Indes*, M. Hans Wolpe [1], a bien raison de la nommer une *machine de guerre*, dirigée contre l'Europe monarchique et chrétienne. Celle-ci comparaît en accusée alors que ses victimes, citées comme témoins, étalent la blancheur de leur âme, la sagesse de leurs principes politiques, la solidité de leurs droits, l'inno-

1. Le titre exact du livre est *Raynal et sa Machine de Guerre*. (Editions Genin. Librairie de Médicis, Paris 1957.) L'auteur se limite à l'étude d'additions ou de retranchements significatifs dans les éditions de 1774 et de 1781. Il montre, avec beaucoup de finesse, que Raynal tout en « perfectionnant » sa machine de guerre, commence à mettre en doute quelques-unes de ses vues optimistes sur les « Indiens ».

cence de leurs mœurs. Voilà une attitude d'esprit que nous finissons par bien connaître. Moins généreuse ou naïve qu'il ne semble d'abord : les béliers bêlants attaquent des forteresses qu'il s'agit de prendre d'assaut ; ensuite les vainqueurs aviseront.

L'existence même de l'abbé Raynal, si elle était contée en détail, serait des plus instructives, car le promoteur de la machine de guerre, qui vécut de 1713 à 1796, eut le temps d'assister au triomphe de son parti, de voir la mise en application des idées qui lui étaient chères et de constater que l'imitation des bons Indiens transformait les Français en Indiens cannibales. Il n'avait ni voulu ni prévu cela.

François Raynal, aveyronnais — il était né à Saint-Geniez — formé par les Jésuites, entra dans leur Compagnie et conserva toujours pour eux, même quand il eut viré de bord, une sorte de prédilection. Ses attaques contre les oppresseurs spirituels s'émoussent, lorsque les bons Pères sont en jeu. Exemple amusant : dans l'*Histoire des deux Indes* l'esclavage des noirs aux Indes occidentales est, on l'imagine, stigmatisé avec une extrême violence.

« Voyez cet armateur qui discute si la négresse donnera plus ou moins à sa terre par les travaux de ses faibles mains que par les dangers de l'enfantement. Vous frémissez... Eh ! s'il existait une religion qui tolérât, qui autorisât, ne fût-ce que par son silence, de pareilles horreurs, si occupée de questions oiseuses ou séditieuses, elle ne tonnait pas sans cesse contre les auteurs ou les instruments de cette tyrannie ; si elle faisait un crime à l'esclave de briser ses fers ; si elle souffrait dans son sein le juge inique qui condamne le fugitif à la mort ; si cette religion existait, n'en faudrait-il pas étouffer les ministres sous les débris de leurs autels ? »

On a compris. Au surplus, dans l'édition de 1781, paraîtra un appel explicite au soulèvement des noirs : « *Espagnols, Portugais, Anglais, Français, Hollandais, tous leurs tyrans deviendront la proie du fer et de la flamme. Les champs américains s'enivreront avec transport d'un sang qu'ils attendaient depuis si longtemps*, etc. » Voilà qui est fort bien, si l'on peut dire : Toussaint Louverture et Soulouque entendront bientôt cette voix. Mais sans se soucier des contradictions (on sait que les grands esprits ne s'en embarrassent point), Raynal rapporte une anecdote à la gloire des Jésuites missionnaires. Les esclaves de la Guyane se sont révoltés ; ils ont repoussé les troupes chargées de réprimer la révolte. On peut tout craindre de ces désespérés.

« La colonie entière était consternée. On ne savait à quoi se résoudre, lorsqu'un missionnaire part, suivi d'un seul noir, arrive à l'endroit où s'était livré le combat, dresse un autel, appelle les déserteurs par le moyen d'une clochette, leur dit la messe, les harangue et les ramène tous sans exception à leurs anciens maîtres. Mais les Jésuites qui avaient mérité et obtenu la confiance de ces malheureux ne sont plus dans la colonie. »

« *Tous, sans exception.* » Quel éloge accablant !

Après avoir reçu les ordres, et prêché à Saint-Sulpice non sans succès, Raynal, environ sa trente-cinquième année, abandonna le ministère ecclésiastique, et respirant l'air du temps, se tourna vers les novateurs qui, à la suite des libertins et des gassendistes du XVIIe siècle, remettaient en question les principes sur lesquels reposait — assez mal d'ailleurs — l'ordre social. Ayant, par protection, obtenu le privilège du *Mercure de France* (prébende recherchée) il entreprit d'exploiter le vaste champ de l'histoire, où il est si facile de semer n'importe quelles doctrines. Quelques ouvrages dont *Histoire du Parlement d'Angleterre* et *Histoire du Divorce d'Henri VIII*, où apparaissent les tendances libérales de l'auteur, précèdent son grand œuvre qui est l'*Histoire des deux Indes*. A vrai dire, l'ouvrage est collectif, Raynal, selon la formule de l'*Encyclopédie*, s'entourant de collaborateurs qu'il rétribue honnêtement. Diderot est le plus important et le plus éloquent de ceux-là. Il s'est chargé des morceaux de bravoure, particulièrement des apostrophes et des prosopopées qui se prêtent si bien à la déclamation, et où les orateurs de la Législative et de la Convention trouveront des modèles. Diderot, emporté par sa fougue, s'effrayait parfois de lui-même. « *Mais qui*, disait-il à Raynal, *osera signer cela ?* » — « *Moi*, lui répondait l'abbé ; *moi, vous dis-je, allez toujours !* »

Pendant dix ans, encouragés par le silence des autorités, Raynal et Diderot, ainsi que les autres collaborateurs, dont le plus exalté était Pechméja, *allèrent toujours*, et de plus en plus fort. Cependant, pour l'édition de 1781, ils allèrent trop fort.

« L'État, pouvait-on lire, a la suprématie en tout. La distinction d'une puissance temporelle et d'une puissance spirituelle est une absurdité palpable. Quant l'Etat a prononcé, l'Eglise n'a plus rien à dire. Point d'autres apôtres que le législateur et les magistrats. Point d'autres livres sacrés que ceux qu'ils auront reconnus pour tels. Rien de droit divin que le bien de la république. »

On avouera qu'il était difficile au Roi très-chrétien, quelle que fût sa mollesse ou sa tolérance, de laisser circuler un tel brandon. L'ouvrage fut donc interdit, brûlé par arrêt du Parlement — le meilleur des lancements, à l'époque ! son auteur, décrété d'accusation, quitta la France. A la veille de la Révolution, il y rentra. En 1789 la ville de Marseille l'élut comme député (du Tiers-Etat) aux Etats Généraux, mais l'âge et la réflexion avaient rabattu son enthousiasme ; il n'alla pas à Versailles, et la voie sur laquelle s'engagea bientôt la Révolution lui parut dangereuse. En mai 1791 il eut le courage — à soixante-dix-huit ans, il est courageux de se jeter dans la mêlée — d'adresser au Président de l'Assemblée nationale une lettre où il dénonçait avec vigueur la réduction croissante du pouvoir royal et les restrictions que le principe général de liberté faisait subir aux libertés individuelles. Bien entendu, Raynal fut traité de renégat par ses anciens disciples et ne dut qu'à son grand âge de passer à travers les mailles de la Terreur. Il se trouvait donc à peu

près dans la ligne du Directoire lorsque la tourmente fut passée ; il venait d'être nommé membre de l'Institut lorsqu'en 1796 il quitta un monde qu'il avait contribué à mettre sens dessus dessous et qui n'était pas près de retrouver son équilibre, si tant est qu'il le retrouve jamais.

Raynal, assurément, n'était pas le premier à interpréter l'histoire dans un sens qui corroborât des opinions préconçues. C'est là une démarche naturelle à ceux qui affirment, de bonne ou de mauvaise foi, tirer des leçons politiques de l'histoire alors qu'en réalité ils plient l'histoire à leurs propres vues. L'habileté de Raynal et de ses amis, philosophes et encyclopédistes, fut de donner à leurs doctrines une base qui paraissait « scientifique », comme nous dirions aujourd'hui, c'est-à-dire de les fonder sur des documents authentiques, ou prétendus tels, sur des faits observés, sur des textes précis, sur les témoignages de voyageurs dont la véridicité ne semblait pas contestable. Or l'histoire des deux Indes, Asie et Amérique, dans ses rapports avec l'Europe, offrait, dès le milieu du XVIIIe siècle, une « littérature » gigantesque. Les manuscrits et les ouvrages imprimés qui traitent de ces questions, entre 1500 et 1750, pèseraient certainement plusieurs tonnes ; encore est-il qu'un grand nombre de pièces ont disparu. Il est donc loisible aux techniciens de l'histoire dirigée de choisir, dans cet amas de matériaux, ceux qui sont propres à leurs constructions personnelles. Cela sans qu'il soit besoin de solliciter les textes, les trier suffit.

L'intérêt de l'*Histoire des Deux Indes* est de nous faire assister à un triage, opéré par un doctrinaire relativement ingénu, prompt à s'enflammer, à manifester son enthousiasme et son indignation, capable cependant de faire un retour sur lui-même et de reconnaître, quelquefois, qu'il a pu être abusé.

Pour orchestrer le thème principal : « La tyrannie des Européens sur les deux Indes est d'autant plus injuste qu'elle viole les droits d'êtres libres par nature, et qu'elle soumet à la contrainte des peuples qui, par leur organisation politique et par leur morale, sont souvent supérieurs aux Européens empêtrés dans des dogmes religieux que tempère l'hypocrisie », Raynal n'avait en effet que l'embarras du choix. Tout ce qui pouvait donner aux Européens mauvaise conscience, tout ce qui les mettait en fâcheuse posture devant ces gens de raison et de cœur qu'étaient les philosophes, avait déjà été produit, publié, commenté ; il n'y avait qu'à picorer, de-ci de-là, les exemples les plus propres à frapper l'imagination et la sensibilité des lecteurs.

Inutile d'examiner à fond le problème, de peser le *pour* et le *contre* ; tout ce qui s'écarte de la thèse proposée est tenu pour sans valeur. On a vu avec quelle véhémence Raynal s'en prend à l'esclavage des Noirs, transportés en Amérique par les Espagnols et les Portugais pour suppléer à la main-d'œuvre indienne défaillante. Mais non seulement il impute à Bartolomé de Las Casas, le « protecteur des Indiens », l'invention de la traite (en réalité, Las Casas a proclamé qu' « il était aussi injuste

d'asservir des Noirs que des Indiens, et pour les mêmes raisons »), mais il passe sous silence un fait qui, sans enlever son caractère odieux à la traite des Noirs, déplace singulièrement les responsabilités : c'est que les « négriers » n'ont jamais réduit en esclavage les indigènes africains, qu'ils se sont bornés, avec de grands risques, à acheter des Noirs déjà réduits en esclavage par leurs frères de couleur et à les transférer d'un continent à l'autre. Il est même bien difficile de dire si, demeurés en Afrique, les esclaves noirs eussent, ou non, connu un sort meilleur que celui qui leur fut réservé en Amérique. Tout dépendait sans doute de la nature de leurs maîtres, et non de leur couleur.

Prosper Mérimée a, dans sa nouvelle *Tamango*, mis remarquablement en lumière ce qu'a été la traite des Noirs. (Rien d'étonnant puisqu'il avait recueilli directement les récits que lui faisaient les derniers négriers.) Si l'on veut avoir une idée juste du rôle des trafiquants européens d'esclaves, on prendra un vif intérêt à lire l'ouvrage que vient de publier M. Jehan Mousnier : *Journal de la Traite des Noirs* [1], dont le journal de bord tenu par Dam Joulin, lieutenant au rôle d'équipage (nous dirions aujourd'hui : *subrécargue*) à bord de l'*Africain*, forme le principal élément. Parti de Nantes, durant l'été 1738, l'*Africain* ne rallia son port d'attache qu'en juin 1740, après avoir, selon les instructions reçues, « traité » des esclaves sur les côtes de Guinée, les avoir transportés aux Antilles et vendus au mieux, puis chargé des marchandises coloniales destinées à la métropole.

On voit, par les notes qu'a prises Dam Joulin, que l'existence d'un négrier était des plus rudes et des plus dangereuses ; que la traite était organisée par les roitelets noirs à leur profit ; que les Européens ne contraignaient personne, qu'ils n'étaient en contact qu'avec des courtiers, presque tous de couleur, qui leur cédaient, au plus haut prix, leurs frères de race ; que les bénéfices de ces ingénieux circuits allaient principalement aux armateurs, qui eux ne couraient que le risque de pertes matérielles.

En revanche Raynal marque une certaine indulgence pour les flibustiers qui n'en méritent absolument aucune et qui furent bien les plus abjects bandits que les deux mondes aient connus. Cette fois Raynal n'a pas d'excuses car il connaissait certainement *L'Histoire des Aventuriers et des Boucaniers d'Amérique*, qu'avait publiée à la fin du XVIIe siècle Exmelin, et où ce « chirurgien », au service d'abominables pirates, avait recueilli ses souvenirs. Ce récit, accommodé au goût du jour mais non pas dénaturé, a dernièrement été réimprimé par les soins de M. Jehan Mousnier, déjà nommé, sous le titre de *Journal de Bord du Chirurgien Exmelin* [2]. Si Raynal n'avait pas été possédé par son idéologie, il aurait dû marquer très fortement que ce sont les flibustiers et les aventuriers qui ont déshonoré les entreprises coloniales, et que les colons européens ont

1. Editions de Paris.
2. Editions de Paris.

été, autant et plus encore que les Caraïbes et les Indiens — parce que plus riches que ceux-ci —, les victimes de leur cruauté sanguinaire : le récit de la prise de Panama, colonie espagnole, par les flibustiers est hallucinant.

Rien n'arrête un doctrinaire quand il poursuit ses chimères ; il lui arrive, au reste, des aventures plaisantes. A la recherche d'un gouvernement parfait, propre à faire rougir de honte les gouvernements européens, Raynal le trouve dans les Indes orientales. Sur la foi d'un voyageur anglais, il n'hésite pas à donner le Bisnapore comme le parangon de tous les Etats. C'est au Bisnapore, affirme-t-il dans les deux premières éditions de son *Histoire des deux Indes*, que règnent toutes les vertus politiques et morales. « La liberté et la propriété y sont sacrées, le peuple est doux, les chefs et le rajah sont les plus tendres, les plus paternels des administrateurs. » Bref, la république idéale ! Mais dans l'édition de 1781, quelques doutes apparaissent. Raynal aurait-il été le jouet d'un mystificateur ou d'un humoriste ? Il ajoute en effet au tableau enchanteur du Bisnapore cette note : « C'est avec regret que je vais peut-être détruire la plus douce des illusions et répandre l'amertume dans vos cœurs. Mais la vérité m'y contraint. Hélas ! ce Bisnapore, et tout ce que je vous en ai dit pourrait bien n'être qu'une fable. » Décidément, il est dur de perdre un paradis. Raynal garde encore un faible espoir : « Nous avons, dit-il, en notre faveur, le témoignage d'un voyageur anglais, qui a demeuré trente ans dans le Bengale. Le témoignage opposé d'un voyageur de la même nation qui a fait un séjour assez long dans cette contrée. *Voyez, choisissez.* »

Admirez ce « *Voyez, choisissez.* » « Hé ! pourrait répliquer le lecteur, voyez vous-même. Que n'êtes-vous allé voir d'abord cet incomparable Bisnapore et vous assurer de son existence ? »

C'est bien la faiblesse des historiens philosophes : moins ils connaissent les peuples dont ils parlent, plus facilement ils les font entrer dans leur système. Tel ce critique dramatique qui n'assistait point aux spectacles dont il rendait compte. « Pour ne pas être influencé », expliquait-il.

On est confondu lorsqu'on observe que des théories politiques sont sorties d'une histoire ainsi fabriquée, qu'elles ont contribué à renverser des régimes, à démembrer des Empires, à décupler les haines, à propager de trompeuses espérances. Raynal aurait pu s'épargner et nous épargner les deux tiers, au moins, de ses considérations, s'il s'était seulement référé aux discussions que la conquête des Indes occidentales souleva en Espagne pendant tout le XVIe siècle.

Un livre, extrêmement remarquable, dû à l'historien américain Lewis Hanke : *Colonisation et Conscience chrétienne au* XVIe *Siècle*[1], devrait décourager ceux qui argumentent sans fin sur le colonialisme, l'impérialisme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'origine du pouvoir, les bases juridiques des gouvernements, car on y voit que tout,

1. Collection « *Civilisations d'hier et d'aujourd'hui.* » (Plon.)

absolument tout, avait été dit sur ces questions *entre les années* 1500 *et* 1600. Réduire la querelle à un conflit entre les conquistadors et les religieux, défenseurs des libertés indiennes, est une singulière méprise. S'appuyant sur une documentation d'une ampleur extraordinaire, Lewis Hanke, avec une probité, une rectitude d'esprit sans égales, démontre que tous les aspects : juridiques, théologiques, politiques, sociaux, moraux de la conquête furent envisagés par les plus nobles et les plus subtils esprits que comptait l'Espagne sous les règnes de Ferdinand, de Charles-Quint et de Philippe II, et que, contrairement à l'opinion la plus répandue, la balance pencha toujours, grâce aux rois d'Espagne, en faveur des thèses qui limitaient jusqu'à les abolir les droits du conquérant ou de l'occupant européen pour ne lui laisser que des devoirs envers les Indiens.

Songez que dès l'année 1511, alors que les compagnons de Christophe Colomb n'avaient pas encore tous disparu, le frère dominicain nommé Antonio de Montesinos prononça un sermon qui était un réquisitoire contre la colonisation espagnole. Et cela se passait en l'île d'Hispaniola (aujourd'hui : Haïti), berceau de cette colonisation.

« C'est pour vous faire connaître vos fautes envers les Indiens que je suis monté dans cette chaire, moi la voix du Christ qui crie dans le désert de cette île... Cette voix vous dit que vous êtes en état de péché mortel, que vous y vivez, que vous y mourez à cause de votre cruauté envers une race innocente. Dites-moi quel principe, quelle justice, vous autorise à maintenir les Indiens dans une affreuse servitude ?... Le travail que vous exigez d'eux les accable, les tue ou plutôt c'est vous qui les tuez en voulant que chaque jour vous apporte son or. Et quel soin prenez-vous de les instruire dans votre religion ? Ne sont-ils pas des hommes ? N'ont-ils pas une raison, une âme ? N'avez-vous pas le devoir de les aimer comme vous-mêmes ?... Soyez certains que dans ces conditions, vous n'avez pas plus de chances de salut qu'un Maure ou un Turc. »

Non seulement la voix tonnante de Montesinos ébranlait les assises de la conquête, mais elle remettait en question des droits qui étaient tenus pour évidents ; ceux du chrétien sur l'infidèle, du civilisé sur le sauvage, du peuple supérieur sur le peuple inférieur. Bartolomé de Las Casas relaya Montesinos dans cette croisade à rebours, et durant cinquante années, appuyé par les uns, honni par les autres qui l'appelaient « fanatique, perfide auxiliaire du démon », il lutta pour la liberté des Indiens, l'abandon de toute conquête par la violence, la pacification par l'adhésion volontaire des Indiens au christianisme. Cette lutte — c'est ce qui lui donne un caractère exceptionnel — se déroula simultanément à tous les niveaux : les plus élevés et les plus bas. Les arguments échangés sont de toute espèce : grossiers, simplistes, cyniques, mystiques, empruntés au sens commun ou à la logique la plus déliée, tirés d'Aristote ou des Pères de l'Eglise, inspirés par les philosophes grecs ou les juristes romains, lourds comme des massues ou légers comme des rêves. Les cor-

porations sont divisées : il y a des guerriers pacifiques et des religieux conquérants, des légistes fondant le droit sur la force, et des conquistadors, tel Jiménez de Quésada, qui estiment « qu'après tout le sol est aux Indiens, et que c'est par faveur qu'ils permettent aux Espagnols de s'installer chez eux ».

Pendant tout le XVIe siècle, colloques, conseils, enquêtes se succèdent sans qu'aucune des thèses extrêmes triomphe, sans que le débat toujours renaissant soit définitivement tranché. Comment le serait-il d'ailleurs, puisqu'il porte et sur des principes contestables et sur des réalités complexes ? Le livre de Lewis Hanke donne des exemples fort curieux de cette interminable dispute. La variété des tons employés est surprenante. On rencontre même celui de l'ironie la plus fine. En 1572 le conseil municipal de Cuzco, outré par la campagne menée en faveur des Indiens par ceux qui mettent en doute la « justice de la domination royale au Pérou », adresse un mémoire au Conseil des Indes où l'on peut lire ces propos pleins d'humour : « En France, en Allemagne et ailleurs, le droit de propriété, apparemment, est inscrit sur le dos des propriétaires ! Comme nous envions ces peuples heureux qui n'ont pas à apaiser des scrupules que personne n'éveille ! Nous, les Espagnols du Pérou, nous avons moins de chance ! » Deux siècles avant l'*Esprit des Lois* ne croirait-on pas entendre Montesquieu, ou pour mieux dire : un anti-Montesquieu ?

« Après plus de quatre siècles, écrit justement Lewis Hanke, les avis sur les justes droits espagnols au Pérou restent opposés, passionnés et sans doute inconciliables. » Oui ! le débat est épuisé — mais il n'est pas clos.

Quand il se rouvre, hélas ! et si profondément que le sang coule, on retrouve dans les camps adverses les mêmes partisans de positions extrêmes alors qu'il serait plus sage, vraisemblablement, de chercher des compromis, détachés de principes éternellement contradictoires. Cependant, suivant les époques, le courant porte les esprits dans le sens de la violence ou dans celui de la non-violence. Jusqu'à ces derniers temps, le « raynalisme » était à la mode en Europe, et les peuples les moins évolués, s'en étant avisés, abusaient étrangement de sa faiblesse. On dirait qu'une réaction se dessine et que, lassés de se courber devant des idoles grossières, de respecter des tabous injustifiés, certains enquêteurs du vieux continent ne se privent pas de railler cette pieuse idolâtrie.

M. François Quilici, par exemple, qui a récemment voyagé en Islam et qui en a rapporté un livre *Le Pétrole et la Haine* [1], ne saurait être taxé de raynalisme. L'ancien député d'Oran n'a aucun préjugé contre le monde arabe, où il compte de nombreux amis et contre l'Islam dont il ne méconnaît point la puissance religieuse. Il a entendu, à Alexandrie, l'étonnant discours dans lequel le colonel Nasser annonçait comme un coup d'éclat le rapt, sans péril, du canal de Suez, riposte au refus des Etats-Unis de contribuer aux travaux du barrage d'Assouan ! Si le contenu de cette

1. Fayard.

harangue lui est apparu extravagant et proprement démentiel, il n'en rend pas moins hommage, en connaisseur, à l'éloquence de Nasser, très éloignée, dit-il, de celle d'un tribun, quoique merveilleusement adaptée à son auditoire. Pareillement, M. Quilici ne rabaisse jamais la ténacité, l'habileté, la politique à long terme de ceux qui, dans le Proche-Orient, tiennent les leviers de commande ou aspirent à les prendre en mains. Toutefois il ne s'en laisse pas imposer ; il aperçoit, derrière une façade qu'illustrent des gloires anciennes, la décadence d'une civilisation qui a eu, si l'on peut dire, les reins brisés au XIIIe siècle de notre ère, lorsque les cavaliers de Gengis-Khan eurent rasé Bagdad, la cité merveilleuse.

Il voit clairement qu'imputer cette décadence à la présence des Européens en Orient n'est qu'un mauvais alibi ; il est sans illusions sur la reconnaissance qu'on peut attendre de peuples misérables, secourus par l'Occident. Il craint que semer la pitié ne soit ici récolter la haine. Il pense même que l'enthousiasme des nouveaux cavaliers d'Allah, comme d'ailleurs celui des premiers, est soutenu autant par un esprit religieux que par un appétit des biens matériels. Et il ne lui suffit pas qu'un roi d'Orient ait une belle prestance, observe un silence de sphinx et encaisse des millions de dollars pour qu'on lui passe la mise en esclavage d'êtres humains qualifiés de « travailleurs à vie » ou que l'on s'incline devant son racisme exaspéré. Ce non-conformisme annonce-t-il un mouvement du pendule vers la vieille Europe, qu'on absoudrait, cette fois, de quelques-uns de ses péchés ? Peut-être. Il n'y aurait point lieu de trop s'en affliger, si dans sa course le pendule s'arrêtait avant de rejoindre la position des conquérants sans scrupules et des flibustiers sans âme.

Même note dans l'amusant reportage de M. Louis Frédéric sur les Indes, où il a circulé pendant huit mois du Nord au Sud et le l'Ouest à l'Est [1]. M. Louis Frédéric, qui est un photographe d'art et qui, en son livre, donne de son talent des exemples imagés, n'a point des Indes l'expérience qu'a M. Quilici de l'Islam. Mais, nourri d'édifiantes lectures, tout disposé à vénérer le mystère des Indes à l'arrivée, il ne cache pas sa déception au départ. En voltairien des faubourgs, il dit tout à trac ce qu'il pense : il trouve stupide de laisser mourir les hommes pour que les vaches vivent ; il ne croit pas que la saleté soit une preuve de mérite ; il juge la domination des brahmanes sur un peuple écrasé de misère comme une exploitation charlatanesque ; il refuse de compter plus d'un saint, au maximum, sur cent millions d'Indiens ; il estime qu'en dépit de tous les efforts de ses dirigeants, l'Inde mettra beaucoup de temps à remonter la pente et à réduire la distance qui la sépare de l'Occident. Bref, M. Louis Frédéric se comporte comme Gavroche se baignant dans les eaux sacrées du Gange. Mais sa gouaille, jamais méchante d'ailleurs, a quelque chose de sympathique. Il reconnaît avec une fausse bonne grâce que sans doute « il n'a rien compris » aux Indes. Cela nous change

1. *L'Inde, jour et nuit.* (Julliard.)

un peu des grands esprits qui comprennent tout, même quand il n'y a rien à comprendre.

Clearing Orient-Occident.

On doit regretter que les comptes Orient-Occident n'aient pas été tenus régulièrement à jour. Un clearing, sinon annuel du moins séculaire, nous donnerait quelque idée de ce que l'Occident doit à l'Orient et vice-versa. De quel côté, au milieu du XXe siècle de notre ère, le solde est-il débiteur ? Personne ne pourrait le dire. Tout au plus présume-t-on — simple présomption ! — que jusque vers l'an 500 avant Jésus-Christ l'Orient fut largement créancier et que depuis 2 500 ans la balance est en faveur de l'Occident. Il semble en tout cas peu douteux que les civilisations de l'Orient aient à l'époque préhistorique, fécondé l'Occident.

— Les Parisiens se sont émerveillés, il y a deux ans, devant l'exposition de l'art étrusque qui eut lieu au Musée du Louvre : c'était une révélation. Il éclatait aux yeux que les Etrusques, établis en Italie, vers le VIIIe siècle avant Jésus-Christ, avaient apporté de l'Asie des goûts et des raffinements dont les autochtones, les Ligures, n'avaient pas la moindre idée. Tant dans la sculpture que dans l'orfèvrerie leur maîtrise, leur virtuosité, leur éclectisme s'imposaient. Ce peuple mystérieux, dont nous n'avons pas encore réussi (cela viendra) à déchiffrer la langue, apparaissait avoir marqué, autant que celui des Phéniciens, l'Europe, alors dans son enfance.

Pour satisfaire notre curiosité, les historiens et les archéologues ont publié plusieurs ouvrages dont le plus récent, à l'heure où j'écris, est celui de M. Alain Hus : *Les Etrusques, Peuple secret* [1]. Tenant compte des plus récentes découvertes, appuyé sur une connaissance très étendue du monde antique, l'auteur nous apporte tout ce qui peut contenter notre faim. Son ouvrage est en même temps une histoire et un guide ; il a sa place aussi bien dans une valise que dans une bibliothèque. Ajoutons que si M. Alain Hus excelle à débrider notre imagination, il sait aussi comment on la retient pour l'empêcher de s'emballer. Il la conduit à la meilleure des allures.

— C'est avec le Macédonien Alexandre que l'Europe reflua sur l'Asie et mit sur elle un sceau qui ne s'est jamais complètement effacé. Les Macédoniens étaient, autant qu'on peut le savoir, des Européens et non les descendants de colonies orientales en Grèce ; leurs ancêtres venaient du Nord et faisaient partie des envahisseurs qui submergèrent les premières civilisations helléniques. Alexandre le Grand en subjuguant l'Orient et l'Egypte (son empire s'étendit jusqu'au Cachemire à l'Est, jusqu'à Memphis au Sud) accomplit un exploit qui frappa d'étonnement l'esprit des peuples. C'est qu'il ne s'agissait pas d'une chevauchée fulgurante accomplie par un jeune homme audacieux, qui devait mourir à

1. Fayard.

trente-trois ans, mais de l'implantation durable d'une civilisation élaborée par l'Orient et l'Occident. Les découvertes récentes faites en Afghanistan ont révélé l'existence d'un art gréco-bouddhique, vestiges de l'établissement des compagnons d'Alexandre au cœur de l'Asie.

On comprend qu'un tel héros soit demeuré légendaire depuis l'antiquité jusqu'aux temps modernes en passant par le moyen âge qui, certes, ne l'a pas ignoré. Peut-être notre curiosité s'est-elle aujourd'hui un peu émoussée, quoique le livre de Léon Homo : *Alexandre le Grand* [1], paru en 1951, soit bien propre à l'aiguiser. Mais si l'on recherche une biographie d'où la stricte érudition n'a pas banni la poésie, on la trouvera dans le célèbre ouvrage que le jeune historien allemand Droysen publia en 1833. Il avait alors l'âge de son héros : vingt-cinq ans, et son enthousiasme. « Cet ouvrage, a dit un critique, est comme la mer ; on y voit déferler les vagues successives de l'Histoire. L'une d'elles qui s'appelle Alexandre, entraîne à sa suite tout l'océan du devenir. » Le livre — chose surprenante — n'a guère vieilli ni par l'information, ni par le style, comme on peut s'en rendre compte grâce à l'édition, très distinguée, qui vient d'en être faite [2]. Il est vrai que la traduction et l'introduction sont de M. J. Benoist-Méchin, qui est un germaniste et un écrivain.

— Si l'on en croit M. Jean Babelon (et comment ne pas l'en croire ?), c'est à la fin du IIe siècle de notre ère que le flot fut étale entre l'Occident et l'Orient, et que l'Orient recommença à mordre, tel un acide, sur l'Occident. Ce renversement du courant, M. Jean Babelon le situe et le date avec précision dans un livre de premier ordre, intitulé : *Impératrices syriennes* [3]. Cela s'est passé à Emèse, la *Homs* actuelle, lorsque l'empereur romain Septime Sevère épousa en 187 une princesse syrienne, prénommée Martha (c'est-à-dire la Maîtresse), et qui se transforma tout naturellement en Julia Domna. L'Orient, cette fois, avec sa mystique sensuelle, la licence de ses mœurs, le rôle donné au matriarcat, la subtilité de sa diplomatie, remportait une nette victoire sur la Rome des Césars. L' « esprit » de l'Occident allait se désagréger, et cette corruption préparer la ruine de l'Empire romain. Mais quel décor pour une catastrophe ! Les portraits que M. Jean Babelon donne des impératrices syriennes, le récit qu'il fait de leurs intrigues raffinées, nous emporte dans les rêves colorés des mangeurs de haschich.

— Depuis, sans méconnaître les floraisons qui sont sorties de l'Asie, on peut dire que l'Orient a été, pour l'Occident, un élément essentiellement destructeur. A grand'peine l'Occident a repoussé le plus loin possible de ses limites des razzias gigantesques qui ravageaient beaucoup et construisaient peu. Bien plus, refoulée sur son sol, l'Asie s'est déchirée d'elle-même. La décadence de l'Orient part, nous l'avons indiqué, de l'invasion mongole qui, conduite par Gengis-Khan, au XIIIe siècle, déferla

1. Fayard.
2. *Le Club du Meilleur Livre.* (Collection *Historia.*)
3. Albin Michel.

sur l'Islam et anéantit Bagdad. Mais, un siècle plus tard, un autre envahisseur mongol, Tamerlan, bien qu'islamisé, achève de mettre en pièces le Proche-Orient. M. Albert Champdor, avec un talent d'exposition et une connaissance de l'Orient particuliers, nous restitue dans son livre : *Tamerlan* [1] l'image de ce nouvel Attila qui se prenait pour un nouvel Alexandre. Son hypocrisie, autant que sa cruauté, passe l'imagination. Le « testament », authentique, de Tamerlan, est le plus beau monument de mensonges éhontés, de contre-vérités flagrantes qu'un chef d'Etat ait jamais élevé. Et Dieu sait...

— Les 400 dernières pages d'un livre qui, il est vrai, en contient 2 000, suffiraient à la gloire des auteurs de l'*Histoire universelle* [2] dont le tome II vient de paraître dans l'*Encyclopédie de la Pléiade*. Ces tableaux synoptiques, ces chronologies, ces index historiques et géographiques, ces tables analytiques plongent dans l'admiration spécialistes et techniciens. Pourtant ils ne constituent que des annexes au corps principal qui ne recouvre pas moins de huit siècles — de l'Islam à la Réforme. Les noms de Jacques Soustelle, Françoise Petit, A. W. Macdonald, Robert Fawtier, Alfred Fichelle, Lucien Musset, G. Léonard, Robert Folz, Marcelin Defourneaux, Rodolphe Guilland, Gaston Wiet, Maxime Rodinson attestent que le maître d'œuvre, M. Raymond Queneau, s'est adressé, pour chacun des divers chapitres à des experts, agréés des savants — et agréables aux lecteurs.

PIERRE AUDIAT

1. Payot.
2. Gallimard.

CHRONIQUE DES LIVRES

LES MONSTRES DE BOMARZO

par André Pieyre de Mandiargues *(Grasset)*

A. P. de Mandiargues présente dans cet album un extraordinaire ensemble de statues monumentales abandonnées depuis des siècles dans un vallon solitaire envahi par les orties et les ronces près de Bomarzo (environs de Viterbe). L'étrangeté de ces œuvres, le caractère monstrueux de quelques-unes d'entre elles, le goût du bizarre et le sadisme qui les ont inspirées laissent le lecteur stupéfait et il s'interroge sur l'esprit de celui qui commanda cette tortue gigantesque transportant une victoire, ce colossal éléphant de pierre qui broie un guerrier, cet Hercule sauvage (9 mètres de haut) occupé de déchirer une femme en deux, cette nymphe géante livrée à l'étreinte d'un invisible agresseur. Si la férocité de ces œuvres suggère maintes questions, on ne peut qu'admirer leur qualité artistique, la liberté et l'autorité de la facture. L'origine des « monstres » abandonnés était restée jusqu'à ce jour obscure. P. de Mandiargues cite des textes qui dissipent les doutes : le duc Vicino Orsini, possesseur d'un palais à Bomarzo, amateur de « *choses extravagantes et surnaturelles* » les fit sculpter au XVIe siècle.

M. T.

(Suite de la chronique des livres page 172).

LE MOIS A PARIS

ECOLE DE PARIS 1957. — LE SALON D'ART SACRÉ. — RIK WOUTERS. — Si le Salon de l'*Ecole de Paris* 1957 compte peu de toiles qui restent gravées dans le souvenir, il n'en constitue pas moins une synthèse loyale et courageuse des recherches qui se poursuivent sur notre sol. La présentation, comme toujours, est des plus ingénieuses, au point de faire parfois illusion sur la qualité intrinsèque des œuvres, celles-ci — et notamment les non-figuratives — étant utilisées à des fins ornementales. Le choix des noms témoigne de l'effort accompli pour détecter le talent dans toutes les tendances et à tous les âges. Jeunes et aînés fraternisent, et parmi ces derniers, Braque et Van Dongen presque seuls manquent à l'appel.

Traités en théorème, *L'Homme et la Femme sur la plage* de Picasso, toile authentique, est un cruel « à la manière de ». Au contraire, la fougue de la vision et du trait reste intacte dans les dessins à l'encre de Chine de Vlaminck, groupés au premier étage. *Les Pommes* de Rouault, *Comme il vous plaira* de Jacques Villon, trois vastes aquarelles de Segonzac ajoutent au prestige d'une sélection où, presque seuls, les *Moissonneurs* de Gromaire — qui taillés dans un granit brun, donnent leur élan, aux clochers de Chartres — s'imposent par leur monumentalité.

Peu de paysages sont aussi nerveusement articulés que celui de Pignon. Peu de natures mortes ont la résonance du *Bouquet au bord de la mer*, de Roland Oudot. Bernard Buffet, une fois de plus, donne tort à ceux qui le prétendent épuisé par le succès : dans son *Grand Canal*, ses pinceaux stricts arrivent à amaigrir jusqu'à la Salute.

Le *Paradis terrestre* de Goerg, l'*Enfant Messaline* de Max Ernst, la

Jeune fille en bateau de Coutaud, les *Iles* de Caillaud, les *Chants d'oiseaux* d'André Masson nous arrachent au *déjà vu* ; mais la transfiguration est plus efficace encore dans une petite page délicieusement concise de Viera da Silva (*le Port*), la *Venise* de Mouly, les *Pétroliers* de Carzou, les *Deux Rois* de Clavé.

Pollet, qui donne sa première exposition, riche de promesses, chez Drouant-David, juxtapose dans son *Dindon* des blancs subtils, et Pierre Faure, dans une interprétation vivante du Paolo Uccello du Louvre, nous redit que la jeunesse ne sortira des désarrois actuels qu'en demandant directement des leçons aux Maîtres.

Les abstraits ne se plaindront pas : ils dominent — en nombre — dans la grande salle. Hartung, Prassinos, Soulages, Schneider, balafrent avec lyrisme des espaces mornes. Quand sortiront-ils de ce *purgatoire ?*

L'abstrait l'emporte également au Salon dit des *Réalités spirituelles*, qui s'est greffé sur le *Salon d'Art sacré*. Que les non-figuratifs parviennent — et notamment dans le vitrail et la mosaïque — à créer un climat mystique par le seul jeu des rythmes ou des lumières, nous n'en saurions douter. L'inconnaissable peut être suggéré hors de toute représentation, (un Manessier l'a prouvé, assez faiblement représenté, comme Estève, chez Charpentier). Mais il faut avouer qu'au Salon du Musée d'Art moderne, aussi peu visité par la lumière terrestre que par l'esprit saint, bien rares sont les peintres qui aient retrouvé un style biblique et pris les raccourcis qui mènent du tangible au Ciel.

— A trente-quatre ans, Rik Wouters, interné en Hollande pendant la guerre de 14 après avoir pris part aux batailles de Liège et d'Anvers, succombait des suites d'une opération. Il importait qu'on nous fît mieux connaître ce Flamand dont la dernière Biennale de Venise avait souligné récemment l'importance.

Dès 1908, s'affirment parallèlement dans ses sculptures (*Au Soleil*, le *Torse penché*) et par les pinceaux (*Intérieur d'aquafortiste*) un sens du rythme, une loyauté d'expression, une force mêlée de tendresse, qui sont d'un maître. Ses admirations ne vont qu'aux grands et, par miracle, loin de se contredire, elles ont un caractère complémentaire. Les leçons de santé de Rodin, de Renoir, tempèrent ce que la discipline cézannienne pourrait avoir de trop rigoureux. Une fois de plus, l'accord est trouvé au pays de Rubens, entre les chaudes dominantes de cuivres, de rouges, d'orangés (*Education, Automne, Fleurs d'anniversaire*).

L'un des derniers portraits, *Rik au bandeau noir*, le montre tel que la mort allait bientôt l'emporter (1916) avec, au fond du seul œil qui voie encore, un reste de l'ardeur dont brûlent ses sculptures et ses dessins. Avec Permeke, avec Tytgat, avec James Ensor (dont il fit un buste monumental, et qui, sans l'influencer, fut sa première admiration), Wouters apparaît comme un des tempéraments les plus mâles que nous aient révélés les Flandres modernes.

CLAUDE ROGER-MARX

LE CINÉMA. — Automne à Paris : rentrée des classes et des champions. Voici les deux grands de notre cinéma : Clouzot et René Clair. Tous deux ont un style. Le problème, pour eux, est celui du scénario.

Clouzot a fait *Les Espions*. Ce n'est pas un roman d'espionnage classique, comme *Les Diaboliques* étaient un roman policier orthodoxe. La publicité, d'ailleurs amusante, du film, montrant des personnages barbus ouvrant une petite fenêtre derrière leur barbe postiche, rend assez bien compte d'une aventure où l'on ne sait jamais qui espionne, qui est espionné, ni pour le compte de qui l'on espionne. On a parlé d'atmosphère de Kafka. Ce serait plutôt un climat de Kachkach. Avec un tout petit sentiment de la caricature, on entrevoit le film très comique qu'on aurait pu tirer de tout cela.

Malheureusement, Clouzot n'est pas un homme d'humour. C'est un noir. Ses espions au triple et au quadruple degré se font des farces sinistres qui vont jusqu'à la torture et à l'assassinat. Et, pour moi, le détail est presque toujours bouffon. Un personnage dit : « J'ai évidemment cru qu'il était Vogel dès qu'il m'a affirmé qu'il n'était pas Vogel. » Toutes les aventures du médecin espion malgré lui, à qui un mystérieux Nicolas téléphone chaque fois qu'il prononce des paroles imprudentes instantanément recueillies dans un micro, ses vaines tentatives d'évasion qui le font chaque fois retomber dans une école maternelle ou dans un bistrot, où une trentaine de tristes figures complotent avec le merveilleux manque de naturel qu'on enseigne dans le *Manuel du Parfait Espion*, l'accent toujours étranger de ces personnes, leurs mines grimaçantes, vraiment, tout cela devrait appartenir à la grande bouffonnerie.

L'auteur a pensé autrement, puisqu'il condamne ses portes au début du film, comme pour *Les Diaboliques*. Cette mesure, qui se défendait très bien dans le cas d'une intrigue entièrement commandée par une clé précise, n'a guère d'objet ici, où l'histoire est peu compréhensible quel que soit le bout par lequel on la prend.

Dans le détail, on retrouve souvent la précision percutante des images de Clouzot. Tout devrait être fort si l'ensemble n'était aussi flou. Mais, décidément, je préférerais la grande farce des espions barbus avec des agents déguisés en chiens, en pendules à balancier ou en sculptures abstraites.

— Je ne serais pas loin de chicaner aussi René Clair sur le choix d'une histoire qui n'est pas de lui. Car, en principe, l'aventure d'un clochard qui recueille un gangster ne présente pas un intérêt profond. Heureusement, René Clair a, depuis toujours, une façon à lui de voir les choses, de les styliser, de les colorer de poésie et, si vous préférez, d'irréaliser le réalisme. C'est dans la mesure où ils ne sont pas tout à fait vrais, où ils participent au monde des images plutôt que de celui des hommes chargés à la fois de la pesanteur newtonienne et du péché originel que les héros douteux

de *Porte des Lilas* éveillent notre sympathie et même notre amitié, au moins pendant le temps d'une séance de cinéma.

Il faut ajouter à cela le miracle de Pierre Brasseur. On peut discuter quelquefois le jeu vraiment foisonnant de cet artiste, dont la seule présence est déjà un débordement. Mais, ici, ce n'est plus un foisonnement de sadisme, ni de libido, ni de cabotinage ; c'est un foisonnement de gentillesse. Il nous communique par rayonnement la sympathie qu'il éprouve, il abolit chez nous à la fois le sens critique et le sens bourgeois. J'ajouterai qu'il est encore servi par le côté inoffensif de Henri Vidal, véritable gangster d'Epinal. Il semble, par contre, que le bon chansonnier Brassens ait fait au cinéma un début sans lendemain.

JEAN FAYARD

Michel Cournot a suivi le « tournage » des Espions *et le raconte dans un livre intitulé* Le premier spectateur. *Le reportage est vivant, souvent amusant et la figure de Henri-Georges Clouzot sort en vistavision. Le bouquin nous rappelle assez* Antoine déchaîné, *qu'écrivit naguère René Benjamin. Il confirme ainsi que la mise en scène appelle le vocabulaire des casernes. L'homme poli au studio, représenté par René Clair, doit être un spécimen unique.*

PARIS DÉVORÉ PAR LES ADMINISTRATIONS. — J'ai déjà dit quels espoirs on pouvait fonder sur M. Sudreau lorsque toutes les administrations devront, obligatoirement, passer par lui pour s'agrandir, se déplacer, acheter ou louer un nouvel immeuble, le démolir et reconstruire. En attendant qu'il ait vraiment la possibilité de prendre des décisions valables au mieux de l'intérêt général et non seulement de la commodité des administrations, celles-ci continuent de jeter leur dévolu, de leur propre initiative, sur les locaux qui leur semblent le mieux leur convenir sans aucun souci de la beauté de Paris, de ses besoins ni, bien entendu, des finances publiques.

C'est ainsi que le Commissariat à la Productivité, voyant que le siège de l'Unesco, place Fontenoy, est en voie d'achèvement, ambitionne de s'installer dans les sept ou huit cents chambres de l'hôtel Majestic que les services de l'Unesco occupaient depuis la guerre.

Or, on sait que Paris manque de grands hôtels, que les touristes étrangers qui viennent dans la capitale ont des difficultés à se loger et qu'il est tout à fait souhaitable que cet ancien palace, admirablement situé, soit rendu à sa véritable destination.

Si l'Unesco s'est fait construire un bâtiment neuf, c'est parce que cet hôtel, malgré les transformations qu'on lui avait fait subir, ne convenait que très imparfaitement à une administration. Il ne conviendra pas mieux à la Productivité qu'à l'Unesco et on peut prévoir, avec le manque de discrétion qui caractérise trop de fonctionnaires, que ce provisoire, car il ne peut s'agir que d'un provisoire, sera extrêmements coûteux en frais d'aménagements.

Si la Productivité a vraiment besoin de nouveaux locaux, qu'on lui construise un bâtiment qui réponde à ses exigences et qu'on laisse le Majestic à sa clientèle de luxe.

Un autre local à rendre au secteur privé est celui qui avait été aménagé, rue de l'Université, à l'usage d'Edouard Herriot, président d'honneur de l'Assemblée nationale. Acheté 7 ou 8 millions, on y aurait dépensé 150 millions en frais d'installation. Le cas du président Herriot est tout à fait exceptionnel et ne doit pas servir le précédent, sinon, le Palais de Versailles ne suffirait pas à loger tous les hommes politiques en quête d'un vaste appartement sans loyer à payer.

Enfin, le château des Ternes, auquel j'avais consacré un chapitre dans mon livre *Demeures parisiennes en péril* et que l'on pouvait croire définitivement sauvé, n'aura échappé à la spéculation immobilière, à en croire un article de *France-Soir*, que pour être abattu au profit de l'Assistance publique.

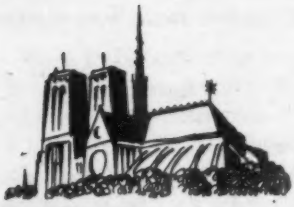
C'étaient bien des services d'aide sociale qui devaient y être installés, mais l'Administration aurait-elle jugé préférable de démolir le seul château qui nous reste des environs immédiats de Paris plutôt que de s'en accommoder comme il avait été décidé ?

Les Parisiens ne restent pas insensibles au massacre de leur cité. Cet article était à peine paru que je recevais d'un lecteur la copie de la lettre indignée qu'il venait d'écrire au responsable de cette nouvelle entreprise, et dont je ne puis mieux faire que de citer ce passage :

« Avez-vous vu le château des Ternes ? Connaissez-vous son histoire ? Ne vous est-il jamais venu à l'idée qu'on pourrait aménager cette demeure et non la détruire ? Avez-vous réfléchi, aussi, à ce qu'il adviendra de Paris quand cette ville ressemblera à New York, par exemple ? Paris ne présentera plus aucun intérêt pour les étrangers, puisque son âme aura été détruite en même temps que ses vieilles pierres. »

Ce sont de telles protestations qui pourront faire hésiter ceux qui ne se soucient pas des monuments du passé.

GEORGES PILLEMENT



MARTIAL PIÉCHAUD. — Quelle poignante surprise nous a causée la mort de Martial Piéchaud ! Et quels regrets unanimes elle a suscités dans le monde des Lettres et du Théâtre où il occupait une place acquise sans complaisance ni concessions. Bien que mon cadet, il était depuis des années mon plus cher et fidèle compagnon, avec lequel j'ai toujours vécu en étroite communion d'esprit. Notre amitié avait pris naissance au lendemain de la première guerre. André Billy nous avait présentés l'un à l'autre dans les bureaux du journal *L'Œuvre* dont il était le critique lit-

téraire (et où j'assumais moi-même les fonctions de critique dramatique). Martial venait d'achever une comédie en quatre actes (la première) et avait manifesté à Billy le désir de me la soumettre. A quoi j'acquiesçai bien volontiers. Je lus *Mademoiselle Pascal* (c'était le titre de la pièce) et il m'apparut de toute évidence qu'il y avait-là une aisance, une sûreté d'exécution, bien rares chez un débutant. Je m'empressai de remettre le manuscrit à Paul Gavault, qui assumait alors (pendant la guerre) la direction de l'Odéon. Gavault reçut sur le champ ce premier ouvrage, le monta avec un soin scrupuleux, lui assura une distribution de choix et *Mademoiselle Pascal* remporta un éclatant succès. Il ne restait plus à Martial Piéchaud qu'à poursuivre sa tâche d'écrivain.

Cette tâche il allait l'accomplir sans se hâter, sans se laisser griser par le désir d'exploiter un premier succès en produisant chaque année un livre ou une pièce. Ce qui ne l'empêcha point de réaliser une œuvre d'une qualité rare en même temps que d'une attrayante diversité.

Ce furent successivement des romans comme *Le Retour dans la nuit*, *Renaître*, *La dernière Auberge* et *Vallée heureuse*. Cela sans préjudice de cinq ou six comédies ressortissant à l'art dramatique le plus noble, le plus désintéressé, comme *Le Sommeil des Amants* (créé au théâtre Antoine avec pour interprètes : Marthe Régnier, Charles Boyer, Henri Rolland), *Le Favori*. Quant à la comédie intitulée *le Quatrième*, elle prit, lorsqu'elle fut représentée en 1928 à la Comédie-Française, la forme d'un petit événement au lendemain duquel Antoine n'hésita pas à écrire « que c'était là un pur joyau, un parfait chef-d'œuvre voué à prendre rang désormais au répertoire classique de la Maison ».

Confiné volontairement dans une sorte de retraite, Martial Piéchaud vivait beaucoup en famille entouré de la tendre affection des siens, tout entier consacré à des lectures et des écrits où il affirmait son esprit purement classique. Ses deux derniers ouvrages en ont particulièrement témoigné, son si intelligent, vivant et érudit *Chateaubriand* et cette passionnante *Vie de Rachel* (son chant du cygne hélas), publiée quelques mois à peine avant sa mort, comme en témoignaient régulièrement aussi les notes littéraires qu'il publiait dans la *Revue de Paris*.

Sa mort fut modeste, discrète comme avait été sa vie même. Il s'éteignit doucement dans sa maison familiale de Nay qu'il aimait tant. Nous serons nombreux à ne pas l'oublier.

EDMOND SÉE

NOTRE LUNE NUMÉRO II. — Il n'y a guère de contestation possible : le lancement du satellite artificiel est le plus grand exploit scientifique de tous les temps. En ouvrant à l'homme l'espoir de réaliser son vieux rêve, celui de Cyrano et de Jules Verne, l'évasion de la planète, il étend

démesurément son domaine et multiplie dans une proportion inconnue le rôle qu'il joue dans l'univers.

A l'émotion qu'a soulevée une si grande nouvelle, s'est ajoutée la surprise que les Soviétiques aient devancé les Américains. Ceux-ci paraissaient si sûrs d'eux ! Une telle pluie d'articles, de communiqués, de films avait accompagné chacun de leurs essais... ou de leurs échecs. N'oublions pourtant pas que si les savants d'outre-Atlantique ont pu bénéficier de la science allemande importée — celle, par exemple, de von Braun et de Dornberger — les Russes sont toujours restés fidèles à la grande tradition astronautique, celle de Ziolkowsky, dont M. Ananoff est en France le dépositaire. Admirons, en tout cas, qu'un monceau de milliards ait pu être consacré à une telle entreprise de science pure — même si les à-côtés n'en sont pas politiquement désintéressés.

Au moment où ces lignes sont écrites, le *Spoutnik* continue imperturbablement sa ronde autour de la Terre. L'orbite en est à peu près la même que celle qui avait été prévue pour le satellite américain : une ellipse qui tantôt s'approche jusqu'à 350 kilomètres du sol, tantôt s'en éloigne à 1.000. Les lois de Kepler imposent une durée de rotation de 1 heure 35 minutes et une vitesse de 8 kilomètres par seconde. Seul, le poids diffère de celui de l'engin *Vanguard* : il est presque décuple. Pour hisser le leur à une altitude d'environ 500 kilomètres, les Américains préparent une fusée à trois étages d'un poids total de 11 tonnes ; on soupçonne la terrifiante puissance de celle qui dut être utilisée pour lancer un projectile de 83 kilogrammes à une hauteur presque double...

Pour la réussite de l'opération, un point était capital. Le calcul d'une trajectoire de satellite résulte, non de l'application des lois de la balistique, mais de celles de la mécanique céleste — lois de Newton et de Kepler. C'était la première fois que ces lois quittaient le domaine de la spéculation pure pour entrer dans celui de la pratique ! Or, l'établissement d'un corps céleste sur une trajectoire fermée exige une précision extrêmement rigoureuse dans la direction et la vitesse du lancement sur l'orbite. Il faut donc croire que, dans le cas du *Spoutnik*, cette précision fut obtenue au moyen d'une commande électronique d'une perfection jamais approchée. Rappelons-nous les nombreux déboires subis par les Américains dans ce domaine : fusées qui échappent au téléguidage, échecs de l'*Atlas*, etc.

Que la puissance de la science soviétique, l'appui à elle apporté par le Gouvernement, donnent à réfléchir aux autres Etats, cela n'est point notre affaire. Contentons-nous d'admirer de loin, puisque c'est notre lot, hélas ! à nous Français, et attendons le prochain raid, qui, n'en doutons pas, tend dès maintenant à atteindre la Lune. Avant le 4 octobre, nous n'aurions point osé prévoir cette étape avant une dizaine d'années. Maintenant, il n'est pas certain que l'envoi d'une chenillette téléguidée sur notre satellite « naturel » ne soit pas une question de mois...

Et n'oublions pas, en tout cas, de rendre justice aux authentiques pion-

niers de la science nouvelle : Jules Verne, qui, le premier, posa scientifiquement le problème, Esnault-Pelterie, qui le résolut, Ziolkowsky qui y appliqua la fusée, et Goddard, qui la construisit.

PIERRE ROUSSEAU

D'UN CHATEAU L'AUTRE. — Revenu du bout de la nuit — son espace va de Vichy au Danemark en passant par Sigmaringen — voici Céline de retour parmi nous. Mais que cette formule n'aille pas laisser soupçonner au cœur de l'ancien exilé quelque douceur nouvelle. Céline nous revient tel qu'il était parti : éructant, convulsé, démentiel, génial par instants, et à jamais figé, semble-t-il, dans l'immobile tourbillon d'une amertume qui se nourrit avidement de tout ce qu'elle touche. Car Céline n'a pas d'idées, pas d'opinions, pas de critères. De tous nos écrivains qui comptent, il est certainement celui dont la pensée est la plus pauvre et la plus négligeable. Se réduisant à la pure négation — mais instinctive, furieuse, désespérée — elle l'oppose avec la même hargne à Pétain et à de Gaulle, aux malades et aux médecins, aux Juifs et aux Anglais. Céline est né pour dire non, encore non, toujours non, et à le voir ainsi prolonger son refus et l'étendre, de livre en livre, à tout ce qui respire, on en vient à se demander à quelle profondeur — simple ressentiment, révolte métaphysique, fureur du rien — sa haine prend sa source.

D'un point de vue plus spécialement littéraire, *D'un château l'autre* (Gallimard), ne nous révèle rien que nous ne sachions déjà sur le talent de son auteur. Une fois de plus, nous voici transportés dans le discours halluciné d'un clochard de génie, à l'haleine mauvaise et au cœur lourd. Les lambeaux de phrases se succèdent, monotones, obsédants, hachés par une ponctuation abusive. Il faut du courage au lecteur pour traverser ces landes de rancœur, ces grèves d'immondices, ces déserts d'inspiration. Mais ce courage, vers le milieu du livre, aura sa récompense. Arrivant à Sigmaringen, l'écrivain Céline en effet se retrouve. L'évocation qu'il nous donne de l'étrange société du lieu, tenaillée par la peur et la vanité, et jetée à peine réveillée de son rêve dans une forteresse d'opéra — cette évocation truculente et cruelle nous paie de notre effort. La grande voix du *Voyage au bout de la nuit* et de *Mort à crédit* résonne de nouveau. Pour un moment, elle cesse de marmonner. L'artiste se réveille.

Sans doute en sera-t-il toujours de même avec Céline. Il lui faut divaguer longtemps et bassement pour que son œil s'allume, que sa voix s'affermisse, que nous le reconnaissions enfin dans ce qu'il a d'inimitable. Comme s'il devait disputer son génie au cloaque qui l'alimente.

JEAN-CLAUDE BRISVILLE

LE CARREFOUR DES SOLITUDES. — Avant d'arriver à ce carrefour, vous devrez parcourir des routes étrangement parallèles. Vous ne vous ennuierez pas chemin faisant. Vous ne verrez peut-être pas très bien où Mégret veut vous mener. Et vous découvrirez finalement que, contrairement à ce qu'affirme le titre, ce n'est pas au carrefour que les personnages se trouvent seuls. Au contraire, c'est précisément là... qu'ils se rencontrent. Je sais, je sais, je fais volontairement un contresens sur la signification du titre. Mais en fin de compte n'est-il pas un peu ambitieux ?

Christian Mégret avait beaucoup à dire sur les Etats-Unis et sur la Russie. Il a compris — ce que beaucoup semblent ignorer — qu'à la surface de ces pays il existe des gens comme vous et moi. Ils naissent, ils vivent, ils meurent. En voilà assez pour faire deux romans. Mégret s'est avisé qu'on pouvait en faire un seul roman. D'un côté (en Russie), il a existé Khristiashka. Les chapitres impairs lui sont consacrés (c'est la prière d'insérer qui le précise). En Auvergne, vivait un jeune Noir de Brooklyn, nommé Ruddy. A lui, les chapitres pairs. Ils vivront toute leur enfance, toute leur adolescence sans se connaître. Et que d'événements, que d'aventures empliront ces jeunes vies soumises à tous les bouleversements internationaux précédant la guerre de 1940. Et puis ils se rencontreront. Khristiashka est déportée en France, Buddy est mobilisé et débarqué en Normandie. Brèves amours, suivies quelques mois plus tard d'une naissance et d'une disparition.

Christien Mégret a joué la difficulté et il a gagné. Non pas que son roman repose sur une documentation de premier ordre. Il s'est contenté d'utiliser tout ce que la presse et les romans nous ont appris sur la Russie et l'Amérique. C'est une étonnante utilisation de lieux communs, tournant parfois au pastiche du genre « série noire » ou de tableaux pseudo-tolstoïens. Mégret ne se soucie ni de la composition ni du style (je le soupçonne même de n'avoir pas relu ses épreuves). Il fonce. Il enchaîne des histoires à la suite les unes des autres. Les personnages taillés dans le bloc de nos souvenirs de lecture prennent une sorte d'épaisseur conventionnelle, consistante à force d'insistance. C'est un flux, c'est un flot de paroles qui submergent, qui entraînent le lecteur. Ce n'est pas du grand roman, c'est du feuilleton supérieur. Comme l'on dit vulgairement, Christian Mégret conquiert ses lecteurs parce qu'il « travaille en force ».

GUY LE CLEC'H

— Editions Julliard.

MUSIC-HALL. — Si Polin, Mayol, Dranem et même Fortugé revenaient sur terre, ils n'auraient plus aucun succès... affirmaient non sans tristesse quelques survivants de ce qu'il est conventionnellement admis d'appeler la belle époque.

Cette réflexion s'est révélée fausse. Et c'est à Henri Genès que revient la joie d'avoir prouvé que le vieux café-concert n'était pas mort et qu'il avait encore une très belle clientèle. Oh ! bien sûr, ce ne sont pas des fans qui viennent applaudir Genès à l'Olympia. Les fans sont là, mais ils sont venus pour un quintette noir, les Platters, qui déversent sur les crânes des spectateurs des tempêtes d'harmonie. Remarquables musiciens, fidèles reflets de notre époque, qui soulèvent chez nos jeunes passionnés de jazz un extraordinaire enthousiasme. Souffrez que je l'admire et ne le partage point...

Or, ces Platters passaient dans le programme en fin de première partie avant Henri Genès. Rude handicap pour ce dernier. Comment allaient réagir les fanatiques du rock and roll ? A notre grande surprise, après deux minutes de flottement, Genès avait conquis la salle, composée en majeure partie de jeunes gens. Sa rondeur joviale, sa bonne bouille de Tarbais en goguette, sa puissante et élégante démarche de pachyderme hilare avaient réussi, dès la deuxième chanson, à dérider les plus tristes fronts, les moins ridés, peut-être...

Genès est sur scène comme il est dans la vie : il s'amuse. On ne peut pas ne pas partager sa bonne grosse gaieté de bon géant bien portant.

Quelques-uns de ses couplets et refrains, qu'il a écrits lui-même, parfois naïfs, parfois satiriques, passaient la rampe à force d'insistance truculente. En vérité, nous pensions à l'Edorado ou au Petit-Casino du début du siècle, et les ombres des comiques troupiers flottaient derrière les larges épaules du candide et débonnaire Henri Genès. Les petites jeunes filles et les nouveaux petits messieurs d'aujourd'hui, qui venaient de se pâmer (non sans raison je le répète) devant les exercices vocaux du jazz noir, découvraient le bon vieux rire gaulois et ne pouvaient se défendre de se divertir franchement aux calembredaines d'un fantaisiste qui tenait drôlement la scène. Calembredaines ? voire... Sa caricature d'un grand chanteur de charme, faite avec une légèreté de touche très étonnante chez cet hercule de foire, débordait le cadre de la farce pour atteindre les frontières d'un humour très plaisant.

Et deux histoires qu'il raconte avec beaucoup de verve achevèrent de conquérir un auditoire qui n'était pas venu pour lui. Les voici :

— C'est un Noir américain qui depuis trois mois vient chaque matin à la synagogue d'une petite ville des Etats-Unis. Un jour, le rabbin lui dit : « Mon fils je vois que vous êtes devenu un fidèle de chez nous. Vous aimez donc notre religion ? — Oh ! oui, répond le Noir. — Dans ce cas, mon fils, dit le rabbin, vous devriez vous convertir... — Me convertir ? s'écrie

le Noir. Alors vous trouvez que je n'ai déjà pas assez d'emm... comme ça ? »

Et la deuxième :

... Un touriste arrive au bord d'un petit lac d'Amérique et demande au passeur combien il prend pour traverser le lac. « Deux livres », répond celui-ci. Le touriste lève les bras au ciel. C'est affreusement cher. « Ah . dit le passeur, c'est que ce n'est pas un lac ordinaire. C'est un des lacs que Notre Seigneur a traversés à pied ! » Et le touriste remarque simplement : « Parbleu ! avec les prix que vous demandez, ce n'est pas étonnant ! »

SERGE VEBER

LE PRIX NOBEL. — En décernant à Albert Camus le prix Nobel, le jury de Stockholm a couronné l'écrivain qui s'est consacré avec le plus de constance et d'éclat au problème de l'angoisse moderne. Cette angoisse Camus, philosophe de formation, l'a traitée d'abord en philosophe. Son *Sisyphe* a tracé un tableau du monde absurde qui semblait ne laisser à l'homme qu'une seule porte de sortie : le suicide. Camus a repoussé cette solution par un argument subtil (mais captieux), le maintien de l'absurde ne lui paraissant possible qu'en exigeant la mort et en la refusant à la fois. Dans le même temps il appelait en renfort — et c'était là, dès le début de sa carrière un recours d'une importance capitale — les impératifs de la conscience. Reconnaissant l'exigence de certaines valeurs qu'on eût dites jadis *chrétiennes*, il décida de les maintenir dans un monde « révolté » en leur attribuant une origine purement humaine.

Peut-être est-ce là un des aspects les plus étranges et les plus troublants de son œuvre que cet appel constant aux leçons de la religion lancé par un homme qui ne cesse d'affirmer l'absence de Dieu. L'appel se fait même, d'année en année plus pressant. Etant passé au roman, Camus, après avoir montré que dans l'univers de l'absurde on ne pouvait vivre qu'en *étranger*, a organisé *la Peste* autour d'un saint laïque. Après le saint laïque *la Chute* évoqua un Satan civil, réplique du Satan impérial dessiné dans *Caligula*. La confrontation de ces deux œuvres que doivent séparer quelque douze années rend sensible la marche de Camus du *désespoir accepté* vers le *refus du désespoir*. Il ne faut pas cependant leur demander une pleine justification de sa pensée. Comme tous les écrits que marquent à la fois le symbolisme et la philosophie les romans et les pièces de Camus suscitent chez le lecteur une certaine perplexité. On a de la peine parfois à démêler dans ces pages ce qui est de l'auteur et ce qui appartient à ses personnages, ce qu'inspire l'intention didactique et ce que souffle sa sensibilité. Mais la formidable pression intellectuelle à laquelle est soumis cet univers, si elle ne laisse pas aux hommes la liberté qu'on pourrait souhaiter — surtout dans des œuvres consacrées à la reconquête de la liberté — n'est pas sans offrir une compensation. En enfermant

les êtres dans un huis clos bien organisé, Camus réussit à porter les problèmes moraux dont il les charge à un haut degré de tension.

En tant que romancier Camus a créé un univers qui n'appartient qu'à lui : le lyrisme y est neutralisé par la raison et le stoïcisme, la sensibilité récuse l'attendrissement, le comique s'annule dans le tragique ; les êtres ont la rigueur de cas de conscience, un style d'une netteté minérale les cerne de lignes pures et froides comme celles d'un temple.

Dans les essais de Camus la pensée coule plus libre ; en lisant son intéressant recueil intitulé *Etés* on découvre que, s'il s'éloignait des personnages mythiques chargés de maintenir ses drames du destin dans une architecture austère et rigoureuse il pourrait accéder à une chaleureuse poésie.

En couronnant ce parfait styliste si riche déjà de réussites et possesseur de pouvoirs si divers, on peut penser que le jury Nobel a voulu en même temps honorer une certaine qualité d'efforts : ceux qu'accomplissent les hommes voués à restaurer un ordre dans l'univers dévasté. Tout le monde, il est vrai, ne pense pas que notre siècle a vu *tout* détruire et qu'on ne peut travailler que sur une table rase. Certains se demandent même tout bas s'il était utile de faire tant de détours pour redécouvrir les acquisitions de la religion et de l'humanisme après avoir commencé par les nier, mais les raisons d'admirer Camus sont assez nombreuses pour qu'ils ne s'attardent pas trop à ce doute. Et ils se félicitent, comme les autres, du choix de l'assemblée suédoise, recommandant au monde un écrivain qui jugeant tout perdu, a entrepris avec talent de tout sauver.

M. T.

Du nouveau sur 1940. — Lorsque le 27 septembre 1939 Hitler, la Pologne vaincue, fit connaître à ses généraux sa décision d'attaquer à l'Ouest ceux-ci furent consternés. Ils estimaient que leur armée n'était pas prête. Ils réprouvaient l'invasion de la Belgique et de la Hollande — qui était un des éléments du plan de Hitler.

Ce ne fut que le début d'une sourde querelle que notre collaborateur, le général Koeltz a su reconstituer et qu'il évoque dans un ouvrage passionnant [1]. Pendant les mois qui allaient suivre, l'antagonisme entre le Führer et ses généraux devait prendre d'ailleurs un autre aspect. Dès la fin d'octobre, au lieu d'une offensive vers la mer destinée à *occuper du territoire* Hitler a envisagé une attaque de blindés dans la région de Sedan dont le but serait d'encercler et *d'anéantir les armées alliées.*

Toutes les réunions avec le grand Etat-Major (elles furent mouvementées, dramatiques même dit le général Koeltz) toutes les décisions de Hitler jusqu'au printemps 40 représentent un acheminement progressif vers le plan que le Führer ne cessa de préconiser et qui finalement fut appliqué : il portait, on ne le sait que trop, l'attaque principale, une attaque mas-

1 *Comment s'est joué notre Destin. Hitler et l'Offensive du* 10 *mai* 1940 (Hachette). Le général Koeltz a donné une vue d'ensemble de ces travaux dans *la Revue de Paris* de mai 1957.

sive, sur Sedan, le but étant de s'engager ensuite dans la vallée de la Somme et de pousser un coin blindé à toute vitesse vers la Manche.

On peut juger étrange que les généraux aient été opposés à ce plan qui devait se révéler si terriblement efficace. Le fait est qu'ils durent obéir, mais le firent à regret. Seuls deux chefs, Rundstedt et Manstein, approuvaient pleinement cette offensive ardennaise, dont ils avaient eu d'ailleurs l'idée en même temps que Hitler. Celui-ci ignora pendant plusieurs mois que ces techniciens partageaient ses vues. Lorsqu'il eut pris contact avec eux sa décision se trouva renforcée et même, sans le dire, il utilisa certaines de leurs suggestions.

On devine le caractère tragique que peut revêtir aux yeux du lecteur français le récit de ces conflits. Ils pourraient se résumer par ces mots : « L'histoire d'une décision ». Une décision qui entraînera notre défaite. Sera-t-elle prise ? Ne le sera-t-elle pas ? On voit notre sort, petit à petit, se fixer sur les cartes. Le jour où le Kriegspiel fut au point nous avions déjà perdu la guerre. Le général Koeltz remarque que ce jour-là Hitler aussi l'avait perdue, car ayant eu raison contre ses généraux, il décida de ne plus dorénavant tenir compte de leurs avis. Sa victoire de France contenait en germe sa défaite de Russie.

Le récit du général Koeltz suscite deux remarques. Il est vrai que le peintre de Vienne a eu raison contre ses généraux — le civil contre les militaires — mais non contre tous puisque deux d'entre eux avaient mis au point dès le début (et beaucoup mieux que le Führer ne pouvait le faire) la solution Sedan. D'autre part les généraux opposants, d'un certain point de vue, avaient raison. Ici intervient un élément psychologique sur lequel, à ma connaissance, on n'a pas attiré l'attention. Crever le front français à Sedan et encercler les alliés était une perspective tentante pour tous les chefs allemands (de l'O.K.W. à l'O.K.H. et à l'O.K.L.). Si elle ne les a pas tous séduits c'est, me semble-t-il, tout simplement parce que le risque était énorme. Les généraux allemands ne pensaient pas que les alliés *commettraient la faute de jeter en Belgique des forces trop puissantes* (l'expression est de l'un d'entre eux) en dégarnissant leurs arrières. Et si la faute n'était pas commise les forces du Reich ayant passé la Meuse se seraient trouvées pendant quelques jours dans une situation *très dangereuse.*

Le « génie » de Hitler a tenu avant tout à ceci : il a parié sur l'impéritie du chef français. Quand on lit aujourd'hui les mémoires du général Gamelin, on trouve qu'il n'avait pas tort. Mais en 39 ce chef n'avait pas encore publié de souvenirs. Donc Hitler a *agi en joueur,* comme il l'avait fait à plusieurs reprises et surtout en réoccupant la Rhénanie démilitarisée. Un officier du 2e Bureau français (sans y croire bien sérieusement et à tout hasard) a consulté des astrologues pour essayer de deviner les projets de Hitler qui, d'après certains, donnait dans ces fariboles. On aurait mieux fait de s'adresser à un psychologue. On pourrait écrire deux biographies du Führer. L'une serait intitulée : *Histoire d'un Monstre,* l'autre : *Hitler ou la Vie d'un Joueur.* Et Hitler n'a pas seulement joué sur les « moyens » de notre chef en estimant qu'il était homme à « commettre

la faute » (voir plus haut) ; il a joué sur les effets d'une certaine doctrine française qui avait exercé une influence profonde sur l'organisation de nos armées et l'esprit d'un certain nombre de nos chefs. De même qu'en 1914 Grandmaison avait réussi à faire prévaloir la doctrine « *Offensive partout* » [1] de même dans l'entre-deux-guerres on s'était installé dans le thème « *défensive partout* ». Quels que soient les arguments qu'on puisse présenter pour justifier ces attitudes monolithiques elles étaient déraisonnables. L'une a failli nous faire perdre 14, l'autre nous a condamnés en 40. Le colonel Goutard a montré que pendant deux jours, les Allemands qui avaient franchi la Meuse, auraient pu être arrêtés. Pour des motifs divers les chefs français locaux ou autres n'agirent pas. Aucune attaque sérieuse ne fut lancée à temps contre la maigre flèche des assaillants. La doctrine avait exercé ses ravages : l'esprit n'était plus tourné vers l'attaque. Ainsi donc cette terrible tragédie peut se réduire à deux termes : d'un côté un pari, de l'autre des fautes intellectuelles. Comme le pari n'aurait pas été gagné sans les fautes il faut conclure qu'une fois de plus le Destin préposé au sort des armées s'est montré parfaitement rationaliste.

MARCEL THIÉBAUT

POLITIQUE INTÉRIEURE. — En annonçant la chute du ministère Bourgès-Maunoury, conséquence de l'échec devant l'Assemblée nationale de la loi-cadre sur l'Algérie, la presse était unanime, au matin du 1er octobre, pour reconnaître que la crise était grave et que sa solution serait longue à trouver. Ce n'était pas là l'expression d'un don de divination. Il était hélas clair que, pour difficile qu'il fût de la résoudre, la question algérienne n'était qu'un élément d'une situation fort compliquée. Elle allait du reste, très vite, passer à l'arrière-plan, pour laisser la place aux problèmes économiques et financiers. Et ceux-ci, à leur tour, allaient rapidement évoluer du plan technique au plan politique, le second plus embrouillé encore que le premier.

Ainsi, la crise étant ouverte, le président de la République procède aux consultations d'usage. S'il tient compte uniquement des conditions dans lesquelles le cabinet Bourgès-Maunoury a été mis en minorité il doit s'adresser à M. Jacques Soustelle, dont l'intervention contre la loi-cadre sur l'Algérie a entraîné le vote hostile ou l'abstention d'une cinquantaine d'indépendants. Mais, en dehors de cela, l'ancien gouverneur général d'Algérie n'a d'audience qu'auprès d'une vingtaine de républicains sociaux. M. Coty ne fait donc pas appel à lui, et pas davantage aux indépendants dont la défection a cependant été déterminante. Il retient le nom qui lui a été fourni le plus fréquemment, celui de M. Guy Mollet. Le secrétaire général de la S.F.I.O. passe pour être resté dans l'ombre de M. Bourgès-

1. *Revue de Paris. Joffre et Laurezac*, par le général de Lardemelle (1er et 15 janvier 1933).

Maunoury, on le dit, depuis sa chute de mai dernier, disposé à reprendre place à l'Hôtel Matignon. Il est incontestablement maître de son parti et dispose d'un crédit solide dans les partis du centre.

Mais, tout de suite, M. Guy Mollet se heurte à l'opposition des modérés. Son programme économique et financier porte bien des économies, mais aussi des impôts (200 milliards) supplémentaires, ainsi que le blocage et le strict contrôle des prix avec des sanctions et la revision des circuits de distribution. Sans parler de nouvelles avances à demander à la Banque de France. Les modérés, qu'il n'est d'ailleurs pas question d'intégrer dans un éventuel cabinet, mais qui sont indispensables comme soutien, proclament leur hostilité irréductible à une telle politique. M. Guy Mollet n'insiste pas.

M. René Pleven arrive en second. La mission d'information qu'il avait assumée cinq mois auparavant le qualifie pour jouer les conciliateurs. Il pose deux conditions : 1° Son gouvernement comprendra les représentants de tous les groupes nationaux ; 2° Il réclamera une trêve d'un an afin de trouver une solution pour l'Algérie, prendre des mesures de redressement économique, financier et social, et de réviser la Constitution. M. Pleven ne soulève guère d'enthousiasme. Les modérés sont assez montés contre les socialistes. Ces derniers ont peu de goût à participer à un gouvernement où seraient aussi les indépendants. Au moment où l'on s'attend à voir la S.F.I.O. prononcer un refus, c'est du côté radical où il était imprévisible, que vient le vote négatif. M. Pleven aussitôt renonce.

Voilà les augures décontenancés par ce double échec. M. René Coty reprend ses consultations. Il apparaît chaque jour plus clairement que la crise de Trésorerie est très grave. Qui inspirera confiance ? M. Pinay, comme en 1952 ?

M. Pinay est poussé par ses amis. Il accepte de tenter l'épreuve, dresse un bilan qui se défend d'être agressif, monte un programme où perce le souci de ne pas couper les ponts avec les socialistes. Mais ceux-ci restent braqués contre les modérés. Les Républicains populaires ne veulent pas isoler les socialistes dans l'opposition, et pourtant le programme de M. Pinay ne saurait les inquiéter. Ils s'abstiendront.

M. Pinay va jusqu'au bout. Mais c'est l'échec devant l'Assemblée.

Quatrième semaine, quatrième homme : M. Robert Schuman. Le premier soin de l'ancien président du Conseil M.R.P. est d'établir ce qu'il appelle « l'acte notarié » de la situation financière. Il réunit les grands experts, qui jusque-là étaient toujours consultés isolément, et leur fait dresser un état de nos besoins et des possibilités d'assainissement. Cela fait, il faut bien une fois encore revenir à la question politique puisque M. Robert Schuman décline l'offre de pousser plus loin sa mission : « Pas de gouvernement viable, dit-il, tant qu'un rapprochement ne s'est pas fait entre les partis. » [1].

MARCEL GABILLY

1. Au moment où nous corrigeons les épreuves M. Guy Mollet, réapparu, cherche à former un cabinet. (*N.D.L.R.*)

★ ★ CHRONIQUE DES LIVRES ★ ★

LE F.B.I.

par Don WHITEHEAD *(Éditions Morgan, Paris)*

LE F.B.I. (Federal Bureau of Investigation) n'est que l'un des dix-huit organismes d'enquête et de sécurité qui fonctionnent aux Etats-Unis à l'échelon national ; mais c'est un de ceux dont on a le plus parlé en bien comme en mal. Lorsque Théodore Roosevelt le créa en 1908, ce ne devait être qu'une sorte de commission destinée à enquêter, pour le compte du Département de la Justice, sur les fraudes foncières du Far West et sur les infractions à la loi anti-trust. En 1917, il ne comptait encore que 300 agents qui, comme les autres services de sécurité américains, furent bien incapables d'empêcher les énormes sabotages commis par les Allemands aux Etats-Unis. Ce n'est qu'à partir de 1933, quand s'engagea à fond la lutte contre les gangsters, que ses effectifs s'étendirent : les hommes du F.B.I. devinrent alors les « G-Men », c'est-à-dire les hommes du gouvernement fédéral, par opposition aux membres des polices des divers Etats. Les nécessités de la guerre lui donnèrent une nouvelle impulsion ; il fallut non seulement assurer la sécurité du territoire (et sur ce point, la réussite fut totale), mais partager avec les services de l'Armée et de la Marine le travail de renseignement à l'extérieur, opérer contre les agents hitlériens en Amérique du Sud aussi bien qu'aux Etats-Unis. En deux ans, le nombre d'agents du F.B.I. passa de 2 600 à 5 000. Il est aujourd'hui de 6 000, plus 8 000 fonctionnaires administratifs. C'est le F.B.I. qui, en 1949, révéla aux Anglais que Klaus Fuchs (Allemand devenu citoyen britannique et chef de service au centre atomique de Harwell, après avoir travaillé au montage de la première bombe, au Nouveau-Mexique), livrait des renseignements à l'U.R.S.S. : d'où l'ouverture d'une filière qui conduisit à Harry Gold et aux époux Rosenberg.

Den Whitehhead, journaliste américain bien connu, et deux fois lauréat du prix Pulitzer, raconte cette histoire. Chaque chapitre pourrait être le sujet d'un roman policier. Mais l'histoire est intéressante à d'autres points de vue. Elle montre — à ceux qui l'ignoraient — quels obstacles la constitution fédérale des Etats-Unis oppose à l'exercice du pouvoir central : le Kidnapping et le gangstérisme ont longtemps bénéficié de cette situation; les Noirs souffrent encore de la quasi-impuissance du département de la Justice devant telle ou telle décision d'un jury local. Le livre de Den Whitehead montre d'autre part combien est difficile, en quelque pays que ce soit, la tâche d'un service de renseignements qui refuse de recourir aux procédés d'inquisition personnelle. L'action du F.B.I. a été l'objet, aux Etats-Unis mêmes, de controverses passionnées. Mais on ne doutera pas des qualités exceptionnelles de son chef. Edgar Hoover a pris la direction de son service en 1924, lorsqu'il avait 29 ans; il a vu passer les administrations républicaines et démocrates, se succéder les Présidents de la Maison Blanche et les attorneys généraux à la tête du département de la Justice. Trente-trois ans après, il est toujours au même poste.

P. F.

TRIDENT

par Charles GOUJON *(Éditions France-Empire)*

CE livre n'est ni très bien écrit, ni très bien construit, mais il est profondément attachant par sa simplicité et son honnêteté, et je ne doute pas qu'il ne captive le lecteur le moins porté par tempérament vers les choses de l'aviation.

Il y a des gens qui savent écrire, mais qui n'ont rien à dire. Il y en a d'autres qui ont à raconter des choses exceptionnelles, et qui sont les seuls à pouvoir le faire parce qu'ils sont les seuls à les avoir accomplies. Qu'importe qu'ils les écrivent moins brillamment qu'ils ne les font !

Charles Goujon faisait partie de cette aristocratie de l'aviation qu'on appelle pilotes d'essais et qu'entoure une sorte d'auréole de mystère et de respect. C'était l'homme le plus rapide d'Europe, titre qu'il avait conquis en conduisant les essais et la mise au point du *Trident*, avion de conception et de construction françaises, dessiné par Lucien Servanty, qui passe pour le plus révolutionnaire et le plus rapide construit en Europe.

Je ne vous expliquerai pas les secrets de ce dragon cracheur de feu, auquel des réacteurs d'une grande puissance don-

naient déjà une vitesse fort respectable, mais qui était de plus le premier et le seul qu'on eût osé faire décoller du sol avec ses trois fusées en marche simultanément, ce qui lui donnait la puissance fantastique de 50 000 chevaux, presque celle des machines d'un contre-torpilleur de 3 000 tonnes pour des dimensions infimes en comparaison.

Goujon avait tiré de cet engin des résultats remarquables qu'il n'avait le droit, disait-il, de publier qu'en partie. Peu importe ! Ce qui est attachant, c'est cette initiation qu'il nous proposait en nous faisant d'abord le récit de sa carrière. Hélas ! un accident encore mystérieux y a mis fin. Charles Goujon a trouvé la mort sur le *Trident*.

JACQUES MORDAL

DU BOLCHEVISME

par M. Michel Collinet *(Amiot-Dumont)*

Auteur de divers ouvrages sur le syndicalisme, M. Michel Collinet avait publié, il y a une dizaine d'années, un excellent essai sur *La Tragédie du Marxisme*. Il nous offre aujourd'hui, non pas une histoire du bolchevisme, mais une ample et passionnante étude sur la théorie et la pratique de ce phénomène spécifiquement russe qui, de 1901 à 1953, s'est identifié à Lénine puis à Staline, et dont le communisme — tel qu'il a triomphé dans divers pays, hors de l'U.R.S.S., après la seconde guerre mondiale — ne reproduit que l'avant-dernier aspect : celui du totalitarisme stalinien. Entre le Lénine de 1905 et celui de 1917, il y a un abîme; à partir de là, le système se développe implacablement. La liquidation des soviets au profit du parti caractérise la phase léniniste du pouvoir dit soviétique; la liquidation du parti au profit du secrétaire général caractérise la phase stalinienne. La pratique bolcheviste a transformé les grandes conceptions idéologiques qui étaient à la base du marxisme-léninisme en simples affabulations destinées à couvrir la volonté de puissance du pouvoir communiste.

L'idée-force du parti est la seule qui ait conservé une réelle authenticité à travers les mutations du régime. Quant à la « démocratisation » de ce régime, elle est parfaitement incompatible avec ses principes et avec sa structure. Le stalinisme n'a pas plus été un « accident » que la dictature du parti n'avait été un « expédient » de la guerre civile. Sur ce point, M. Michel Collinet aboutit aux mêmes conclusions que M. Georges Izard dans *Viol d'un Mausolée*, paru au printemps dernier.

P. F.

QUELQUE SECRÈTE FUREUR

par Kamala Markandaya *(Robert Laffont)*

Kamala Markandaya raconte ici le lent acheminement vers le patriotisme d'une jeune indienne, Mirabaï, qui n'est autre qu'elle-même. A dix-sept ans, elle s'éprend de Richard, un ami anglais de son frère. Quand elle a vingt ans, Richard veut l'épouser, mais la mère de Mirabaï refuse sans donner de raison. La jeune fille devient alors la maîtresse de Richard et ils font un voyage jusqu'à la pointe extrême de l'Inde, là où on peut à son gré se baigner dans le Golfe du Bengale ou la mer d'Oman.

L'action se passe juste avant et pendant la dernière guerre. Les troubles se multiplient, mais sa liaison avec un des occupants ne donne à Mirabaï aucune impression de culpabilité. Son frère Kitsamy et elle se sentent beaucoup plus proches des Anglais dont ils ont assimilé la culture que des paysans indiens analphabètes. Mais un autre frère de Mira, Govind, un frère adoptif, n'accepte pas, lui, sa situation de privilégié, ni les bons rapports avec les Britanniques. Il disparaît pour s'adonner au terrorisme qui, selon lui, est le moyen le plus rapide de libérer son pays.

On donne à Kit une jeune épouse de caste supérieure comme lui, mais d'une famille moins occidentalisée que la sienne. Le désaccord profond entre Premala et Kitsamy symbolise de façon saisissante l'opposition entre l'Inde éternelle et celle des Anglais. Au grand scandale de sa famille, Mirabaï devient journaliste. Elle admire de plus en plus, mais sans les imiter, les audaces de son amie Roshan, qui organise des manifestations contre les conditions de vie lamentables des pauvres, notamment la façon dont se passent les voyages en troisième classe.

Premala trouve un centre d'intérêt dans un village nouvellement créé. Elle aide Hickey, le missionnaire qui a construit une école. Pour Mirabaï, sa raison de vivre continue à être Richard et elle pense que l'agitation va cesser, que tout rentrera dans ce qu'elle considère comme l'ordre. Une nuit qu'elle est avec son frère Kit au bal du gouverneur, une foule misérable et résolue fait irruption.

Premala périt dans l'école que les nationalistes ont incendiée et Kitsamy le collaborateur est tué d'un coup de couteau. Le missionnaire fait un faux témoignage pour que Govind soit accusé de meurtre, mais la foule de ses compatriotes arrache le jeune homme à la justice anglaise. Alors seulement Mirabaï comprend qu'elle ne doit plus revoir Richard. Mue par une force plus puissante qu'un choix, elle s'en va, titubant de souffrance, avec son peuple.

Kamala Markandaya est un émouvant écrivain qui, pour atteindre à l'excellence, devra apprendre à ne pas noyer l'essentiel sous un luxe de détails.

B. BECK

LA MANDARINE

par Christine de Rivoyre *(Plon)*

La Mandarine (titre sans rapport véritable avec l'intrigue), c'est d'abord l'histoire de la famille Boulart : l'aïeule « Mémé Boul » dirige un luxueux petit hôtel rue de Rivoli où descendait avant la guerre la gentry britannique. Elle vit entourée de ses petits-enfants : Séverine, sa vivante réplique avec quarante ans de moins — une jolie fille rousse, sensuelle et avide, mariée à un cousin, bon administrateur mais dont le prosaïsme détonne dans ce milieu; Laurent et Baba, frère et sœur inséparables, âgés d'une vingtaine d'années, chétifs, malingres qui ne quittent pas leur chambre hérissée d'électrophones et d'appareils enregistreurs, composent de la musique concrète en captant les bruits du hall et couchent volontiers dans le même lit sans penser à mal.

Survient un jeune duc espagnol, le duc de Barberillo, belle proie pour l'ardente Séverine car le roman est aussi l'histoire de Séverine. Malheureusement le jeune duc a, par distraction, fait un enfant à Baba qui finit par s'en apercevoir au moment où son soupirant va devenir l'amant de sa sœur. Barberillo averti, entend se comporter en caballero et épouser Baba à l'étonnement de la famille et au désespoir de Séverine frustrée d'un amant à son goût. La famille est sur le point de se désagréger. Mémé Boul intervient alors pour rétablir l'ordre particulier aux Boulart : on rappellera les égarés qui sont allés se marier en Espagne, l'enfant de Baba naîtra à Paris et Séverine se prêtera, à l'occasion, à son beau-frère ce qui ne troublera pas sa jeune sœur revenue entre temps à la musique concrète et aux électrophones.

Ce roman est écrit avec un parti pris d'optimisme et une sorte d'amoralisme qui semblent un peu forcés et enlèvent à la longue de la consistance aux personnages qui finissent par évoquer des marionnettes de théâtre.

S. DE LA BAUME

ADIEU MARINE

par Jean Decoux *(Plon)*

Tout le monde connaît le nom de l'amiral Decoux qui fut de 1940 à 1945 le dernier gouverneur général de l'Indochine française, au terme d'une carrière de quarante-cinq années consacrées au service de la Marine.

Après le témoignage rapporté dans *A la barre de l'Indochine* et les souvenirs de ses premières campagnes au Pacifique Sud, *Sillages des mers du Sud*, il passe en revue aujourd'hui les souvenirs amassés pendant près d'un demi-siècle aux postes les plus divers où l'appela une carrière hors série. Conteur habile, il se révèle sensible au pittoresque, à l'anecdote, au charme d'un paysage ou d'une cocasserie, depuis ses premières armes sur le *Borda* ou le croiseur école *Duguay-Trouin* jusqu'à ses postes les plus importants à l'état-major général. On ne lira pas sans émotion le départ des sous-marins de Calais lancés à la rencontre de l'escadre allemande au début de la guerre de 1914, alors que l'Angleterre ne s'était pas encore déclarée, ou les pages consacrées à la cruelle Espagne de la guerre civile, qu'il connut tout particulièrement à l'occasion des missions humanitaires confiées en Méditerranée à la division de croiseurs qu'il commandait.

L'ouvrage ne fait qu'effleurer le drame indochinois. Il se conclut sur quelques pages empreintes de l'amertume d'un serviteur fidèle blessé de n'avoir quitté les geôles japonaises que pour connaître la prison en France, l'amertume aussi d'un marin profondément attaché à la Marine, devant la crise dramatique qui s'abattit sur elle au moment de la libération du pays.

Nous comprenons cette amertume, mais l'amiral Decoux a servi son pays avec assez d'éclat pour se tenir dorénavant au-dessus de la mêlée des passions. Il est assez grand seigneur pour oublier l'injure personnelle, assez marin pour savoir que l'institution la plus tradition-

nelle, la plus fortement charpentée peut, comme elle est en train de le prouver, survivre aux pires vicissitudes.

J. M.

L'HISTOIRE DE L'OPERA

par René Leibowitz *(Éd. Corréa)*

C'est une somme. Deux gros volumes nous instruisent de la naissance de l'Opéra, de son développement, de ses éclipses, de l'apport de chaque pays dans son évolution, etc. Ceci serait déjà un gros travail de musicologue, mais René Leibowitz fait mieux, il étudie maints opéras, les analyse, établit le rapport entre les musiciens influencés les uns par les autres et donne des exemples musicaux qui expliquent aussitôt ce que les termes techniques ont de trop mystérieux pour les non initiés.

Leibowitz prétend que c'est la renaissance de l'opéra qui l'a poussé à écrire ce livre, renaissance opérée par la multitude de festivals internationaux qui ont remis à l'honneur l'art lyrique. Il est impossible de dire en quelques lignes tout ce que ce livre renferme, depuis Monteverde jusqu'à Schoenberg en passant par Mozart et Debussy. Ce qu'il faut dire, c'est la largeur de vues de l'auteur, maître du dodécaphonisme et qui parle de Puccini en véritable amoureux.

Le livre est orné d'illustrations d'époque, représentant les grands chanteurs dont les noms sont restés accolés aux triomphes des œuvres.

Un seul regret : pourquoi R. Leibowitz use-t-il si souvent de mots tels que compositionnel, motivique, structuration, etc., mots que l'on trouve parfois dans le jargon philosophique, mais que j'ai cherchés en vain dans Larousse et Littré ?

H. JOURDAN-MORHANGE

NOTES INTER-ARTICLES

Frank Kafka et les Lettres françaises, par Maja Goth, p. 23. — *Choix de poèmes*, de René Bizet, p. 23. — *La Douve*, par Loys Masson, p. 39. — *Rencontre à Bombay*, par Ira Morris, p. 39. — *L'Histoire de Joel Brand*, par Alix Weirsberg, p. 73. — *La Mission*, par Ferreira de Castro, p. 93. — *Paméla*, par Joan Haslip, p. 93. — *Le pétrole et la haine*, par François Quilici, p. 144. — *Les Monstres de Bomarzo*, par André Pieyre de Mandiargues, p. 156.

(Croquis et dessins de Drian, Christian Bérard, Krol, Graul Sala, Maiciès, Claude Tolmer, Livia Dubreuil, Pierre Dubreuil, Decaris, Paul Bret, et R. Caillaux.)

IMP. CHAIX, 20, RUE SERGÈRE, PARIS. — 3089-J 69-10-57.

La Vie quotidienne
aux États-Unis
à la veille
de la guerre de Sécession
par
R. LACOUR-GAYET
HACHETTE

CALMANN-LÉVY

De beaux livres reliés pour vos cadeaux et vos bibliothèques

Un document bouleversant

LE JOURNAL D'ANNE FRANK

Un volume sur bouffant Vélin relié pleine toile, d'après la maquette de R. MASSIN, et sous jaquette rhodialine. Pages de départ en deux couleurs. Edition augmentée de documents photographiques et iconographiques.

1.387 fr. (t. l. c.)

MICHEL DE SAINT-PIERRE

LES ÉCRIVAINS

Le roman le plus discuté de l'année

Un volume sur Vergé, relié pleine toile, d'après la maquette de R. MASSIN et sous jaquette rhodialine ..... **1.400 fr.** (t. l. c.)

JEAN ANOUILH

PIÈCES ROSES

Le Bal des Voleurs
Le Rendez-vous de Senlis
Léocadia

PIÈCES NOIRES

L'Hermine - La Sauvage
Le Voyageur sans bagage
Eurydice

Deux volumes reliés pleine soie noire et rose sous étui décoré, d'après les maquettes de R. MASSIN. Pages de départ en deux couleurs. Les deux volumes (ne se vendant pas séparément) ..... **2.774 fr.** (t. l. c.)

MARY O'HARA

MON AMIE FLICKA
LE FILS DE FLICKA
L'HERBE VERTE DU WYOMING

Trois volumes sur bouffant Vélin, reliés pleine toile imprimée, d'après la maquette de P. FAUCHEUX et sous jaquette rhodialine. Chaque volume..... **1.387 fr.** (t. l. c.)

LES ANNALES

Sommaire de Novembre

MAURICE GARÇON
de l'Académie française
Les procès de Jeanne d'Arc. Portrait des Juges.

YVONNE-EDMOND FOINANT
Présidente des Femmes chefs d'entreprise France-Europe
La femme chef d'entreprise.

JEAN MISTLER
L'opéra italien au temps de Stendhal.

RENÉ LALOU
Souvenirs romancés.

FRANCIS AMBRIÈRE
Le journal d'Anne Frank.

78, bd St-Germain - PARIS-VIe
Le numéro : 85 francs

DOCUMENTS
REVUE DES QUESTIONS ALLEMANDES

N° 6 NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1957

La victoire du Chancelier,
par A. WISS-VERDIER.
La stabilité de l'électeur allemand,
par C.-A. MOREAU
Les prochains objectifs de la politique étrangère fédérale,
par François COURTET.
•
Les syndicats allemands et le Marché commun,
par Stefan ROTH.
•
Le jeune ouvrier allemand d'après-guerre,
par E. STAHN.
Les Noirs en Allemagne,
par Herbert KAUFMANN.
•
Lorsque les murailles s'écroulèrent (Libération 1945) (I),
par Henriette ROOSENBURG.
•
Judith,
par Alfred ANDERSCH.
•
Jugements sur la France (II).

Et des chroniques politiques, sociales, littéraires et bibliographiques.

Envoi du numéro contre 240 F (Étranger : 270 F)

Numéro spécimen récent gratuit

REVUE DOCUMENTS, 3, rue Bourdaloue, Paris-9e
Tél. : TRU 62-13
C. C. P. Paris 13.253-54

GRASSET

Vient de paraître :

ÉDOUARD PEISSON

La Route du Pôle Sud

ILL. 690 fr.

CECIL SAINT-LAURENT

Croire à Noël

585 fr.

G. LENOTRE

Héros d'aventures

Collection « LA PETITE HISTOIRE » *ILL.* 885 fr.

EMMANUEL BERL

La France irréelle

585 fr.

YVES SJÖBERG

Mort et résurrection de l'art sacré

Collection « ÉGLISE ET TEMPS PRÉSENT » 1.260 fr.

PAUL MOUSSET

D'un Japon secret

780 fr.

AGNÈS CHABRIER

La Plaine des Tombeaux

ROMAN 690 fr.

ALFRED COLLING

Gobert le Bénin

ROMAN 660 fr.

denoël

Les romanciers de 1957

Marianne ANDRAU
D. C.

René BARJAVEL
JOUR DE FEU

Annette BORAUD
QUAND LA CLOCHE S'ARRÊTERA

Michel BREITMAN
LE MAL DE DIEU

Marion DELBO
LE SOLEIL ÉTAIT GAI

Paul GUIMARD
RUE DU HAVRE

Pierre MOUSTIERS
LE JOURNAL D'UN GEOLIER

Jean PORTELLE
LE FOU PERCHÉ

Gérard PREVOT
LES CHEMINS DE PORT-CROS

René REMBAUVILLE
LA BOUTIQUE DES REGRETS ÉTERNELS

Jean-Louis SCHMIT
AVENTURE A ORMALIA

Boris SCHREIBER
LE DROIT D'ASILE

Amé de VIRY
ÉTIENNE ET LES MATHÉMATIQUES

denoël

romans nouveaux

GENEVIÈVE GENNARI

LE RIDEAU DE SABLE

" Geneviève Gennari est sans conteste, selon le jugement de Henri Clouard, l'une des meilleures romancières de ce temps ."

ROBERT KEMP (Les Nouvelles littéraires).

OLIVIER QUEANT

L'HOMME QUI DIT NON

" Il n'y a pas un seul de ces personnages qui ne vive d'une vie terriblement exacte ."

PIERRE BENOIT (de l'Académie française).

" Un ouvrage si entraînant, si divertissant ." **J.-L. VAUDOYER (de l'Académie française).**

LADISLAS DORMANDI

TU MOURRAS SEUL

" Nous reconnaissons à la fois cet univers et cet art : c'est celui de Kafka ."

L'EXPRESS.

NADINE CHAUVIN

LUCAS

Le roman d'amour d'un infirme, un livre bouleversant par sa violence et la témérité de son propos.

YVES SALGUES

LES TACHES DU SOLEIL

Une ardente idylle au cœur du Périgord Noir.

PIERRE PH HORAY

plon

Une nouvelle collection

" HOMMES DE DIEU "

Cette collection vise à montrer les qualités humaines et même les défauts des héros divins. Elle veut, en dépouillant les images et les légendes, tenter de retrouver l'homme en la grâce divine.

ANDRÉ DHOTEL

SAINT BENOIT JOSEPH LABRE

FRANZ HELLENS

SAINTE MARIE DE WOLUWE

★

Documents

JEAN DORESSE

LES LIVRES SECRETS DES GNOSTIQUES DE L'ÉGYPTE

Introduction aux écrits gnostiques coptes découverts à Khénoboskion

Ces livres secrets qui permettent de reconstituer le cadre dans lequel naquit le Christianisme, sont appelés à connaître un retentissement aussi considérable, sinon plus, que les célèbres manuscrits de la Mer Morte.

plon

VAHÉ KATCHA

l'auteur de " Œil pour œil "

L'HAMEÇON

Il n'est pas si facile de tuer son ennemi...

L'Hameçon est un pétrolier militaire dont les officiers ont capturé le pilote d'un avion ennemi abattu : ils doivent le supprimer, soit en l'exécutant eux-mêmes, soit en le faisant égorger par un matelot. Mais aucun d'eux n'ose passer à l'acte.

Comment le pilote trompera plusieurs fois la mort et dupera ses maîtres, jusqu'au dénouement inéluctable, c'est ce que Vahé Katcha nous conte, nous fait voir plutôt, avec une froideur mérimméenne, un art atroce des suspenses et cette technique du découpage, du dialogue qui fait merveille à l'écran.

« Vahé Katcha sera désormais classé comme un remarquable conteur et aussi comme un homme qui met froidement, sévèrement, son espèce en présence de la barbarie où elle est retombée. »

ANDRÉ THÉRIVE

458 fr. t. l. l.

Le soleil dans l'œil

par Michèle Perrein

La crise a éclaté dans le Midi, en week-end, et se développe pendant le retour d'Emma et de Denis. Elle a trompé Denis avec Frédéric, l'a bafoué et depuis qu'elle a avoué elle le regarde souffrir, davantage semble-t-il, de ce que Frédéric pense d'elle et de lui, que du véritable problème : elle a aimé le jeune Frédéric et peut-être l'aime-t-elle encore. Bref, elle se débat avec la question que s'est posée un personnage de Malraux : « Ne serait-on jaloux que de ce qu'on suppose que suppose l'autre ? »

Emma est la première étonnée *de ce qui s'est passé.* Elle voudrait s'interroger, mais il lui faut répondre à un homme qui s'acharne à tourner les événements contre lui *totalement,* alors qu'en fait si les événements le condamnent, ce n'est *qu'en partie.* La bataille a lieu à propos de cette marge. Denis, cinéaste et marxiste, porte un monde où le plus petit fait, la plus brève image est un signe. A mesure qu'elle répond, Emma comprend, comme devant un policier, que les mots déforment les faits, les renouvellent, agrandissent l'abîme qu'elle a creusé en une nuit. Alors elle ne se soucie plus de ce qui s'est passé, elle récuse son souvenir, elle crée avec des mensonges une vérité qui rendra à Denis le courage de l'aimer, puisqu'il ne veut se voir — et c'est son aspect sartrien — que comme les autres le voient.

Cette tâche frénétique éloigne Emma du beau jeune Frédéric qui reste trop calme, trop naturel. A force de renvoyer la balle à Denis, elle partage sa fureur, se passionne pour le jeu qui consiste à recréer le crime, à donner à une tempête la forme d'un récit logique. Et elle finit, de chambre d'hôtel en bistrot de routier, par oublier que, sans doute, c'était ce petit Frédéric qu'elle aimait vraiment.

"LE DEMI-SIÈCLE"

LES RETARDATAIRES

par pierre de Lescure

2 romans de notre temps

LES BORGNES

par lia Lacombe

la nouvelle collection
DEL DUCA

Jacques CHASTENET
de l'Académie Française

HISTOIRE DE LA IIIe RÉPUBLIQUE
TOME IV :

Jours inquiets
et
Jours sanglants
De la Belle Époque à la fin de la Guerre Mondiale

HACHETTE

LA COTE DESFOSSÉS

PARAIT CHAQUE JOUR DE BOURSE sur vingt-quatre ou trente-deux pages ★ ET TOUS LES SAMEDIS sur huit, douze ou seize pages

Tous les cours du Marché de Paris, terme, comptant, hors-cote. Cours de l'or et des devises
Elle publie des articles sur les marchés étrangers : Bourses étrangères et Matières premières

Des Etudes complètes ou des Notes sur les Grandes Affaires Françaises et Étrangères : Antar — Arjomari — Bazar de l'Hôtel de Ville — Dollfus-Mieg & Cie — Péchiney — La Soudure Autogène Française — Compagnie Française des Métaux — Blanzy-Ouest — S.O.G.E.F. — Établissements de la Risle — Moisant-Laurent-Savey — Forges et Ateliers du Creusot.

ABONNEMENTS : 6 mois : 5.500 fr.

Spécimen et documentation gratuits sur demande
à nos bureaux : 42, rue Notre-Dame-des-Victoires
PARIS

VIENT DE PARAITRE

JOSEPH PEYRÉ

DE SABLE ET D'OR

L'œuvre admirable de la France qui a su tirer du désert saharien le pétrole qu'on lui dispute.

MICHELLE MAUROIS

LES ARAPÈDES

roman

DOMINIQUE VILLEBON

LES RIVAGES INTERDITS

roman

MARCEL NATKIN

CARNET

COLLECTION " L'AVENTURE VÉCUE "

J.-M. FIEVET

L'ENFANT BLANC DE L'AFRIQUE NOIRE

La longue et passionnante expédition d'un jeune couple sur les pistes de la Nigéria, du Tchad et du Cameroun.

FLAMMARION

LIBRAIRIE STOCK

6, rue Casimir-Delavigne - PARIS-VIe

TROIS SUCCÈS :

KATHRYN HULME

Au risque de se perdre

« Un extraordinaire roman vécu »
Le FIGARO.

44e mille 750 fr.

Madame Solario

Ce roman-mystère dont tout le monde parle

870 fr.

L'œuvre poétique de MARIE NOËL

Une édition nouvelle, reliée toile, format club 14×19, sur vélin supérieur, sous couvre-livre transparent

1.950 fr.